SOMMAIRE

EDITORIAL

Sauver la paix, restaurer et rénover la démocratie ! par Jacques DUCLOS 1635

★

LE 44e ANNIVERSAIRE DE LA REVOLUTION SOCIALISTE D'OCTOBRE :

Vive le Parti des bâtisseurs du Communisme ! par Maurice THOREZ 1646

Le communisme, force invincible du siècle, par Waldeck ROCHET 1650

★

LE PROBLEME ALLEMAND ET DE BERLIN-OUEST :

Siegfried THOMAS :

Le traité de paix avec l'Allemagne, une nécessité historique 1674

Charles FOURNIER-BOCQUET :

Comment et par qui ont été violés les accords de Postdam 1693

Pierre LEFRANC :

Berlin-Ouest et le problème des spéculations monétaires 1710

★

QUESTIONS PAYSANNES :

La situation à la campagne et les tâches du Parti, par Fernand CLAVAUD 1717

★

LA CRISE DE L'ENSEIGNEMENT :

S.O.S. pour l'école, par Georges COGNIOT 1746

PROBLEMES IDEOLOGIQUES :

Former systématiquement des éducateurs pour les écoles élémentaires, par Jacques LE DAUPHIN 1774

★

RUBRIQUE INTERNATIONALE :

A propos de l'état de démocratie nationale, par B. PONOMAREV 1781

L'éclatement de la République Arabe Unie, par Charles HAROCHE 1802

★

LE MONDE SOCIALISTE EN MARCHE :

La reconstruction socialiste de l'agriculture en Bulgarie, par Bernard COURET 1812

★

CRITIQUE ET BIBLIOGRAPHIE :

Le livre de Gilbert Mury : « Essor ou déclin du catholicisme français ? », par Roger GARAUDY 1832

« Ceux de Châteaubriant », de Fernand Grenier, par Pierre ELOIRE 1843

★

DOCUMENTS :

Le septième anniversaire du drame algérien (déclaration du Bureau politique, 27 octobre 1961) 1848

La campagne de remise des cartes 1962 (déclaration du Bureau politique, 26 octobre 1961) 1850

Après les manifestations algériennes de la région parisienne (déclaration du Bureau politique, 18 octobre 1961) 1852

Solidarité avec les forces de paix du peuple allemand ! (Comité central du 5 octobre 1961) 1854

SAUVER LA PAIX, RESTAURER ET RÉNOVER LA DÉMOCRATIE!

par Jacques DUCLOS.

DANS sa session des 27 et 28 septembre 1961, le Comité central de notre Parti insista plus spécialement sur deux problèmes qui dominent la situation politique de la France et hypothèquent gravement son avenir.

Il s'agit tout d'abord des « *dangers de guerre qui se sont considérablement aggravés dans la dernière période* », étant donné que le « *militarisme allemand menace à nouveau la paix du monde* » et peut à chaque instant jouer le rôle de détonateur pour le déclenchement d'une nouvelle guerre dans laquelle la France serait entraînée, pour d'autres intérêts que les siens et pour des considérations de classe qui sont à la base de l'anti-soviétisme de nos gouvernants.

La terrible menace d'un conflit mondial pèse sur les peuples et elle a pour origine le fait que seize ans après la deuxième guerre mondiale, le problème allemand n'est pas encore réglé, un traité de paix avec l'Allemagne n'est pas encore signé.

La politique allemande des puissances occidentales s'exprima, comme on le sait, par la formation de la République fédérale allemande dans la partie de l'Allemagne occupée par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France.

Et naturellement à cette mesure devait nécessairement répondre la constitution de la République démocratique allemande qui a célébré son XIIe anniversaire le 7 octobre dernier.

La République fédérale allemande représentait dans l'esprit des puissances occidentales la totalité de l'Allemagne, ce qui, pour les revanchards allemands et leurs soutiens, devait aboutir à la mainmise par l'Allemagne de Bonn sur la République démocratique allemande et d'autres territoires ayant appartenu au IIIe Reich hitlérien.

Cela revient à dire que l'esprit de revanche s'est développé en Allemagne occidentale sur la base de la politique menée par les impérialistes des Etats-Unis, de Grande-Bretagne et de France.

La résistance opposée initialement par la jeunesse de l'Allemagne occidentale à l'incorporation dans la nouvelle Bundeswehr, résistance qui s'exprima dans le mouvement « Ohne uns », fut emportée par l'action combinée des revanchards allemands et de leurs soutiens occidentaux.

Les anciens officiers de la Wehrmacht hitlérienne promus aux postes de commandement de la Bundeswehr et les ministres du gouvernement Adenauer, parmi lesquels ont figuré en grand nombre d'anciens fidèles de Hitler, se sont sentis d'autant plus sûrs de l'avenir que le soutien occidental dont ils bénéficient fait disparaître à leurs yeux la crainte d'avoir éventuellement à combattre sur deux fronts. Ce qui pour les militaristes allemands revêt une grande importance en raison même des leçons de l'Histoire des deux guerres mondiales.

C'est dans ces conditions que les revanchards considérant Berlin-ouest comme une tête de pont à partir de laquelle ils pourraient, au moment voulu, lancer leurs opérations de conquête, ont formulé avec insolence et cynisme des revendications territoriales dirigées contre la Pologne, la Tchécoslovaquie et l'Union soviétique, sans oublier la France, car ces messieurs voudraient s'approprier aussi l'Alsace et la Lorraine.

Ils remettraient ainsi en vigueur la décision d'annexion de cette région de la France prise par Hitler en 1940 et contre laquelle *l'Humanité clandestine* éleva au nom de notre Parti la protestation du peuple de France enchaîné par les occupants nazis et les traîtres de Vichy à leur service.

Les revendications territoriales des revanchards allemands sont d'autant plus encouragées, pour ne pas dire soutenues par les puissances occidentales, que les frontières actuelles de l'Allemagne ne sont pas officialisées par la signature d'un traité de paix, ce qui explique la volonté de maintenir le statu quo dans ce domaine, qui s'est exprimé tant à Bonn, qu'à Washington, à Londres et à Paris.

Tout cela aide à comprendre les raisons qui ont déterminé le ministre de la Guerre du gouvernement Adenauer d'avant les dernières élections, M. Joseph Strauss, a déclaré que « *la deuxième guerre mondiale n'est pas terminée* », ce qui souligne que les revanchards de Bonn se considèrent comme les continuateurs de Hitler.

D'autres déclarations de ministres, d'Adenauer, sont à cet égard aussi édifiantes que pleines de périls. Quand par exemple un de ces anciens ministres adenaueriens, M. Dehleis, déclare :

« *Le but final de notre Parti est le rétablissement du Reich allemand et de l'Etat prussien* », sous prétexte de « *... maintenir la culture occidentale en Europe centrale et orientale* », on est fixé sur la nature des objectifs qu'il se propose d'atteindre.

Il en est de même pour von Brentano, ministre des Affaires étrangères, quand il dit : « *L'Allemagne ne renoncera jamais à la récupération des territoires situés au-delà de la ligne Oder-Neisse.* »

Un tel état de choses ne peut manquer de faire réfléchir tous ceux qui ont le souci de sauvegarder la paix et de défendre la sécurité de la France.

Sans doute de Gaulle déclare-t-il d'un ton paterne que la République fédérale allemande ne saurait actuellement constituer un danger, mais ce qui demeure, c'est que la Bundeswehr, forte déjà de 330.000 hommes et dotée d'un matériel offensif moderne, est un redoutable instrument de guerre permettant aux militaristes revanchards de précipiter le monde dans une catastrophe nucléaire.

Les militaristes allemands en mal de revanche, sont convaincus qu'une telle armée permet au gouvernement allemand de faire valoir sa propre interprétation des traités.

De telles déclarations soulignent la réalité du danger que court la paix et qui menace la sécurité même de notre pays car l'histoire en a rapporté maints témoignages, les militaristes allemands, chaque fois qu'ils en ont eu l'occasion et les moyens, n'ont pas hésité à placer le monde, y compris leurs alliés, devant le fait accompli.

Nier le danger que représente d'ores et déjà le militarisme allemand, et plus encore le soutenir dans ses buts de revanche, c'est poursuivre une politique contraire à l'intérêt national.

C'est pourtant ce que fait de Gaulle qui est devenu l'appui le plus sûr du gouvernement de Bonn. Aussi est-il du devoir du peuple français de mettre tout en œuvre pour faire échec aux plans du militarisme allemand.

Comme l'on sait des prémices de négociations, sur le développement desquelles il est difficile actuellement de porter jugement, ont eu lieu entre l'U.R.S.S. d'une part, et les U.S.A. et la Grande-Bretagne d'autre part, mais de Gaulle et son gouvernement se sont refusés à participer à ces premiers contacts.

De Gaulle, se montrant aussi adenauerien qu'Adenauer, s'est également opposé à une réunion d'experts occidentaux qui devait se tenir à Londres en vue d'examiner la suite à donner aux premiers contacts qui s'étaient produits entre Gro-

myko et Dean Rusk, entre Gromyko et Kennedy, Gromyko et Lord Hume et enfin Gromyko et Mac-Millan.

Cette succession d'événements montre combien l'appel du Comité central aux socialistes et à tous les républicains avait raison de dire : « *Le pouvoir gaulliste refuse de contribuer à l'organisation de la paix dans le monde et excite à la guerre froide. Il refuse de négocier le traité de paix avec les deux Etats allemands, de mettre fin à la situation, reconnue anormale par tous, à Berlin-ouest.* »

De Gaulle plonge ainsi la France dans un renouveau de politique munichoise. Jamais, en effet depuis Munich, un gouvernement français n'était allé aussi loin dans le soutien du militarisme revanchard allemand et cette fois c'est fait encore plus ouvertement qu'en 1938, puisque, tout comme durant les années 1940-1944, alors que la France était occupée, la Bundeswehr dispose de bases militaires sur notre sol et peut s'y entraîner avec le consentement du régime de pouvoir personnel.

Dans de telles conditions, la lutte pour la signature d'un traité de paix fixant définitivement les frontières de l'Allemagne, normalisant la situation à Berlin-ouest et portant un coup d'arrêt aux espoirs belliqueux des militaristes de Bonn est nécessaire et urgente.

Le gouvernement de l'Union soviétique vient d'exprimer à nouveau son désir de négociation, au XXIIe Congrès du P.C.U.S., par la voix de Nikita Khrouchtchev qui a déclaré : « *Si les puissances occidentales manifestent le désir de régler le problème allemand, la question des délais de la signature du traité de paix allemand n'aura plus une telle importance. Nous n'insisterons pas pour que le traité de paix soit signé obligatoirement le 31 décembre 1961. Le principal est de régler la question, de liquider les séquelles de la deuxième guerre mondiale, de conclure le traité de paix allemand.* »

De cela, il résulte qu'un règlement pacifique du problème allemand et de Berlin-ouest peut être trouvé par la voie de la négociation, mais certains projets de reconquête aussi ambitieux qu'irréels, doivent être abandonnés.

Les frontières actuelles de l'Allemagne fixées à Potsdam par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Union soviétique et approuvées par la France doivent demeurer intangibles.

Berlin-ouest doit cesser d'être un foyer de provocations à la guerre et les gouvernants de l'Allemagne occidentale aussi bien que leurs alliés de l'O.T.A.N. doivent comprendre que le camp socialiste ne reculera pas, que l'Etat socialiste qu'est la République démocratique allemande ne retombera pas sous la domination des capitalistes monopolistes de Bonn et des revanchards militaristes, tant il est vrai que du fait de l'existence de deux

Etats allemands, l'un impérialiste, l'autre socialiste, le problème national en Allemagne est avant tout un problème de classe.

Ce dont tout Français soucieux des intérêts nationaux peut avoir la certitude, c'est que la proposition de conclure avec les deux Etats allemands un traité de paix comportant la fixation définitive des frontières actuelles de l'Allemagne est conforme aux intérêts de la paix et de la France.

Il en est de même en ce qui concerne la transformation de Berlin-ouest en ville libre démilitarisée et neutralisée. C'est pour exiger que le gouvernement français prenne des initiatives permettant d'aboutir à ce double résultat, que l'action des masses populaires doit se développer dans l'union la plus large.

Elle doit se développer aussi pour contraindre le pouvoir gaulliste à s'opposer à la possession ou à l'utilisation par la Bundeswehr d'armes nucléaires sous le couvert de l'O.T.A.N., ou sous toute autre forme, à mettre fin à la présence de troupes et de stocks d'armements allemands en France, à ne plus limiter ses relations à un seul des deux Etats allemands et à reconnaître aussi la République démocratique allemande, à cesser d'engloutir des ressources immenses dans la mise sur pied d'une « force de frappe » atomique et à participer, au contraire, à la réalisation du désarmement général et contrôlé.

Dans cet esprit la résolution adoptée le 28 septembre par le Comité central demandait aux communistes « *de renforcer leur action aux côtés des autres partisans de la paix, pour susciter sans délai des prises de position et des initiatives des comités de base du Mouvement de la paix et multiplier leur nombre, pour participer aux actions pacifiques des syndicats, des jeunes, des femmes et des diverses autres organisations de masse. En même temps, ils développeront dans tout le pays et en particulier dans les entreprises, l'activité propre du Parti* ».

Il s'agit là d'un noble et important combat duquel dépendent la sauvegarde de la paix dans le monde, l'intérêt de notre peuple et le destin de la France.

★

LE second problème qui a retenu l'attention du Comité central, c'est « *le recul continu de la démocratie, la menace grandissante de guerre civile dans notre pays, comme conséquence de la dictature personnelle de fait qu'il subit* ».

La vie a rapidement confirmé l'appréciation donnée, dès juillet 1958, par notre Parti sur le pouvoir gaulliste qui « *s'ap-*

puie sur les éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins et les plus colonialistes de la grande bourgeoisie et qui tend à ouvrir la voie au fascisme ».

Prisonnier de ses origines, le pouvoir gaulliste manifeste une complaisance coupable à l'égard des officiers et généraux factieux et des organisations fascistes. En France, comme en Algérie, les tueurs de l'O.A.S. multiplient les attentats au plastic, sans qu'aucun des organisateurs de ces attentats soient inquiétés.

Les factieux qui ont eu la malchance d'être arrêtés, sont acquittés par les tribunaux ou relâchés et lorsqu'aucune de ces deux solutions n'intervient, ils peuvent dans de nombreux cas, s'évader grâce à des complicités qu'ils trouvent dans les antichambres du gouvernement, tant il est vrai, comme dit le proverbe, que « *les loups ne se mangent pas entre eux* ».

L'ancien gouverneur de l'Algérie et ancien ministre de de Gaulle, Soustelle, qui fut l'un des organisateurs du coup de force du 13 mai 1958 à Alger, coup de force qui préluda au retour au pouvoir de l'homme de Colombey-les-deux-Eglises, peut chanter dans la presse les louanges du colonel factieux de Saint-Marc tout en se plaignant du sort qui lui est réservé, mais cet officier de coup de main coule des jours paisibles avec Challe et Zeller dans leur prison dorée de Tulle.

« *A l'ombre du pouvoir du général de Gaulle*, comme le dit l'Appel du Comité central aux socialistes et à tous les républicains, *les factieux s'infiltrent dans tous les rouages de l'Etat, armée, police, magistrature, administration, information.* »

Cela explique la facilité avec laquelle les factieux peuvent agir grâce aux concours dont ils sont assurés dans les divers rouages de l'Etat et cela explique aussi la brutalité avec laquelle les forces dites de « l'ordre », si clémentes quand il s'agit des factieux, interviennent contre les travailleurs algériens comme en ont témoigné les événements du 17 octobre dernier.

Le pouvoir gaulliste a tenté de jeter une sorte de manteau de Noé sur les actes abominables commis au cours de la nuit du 17 au 18 octobre. Mais la vérité a fini par percer et l'on sait maintenant que des dizaines d'Algériens ont été tués, mais par contre on ne sait pas ce que sont devenus les cadavres de ces victimes.

La puissance des manifestations du 17 octobre auxquelles participèrent 30.000 travailleurs algériens vivant dans la région parisienne, a témoigné de la volonté qu'ont ces hommes d'être traités comme des êtres humains et de voir leur pays, l'Algérie, accéder enfin à l'indépendance.

Par ces manifestations qu'ils voulaient pacifiques, puisque

femmes et enfants y participaient, ces travailleurs entendaient s'élever contre les mesures de répression prises à leur encontre, contre les brutalités dont ils sont l'objet, contre la fermeture à 19 heures des établissements qu'ils fréquentent et contre le couvre-feu à 20 heures.

De telles mesures signifient pour les travailleurs algériens l'application de méthodes de discrimination que les nazis appliquèrent en France durant l'occupation et dont la résurrection est désormais déshonorante pour notre pays.

Les procédés de caractère fascite qui furent utilisés contre eux par le gouvernement ont illustré la thèse selon laquelle, comme nous n'avons cessé de le répéter, la continuation de la guerre d'Algérie aggrave dangereusement chaque jour la menace fasciste.

Le Bureau politique du Parti dans une déclaration du 18 octobre, après avoir dénoncé l'activité du pouvoir gaulliste *« qui semble tout faire pour que s'élargisse le fossé creusé entre Français et Algériens, par sept années de guerre »*, déclarait : *« Créant un climat d'insécurité et tendant à dresser la population française contre les travailleurs algériens, de tels actes font le jeu des factieux, des fauteurs de guerre civile, des tueurs de l'O.A.S., encouragés dans leurs entreprises par les complaisances du pouvoir. »*

Et après avoir appelé la classe ouvrière et l'ensemble des républicains à se dresser contre les mesures de discrimination raciale visant les Algériens, le Bureau politique ajoutait : *« Chaque travailleur, chaque démocrate français doit se sentir personnellement menacé par les mesures de caractère fasciste prises à l'égard des travailleurs algériens, ces mesures pouvant demain être étendues à eux. »*

De tout cela se dégage l'obligation pour le peuple de France d'intensifier son combat pour imposer la reprise d'une véritable négociation sur la base de la libre autodétermination du peuple algérien dont tout montre qu'il veut l'indépendance, et dans le respect de l'intégrité du territoire algérien.

La proclamation de l'indépendance de l'Algérie que veulent les Algériens comme en ont témoigné notamment les puissantes manifestations du 1er novembre jour du 7e anniversaire de la guerre et l'ouverture de négociations pour fixer les rapports futurs entre la France et l'Algérie, ainsi que le statut de la minorité européenne, comme l'a suggéré Ben Khedda, président du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne, permettrait de mettre rapidement fin à la guerre qui se poursuit depuis sept ans.

Le gouvernement français loin d'envisager une telle solution semble au contraire vouloir continuer à tergiverser, aussi

faut-il le contraindre à négocier et à négocier loyalement avec la volonté d'aboutir à la paix.

La récente déclaration du Président du G.P.R.A. a montré que si le gouvernement français cesse de mettre en avant ses exigences colonialistes la paix en Algérie peut être rapidement conclue.

De plus, en cette période anniversaire du déclenchement de la guerre d'Algérie qui dure depuis sept ans et alors que les travailleurs algériens sont durement frappés par la répression, le peuple de France a le devoir de leur témoigner sa solidarité agissante et s'élever contre les procédés de caractère fasciste dont ils sont victimes.

A la lumière de ces événements, de nombreux Français *« commencent à s'apercevoir que, loin d'avoir barré la route au fascisme, le pouvoir personnel lui prépare son lit et fait peser de plus en plus sérieusement la menace de guerre civile »*.

Cela explique le mécontentement légitime des travailleurs et de toutes les couches de la population victimes des monopoles capitalistes dont le pouvoir gaulliste fait la politique. Et ce mécontentement a naturellement des échos jusqu'au sein de divers partis et organisations qui après avoir aidé de Gaulle à retourner au pouvoir et après l'avoir soutenu, en viennent à se poser des questions et à formuler des réserves.

Le mécontentement suscité par la politique gaulliste s'est exprimé dans le Parti socialiste S.F.I.O., dans le Parti radical et aussi dans une certaine mesure à l'intérieur du M.R.P., sans parler des remous parlementaires qui eurent pour résultat de réduire la représentation parlementaire en séance, au cours d'un récent débat agricole à l'Assemblée nationale, aux seuls députés de l'U.N.R.

La politique gaulliste a contribué au développement d'un climat de lutte qui s'étend à l'ensemble du pays. Dans le secteur nationalisé, l'action unie a pris une ampleur telle qu'elle a contraint de Gaulle à renoncer à la réquisition contre la grève des cheminots du 26 octobre. Dans le secteur privé, de nombreux mouvements revendicatifs se déroulent et à la campagne le mécontentement continue à se manifester sous des formes diverses.

La nécessité de l'unité de lutte de la classe ouvrière et de l'union des forces démocratiques fait des progrès cependant que divers partis et organisations en viennent à penser que des changements politiques s'imposent.

On a vu se réaliser l'action unie contre les agressions et attentats fascistes à Avignon, à Toulouse, à Saint-Brieuc où ont eu lieu des meetings et manifestations unitaires. En divers points de France, notamment dans les Côtes-du-Nord, le Tarn,

la Savoie, dans les Hautes-Alpes, à Château-Thierry les forces ouvrières démocratiques se sont rassemblées, des socialistes et des communistes se sont prononcés avec d'autres républicains en faveur de l'union sans exclusive c'est-à-dire avec les communistes.

Malheureusement si des militants socialistes de plus en plus nombreux comprennent la nécessité d'une telle union les dirigeants de la S.F.I.O. n'en sont pas là, comme en témoigne la lettre de Georges Brutelle, secrétaire général adjoint du Parti socialiste au P.S.U.

Dans cette lettre, il est reproché au P.S.U. d'avoir eu le 13 octobre dernier une entrevue avec une délégation du Parti communiste français, entrevue en conclusion de laquelle un communiqué fut publié.

Il est plus particulièrement fait grief au P.S.U. d'avoir dans ce communiqué considéré « *comme très positive l'union déjà réalisée dans un certain nombre de localités et de départements avec, notamment, les organisations de la S.F.I.O., du P.C.F., du P.S.U., des syndicats et d'autres formations démocratiques* ».

Et, bien entendu, l'appel lancé aux militants et aux démocrates de toutes tendances pour qu'ils s'inspirent de ces exemples, fait l'objet de la condamnation de la S.F.I.O. qui a différé les rencontres ultérieures prévues avec le P.S.U.

Cela signifie que l'hostilité des dirigeants socialistes à l'unité d'action est toujours vivace mais il faut voir aussi que si le Parti socialiste a cru devoir porter ainsi le débat sur l'unité d'action avec les communistes sur la place publique, c'est parce que l'idée de l'unité fait du chemin et c'est là une raison de plus pour les communistes d'intensifier leurs efforts unitaires dans l'esprit de « *L'appel du Comité central aux socialistes et à tous les républicains* ».

L'union et l'action peuvent, seules, permettre de faire face aux dangers qui nous menacent. C'est du peuple uni, classe ouvrière en tête que peut venir le salut.

Sans les luttes populaires qui ont été livrées depuis trois ans, les comploteurs auraient pu conduire la France à l'abîme. Des millions de grévistes mirent en échec les comploteurs de janvier 1960, et ceux d'avril 1961 ont eux aussi dû reculer devant la puissance de l'arrêt national du travail et devant l'hostilité des soldats du contingent aux agissements criminels des généraux félons.

Les faits ont montré que s'ils sont unis dans l'action, les travailleurs et l'ensemble des démocrates sont les plus forts. La preuve est faite que la division est mortelle et fait le jeu des pires ennemis de la paix, de la liberté et de la nation.

C'est pourquoi, en dépit des divergences qui subsistent entre communistes et socialistes, entre républicains de diverses nuances, l'union est possible et nécessaire pour imposer la paix en Algérie par la négociation et pour sauvegarder la paix en Europe.

Et par-delà cette possibilité immédiate, le Parti communiste propose aux socialistes, à tous les républicains, à l'ensemble du peuple de France un programme permettant de restaurer en France une démocratie rénovée.

Les propositions de notre Parti se résument dans l'élection d'une Constituante au suffrage universel et proportionnel pour restaurer et rénover les institutions républicaines et la vie nationale.

L'élection d'une Constituante a été demandée par le Parti socialiste et diverses autres organisations à Brioude, à Avranches, au Creusot. Et notre Parti propose que la nouvelle constitution démocratique donnée au pays repose sur les principes suivants :

— le gouvernement émane d'une Assemblée nationale unique devant laquelle il est responsable. Les députés sont élus à la représentation proportionnelle et sont révocables ;

— les organisations factieuses sont dissoutes, l'armée de métier abolie, les formations militaires mises au service exclusif de la nation, la police épurée et démocratisée;

— les libertés locales sont respectées et étendues. Plus de préfets. Les juges sont élus;

— sont nationalisés les monopoles de fait : l'industrie atomique, l'industrie du pétrole et du gaz naturel, des grandes entreprises sidérurgiques et chimiques, les grandes compagnies de navigation, les banques d'affaires, etc. Toutes les industries nationalisées sont soumises à une gestion profondément démocratique. Un puissant développement est imprimé aux branches fondamentales de l'économie;

— le niveau de vie des travailleurs et de toutes les couches sociales victimes des monopoles est relevé, leurs revendications pressantes sont satisfaites à la ville et au village. La culture et l'enseignement subissent des réformes démocratiques profondes. La laïcité de l'école et de l'Etat est rétablie. La jeunesse se voit garantir l'accès à l'instruction, au métier, aux loisirs et aux sports. »

Ces propositions rappelées dans l'appel du Comité central doivent être portées à la connaissance des larges masses et plus particulièrement à la connaissance des socialistes et des républicains avec qui il est nécessaire de prendre contact afin de montrer quel est le chemin que préconisent les communistes pour sortir de la situation actuelle.

Cet appel a été tiré à quatre millions d'exemplaires et les militants du Parti ont pour devoir non seulement de le diffuser, de le faire parvenir aux militants socialistes, aux personnalités républicaines exerçant une influence sur l'opinion publique, mais d'en discuter avec eux, d'insister sur le fait que l'union peut nous permettre de nous sauver tous ensemble et que la division serait mortelle pour les uns et pour les autres.

Comme le dit l'appel du Comité central :

« Tous ensemble, nous vaincrons le fascisme et le pouvoir personnel,

Tous ensemble, nous imposerons la paix en Algérie par la négociation,

Tous ensemble, nous ferons triompher la cause de la paix, du désarmement effectif et contrôlé,

Tous ensemble, nous contribuerons à la détente internationale et à la coexistence pacifique,

Tous ensemble, nous instituerons une démocratie véritable, celle qui donnera à tous le pain, la paix et la liberté. »

VIVE LE PARTI DES BATISSEURS DU COMMUNISME! *

par Maurice THOREZ

Camarades,

NOUS célébrons le 44e anniversaire de la Révolution socialiste d'Octobre juste au lendemain du XXIIe Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique.

Ce fut un grand et beau Congrès, qui fera date non seulement dans l'histoire des peuples soviétiques, mais aussi dans celle de tout le mouvement ouvrier international, de l'humanité tout entière.

Nous avons vécu des heures émouvantes et exaltantes. A dater de ce Congrès, le communisme a cessé d'être simplement l'objet de notre théorie scientifique pour devenir la tâche pratique de deux cents millions de soviétiques.

Le nouveau programme du Parti, présenté par le camarade Khrouchtchev, se résume dans la devise : « *Tout pour l'homme, tout pour le bien de l'homme !* »

C'est un document d'un authentique humanisme. Il annonce la réalisation du rêve séculaire de l'humanité : le régime social sans classes, le monde sans armes et sans guerre où s'épanouiront en chaque personne toutes les virtualités et tous les talents.

Pour la première fois régnera le grand principe : « *De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins.* »

La formule qui est inscrite sur nos monuments : « *Liberté, égalité, fraternité* », mais qui ne pouvait pas trouver d'application effective dans une société capitaliste, devient l'expression fidèle des rapports nouveaux au pays des Soviets. Elle est complétée par ces termes qui vont droit au cœur des masses de tous les pays : « *Paix, travail et bonheur de tous les peuples !* »

De 1789 à 1871, puis à 1917, des Jacobins aux Communards, puis aux Bolcheviks, l'héritage des grandes idées progressives et révolutionnaires est passé dans les mains de la classe et du Parti réellement capables de le faire fructifier.

---

* Allocution prononcée le 7 novembre 1961 à Paris, lors de la soirée commémorative du 44e anniversaire de la Révolution socialiste d'Octobre.

Les peuples de l'Union soviétique et le Parti de Lénine ont vérifié dans la pratique cet enseignement du marxisme que la dictature du prolétariat — la démocratie la plus large pour tous les travailleurs — est une nécessité pour la construction du socialisme, mais une nécessité transitoire. Elle disparaît dès l'accomplissement de cette tâche. Elle fait place à l'Etat du peuple entier, le premier Etat qui ne soit pas l'expression de la domination d'une classe.

Le XXIIe Congrès a été le prolongement et l'approfondissement de la ligne adoptée en 1956 par le XXe Congrès.

Celui-ci avait dressé le bilan du socialisme victorieux et élaboré des thèses nouvelles d'une exceptionnelle importance, auxquelles notre Parti était déjà préparé par ses propres travaux : la guerre a cessé d'être fatale ; il est possible dans certaines conditions de passer pacifiquement au socialisme.

Le XXe Congrès avait consacré le retour aux normes léninistes dans la vie du Parti et de l'Etat. Il avait condamné le culte de la personnalité de Staline, avec les erreurs, les fautes et les crimes qui en avaient résulté.

Le retour aux normes léninistes ne signifiait nullement une marche en arrière, mais l'élan confiant vers l'avenir.

Le XXe Congrès a déterminé un nouvel essor de la pensée créatrice marxiste-léniniste, son application féconde dans tous les domaines, grâce à la lutte intransigeante sur les deux fronts : contre l'opportunisme et le révisonnisme, contre le sectarisme et le dogmatisme.

L'orientation du XXe Congrès a eu une importance décisive pour tout le mouvement communiste international, qui a encore renforcé sa cohésion et sa combativité. Les représentants de 80 partis sont venus le déclarer bien haut à la tribune du dernier Congrès, en proclamant leur confiance et leur admiration pour le Parti communiste de l'Union soviétique, qui a toujours donné l'exemple de l'internationalisme prolétarien.

Le XXIIe Congrès a confirmé la condamnation, prononcée en juillet 1957, du groupe antiparti, qui avait essayé d'empêcher la mise en pratique de la ligne adoptée un an plus tôt et qui voulait ramener le Parti et le peuple soviétique en arrière. Le Comité central de notre Parti avait alors approuvé la décision de nos camarades de l'U.R.S.S.

Les dirigeants du Parti du Travail Albanais à l'époque, se disaient également d'accord. On voit maintenant qu'il n'en était rien.

Ils remettent violemment en cause l'orientation générale du XXe Congrès. Ils n'acceptent plus la condamnation du culte de la personnalité, toujours en honneur chez eux.

Ils pratiquent une politique sectaire et aventuriste, qui les oppose aux autres pays du camp socialiste, à tout le mouvement ouvrier international.

Ils compromettent l'avenir de l'héroïque peuple albanais.

Comme l'an dernier, à la conférence des 81 partis communistes et ouvriers, notre délégation au XXIIe Congrès a vivement réprouvé l'attitude néfaste des dirigeants albanais.

On ne peut que regretter que nos camarades chinois aient cru devoir faire des réserves sur l'exposé public des divergences qu'avait objectivement présenté le camarade Khrouchtchev. Il vaudrait mieux qu'ils usent de leur influence pour amener les dirigeants du Parti du Travail albanais à une plus juste compréhension de leur devoir.

Pour construire le communisme, le peuple soviétique a besoin de la paix. Le Congrès s'est fortement préoccupé de la lutte contre le danger de guerre, en particulier contre la renaissance du militarisme allemand.

Le Congrès a insisté sur l'urgence, seize ans après la fin des hostilités, d'un traité de paix avec les deux Etats allemands, de façon à mettre un terme aux agissements des revanchards de Bonn. Il a réclamé avec force la transformation de Berlin-Ouest en une ville libre et démilitarisée.

A ce propos, une question nous était posée sans arrêt par les délégués au Congrès, par les ouvriers des usines et les travailleurs des différentes institutions que nous visitions, par les speakers de la radio et de la télévision : comment est-il possible, nous disaient les hommes et les femmes soviétiques, que de Gaulle, qui fut notre allié dans la guerre contre Hitler, favorise à ce point la politique revancharde d'Adenauer et de ses généraux nazis ?

Comment est-il possible que le peuple français, dont le sol a été envahi trois fois en trois quarts de siècle par le même ennemi, tolère l'existence de bases militaires allemandes sur son territoire ?

Le peuple soviétique, qui a tant souffert, qui a perdu tant de sang de Stalingrad à Berlin, ne peut pas comprendre cette politique de connivence avec le militarisme allemand.

Il est fermement décidé à empêcher le retour de la catastrophe. C'est pourquoi il est tout entier derrière son gouvernement, qui prend les mesures de défense nécessaires.

Le gouvernement soviétique a proposé et propose de rendre toute guerre impossible en jetant les armes à la ferraille, en supprimant les armées permanentes, leurs états-majors, en réalisant le désarmement universel, général et contrôlé.

Non seulement les puissances impérialistes, Etats-Unis en tête, n'ont pas accepté ces propositions conformes à l'intérêt des peuples, mais elles ont intensifié la course aux armements. Elles ont réarmé l'Allemagne réactionnaire, confié la direction de leurs propres troupes aux généraux hitlériens, menacé, comme de Gaulle, d'employer la force à Berlin.

Le gouvernement français a poursuivi, seul, les expériences

nucléaires que l'Union soviétique avait cessées unilatéralement.

Dans ces conditions, que restait-il à faire à l'Union soviétique, sinon assurer les moyens nécessaires à sa propre défense, à la défense du camp socialiste, à la défense de l'humanité tout entière contre les horreurs d'une nouvelle guerre ?

Le gouvernement soviétique a dû se résigner à la reprise des explosions nucléaires. Et les tartufes qui n'avaient jamais élevé la voix contre les deux cents explosions américaines ni contre la bombe, aussi coûteuse que dépassée, du Sahara, poussent les hauts cris contre l'Union soviétique.

Il est vrai que les retombées radioactives peuvent présenter un certain danger. Mais il y a une chose bien plus dangereuse encore : c'est la guerre atomique elle-même, qui ferait disparaître des peuples entiers, à commencer par le nôtre.

Et que l'on ne dise pas que l'Union soviétique et tous les peuples épris de paix auraient tort de s'alarmer, que nul chez les impérialistes ne songerait à faire usage des armes atomiques !

Les Américains ont montré à Hiroshima et à Nagasaki de quoi ils étaient capables, en massacrant sans pitié des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants. C'est ainsi qu'ils ont expérimenté leurs bombes, sans même pouvoir invoquer l'utilité militaire.

Ils inauguraient alors leur politique dite de force, aux fins de domination mondiale.

Heureusement, ils ont perdu le monopole de l'arme atomique. Heureusement, le progrès scientifique et technique a mis à la disposition de l'Union soviétique les armes les plus puissantes. Pour la première fois, la force est au service de la paix.

Nous avons dit et nous redisons que nous comprenons et approuvons sans réserves toutes les mesures prises par le gouvernement soviétique pour la sauvegarde de la paix.

Il nous incombe de faire prendre conscience à notre peuple de la gravité de la situation et des responsabilités qui sont les siennes dans le combat général pour la paix.

Plus que jamais, le peuple de France sent combien les efforts et les sacrifices des peuples soviétiques servent la cause de toute l'humanité. Les campagnes de haine et d'excitations antisoviétiques se briseront contre son bon sens.

L'amitié entre nos deux peuples ira en se renforçant. Elle sera un gage puissant de progrès et de paix.

Vive le 44e anniversaire de la glorieuse Révolution d'Octobre !

Vive le Parti de Lénine, le Parti des bâtisseurs du communisme !

Vive la solidarité prolétarienne internationale !

Vive le Communisme !

Vive la Paix !

LE COMMUNISME FORCE INVINCIBLE DU SIÈCLE

par Waldeck ROCHET *

Camarades,

IL y a quelques jours seulement qu'a pris fin le XXIIe Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, le Congrès des bâtisseurs du communisme.

C'est pourquoi nous fêtons, cette année, la grande Révolution socialiste d'Octobre, avec une joie et un enthousiasme encore plus vifs que d'ordinaire.

Jamais, en effet, l'Union soviétique n'est apparue plus puissante et plus rayonnante qu'elle n'est aujourd'hui.

Après avoir achevé avec succès la construction du socialisme, le peuple soviétique, sous la direction de son glorieux Parti communiste, se propose maintenant d'édifier la société communiste, qui portera sur son étendard : « *De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins.* »

Quel chemin parcouru depuis 1917, depuis qu'à l'appel de Lénine les ouvriers et le peuple de l'ancienne Russie renversaient le capitalisme et instauraient la République des Soviets.

L'ancienne Russie des Tsars était un pays agricole arriéré où 4 habitants sur 5 étaient illettrés et où la famine et la maladie tuaient des millions de gens.

Les difficultés pour industrialiser le pays et pour instaurer le nouveau régime apparaissaient insurmontables.

De vastes étendues du pays étaient alors occupées par les armées étrangères, les forces conjuguées de la réaction internationale et de la contre-révolution intérieure déchiraient la jeune République des Soviets, la guerre impérialiste avait ruiné l'économie nationale de la Russie qui retardait déjà de 50 à 100 ans sur les principaux pays capitalistes.

Les partis, les hommes politiques, les représentants de la bourgeoisie des pays capitalistes dépeignaient alors les communistes comme des démolisseurs incapables de créer

* Allocution prononcée le 7 novembre 1961 à Paris lors de la soirée commémorative du 44e anniversaire de la Révolution Socialiste d'Octobre.

et de construire et ils prophétisaient l'effondrement rapide du nouveau régime et le retour inévitable au capitalisme.

Même le grand écrivain H. G. Wells, l'auteur des fameux romans d'anticipation, avait surnommé Lénine « *le rêveur du Kremlin* ».

Or, 44 années après, le monde entier peut constater que le rêve est devenu réalité.

La Russie, qui était à la dernière place parmi les principaux pays du monde, est aujourd'hui la deuxième puissance industrielle et la première pour le progrès social, pour la culture et les sciences.

Aujourd'hui, en dépit des formidables destructions de la dernière guerre, c'est la victoire complète et définitive du socialisme en Union soviétique, et l'aurore du communisme, tel est le bilan principal que le grand Parti de Lénine a pu présenter à son XXIIe Congrès.

DES SUCCES EXTRAORDINAIRES

CEPENDANT, malgré les démentis cinglants essuyés dans le passé par les ennemis de l'Union soviétique, il se trouve encore aujourd'hui des prophètes de malheur pour mettre en doute la possibilité de réaliser le grandiose programme d'édification de la société communiste adopté par le XXIIe Congrès.

Quand ils ne font pas le silence sur ce programme — ce qui est souvent le cas — ils vont répétant qu'il s'agit d' « *un pari pour dans 20 ans* ».

Or, ils ont dit cela de tous les plans économiques adoptés par l'Union soviétique, ce qui n'a pas empêché ceux-ci d'être réalisés dans les délais prévus et souvent dépassés.

Il suffit, pour s'en convaincre, de rappeler les principaux résultats des trois premières années du plan septennal adopté en 1957.

Le plan septennal prévoyait que la production de l'U.R.S.S. augmenterait de 8,3 %, par an, au cours des trois années écoulées.

Elle a augmenté de 10,2 %, tandis que celle des Etats-Unis ne progressait que de 2,3 % par an.

Déjà l'Union soviétique a dépassé les Etats-Unis pour la houille, le béton armé préfabriqué, les locomotives électriques, la laine, le sucre, le beurre.

En 6 ans, la production industrielle a augmenté de près de 80 % et celle de l'agriculture a augmenté de 43 %.

Pour les six années écoulées, la production d'acier de l'Union soviétique s'est accrue de 26 millions de tonnes, soit une fois et demie la production totale française ; celle de

pétrole de 95 millions de tonnes, soit 3 fois la production annuelle française ; celle de l'énergie électrique de 175 milliards de kwh.

La production globale de l'Union soviétique est supérieure à celle de l'Angleterre, de la France, de l'Italie, du Canada, du Japon, de la Belgique et des Pays-Bas réunis, qui ont pourtant ensemble 60 millions d'habitants de plus.

Ainsi l'Union soviétique marche d'un pas assuré et rapide vers l'objectif qu'elle s'est fixée : rattrapper et dépasser les Etats-Unis pour la production par habitant.

Ce match pacifique, un journaliste bourgeois l'a comparé un jour à un piéton poursuivi par un cycliste qui, inexorablement, le rattrape et le dépasse.

Il avait d'autant plus raison que le cycliste soviétique peut, à l'occasion, lâcher sa bicyclette pour emprunter le vaisseau cosmique.

LE PROGRES TECHNIQUE AU SERVICE DE L'HOMME

ET ce n'est pas seulement par l'augmentation plus rapide des rythmes de production que le socialisme affirme sa supériorité sur le capitalisme.

Cette supériorité s'exprime aussi et surtout dans le fait que, sous le socialisme, on ne produit pas pour accroître les profits capitalistes qui n'existent plus, mais uniquement en vue de satisfaire les besoins des hommes.

Aux politiciens bourgeois et sociaux démocrates qui répètent volontiers que les communistes sacrifient à l'industrie lourde le niveau de vie des travailleurs et que la production en U.R.S.S. n'existe qu'au nom de la production, le camarade Khrouchtchev a répondu ceci du haut de la tribune du XXIIe Congrès :

« Quelle infâme calomnie contre le socialisme ! Ce n'est pas la production au nom de la production, mais la production pour l'homme qui est le principe sacré de l'activité du Parti et de l'Etat soviétique. La majoration des salaires, la réduction de la journée et de la semaine de travail doivent aller de pair avec l'élévation de la productivité. Plus le rendement est élevé, plus sont grandes les possibilités dont dispose la société pour le bien-être du peuple. Chacun pour la société, la société pour chacun : tel est notre principe inébranlable. »

A la vérité, c'est en régime capitaliste que les ouvriers sont sacrifiés aux impératifs de la production et du profit capitaliste. Car, là, l'augmentation du pouvoir d'achat des masses ne suit jamais l'accroissement de la production, la consommation est toujours en retard, ce qui condamne l'économie capitaliste

aux crises, comme en témoignent en ce moment les 5 millions de chômeurs des Etats-Unis.

L'exemple de la France n'est pas moins probant ; officiellement la productivité du travail dans l'industrie a augmenté en moyenne de 50 % depuis 1949, mais par suite de l'augmentation des prix le pouvoir d'achat des salaires est aujourd'hui inférieur à celui de 1957.

De telle sorte que l'on peut dire que sous le régime des monopoles, plus les travailleurs produisent, moins ils gagnent.

Sous le régime socialiste, il ne se produit rien de semblable. Il n'y a ni crise, ni chômage, ni sous-emploi de l'appareil de production, parce que le progrès technique est au service de l'homme, la production et la productivité s'accompagnent régulièrement de l'élévation du niveau des vie des travailleurs.

Grâce à l'accroissement du revenu national, les revenus réels des ouvriers et des employés soviétiques ont augmenté, au cours des 5 dernières années, de 27 % pour les travailleurs des villes et de 33 % pour les paysans kolkhoziens.

Depuis 1960, les ouvriers et les employés bénéficient de la journée de 7 et de 6 heures.

Les pensions et les retraites vieillesse ont plus que doublé en 5 ans.

Les soins médicaux sont gratuits et la sécurité sociale entièrement assurée par l'Etat, sans aucune cotisation ouvrière.

Au cours des 5 dernières années, on a construit de quoi donner un nouveau logement à 50 millions de personnes.

Au surplus, convient-il de souligner qu'en U.R.S.S. le prix du loyer ne représente que 5 % environ du salaire, alors que chez nous il atteint souvent 20 à 30 %, les augmentations successives devenant insupportables.

LES PREMIERS DU MONDE POUR L'INSTRUCTION ET LA CULTURE

L'UNION soviétique, c'est aussi le pays qui a dépassé le monde capitaliste pour l'instruction et la culture, le pays qui dispose d'une large avance sur les Etats-Unis pour les progrès scientifiques.

En Union soviétique, plus de 4 millions d'élèves des écoles supérieures, secondaires et techniques touchent des bourses et sont logés dans des foyers aux frais de l'Etat.

On forme trois fois plus d'ingénieurs qu'aux Etats-Unis et on compte plus de 20 millions de travailleurs intellectuels.

Ce sont enfin les Soviétiques avec les spoutniks, leurs luniks et leurs vaisseaux cosmiques qui sont partis les premiers à l'assaut du ciel et qui ont ouvert, avec les exploits prodigieux

de Gagarine et de Titov, la voie aux voyages interplanétaires et la route du Cosmos à l'humanité.

Même les adversaires de l'Union soviétique sont obligés de reconnaître l'avance du premier pays socialiste dans le domaine de la culture et de la science.

C'est ainsi que le journal « Combat » du 25 octobre écrivait :

« *En U.R.S.S. ce qui frappe par son niveau relativement élevé de culture, c'est l'ouvrier, le paysan, l'homme de la rue. L'Union soviétique a déjà formé depuis sa fondation* 5 *millions environ de spécialistes universitaires, dont* 3 *millions* 600.000 *sont actuellement en activité. Il est tentant certes d'incriminer la « propagande ». Propagande ou non, les sciences et les techniques poussent plus vite en U.R.S.S. qu'ailleurs. A la perplexité inquiète ou à la rage qui trépigne devant ces résultats, il n'y a qu'un remède : se développer soi-même et plus vite que cela.* »

Se développer soi-même et plus vite que cela, c'est sans doute une bonne recette, mais comment ne pas voir qu'elle est impraticable en régime capitaliste.

C'est d'ailleurs ce que le père des fusées allemandes et américaines, le savant Werner von Braun, reconnaissait lorsque, pour expliquer les raisons profondes des conquêtes scientifiques de l'Union soviétique, il déclarait mélancoliquement à un journal :

> « *A partir de leur philosophie, les Russes ont mis sur pied un système qui leur assure ces succès. Malheureusement notre système, à nous, ne permet pas de remporter les mêmes succès que la Russie.* »

Quel plus bel aveu de la supériorité croissante du socialisme sur le capitalisme ?

Et combien Maurice Thorez avait raison de dire, lors d'un précédent anniversaire, que le socialisme correspond vraiment à l'intérêt de la nation, que seul il peut assurer pleinement la grandeur nationale, que plus on aime son pays plus on doit être partisan du socialisme.

QU'EST-CE QUE LE COMMUNISME ?

OR, voilà qu'en U.R.S.S., grâce aux progrès incessants du régime socialiste, on se propose maintenant de passer à un degré supérieur, à la société communiste.

C'est précisément le grand but que se fixe le programme adopté par le XXIIe Congrès..

Pour donner une idée de l'œuvre accomplie par le Parti de Lénine, Nikita Khrouchtchev a comparé les programmes

que ce parti a adoptés, aux différentes époques, à une fusée à trois étages.

Le Premier étage de la fusée, avec la réalisation du programme du Parti bolchevick adopté en 1903, a permis à la Russie de s'arracher au monde capitaliste, grâce à la victoire de la grande Révolution socialiste d'Octobre.

Le deuxième étage, avec le programme de construction du socialisme adopté en 1919 sur les indications de Lénine, a permis de construire le socialisme.

Le troisième étage, avec le nouveau programme, est destiné à placer l'Union soviétique sur l'orbite du communisme.

Mais qu'est-ce que le communisme et qu'apportera-t-il au peuple de l'Union soviétique ?

Le programme donne la définition suivante du communisme :

« Le communisme est un régime social sans classe avec la propriété du peuple entier sur tous les moyens de production et l'égalité sociale complète de tous les membres de la société. Au fur et à mesure du développement harmonieux des hommes, on verra grandir également les forces productives sur la base de la science et de la technique en développement constant ; toutes les sources de la richesse sociale couleront à flots et c'est ainsi que se réalisera le grand principe : « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ». Le communisme, c'est une société hautement organisée de travailleurs libres et conscients où s'affirmera l'auto-administration publique, où le travail pour le bien de la société sera pour chacun le premier besoin vital et une nécessité faite conscience, où les capacités de chacun seront appliquées avec le plus de profit pour le peuple. »

Ainsi, le communisme se présente comme la phase supérieure du socialisme et de l'émancipation humaine.

Nous savons que, dans la société socialiste, l'on applique le principe : *« de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail »*, *et non « selon ses besoins »*.

Certes, sous le socialisme l'exploitation de l'homme par l'homme a disparu et il n'y a plus de profit capitaliste. Le travail a également changé de caractère, mais il reste cependant avant tout le moyen de gagner sa vie. C'est que les forces productives n'ont pas encore atteint un niveau suffisamment élevé pour réaliser la répartition des produits selon les besoins.

Pour assurer, sans aucune limitation, à tous les membres de la société des biens matériels et culturels selon leurs besoins croissants, leurs demandes et leurs goûts individuels, cela exige un développement considérable de la production obtenue par la productivité du travail la plus élevée du monde sur la base de rapides progrès de la science et de la technique.

Le programme montre que cela exige notamment l'électrification de tout le pays, la mécanisation complète et l'automatisation combinée de la production, l'application générale de la chimie aux procédés industriels ; un développement considérable de la production agricole et, enfin, l'élévation continue du niveau culturel et technique de tous les travailleurs et de tout le peuple.

L'ABONDANCE ET LE BIEN-ETRE POUR TOUS !

LE programme se propose de réaliser la base matérielle et technique de la société communiste dans les 20 ans à venir.

Dans vingt ans, la production industrielle, qui sera multipliée par 6, représentera à peu près le double de la production actuelle de tous les pays du monde non socialiste.

Avant la fin de la première décennie, elle dépassera celle des Etats-Unis par tête d'habitant.

La production globale de l'agriculture augmentera de 3 fois et demie et l'Union soviétique aura, alors et de loin, le niveau de vie le plus élevé par rapport à n'importe quel pays capitaliste.

Le volume du revenu national augmentera de 5 fois et demie et, compte tenu de la part réservée aux investissements, les revenus annuels des travailleurs augmenteront de près de 4 fois. Au cours des dix ans à venir sera réalisé le passage à la journée de 6 heures ou à la semaine de 35 heures et même de 30 heures pour les travaux pénibles.

Le pays du communisme en construction aura la journée la plus courte du monde.

La durée des congés payés sera allongée progressivement jusqu'à un mois et étendue graduellement aux paysans des coopératives.

Des dizaines et des dizaines de millions de logements seront construits afin d'assurer à chaque famille un logement confortable.

L'aisance matérielle sera ainsi assurée pour toutes les couches de la société.

Une telle tâche sera réalisée, d'une part, grâce à l'augmentation de la rémunération individuelle des travailleurs suivant leur travail, et, d'autre part, par l'augmentation des fonds publics répartis sous différentes formes gratuitement entre tous les membres de la société.

Déjà, actuellement en Union soviétique, la sécurité sociale, l'instruction publique et de nombreux autres services sociaux sont gratuits.

Mais aux termes des 20 prochaines années, les fonds

sociaux de consommation seront à peu près égaux à la moitié du montant des revenus réels de la population.

A ce moment, seront assurés aux frais de la société :

— l'entretien gratuit des enfants dans des établissements appropriés et dans des écoles-internats, selon le désir des parents ;

— l'instruction gratuite dans tous les établissements d'enseignement ;

— le logement, le chauffage, le gaz et les transports en commun gratuits ;

— le repas de midi dans les entreprises, les administrations et les kholkhoz gratuit ;

— l'assistance médicale pour tous les citoyens, y compris le traitement pour les malades dans des maisons de cure, gratuite ;

— la gratuité partielle du séjour dans les maisons de repos, les pensions et les bases de tourisme ;

— tous ceux qui sont physiquement inaptes au travail seront entretenus aux frais de la société ;

— enfin les impôts, dont la plupart des travailleurs sont dès maintenant exonérés, seront complètement supprimés.

Ainsi, sera assurée la pleine satisfaction des besoins matériels et culturels des hommes.

L'ELIMINATION COURAGEUSE DES SEQUELLES DU CULTE DE LA PERSONNALITE

LE socialisme et le communisme, c'est aussi le développement et l'épanouissement de la démocratie.

Le passage au communisme — dit le programme — signifie le développement au maximum de la liberté de l'individu et des droits des citoyens soviétiques.

Certes, déjà sous le socialisme qui supprime l'inégalité de fait existant en régime capitaliste, la démocratie la plus large existe.

C'est ainsi qu'en Union soviétique, à l'heure actuelle, deux millions d'hommes et de femmes soviétiques sont élus aux Soviets des différents échelons et, à cela, s'ajoutent deux autres millions de soviétiques qui, bénévolement, participent au travail des commissions des Soviets.

Des millions de travailleurs participent, par ailleurs, aux organes élus des syndicats, des coopératives et autres organisations sociales.

De plus, les principaux plans économiques élaborés par le parti et le gouvernement sont soumis à la discussion des citoyens soviétiques dans des centaines de milliers d'assemblées populaires, auxquelles participent des dizaines de millions de soviétiques.

Quel contraste avec notre régime de pouvoir personnel où un seul homme, de Gaulle, pense, conçoit et décide en fonction des exigences des monopoles capitalistes dont il est le fondé de pouvoir.

Il est vrai que les défenseurs du capitalisme cherchent à exploiter, à l'encontre du socialisme, les graves abus de pouvoir et les violations de la légalité socialiste qui se sont produits pendant la période du culte de la personnalité de Staline.

Mais c'est là une période révolue et le XXe Congrès, tenu en 1956, avait déjà montré que le culte de la personnalité, qui est étranger au marxisme-léninisme, ne découlait pas du système socialiste lui-même, mais constituait, au contraire, une violation des principes socialistes.

En effet, le marxisme-léninisme ne nie pas le rôle important des leaders et des guides de la classe ouvrière, mais il s'élève résolument contre la déification de telle ou telle personnalité, parce que la glorification d'une personnalité relègue inévitablement au second plan le peuple et le parti, amenuise leur rôle et leur importance.

C'est pourquoi le XXe Congrès, s'inspirant des principes de Lénine, a dénoncé les méfaits du culte de la personnalité, liquidé ses conséquences dans tous les domaines de l'activité du Parti et de l'Etat, rétabli la justice, éliminé les abus, développé la démocratie dans le parti, appliqué strictement le principe de la direction collective à tous les échelons et souligné le rôle du peuple, le rôle du Parti comme avant-garde de la classe ouvrière et du peuple entier, comme force dirigeante de la lutte pour le communisme.

Certains se demandent pourquoi le XXIIe Congrès a eu à revenir sur les conséquences du culte de la personnalité dénoncé par le XXe Congrès.

C'est que les enquêtes qui se sont poursuivies depuis le XXe Congrès, ainsi que les interventions des militants à la tribune même du Congrès, ont permis de mieux mesurer encore tout le mal causé au parti et au peuple.

La dénonciation courageuse des abus et des actes arbitraires, des crimes, commis à l'époque où existait le culte de la personnalité et la condamnation du groupe antiparti Molotov-Malenkov-Kaganovitch qui voulait ramener le Parti et le peuple en arrière, étaient indispensables pour développer au maximum l'élan créateur du peuple soviétique dans la lutte pour l'édification communiste.

Le XXIIe Congrès devait donc confirmer la volonté du Parti tout entier, la volonté du peuple soviétique d'empêcher toute récidive du culte de la personnalité, d'en finir à tout jamais avec une période et avec des pratiques qui ont porté de graves préjudices au Parti et à l'Union soviétique.

C'est ce souci qui a amené le Congrès à prendre la décision

d'édifier un monument aux victimes de l'arbitraire et de rendre le Mausolée de Lénine à sa destination première, en plaçant le corps de Staline dans le cimetière du Kremlin où reposent les corps d'autres dirigeants du Parti.

Parce qu'elles sont justes et qu'elles ont l'adhésion totale du peuple soviétique, les mesures prises pour liquider complètement toutes les séquelles du culte de la personnalité vont contribuer, de façon décisive, à la mobilisation des forces créatrices pour la réalisation du communisme.

A la vérité ces mesures sont une des conditions essentielles de la lutte victorieuse pour la construction de la société communiste.

L'APPROBATION TOTALE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

LE Parti communiste français qui, en 1956, approuva sans réserve les thèses et les décisions du XXe Congrès et condamna en 1957 l'activité fractionnelle du groupe antiparti, a exprimé à nouveau son accord total avec toutes les décisions prises par le XXIIe Congrès.

Le camarade Maurice Thorez, qui conduisait la délégation du Parti communiste français, a dit notamment du haut de la tribune du XXIIe Congrès :

« *La critique courageuse des fautes et des erreurs qui découlaient du culte de la personnalité a permis de pousser plus avant l'effort de construction dans l'épanouissement de la démocratie socialiste, d'assurer dans tous les domaines l'application d'une politique audacieuse et juste. L'expérience a montré avec éclat qu'à partir du XXe Congrès, tous les problèmes venus à maturité en U.R.S.S. et dans le mouvement ouvrier international trouvaient leur solution et que le socialisme allait de succès en succès, tandis que les partis communistes se renforçaient dans la double lutte contre l'opportunisme et le dogmatisme.* »

Quant à l'activité fractionnelle du groupe antiparti Molotov-Malenkov-Kaganovitch, voici en quels termes le secrétaire général du Parti l'a condamnée, en notre nom à tous, le 5 juillet 1957, à la session du Comité central d'Ivry :

« *Nous pensons, au Bureau politique, qu'on ne peut qu'approuver pleinement la résolution du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique qui se place sur le terrain de la lutte pour l'application de la ligne du XXe Congrès contre les positions politiques et l'activité du groupe de dirigeants qui s'était constitué dans le Comité central. Ce groupe remettait en cause la ligne politique à partir d'un point de vue sectaire, routinier, conservateur pour reprendre les ter-*

mes de la résolution. Le XXe Congrès avait une valeur universelle pour tous les communistes. »

Le rapport du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique au XXIIe Congrès a fait connaître la situation anormale et inquiétante qui s'est créée dans le Parti du travail albanais.

Les dirigeants de ce parti se sont engagés dans la voie de la lutte contre la ligne du XXe Congrès.

Ils défendent le culte de la personnalité, pratiquent une politique sectaire et aventuriste et se livrent à des agissements dangereux qui portent atteinte aux intérêts mêmes du peuple albanais, en même temps qu'à la cohésion de la communauté socialiste tout entière.

La délégation du Parti communiste français a considéré que le Comité central du P.C.U.S. a eu raison de dire publiquement au Congrès toute la vérité sur l'attitude des dirigeants albanais, car il n'était pas possible, ni juste — comme l'aurait voulu la délégation du Parti chinois — d'observer le silence sur une telle situation.

Notre délégation a condamné l'attitude des dirigeants albanais qui se sont écartés des principes de l'unité du mouvement communiste international et déploient des activités qui ne peuvent que servir l'impérialisme.

TOUT POUR L'HOMME, POUR LE BIEN DE L'HOMME

DANS son rapport le camarade Khrouchtchev a expliqué que le Parti communiste de l'Union soviétique comprenait bien que la révélation des fautes et des erreurs passées pouvaient provoquer au sein du Parti et du peuple un certain sentiment d'amertume et même de mécontentement et créer, aussi, certaines difficultés provisoires pour les partis communistes frères ?

Mais le Parti a préféré affronter les difficultés et dire franchement au peuple toute la vérité, convaincu que sa ligne serait comprise.

« *Aujourd'hui,* a-t-il ajouté, *nous nous redressons et respirons à pleins poumons. Notre regard est devenu plus vigilant et plus clair. Toute la vie à l'intérieur du Parti s'est développée impétueusement. Notre industrie, l'agriculture, la science et la culture enregistrent de nouvelles et grandes conquêtes. Des millions de soviétiques participent toujours plus activement à l'administration des affaires de l'Etat et des affaires publiques.* »

Eh bien, oui ! Le P.C.U.S. a eu raison de dire franchement toute la vérité et d'appliquer résolument la ligne du

XXe Congrès. C'est l'opinion que notre Bureau politique, réuni ce matin, a exprimé unanimement en approuvant l'activité de la délégation du Parti au XXIIe Congrès.

En se comportant ainsi les communistes de l'Union soviétique peuvent dire avec fierté qu'ils n'ont pas failli à l'honneur et à la dignité du Parti de Lénine, que le prestige de leur parti a grandi immensément et que, du même coup, ils ont rendu un service inappréciable au mouvement ouvrier et communiste international.

Une des conditions essentielles des progrès du communisme dans le monde, c'est que celui-ci apparaisse vraiment aux yeux de tous les peuples sous son véritable visage, c'est-à-dire comme le plus noble idéal que puissent professer les hommes.

Le grand principe communiste, « *tout pour l'homme* », qui illumine les chemins de l'avenir exige que tout ce qu'il y a eu de mauvais dans le passé soit rejeté et condamné.

L'édification de la société communiste ne peut en effet se concevoir sans la participation active et consciente du peuple entier à la gestion démocratique de la production et des affaires publiques.

C'est d'ailleurs cette participation toujours plus active de tous les citoyens soviétiques à l'administration de l'Etat et à la direction de l'édification économique et culturelle du pays que prévoit concrètement le programme.

L'Etat socialiste va se transformer graduellement en auto-administration de la société communiste.

Ce sera, comme on ne l'a jamais vu encore sous aucun régime, le bien-être pour tous et le plein épanouissement de la démocratie, de la liberté, de la personnalité humaine.

Aujourd'hui, les ennemis du socialisme exploitent sans vergogne des faits condamnables qui appartiennent au passé avec l'espoir de troubler et d'arrêter les progrès des idées communistes.

Mais leurs misérables tentatives sont destinées à être balayées par l'exemple même d'humanisme authentique que donnent le socialisme et le communisme en construction.

LA DICTATURE DU PROLETARIAT COMME ETAPE TRANSITOIRE

AU sujet de l'Etat, le programme du XXIIe Congrès a posé et résolu une nouvelle question primordiale de la théorie et de la pratique du communisme.

Le programme souligne qu'à l'étape actuelle, l'Etat soviétique n'est plus un Etat de la dictature du prolétariat, parce qu'il s'est transformé en Etat du peuple entier.

Evidemment, cela ne signifie pas que la dictature du prolétariat a cessé d'être indispensable pour passer du capitalisme au socialisme et pour réaliser le socialisme.

A ce propos, le camarade Khrouchtchev a déclaré dans son rapport :

« *Si nous avons pu tenir dans la lutte farouche contre la réaction intérieure et mondiale, si nous avons pu réaliser ce rêve séculaire de l'humanité, le socialisme, nous en sommes redevables pour une part immense au puissant instrument de transformation de la société que nous possédions, l'Etat de la dictature de la classe ouvrière. L'expérience de l'Union soviétique et des démocraties populaires a pleinement confirmé l'enseignement marxiste-léniniste d'après lequel la victoire du socialisme ne peut être obtenue qu'avec la dictature du prolétariat. Pour que la classe ouvrière passe au socialisme, il faut un pouvoir capable de briser la résistance des exploiteurs, de consolider la victoire de la Révolution, de prévenir à temps les tentatives de restauration du pouvoir de la bourgeoisie, d'assurer la défense contre les actes d'agression de la réaction internationale.* »

Il convient toutefois de souligner que durant cette période transitoire passagère, le prolétariat exerce sa domination en alliance étroite avec la paysannerie et les autres couches de la population laborieuse et qu'il n'emploie, par conséquent, la contrainte et la violence qu'à l'égard des capitalistes et des grands propriétaires fonciers et leurs complices.

De telle sorte que la dictature du prolétariat, qui comporte la légalité révolutionnaire et de larges droits démocratiques pour le peuple est, de toute façon, cent fois plus démocratique que l'Etat bourgeois qui signifie la dictature d'une minorité exploiteuse sur la grande majorité de la société.

Et, lorsque le socialisme a triomphé entièrement et définitivement, que la société ne compte plus de capitalistes et de gros propriétaires mais uniquement des classes amies, ce sont les conditions qui avaient rendu indispensable la dictature du prolétariat qui disparaissent : l'Etat de la dictature du prolétariat se transforme en Etat du peuple tout entier, ce qui s'est produit en U.R.S.S.

Certes, encore pendant la période d'édification du communisme, la classe ouvrière continue à jouer un rôle dirigeant parce qu'elle est la classe la plus progressive, la mieux organisée et parce qu'elle représente le mieux l'idéal communiste, mais elle joue ce rôle en union de plus en plus étroite avec toutes les couches de la population sans avoir à exercer de contrainte, tous les travailleurs étant égaux en droits.

L'EPANOUISSEMENT DE LA PERSONNALITE HUMAINE

AVEC le bien-être et la liberté, le communisme, c'est aussi le régime où les capacités et les talents s'épanouissent en même temps que les qualités morales de l'homme libre.

Dans le « *Manifeste communiste* », Marx et Engels avaient déjà montré que le capitalisme pourrit tout ce qu'il touche.

Sous le capitalisme, c'est en effet l'argent qui domine le monde et qui se substitue, en fait, aux qualités personnelles de l'homme.

Par exemple, le pauvre bougre qui vole un pain peut être jeté en prison, tandis que les capitalistes qui volent le pain de millions de travailleurs sont considérés comme l'élite de la société.

A la vérité, les qualités morales que pratique le peuple, telles que le désintéressement et la solidarité, entrent constamment en conflit avec l'impitoyable morale bourgeoise qui peut se résumer par ces mots : « *Si tu ne veux pas être mangé toi-même, mange ton voisin.* »

Au contraire, sous le socialisme et le communisme, chacun est apprécié selon son travail et son mérite propre, le principe de « *un pour tous et tous pour un* » se substitue à l'individualisme et aux lois de la jungle capitaliste, le travail n'est plus une corvée où seulement un gagne-pain, mais il devient pour la masse des travailleurs un devoir envers la société qui, en retour, dispense le salaire, la santé, l'instruction, l'éducation et assure une vieillesse décente.

La loi du communisme — dit le programme — est « *tout pour l'homme, tout pour le bien de l'homme !* »

En U.R.S.S., au cours de la prochaine décennie, tous les jeunes d'âge scolaire recevront l'enseignement général et technique secondaire de 11 ans et des millions d'entre eux pourront avoir accès à toutes les formes de l'enseignement supérieur.

D'une manière générale, au fur et à mesure que diminuera le temps de travail nécessaire dans la production matérielle, les possibilités grandiront pour l'épanouissement des capacités, des dons et des talents et les loisirs pourront être de plus en plus largement consacrés au développement intellectuel et physique, aux relations sociales et culturelles, à la création artistique.

Les larges masses auront alors accès à tous les domaines de la culture et de la littérature : la musique, le cinéma, le théâtre et tous les arts connaîtront un grand développement et seront accessibles à tous les membres de la société.

Tout cela signifie que la société communiste ne sera pas une société désœuvrée et oisive.

Non ! car sans travail humain il ne saurait y avoir de société prospère et heureuse.

La société socialiste et communiste supprime les parasites capitalistes, mais elle ne supprime pas le travail, elle le transforme et elle l'ennoblit.

« *Ce qui fait la beauté et la gloire de l'homme,* dit le camarade Khrouchtchev dans son rapport, *c'est son travail, ses œuvres, ses créations, ses exploits. C'est dans le travail que se manifestent les aptitudes et les dons, le génie humain. C'est par son travail que l'humanité est immortelle.* »

Pour l'homme cultivé de la société communiste, le travail ne sera donc plus un devoir pénible et nécessaire, mais il deviendra le premier besoin et la joie de la vie et sera, du même coup, la vraie liberté.

Les idéologues de la bourgeoisie ont cependant l'audace de baptiser le monde capitaliste de « monde libre », par opposition au monde communiste.

Mais comment ne pas voir la tentative de mystification !

Car, enfin, quel est donc le genre de « liberté » qu'ils opposent à la démocratie socialiste en plein développement ?

Ils opposent avant tout la liberté d'exploiter et de spolier les pauvres, la discrimination raciale, les guerres colonialistes, la course aux armements, l'étouffement des libertés démocratiques au profit de la dictature des monopoles, le recours aux méthodes fascistes.

Le prétendu monde libre du capitalisme, c'est avant tout le monde de l'inégalité sociale et de la misère, le monde de la contrainte et de la violence, le monde de l'esclavage et de l'exploitation.

Lorsque la grande Révolution française de 1789-1792 proclama la République, elle décida que celle-ci aurait pour devise : Liberté - Egalité - Fraternité.

Il est clair que la bourgeoisie a tourné le dos à ces principes et qu'à notre époque seuls le socialisme et le communisme peuvent vraiment les réaliser.

LE COMMUNISME ET LA PAIX SONT INSEPARABLES

IL est encore une autre idée inséparable de la notion même de socialisme et de communisme, c'est l'idée de la paix.

Quand on se propose de réaliser un programme aussi grandiose que celui adopté par le XXIIe Congrès on ne peut pas vouloir la guerre, on a absolument besoin de la paix.

La construction du communisme se présente, en fait, comme le plus grand défi pacifique de l'histoire lancé par l'Union soviétique au monde capitaliste.

C'est un défi pacifique parce que, à l'encontre du capi-

talisme qui engendre les guerres, le communisme entend triompher, lui, par la force de l'exemple, en prouvant sa supériorité sur le capitalisme.

Cette grande idée de Lénine — que les hommes du groupe antiparti comme Molotov sont incapables de comprendre — est exprimée en ces termes dans le programme du XXIIe Congrès :

« *Quand le peuple soviétique jouira des bienfaits du communisme, de nouvelles centaines de millions d'hommes sur la terre diront : nous sommes pour le communisme ! Ce n'est pas par des guerres contre les autres pays, mais en offrant l'exemple d'une organisation plus parfaite de la société, par l'épanouissement des forces productives, par la création de toutes les conditions nécessaires au bonheur et au bien-être de l'homme que les idées du communisme gagnent le cœur et l'esprit des masses populaires.* »

Et le programme proclame :

« *Anéantir la guerre, instaurer la paix éternelle sur la terre, telle est la mission historique du communisme !* »

Ainsi, l'Union soviétique souhaite que tous les pays s'engagent dans la voie du socialisme, mais elle ne cherche pas à imposer cette voie aux autres pays par la force.

C'est que, fidèles à l'esprit de Lénine, les communistes considèrent que le socialisme et la révolution ne s'exportent pas, que ce sont les peuples eux-mêmes qui doivent choisir et faire triompher le régime social qui leur convient le mieux.

Les communistes n'en ont pas moins une confiance absolue dans l'avenir parce qu'ils savent qu'au fur et à mesure que s'affirmera, dans le monde, la supériorité du socialisme et du communisme, toujours plus nombreux seront les peuples qui s'engageront dans la voie du socialisme.

En effet, malgré toutes les tentatives des impérialistes de maintenir des régimes réactionnaires dans les différents pays, ce sont les peuples en lutte pour leur émancipation qui vaincront parce que l'époque est révolue où les impérialistes pouvaient étouffer systématiquement, y compris par les armes, le mouvement de libération des peuples.

Cette époque est révolue, a dit le camarade Khrouchtchev, parce que si les communistes sont contre l'exportation de la révolution, ils sont aussi contre l'exportation de la contre-révolution par les impérialistes et ils ne reconnaissent à personne le droit d'exercer la fonction de gendarme international.

Et s'il fallait un exemple pour montrer que l'impérialisme ne peut plus se comporter comme autrefois, celui de Cuba est sans doute le plus significatif.

Il y a moins de vingt ans, personne n'eût imaginé qu'un

petit pays de 6 millions d'habitants, situé à 100 km des Etats-Unis d'Amérique, fut capable de résister à ces derniers.

Or, le peuple cubain et son gouvernement ont repoussé victorieusement l'invasion, d'abord parce qu'ils se sont battus courageusement, mais aussi parce qu'ils n'étaient pas seuls et qu'ils ont bénéficié de la solidarité de l'Union soviétique et du monde socialiste, ainsi que de celle des peuples d'Amérique latine, du mouvement de libération nationale et des travailleurs et démocrates de tous les pays.

L'ACTION DES PEUPLES INDISPENSABLE POUR CONJURER LA GUERRE

C'EST que — comme le montre la Déclaration des 81 Partis communistes et ouvriers — les changements qui se sont produits à l'échelle mondiale dans la dernière période historique, ont profondément modifié la situation internationale.

Le résultat principal de l'évolution mondiale à notre époque, c'est la formation d'un système socialiste mondial avec l'accroissement impétueux de sa puissance et de son influence internationale.

Le deuxième résultat de l'évolution mondiale par sa portée historique, c'est l'écroulement du système colonial avec la libération d'un milliard et demi d'hommes du joug colonial, ce qui a pu se produire seulement lorsque le socialisme est devenu une grande force.

Le troisième résultat de l'évolution mondiale, c'est l'affaiblissement considérable du capitalisme dans tous les domaines et une nouvelle aggravation de sa crise générale.

Il est évident que ces changements survenus dans le rapport des forces mondiales en faveur du socialisme ont singulièrement renforcé les bases de la politique de coexistence pacifique préconisée et définie par Lénine dès novembre 1917.

C'est pourquoi, les événements ont confirmé la thèse du XXe Congrès selon laquelle les guerres entre Etats ne sont plus inévitables, mais peuvent être conjurées parce que les forces de paix et du socialisme l'emportent, aujourd'hui, sur les forces de l'impérialisme et de la guerre.

On sait que le XXe Congrès a aussi formulé la thèse sur la possibilité, dans certaines conditions, d'envisager le passage au socialisme par les voies pacifiques, à la condition qu'il y ait un puissant mouvement de masse guidé par la classe ouvrière et son Parti marxiste-léniniste.

C'était là des idées familières à notre Parti qui avait annoncé des opinions allant dans ce sens dès 1946 et 1949.

Cependant, si la possibilité de conjurer la guerre existe

nous n'oublions pas en même temps que, tant que subsiste l'impérialisme, le danger de déclenchement d'une guerre d'agression persiste.

Il faut prendre conscience du fait, a dit le camarade Khrouchtchev, que ce sont tout d'abord les peuples eux-mêmes qui, par leur résolution et leur action, décident s'il y aura la paix sur la terre ou bien si l'humanité sera précipitée dans la catastrophe d'une nouvelle guerre mondiale.

Et, à l'heure actuelle, il est plus que jamais indispensable que les peuples fassent preuve de vigilance.

Car, si l'Union soviétique est prête au désarmement général et total sous un strict contrôle international, il n'en est hélas pas de même du côté des impérialistes.

Les milieux impérialistes poursuivent une politique de course aux armements et de préparation intense à la guerre.

Dans la dernière période les Etats-Unis d'Amérique ont augmenté leurs dépenses militaires de 3 milliards de dollars, ce qui porte le budget de guerre américain à 53 milliards de dollars pour l'année, soit 24.000 milliards de francs, 4 fois le budget national de la France.

En ce moment une bataille décisive se déroule entre les forces de guerre et de paix à propos du problème allemand et de Berlin-ouest.

L'Union soviétique, qui a mis en garde les gouvernements des pays occidentaux contre le péril que constitue la restauration du militarisme en Allemagne occidentale a proposé la conclusion, avec les deux Etats allemands, d'un traité de paix qui fixe les frontières actuelles de l'Allemagne comme frontières définitives et qui normalise la situation à Berlin-ouest.

Mais à cette proposition de négociation — que Khrouchtchev a renouvelée au XXIIe Congrès en précisant que l'Union soviétique n'insisterait pas sur la date du 31 décembre si les puissances occidentales acceptaient de négocier sérieusement — les dirigeants occidentaux ont répondu en accélérant leurs préparatifs de guerre et de Gaulle fait répéter qu'il rejette le principe même de la négociation.

POURQUOI L'U.R.S.S. A ETE CONTRAINTE DE REPRENDRE SES EXPERIENCES NUCLEAIRES

C'EST pour faire face au péril, et en vue de le conjurer, que l'Union soviétique a décidé de renforcer ses mesures de défense, y compris en matière atomique.

La presse et la radio gouvernementales ont fait, à ce propos, un battage énorme en vue de tromper le peuple.

A les entendre, tout essai atomique serait dangereux quand il est fait par l'Union soviétique, mais il devient inof-

fensif s'il est fait par les Américains ou par de Gaulle au Sahara.

Certes, il est vrai que l'accroissement de la radioactivité résultant des expériences atomiques présente certains dangers, mais le danger le plus grave qui pèse sur le monde, c'est la menace du déclenchement d'une nouvelle guerre mondiale, qui serait fatalement une guerre atomique provoquant des centaines de millions de victimes.

Or, cette menace, elle ne vient pas de l'Union soviétique qui n'a cessé de répéter qu'elle n'emploiera jamais la première les armes atomiques et qui se déclare, en outre, toujours prête à signer un accord de désarmement général, comportant la suppression des armes nucléaires.

La menace du déclenchement d'une nouvelle guerre, elle vient avant tout de l'appui politique et militaire que les milieux impérialistes des pays occidentaux, y compris de Gaulle, ont décidé d'apporter aux revanchards de l'Allemagne de l'Ouest et leur refus de négocier, avec l'Union soviétique, la conclusion d'un traité de paix avec les deux Etats allemands normalisant la situation de Berlin-ouest.

On comprend que l'Union soviétique, à qui l'agression hitlérienne a coûté plus de 17 millions de morts, ne puisse rester passive lorsqu'elle constate que les gouvernements des pays occidentaux encouragent les militaristes de l'Allemagne occidentale et se proposent de doter la Bundeswehr d'armes atomiques.

Non, ce n'est pas de gaîté de cœur que l'Union soviétique a procédé à des expériences nucléaires, elle a été contrainte de le faire avec l'objectif de décourager de nouvelles agressions et de sauvegarder la paix en Europe et dans le monde.

C'est que pour faire reculer les impérialistes et sauver la paix, les bonnes paroles ne suffisent pas.

Il faut avant tout qu'ils sachent que s'ils osaient déclencher la guerre, la riposte serait foudroyante, ce serait la fin de l'impérialisme lui-même.

LE MILITARISME ALLEMAND PERIL MORTEL POUR LA FRANCE

LORSQUE l'Union soviétique propose des mesures concrètes pour enrayer le développement du militarisme allemand et créer les conditions nécessaires à la coexistence pacifique au centre de l'Europe, elle défend par là même une politique qui correspond entièrement aux intérêts de la France et de la paix.

Et s'il y avait un gouvernement français soucieux de l'in-

térêt national, il serait le premier à soutenir une telle politique.

Malheureusement, nous avons un gouvernement qui favorise les plans des revanchards de l'Allemagne de Bonn, jusques et y compris en accordant aux unités de la Bundeswehr des bases d'entraînement sur le sol français.

Sans doute le pouvoir gaulliste et ses soutiens pratiquent-ils cette politique munichoise avec l'espoir de pouvoir utiliser le militarisme allemand dans la lutte contre l'Union soviétique et les pays socialistes.

Mais, ainsi faisant, ils jouent avec le jeu et font courir un danger mortel à notre pays et à la paix.

Car, enfin, le jour où les militaristes allemands auront reconstitué toute leur puissance militaire, qu'est-ce qui pourra les empêcher de diriger leurs coups contre la France, qui a déjà été envahie trois fois en moins de trois quarts de siècle ?

Et même s'ils dirigeaient leurs coups à l'Est et qu'ils provoquent ainsi une nouvelle guerre dans laquelle notre pays serait entraîné, le résultat en serait pareillement la destruction de la France.

C'est pourquoi, nous dénonçons cette politique antinationale et nous appelons les Français de toutes opinions à s'unir pour imposer la négociation en vue d'obtenir la conclusion d'un traité de paix avec les deux Etats allemands, la reconnaissance de la République démocratique allemande, la suppression des bases militaires allemandes en France, et enfin, la mise en œuvre d'une politique française de coopération avec tous les peuples, y compris avec le peuple allemand, mais pour le désarmement, pour la coexistence pacifique et la consolidation de la paix dans le monde.

C'est pourquoi, en union étroite avec tous les partisans de la paix, les communistes contribueront de toutes leurs forces au succès du rassemblement du 12 novembre au Mont-Valérien ainsi que des vingt-quatre autres rassemblements organisés en novembre par le Mouvement de la paix.

POUR LA PAIX IMMEDIATE EN ALGERIE

MAIS il s'agit aussi d'en finir avec la guerre d'Algérie, qui est entrée dans sa huitième année.

De Gaulle a été conduit à proclamer en paroles qu'il était pour la décolonisation, pour le droit à l'autodétermination et pour un Etat algérien souverain et indépendant.

Mais, jusqu'ici, il a refusé d'appliquer ces principes dans

les faits et il a poursuivi la guerre en Algérie, tandis qu'en France même les mesures de répression les plus barbares sont exercées à l'encontre des travailleurs algériens, de leur famille et de leurs enfants.

Il faut que toutes les bonnes volontés s'unissent pour mettre fin à cette guerre ruineuse et déshonorante pour notre pays, guerre qui fut déjà à l'origine du coup de force de mai 1958 et qui nourrit le fascisme.

Les puissantes manifestations algériennes le 1er novembre dernier ont apporté une nouvelle fois la preuve que le G.P.R.A. représente le peuple algérien tout entier.

Pour faire la paix, il faut donc que le gouvernement français accepte, enfin, la négociation franche et loyale que propose le gouvernement Ben Khedda, c'est-à-dire une négociation qui permette au peuple algérien d'exercer son droit à l'autodétermination et à l'indépendance dans le respect de l'intégrité territoriale de l'Algérie.

C'est la seule voie qui permette de faire la paix et de créer les conditions d'une coopération fructueuse entre les peuples français et algérien.

C'est pourquoi le peuple de France, la classe ouvrière et tous les démocrates — avec au premier rang les communistes — se doivent de faire entendre toujours plus puissante leur voix en développant, sous toutes les formes, l'action de masse afin d'imposer la négociation et la paix.

CONTRE LE FASCISME ET LE POUVOIR PERSONNEL : UNION DES FORCES OUVRIERES ET DEMOCRATIQUES

FIDELES à l'esprit de Lénine, nous savons aussi que le combat pour la paix est inséparable de la lutte contre le fascisme et le pouvoir réactionnaire, de la lutte pour la défense des libertés et pour la restauration et la rénovation de la démocratie en France.

Le pouvoir gaulliste qui se présente comme un « *pouvoir fort* » non seulement n'a résolu aucun des problèmes qui se posent devant la Nation, mais il est devenu l'un des plus faibles que l'on ait connus, face aux activités des ultras, des assassins de l'O.A.S. et des comploteurs fascistes.

A la vérité, c'est à l'ombre du pouvoir gaulliste que les factieux renforcent leurs positions, que grandit la menace fasciste et de guerre civile.

Aussi, faut-il que les républicains qui veulent barrer la route au fascisme sachant qu'ils doivent compter avant tout sur eux-mêmes, sur la vigilance et l'action des masses populaires.

Le pouvoir autoritaire tente de perpétuer son règne en appelant à la « *cohésion nationale* ».

Mais la cohésion nationale ne peut pas se réaliser autour d'un régime qui sacrifie tout à la fois les libertés et la paix, ainsi que les intérêts des travailleurs et de la nation elle-même à la politique de misère et de guerre des monopoles capitalistes.

Le développement des luttes de la classe ouvrière, les manifestations des masses paysannes, la lutte contre l'obscurantisme et pour la défense de l'école laïque, l'action en faveur de la paix sont autant de faits qui soulignent le mécontentement croissant et la volonté de changement de larges masses populaires.

Sur le plan politique, d'autres manifestations indiquent que l'aspiration au changement grandit dans notre peuple.

De plus en plus nombreux sont les républicains — y compris parmi ceux qui ont voté OUI aux référendums — qui réprouvent le pouvoir personnel, réclament un changement de politique et se déclarent favorables au retour à un régime démocratique.

Nous communistes qui avons dit NON au pouvoir autoritaire dès le début, nous nous félicitons de telles prises de position.

Nous demandons simplement que tous ceux qui veulent revenir à une République véritable reconnaissent qu'il n'est qu'un seul moyen d'y parvenir : mettre fin à la division des travailleurs maintenue notamment par l'exclusive anticommuniste des dirigeants socialistes de droite et réaliser l'union de toutes les forces ouvrières et démocratiques.

L'expérience montre que la prétention de se tenir à égale distance du Parti communiste et des forces réactionnaires ne peut aboutir qu'à l'impuissance et à faire le jeu de la réaction.

Pour écraser le fascisme et écarter le pouvoir personnel, il est indispensable de réaliser l'union la plus large, l'union des communistes, des socialistes, des républicains de toutes nuances.

C'est pourquoi nous communistes nous ne formulons aucune exclusive.

Comme le souligne l'Appel adressé par notre Comité central aux travailleurs socialistes et républicains, nous sommes prêts à collaborer sur tous les terrains, avec tous les partis, tous les groupements, tous les hommes qui se proposent et se proposeront comme but : le rétablissement et le renouvellement de la démocratie, la liquidation du complot fasciste, la paix en Algérie, la paix en Europe et dans le monde.

LE COMMUNISME EST LA FORCE INVINCIBLE DU SIECLE

TOUJOURS fidèles à l'esprit de Lénine nous n'oublierons pas non plus que pour remplir sa mission à la tête de la classe ouvrière et du peuple, notre Parti communiste a besoin d'être toujours plus fort.

C'est pourquoi, nous nous adressons en toute confiance aux ouvriers, aux paysans, aux intellectuels, aux hommes, aux femmes et tout particulièrement aux jeunes pour leur demander de rejoindre nos rangs.

Chers camarades,

En ce 44e anniversaire de la Révolution socialiste d'Octobre, nous sommes plus que jamais convaincus que l'avenir appartient au communisme.

Le XXIIe Congrès, qui fut une grande manifestation d'internationalisme prolétarien, a montré l'unité et la force grandissante du mouvement communiste international.

Il y avait là les délégations de quatre-vingts partis marxistes-léninistes.

Dans leurs interventions, les représentants de tous ces partis ont confirmé qu'ils approuvaient la politique léniniste du Parti communiste de l'Union soviétique et qu'ils s'en tenaient à la déclaration commune des partis de 1957 et à celle de novembre 1960.

Ils ont souligné ainsi leur volonté de préserver et de renforcer l'unité du mouvement communiste international sur la base des principes du marxisme-léninisme.

Dans le discours qu'il a prononcé en conclusion des débats sur le rapport d'activité du Comité central et sur le programme d'édification du communisme, le camarade Khrouchtchev a remercié, en ces termes, les partis frères pour la haute appréciation qu'ils avaient donnée de l'activité du Parti communiste de l'Union soviétique et de son rôle d'avant-garde dans le mouvement communiste et ouvrier international :

« *Permettez-moi de vous assurer, chers camarades, que le Parti communiste de l'Union soviétique, à l'avenir aussi portera bien haut le grand drapeau du marxisme-léninisme, construira avec une énergie encore accrue le communisme où règneront la paix, le travail, la liberté, l'égalité, la fraternité et le bonheur de tous les peuples.* »

Et, soulignant la force d'attraction toujours plus grande que l'exemple des pays du socialisme exercera sur les travailleurs de tous les pays du monde, il ajoutait :

« *Le mouvement puissant et toujours plus rapide vers le communisme balayera tous les obstacles dans la voie vers le but sacré : l'édification de la société la plus équitable dans le monde. Nous croyons fermement qu'un jour viendra où les enfants, les petits-fils de ceux qui aujourd'hui ne comprennent pas et n'acceptent pas le communisme, vont vivre sous le communisme.* »

C'est cette conviction, que « *le communisme est devenu la force invincible du siècle* » qui nous anime dans tous nos combats !

Lorsqu'il y a plus de quarante ans, les prolétaires révolutionnaires de France répondaient présent à l'appel de Lénine et constituaient le Parti communiste, ils choisissaient le bon chemin.

Certes, nous savons que rien ne se conquiert sans efforts et que c'est avant tout de notre lutte, de notre volonté et de notre unité que dépend la victoire.

Mais notre Parti ne faillira pas à sa tâche !

Pleinement conscient que la grandeur nationale est inséparable du socialisme, il travaillera de toutes ses forces à la réalisation de l'union des forces ouvrières et démocratiques et il organisera, avec succès, la lutte du peuple de France contre le régime du pouvoir personnel, pour la paix, pour la démocratie, pour le socialisme !

Vive le 44e anniversaire de la grande Révolution socialiste d'Octobre !

Vive l'amitié des peuples de France et de l'U.R.S.S. !

Vive le glorieux Parti communiste de l'Union soviétique !

Vive le communisme !

Siegfried THOMAS

LE TRAITÉ DE PAIX AVEC L'ALLEMAGNE UNE NÉCESSITÉ HISTORIQUE *

Le 4 juin 1961, à l'occasion de la Rencontre de Vienne, le Président du Conseil soviétique N. Khrouchtchev remit au Président des Etats-Unis un mémorandum sur la question allemande. Le gouvernement soviétique y proposait :

1° de conclure sans plus attendre un traité de paix avec les deux Etats allemands;

2° en partant de cette base de transformer Berlin-ouest en une ville libre démilitarisée;

3° si l'Ouest continuait à n'être pas disposé à signer un traité de paix avec la République démocratique allemande et la République fédérale allemande, alors l'Union soviétique, ainsi que les Etats qui y sont intéressés, signerait un traité de paix séparé avec la R.D.A.

Jusqu'ici les gouvernements et les dirigeants des U.S.A., de la Grande-Bretagne, de la France et de la République fédérale se sont montrés nullement disposés à entrer dans les vues de ces propositions.

Bien au contraire, de leur côté, tout a été fait ces derniers mois pour augmenter la tension internationale et pour créer une psychose de guerre. En même temps, on s'efforçait de faire retomber sur l'Union soviétique la responsabilité de cette tension, prétendant qu'elle troublait la paix et la sécurité du monde par ses exigences en forme d'ultimatum. Le président Kennedy lui-même alla jusqu'à soutenir dans une allocution à la télévision le 19 juillet 1961, que l'aide-mémoire soviétique du 4 juin était un document qui parlait de paix, mais menaçait de la troubler.

Les propositions soviétiques pour la conclusion d'un traité de paix et pour la solution du problème de Berlin-ouest ne sont pas nouvelles. Déjà dans ses notes du 27 novembre 1958 et du 10 janvier 1959 l'Union soviétique a exposé son point

* Cette étude a été écrite spécialement pour notre revue par Siegfried Thomas, directeur de l'Institut d'histoire de l'Académie allemande des sciences de la République démocratique allemande.

de vue sur ce sujet. A la Conférence des ministres des Affaires étrangères en 1959 à Genève, ces questions ont été au centre des délibérations. Pendant près de trois ans, l'Union soviétique a patiemment attendu des contre-propositions constructives de la part des puissances occidentales. Elles ont fait défaut jusqu'à ce jour. La tactique des Occidentaux qui reculent sans cesse le règlement pacifique de la question allemande a conduit à l'aggravation de la tension en Europe et dans le monde, à la grave menace de guerre que l'on connaît. C'est pourquoi, il est difficile de présenter l'intention de l'U.R.S.S., de conclure rapidement un traité de paix avec l'Allemagne, comme un ultimatum.

Les véritables causes de ce qu'on appelle la « crise de Berlin » ne résident pas dans la prétendue « menace » de l'Union soviétique, décidée à normaliser la situation au centre de l'Europe. Elles résident dans le fait que seize ans après la fin de la deuxième guerre mondiale aucun règlement pacifique n'a encore été entrepris pour fixer les modifications résultant de la dernière guerre, pour reconnaître selon le droit international les frontières actuelles de l'Allemagne, pour éliminer le danger que constitue la situation anormale de l'Allemagne depuis 1945. Bien que personne dans le camp occidental ne puisse nier que le moment est depuis longtemps venu de conclure un traité de paix avec l'Allemagne, les gouvernements des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France se sont efforcés dans leurs réponses et leurs prises de position concernant le mémorandum soviétique sur l'Allemagne de donner l'impression que ce n'est pas eux, mais l'U.R.S.S. qui est responsable si la question allemande (seize ans après la fin de la guerre) n'a pas encore trouvé de solution. Ils sollicitent avec acharnement les textes du droit international et de l'histoire pour prouver la légitimité de leurs positions. Ils vont chercher de vieux et de nouveaux arguments dans l'intention visible de retarder encore le règlement de la paix avec l'Allemagne et la normalisation de la question de Berlin-ouest qui est liée.

Entre autres choses, les puissances occidentales essayent de faire croire au monde que depuis 1945 elles ont lutté pour une solution démocratique et pacifique du problème allemand. En même temps elles n'hésitent pas à dénaturer des faits solidement établis. C'est ainsi que le gouvernement des Etats-Unis, dans sa note du 17 juillet 1961, prétend que les puissances occidentales ont appliqué « *énergiquement le programme pour extirper le militarisme nazi, éliminer les séquelles du troisième Reich, empêcher la renaissance des forces agressives et affermir une orientation grâce à laquelle l'Allemagne* (occidentale - S.T.) *a pu retrouver sa considération et jouer un rôle constructif dans les affaires internationales. La*

République fédérale est la meilleure des preuves que l'Occident a atteint ces buts avec succès. » Cette manière de se réclamer « *du programme pour l'extirpation du militarisme nazi* », donc des résolutions prises aux Conférences de Yalta et Potsdam, sonne étrangement faux dans la bouche du gouvernement des Etats-Unis. Que disait donc la Déclaration de Potsdam : « *Le militarisme allemand et le nazisme seront exterminés, et les Alliés après accord réciproque prendront dans le présent et dans l'avenir les mesures nécessaires pour que l'Allemagne ne soit plus jamais une menace pour ses voisins ou pour le maintien de la paix dans le monde entier* [1]. »

En particulier, l'hyperconcentration de l'économie allemande devait être éliminée et l'industrie de guerre allemande liquidée. Il était question de désarmement total et de démilitarisation. Des mesures devaient être prises pour que ne puissent renaître les activités et la propagande nazie et militariste, sous quelque forme que ce fût. Les anciens membres du parti nazi devaient être écartés de toutes les organisations officielles et semi-officielles. Une Allemagne unie, démocratique et pacifique était le but des puissances victorieuses.

Et c'est précisément cette République fédérale allemande qui doit apporter la preuve que les puissances occidentales ont atteint ce but avec succès ? L'Allemagne de l'Ouest prouve au contraire et d'une manière irréfutable, combien les anciens membres occidentaux de la coalition antihitlérienne ont peu veillé à l'application des décisions communes. La structure de l'économie en Allemagne de l'Ouest ne se distingue de celle de l'Allemagne hitlérienne simplement que par une concentration plus poussée. En marge, mentionnons seulement que les vieux barons de la finance et les monopolistes de l'ère nazie dominent la vie économique de l'Allemagne occidentale. Dès 1948, un journaliste américain écrivait à propos des résultats de la dénazification : « *Lorsque le gouvernement militaire annonça que le programme allemand de dénazification était à proprement parler terminé, il apparut très clairement que des hommes aux sympathies nazies ou fascistes occupaient des situations dans les différentes administrations de l'Etat.* » Aujourd'hui il n'y a pas un ministère, pas un bureau dans le gouvernement de Bonn qui ne soit truffé d'anciens nazis. Le nom seul du secrétaire d'Etat Globke à la chancellerie fédérale, de l'homme qui partage la responsabilité de l'assassinat de millions de Juifs, caractérise suffisamment cette situation. Les deux tiers des juges et des procureurs en exercice appartenaient avant 1945 au parti nazi. Il en est de même dans les écoles, les universités et dans l'économie.

(1) Voir à ce sujet l'étude de Fournier-Bocquet dans ce même numéro. (N.D.L.R.)

Et la démilitarisation ? Dès les premières années de l'occupation elle fut sabotée et finalement se changea en son contraire. Au début des années 1950 commença en Allemagne de l'Ouest la formation d'une nouvelle armée dont tous les officiers à partir du capitaine viennent de la Wehrmacht nazie. Le fait qu'à la tête de la Bundeswehr, se trouve aujourd'hui le général de division Fœrtsch, qui a été condamné comme criminel de guerre pour l'exécution massive de paisibles citoyens soviétiques, suffit pour répondre de l'esprit qui anime cette nouvelle armée.

Il n'y a aucun doute que les accords de Potsdam ont été grossièrement violés. Leurs buts ont été depuis longtemps abandonnés en Allemagne occidentale et la pratique des puissances occupantes occidentales s'est trouvée et se trouve en opposition directe avec ce document qui devait être primitivement la charte d'une Allemagne démocratique, éprise de paix. Le gouvernement de Bonn, à la différence de ses alliés, a depuis longtemps reconnu ces faits. Il refuse pour des motifs fort compréhensibles de prendre les accords de Potsdam comme base de droit international.

★

NON moins impudente est l'affirmation des gouvernements occidentaux, suivant laquelle c'est l'Union soviétique qui a empêché jusqu'à ce jour tout règlement de la paix avec l'Allemagne. Voyons un peu l'histoire. La préparation d'un traité de paix avec l'Allemagne était, comme l'on sait, la tâche du Conseil des ministres des Affaires étrangères, formé à Potsdam et dans lequel étaient représentées les quatre puissances occupantes. Plus d'une fois l'Union soviétique prit l'initiative de proposer la conclusion d'un traité de paix avec l'Allemagne. Déjà, lors de la session du Conseil des ministres des Affaires étrangères à Paris pendant l'été de 1946, le ministre des Affaires étrangères soviétique déclara : « *Voici le moment venu de discuter la question du sort de l'Allemagne et d'un traité avec l'Allemagne.* » Comme premier pas dans la réalisation de cet objectif il proposa la formation d'un gouvernement de toute l'Allemagne. Cependant ni à Paris en 1946, ni à Moscou et Londres en 1947, les puissances occidentales ne se trouvèrent disposées à se rallier à ces propositions. Même la formation de secrétariats d'Etat pour toute l'Allemagne — tels qu'ils étaient prévus dans les accords de Potsdam — échoua devant l'attitude des puissances occidentales. Rappelons à ce sujet, que ce sont tout particulièrement

les représentants de la France dans le Conseil des ministres des Affaires étrangères et dans la Commission de contrôle des Alliés, qui se sont opposés à toute mesure rétablissant l'unité allemande.

Sur l'attitude française, le banquier américain James P. Warburg a écrit en se résumant : « *Pour ce motif les Français s'opposèrent à un commerce interzonal libre et à la réunion économique des quatre zones d'occupation. Ils s'opposèrent à l'autorisation de partis politiques sur une base nationale. Ils s'opposèrent à la proposition autorisant des syndicats allemands pour tout le territoire de l'Allemagne. Ils opposèrent à tout leur veto, et même à l'introduction d'un timbre-poste unique pour les quatre zones allemandes.* »

Les Américains et les Britanniques mirent à profit la politique française d'obstruction pour grouper leurs zones d'occupation et ils créèrent ainsi la base pour la formation d'un Etat ouest-allemand séparé. De nouveau, à la Conférence des ministres des Affaires étrangères de Londres, l'Union soviétique proposa « *de présenter dans les deux mois des projets pour un traité de paix* ». La dissociation des zones occidentales était alors plus importante pour les gouvernements des trois puissances occidentales que le rétablissement de l'unité allemande et la conclusion d'un traité de paix. C'est pourquoi en 1949, à Paris, ils repoussèrent encore le projet soviétique pour un règlement pacifique de la question allemande, règlement qui reposait sur les principes des accords de Yalta et Potsdam. Trois mois plus tard le partage politique de l'Allemagne par la création de la République fédérale ouest-allemande était un fait accompli.

Après 1949, encore, le gouvernement soviétique multiplia les initiatives pour la solution de la question allemande. Dans une déclaration faite à Prague en octobre 1950, les ministres des Affaires étrangères d'U.R.S.S., d'Albanie, de Bulgarie, de Tchécoslovaquie, de Pologne, de Roumanie, de Hongrie et de la République démocratique allemande proposèrent la conclusion immédiate d'un traité de paix avec l'Allemagne et le rétablissement de l'unité de l'Etat allemand en conformité avec les accords de Potsdam. Le 10 mars 1952, le gouvernement soviétique proposa de nouveau un règlement de la question allemande et soumit le projet concernant les bases d'un traité de paix. Il renouvela ces propositions avec certaines adjonctions complémentaires à la Conférence des ministres des Affaires étrangères à Berlin en 1954. Après la coupure de l'Allemagne, le gouvernement de la R.D.A. entreprit de son côté de nombreuses tentatives pour mettre en route la réunification par des conversations directes avec Bonn. Mais tous ces efforts devaient échouer parce que, à

cette époque, la participation de la République fédérale à la prétendue alliance défensive de l'Occident et à son réarmement importait bien davantage aux gouvernements des Etats-Unis, de la France et de la Grande-Bretagne qu'une réunification de l'Allemagne et un traité de paix avec elle. Et ce ne fut jamais un secret pour personne que le gouvernement de la République fédérale poussa de toutes ses forces dans cette direction. Dans une conversation avec le Haut-Commissaire, François Poncet, Adenauer lui-même se vanta d'être le seul chancelier allemand à avoir préféré l'unité de l'Europe, c'est-à-dire, la participation au bloc occidental agressif, à l'unité de son propre pays. Le but de Bonn et de ses partenaires dans l'alliance était — les personnalités dirigeantes du gouvernement d'Allemagne occidentale l'ont souligné plus d'une fois — de ne pas mettre la réunification de l'Allemagne à l'ordre du jour avant que l'Ouest ne soit plus fort que l'Union soviétique sous tous les rapports. D'après ce principe : d'abord le réarmement, ensuite la réunification, l'entrée de l'Allemagne occidentale dans l'Union européenne et par là dans l'O.T.A.N. fut scellée par les accords de Paris en 1955. A l'époque le parti socialiste allemand (S.P.D.) lui-même mit en garde « *devant la néfaste tentative de créer en ratifiant les accords de Paris une réalité militaire qui pour longtemps barrerait la route à une entente des quatre puissances occupantes sur le rétablissement pacifique de l'unité allemande* ».

Personne ne conteste qu'après 1949 l'Ouest n'ait également avancé des propositions pour résoudre la question allemande. Qu'on se rappelle seulement le plan Eden, présenté en 1954 et 1955 avec diverses variantes, ou le plan Paket des puissances occidentales à la Conférence des ministres des Affaires étrangères à Genève en 1959. Mais tous avaient un « petit défaut », car en dernière analyse l'Allemagne réunifiée devait être automatiquement membre de l'O.T.A.N. Ce que l'on tente de reprocher à l'Union soviétique, à savoir de vouloir créer une Allemagne d'après *ses conceptions égoïstes*, convient exactement à ces plans qui, suivant la réponse britannique du 17 juillet 1961, « *doivent tenir compte des intérêts de tous les participants et poser les bases d'un règlement stable en Europe* ».

L'intention des puissances occidentales de régler la question allemande suivant leurs désirs se cache également derrière l'exigence sans cesse renouvelée d'élections libres et générales dans toute l'Allemagne. C'est un fait à retenir que l'Union soviétique comme la R.D.A., au cours des années précédant la mise en vigueur des traités de Paris, étaient pour des élections libres et générales dans toute l'Allemagne.

LES élections étaient le meilleur moyen d'aboutir à la réunification de l'Allemagne. Le projet de traité de paix présenté par l'Union soviétique en 1952, par exemple, prévoyait, entre autres dispositions, la réunification après des élections libres dans toute l'Allemagne. Dès cette époque la Chambre du Peuple de la R.D.A. avait approuvé une loi électorale en ce sens et l'avait soumise à l'approbation du Bundestag. Six ans plus tard, le 23 janvier 1958, Dehler, député de la F.D.P. [1] et ancien ministre du gouvernement fédéral, avait déclaré devant le Bundestag : « *Nous avions alors une proposition concrète : des élections libres dans toute l'Allemagne, un traité de paix, le retrait de toutes les troupes stationnées en Allemagne avant une année. La seule exigence était que l'Allemagne ne soit pas membre d'une alliance militaire et qu'elle renonce au Marché commun. Nous aurions eu ainsi une base de pourparlers. On n'a même pas engagé de débat sur cette proposition, on n'a même pas essayé de discuter.* » Pourquoi le gouvernement de Bonn repoussa-t-il à l'époque, en accord avec les puissances occidentales, des élections libres dans toute l'Allemagne ? Tout simplement parce qu'elles auraient été un obstacle à la remilitarisation de l'Allemagne de l'Ouest, parce que les militaristes allemands ne pouvaient plus espérer soumettre l'Allemagne tout entière à leur influence. Ils voulaient d'abord affermir leurs positions, réarmer et faire taire leurs adversaires en Allemagne fédérale. Quand ils eurent atteint leur but, les prétendues élections libres furent au centre de toutes les propositions occidentales pour le règlement pacifique du problème allemand. Cependant l'adhésion de la République fédérale au bloc occidental, qui entraînait la domination ouverte du militarisme et de l'impérialisme allemands en Allemagne occidentale, mettait fin à toute velléité pour arriver à la réunification par des élections libres générales. Qui pourrait aujourd'hui penser sérieusement que l'on puisse réunir de la sorte deux Etats totalement différents de par leur structure sociale même ? Que l'on considère seulement que le rapport des électeurs en R.D.A. et celui des électeurs en Allemagne de l'Ouest est de 1 à 3, et l'on admettra que de telles élections, soumises en Allemagne occidentale à la pression des forces militaristes et impérialistes, ne pourraient se faire qu'aux dépens de la R.D.A. Mais le gouvernement et la population de la R.D.A. sont peu enclins à sacrifier leur Etat qui, par son essence même, répond aux principes des Accords de Potsdam, à abandonner leurs conquêtes sociales par la voie des élections dites libres.

Malgré la situation nouvelle consécutive à l'incorporation de l'Allemagne occidentale au « *système de défense atlanti-*

(1) F.D.P. : Parti libéral de la R.F.A., dirigeant actuel, Erich Mende.

que », les puissances occidentales n'ont rien apporté de nouveau pour résoudre pacifiquement la question allemande. Leur exigence demeure toujours la même : la réunification de l'Allemagne, après des élections libres, doit précéder la signature du traité de paix. Ceux qui ont violé les Accords de Potsdam dans tous les domaines, y compris celui de l'unité allemande, dont ils s'étaient portés garants, se fondent aujourd'hui précisément sur certaines des stipulations de ces Accords qui prévoient la signature du traité de paix avec *un* Etat allemand, avec *un* gouvernement allemand. C'est dans ce contexte que les trois gouvernements occidentaux jugèrent bon d'apporter leur appui à la propagande de Bonn sur le droit à l'autodétermination, que, selon eux, l'Union soviétique refuserait au peuple allemand. Ne sont-ce pas ces mêmes puissances occidentales qui, en perpétuant la séparation de l'Allemagne, foulèrent aux pieds le droit du peuple allemand à son autodétermination ? Qui a alors demandé à la population de l'Allemagne de Bonn si elle approuvait la formation d'une Allemagne séparée ? Personne. Au contraire, les trois puissances occidentales sont intervenues sans égards contre les forces qui s'opposaient à cet acte arbitraire. Les forces d'occupation des trois zones occidentales interdirent le Mouvement du congrès du peuple qui réunissait de larges masses hostiles à la séparation de l'Allemagne. Quand, en 1951, des voix s'élevèrent en Allemagne occidentale pour réclamer une consultation populaire sur la signature du traité de paix et sur le réarmement, le gouvernement de Bonn les frappa d'interdiction. La population ouest-allemande ne fut consultée ni sur l'incorporation de la République fédérale à l'O.T.A.N., ni sur l'établissement du service militaire obligatoire. Quand on réclama en 1958 un référendum sur l'armement atomique de la Bundeswehr, le gouvernement s'adressa au tribunal constitutionnel et fit interdire la consultation populaire. Ce que Bonn entend par « *droit des Allemands à l'autodétermination et à la réunification* » est depuis longtemps bien connu. Dès 1953, Adenauer fit comprendre sans équivoque qu'il ne s'agissait pas pour lui et son gouvernement de réunification mais de la « *libération des* 18 *millions de nos frères et sœurs des territoires orientaux* ». C'est-à-dire que autodétermination signifie à Bonn la liquidation de l'ordre social instauré en République démocratique allemande, de son incorporation à la République fédérale, et donc à l'O.T.A.N.

Le slogan de l'autodétermination ne peut en aucune façon participer au règlement de la question allemande. La division actuelle de l'Allemagne est bien en dernière analyse une conséquence des divergences politiques qui ont amené dans les deux parties du pays l'instauration de deux Etats alle-

mands et de deux ordres sociaux et économiques différents. La population des deux Etats a choisi l'ordre social et la forme d'état qu'il leur convenait. L'annexion pure et simple de l'un des deux Etats par l'autre et l'assimilation des rapports économiques et sociaux de l'un à l'autre ne peuvent pas mener aujourd'hui à une réunification. Maintenant que la République fédérale a préféré une réunification aussi rapide que possible l'entrée de l'Allemagne occidentale au sein de l'O.T.A.N., le seul moyen pour aboutir à une réunification pacifique de l'Allemagne est le rapprochement et la collaboration des deux Etats sur la base d'une stricte égalité des droits de chacun des deux Etats. Depuis 1945 le gouvernement de la R.D.A. s'est plus d'une fois déclaré prêt à cette collaboration et fait des propositions en ce sens. Jusqu'à présent Bonn ne s'est jamais montré disposé à cette entente.

★

LA question de Berlin-Ouest est indissolublement liée au règlement pacifique du problème allemand. Les puissances occidentales cherchent depuis des années à justifier leur présence à Berlin, au sein du territoire de la R.D.A. Ils invoquent pour étayer leurs arguments de prétendus droits impliqués dans ledit statut de Berlin. Ce célèbre statut quadripartite a pour origine les accords que les trois grandes puissances de la coalition anti-hitlérienne rédigèrent et signèrent au cours de la seconde guerre mondiale. Il s'agit en particulier du procès-verbal du 12 septembre 1944 sur les zones d'occupation en Allemagne et sur l'administration de Berlin et de l'accord du 14 septembre 1944 sur le mécanisme de contrôle ainsi que des additifs qui réglèrent, entre autre, la participation de la France. On décida par ces accords du partage de l'Allemagne en quatre zones d'occupation. On arrêta ses frontières et on créa un organe de contrôle commun, le Conseil de contrôle interallié. Il était prévu pour Berlin un statut d'occupation particulier. L'occupation d'une partie de la ville, un secteur, devait être confiée à chacune des grandes puissances. Un commandement interallié devait assurer l'administration commune de la ville. Le territoire de Berlin n'était donc pas une « *cinquième zone d'occupation* » soustraite à la zone d'occupation soviétique, comme on le prétend souvent, Berlin était tout simplement soumis à un statut d'occupation particulier. Ces accords et le statut quadripartite de Berlin entrèrent en vigueur après la capitulation sans conditions de l'Allemagne hitlérienne. Les troupes des trois puissances occi-

dentales firent leur entrée à Berlin dans les premiers jours de juin 1945 et occupèrent leurs secteurs respectifs. Le commandement interallié tint sa première séance le 11 juin 1945. L'occupation de l'Allemagne, et par là-même celle de Berlin, n'avait absolument aucune fin en soi. Elle n'était pas non plus la conséquence de quelque droit accordé au vainqueur ; elle poursuivait au contraire des buts fixés en commun par les puissances alliées victorieuses. Les buts de l'occupation avaient été fixés à Yalta et trouvèrent plus tard leur expression dans les Accords de Potsdam. Le gouvernement français qui n'était représenté ni à Yalta ni à Potsdam donna par une note du 7 août 1945 son accord aux principes fondamentaux. Les accords sur les zones d'occupation et sur le mécanisme de contrôle, qui fixent notamment le statut quadripartite de Berlin, sont par conséquent inséparablement liés aux conventions sur l'Allemagne arrêtées à Yalta et à Potsdam. Toute revendication sur l'occupation et le contrôle en Allemagne, et par là-même à Berlin, ne peut donc avoir valeur juridique que dans la mesure où elle ressortirait des engagements stipulés par ces accords. On ne peut donc conclure à une justification légale quant à l'occupation si les objectifs de l'occupation sont utilisés à des fins totalement opposées à l'esprit dans lequel ils furent élaborés, ce que les puissances occidentales, on peut en fournir les preuves, ont fait dans leurs secteurs respectifs de Berlin-Ouest.

Il nous faut signaler par ailleurs que le terme « statut quadripartite » qui permet de caractériser la situation actuelle à Berlin a perdu depuis longtemps toute signification. Il n'y a plus depuis 1948 de commandement interallié, et donc d'administration commune à Berlin. Elle disparut avec la division de l'Allemagne perpétrée par les puissances occidentales qui mena par contre coup à la division de la capitale allemande. Il fut créé en décembre 1948 un commandement franco-anglo-américain, et le 14 mai 1949 les commandants des secteurs occidentaux installèrent le « petit statut d'occupation » qui signifiait de la part des occidentaux la renonciation définitive aux Accords de Potsdam. Malgré la suppression officielle du statut quadripartite en 1955 la situation de fait est restée la même. Vouloir donc encore aujourd'hui parler de statut quadripartite à Berlin et prouver ainsi des droits d'occupation à Berlin-Ouest est plus que sujet à caution, tant du point de vue moral que juridique. Même l'ambassadeur britannique à Bonn, sir Christopher Steel, dut à l'occasion d'une visite à Berlin-Ouest en août de cette année constater : « *Le statut quadripartite initial de Berlin de* 1945 *est dépassé depuis longtemps.* »

Et surtout, seize ans après la fin de la guerre, le maintien

d'un régime d'occupation comparable à celui qui est en vigueur actuellement à Berlin, ne peut trouver quelque justification que ce soit. Une occupation de l'Allemagne pour une durée illimitée n'a jamais été prévue. Dans leur déclaration commune du 5 juin 1945, à propos de la défaite allemande, les commandants en chef alliés déclaraient expressément que la prise en main des pouvoirs suprêmes ne signifiait aucunement une annexion de l'Allemagne. Et les accords sur le mécanisme de contrôle de 1944 déclarent clairement que l'occupation et le contrôle de l'Allemagne ne pourront se perpétuer éternellement, mais qu'ils ne sont valables que pour une « *durée initiale* ». Bien persuadées elles-mêmes que la falsification des droits d'occupation à Berlin-Ouest n'est pas conforme au droit des peuples, les puissances occidentales ont essayé d'invoquer des obligations particulières qu'elles devraient assumer pour assurer la liberté de la population de Berlin-Ouest. Elles se fondent en cela sur les Accords de Paris qui prévoient que les puissances occidentales exerceront leurs droits à Berlin pour une durée illimitée. Il est bien difficile d'exiger de l'Union soviétique de reconnaître un tel point de vue. Les engagements à l'égard de Berlin sont, comme chacun le sait, nés de la lutte commune des puissances alliées contre l'Allemagne hitlérienne. Les puissances d'occupation occidentales ont incontestablement violé ces engagements qui ne sauraient être remplacés par d'autres « obligations » résultant des Accords de Paris, signés sans l'accord et à l'encontre de l'Union soviétique. L'illégitimité du régime d'occupation à Berlin-Ouest est encore plus apparente quand on considère le rôle que cette ville a joué après l'abolition de l'administration commune de Berlin. Sous le couvert et avec l'aide des puissances occidentales, Berlin-Ouest est devenu une tête de pont au sein du camp socialiste. On n'a jamais caché quelle était la tâche de ces « *avant-postes de la liberté* ». *L'ancien* Haut-commissaire américain en Allemagne occidentale, Conant, parla officiellement de « *lance dirigée contre le monde oriental* ». Le chef administratif actuel de Berlin-Ouest, Willy Brandt, a plus d'une fois souligné que la mission essentielle de la ville consistait à « *empêcher et à ralentir dans toute la mesure du possible la consolidation et la stabilisation de la R.D.A.* »

C'est dans ce but que plus de 80 organisations d'espionnage s'installèrent dans les secteurs occupés par les troupes américaines, britanniques et françaises pour organiser à partir de cette base leur action subversive contre le camp socialiste. Elles parrainent tout spécialement les stations de radio et de télévision de Berlin, dont le trop fameux émetteur *Europe Libre*, pour saboter le développement de la R.D.A. et la paralyser par tous les moyens. C'est sous l'égide du ministère de

Bonn pour les Affaires pan-allemandes que l'on a organisé, à partir de Berlin-Ouest, la fuite des citoyens de la R.D.A. par des méthodes scandaleuses.

En Allemagne de l'Ouest comme à Berlin-Ouest, de nombreuses organisations militaristes et revanchardes mènent en toute liberté leur activité sous le couvert du régime d'occupation. L'administration et la justice de la ville fourmillent d'anciens nazis. On travaille depuis des années à l'annexion de Berlin-Ouest à l'Allemagne occidentale. Cela va de la mise en place de l'appareil judiciaire ouest-allemand au recrutement pour la Bundeswehr à Berlin même. Les sessions du Bundestag de Bonn à Berlin-Ouest sont devenues de règle, tout comme les visites officielles du président du Bundestag, du chancelier et des ministres de Bonn. Bien que Berlin n'appartienne pas à la zone monétaire de l'Allemagne fédérale, le président fédéral y a son siège. De nombreux ministères y ont installé leurs bureaux et le ministre de Bonn pour les Affaires pan-allemandes assure officiellement ses fonctions à Berlin-Ouest.

Tout ceci se fait au nom de droits d'occupation depuis longtemps caduques. Ceux qui, comme les puissances occidentales, tiennent cette situation à Berlin-Ouest pour normale et dépourvue de tout danger, ne peuvent qu'être intéressés au maintien de ce centre de subversion et de provocation. On ne saurait exiger de la R.D.A., de l'Union soviétique et des autres pays socialistes qu'ils continuent à assister passivement à ces menées patronnées par les troupes d'occupation qui déclencheraient un conflit mondial. Face à ces préparations ouvertes à la guerre en Allemagne de l'Ouest, il est devenu plus pressant que jamais de mettre fin par la signature d'un traité de paix aux séquelles de la seconde guerre mondiale et de normaliser la situation à Berlin-Ouest.

★

LES puissances occidentales mettent en doute l'urgence de la signature du traité de paix. Le gouvernement français estime par exemple qu'il n'y aura pas de danger de guerre si un traité de paix n'est pas signé. Considérer la situation en Europe centrale comme parfaitement normale, telle est l'opinion commune des gouvernements occidentaux. Ils contestent résolument les affirmations du gouvernement soviétique selon lesquelles une nouvelle guerre pourrait trouver son origine en République fédérale allemande.

La République fédérale est-elle vraiment aussi éprise de

paix et aussi innocente que ses alliés le soutiennent ? Le seul caractère de l'armée ouest-allemande donne déjà à réfléchir. Dès aujourd'hui la Bundeswehr est avec ses effectifs supérieurs à 300.000 hommes, l'armée terrestre la plus puissante en Europe occidentale. Son équipement en fusées a commencé dès 1958. Il est bien connu que les dirigeants du gouvernement fédéral s'efforcent d'obtenir depuis des années un armement atomique et le droit de produire des armes nucléaires. La majorité du Bundestag a déjà accordé il y a trois ans son consentement. Un mémoire publié le 19 août 1961 par l'Etat-major de la Bundeswehr demande l'accélération de l'armement atomique et des mesures de mobilisation totale. Ses forces, ses modes d'entraînement et son armement, et avant tout l'ancien état d'esprit de la Wehrmacht hitlérienne, qui jouit de la garantie des chefs de l'armée, font de la Bundeswehr une armée offensive type.

Les buts de la politique extérieure du gouvernement de Bonn visent clairement à un changement en Europe des frontières résultant de la deuxième guerre mondiale. « *Le gouvernement fédéral*, a déclaré le ministre des Affaires étrangères von Brentano le 31 janvier 1957 devant le Bundestag, *maintient fermement sa position, à savoir que les frontières du Reich allemand au* 31 *décembre* 1937 *sont, du point de vue du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, déterminantes et que le peuple allemand ne peut accepter la ligne Oder-Neisse comme frontière actuelle ou future.* » Mais les frontières de 1937 ne sont nullement le but final de la politique de Bonn. Le ministre Seebohm, l'un des revanchards ouest-allemands les plus louches, a exprimé sans vergogne les visées du gouvernement de Bonn lors d'une manifestation qui s'est déroulée le 9 octobre 1960 à Aschaffenburg : « *La Tchécoslovaquie, la Pologne et l'U.R.S.S. ne doivent pas espérer que nous ayons renoncé au territoire se trouvant au-delà de l'Oder et de la Neisse. C'est une question de libération de tous les peuples de l'Europe centrale et orientale et d'expansion de l'Occident chrétien sur toute l'Europe orientale. Cela doit se réaliser bientôt.* » L'ancien mot d'ordre de poussée vers l'Est fait place à celui moins insidieux de « libération ». Mais le fond reste le même : expansion vers l'Est, acquisition d'espace vital, ordre nouveau en Europe. Dans ce but, les « réfugiés » des anciennes contrées allemandes de l'Est sont tenus en état d'alerte constant par leurs compatriotes revanchards, dans les écoles on inculque aux enfants la haine des Polonais, des Tchèques et des Russes, on déforme ou on cache les causes véritables de la perte des territoires situés au-delà de l'Oder et de la Neisse. Il n'est pas vrai, ainsi que tente de le faire croire Adenauer, qu'en Allemagne occidentale il

n'y a qu'un nombre insignifiant de revanchards sans influence, ou bien, comme le prétendait une note envoyée par Bonn à l'O.N.U. en octobre 1960, laquelle disait : « *L'assertion que, dans la République fédérale allemande, la propagande belliqueuse et revancharde refleurit, n'a pas la moindre apparence de vérité.* » En réalité, l'esprit de revanche en Allemagne occidentale fait partie intégrante de la politique du gouvernement de Bonn et est un moyen de préparation psychologique à une nouvelle guerre. Ce serait une erreur de croire que les revendications des revanchards ouest-allemands se limiteraient à l'Est. L'impérialisme et le militarisme allemand ne se sont jamais bornés à une seule orientation d'attaque.

« *L'Allemagne doit rétablir les frontières du Reich de Bismarck* », a proclamé le vice-président du parti démocrate-chrétien ouest-allemand, von Hassel, lors d'une manifestation belliqueuse le 3 septembre 1960 à Berlin-Ouest, et le ministre Seebohm déjà cité, écrivait le 27 mars 1959 dans la *Suddeutsche Zeitung* : « *A mon avis on ne peut nier tout ce qui était allemand, est allemand et restera allemand — même si cela n'appartenait pas à l'Etat allemand entre* 1919 *et* 1938. »

Les revanchards ouest-allemands les plus extrémistes n'ont donc renoncé ni à l'Autriche, ni à l'Alsace-Lorraine, ni aux Sudètes, ni au Sud-Tyrol. Naturellement ces buts lointains ne se posent pas immédiatement à l'ordre du jour. Vis-à-vis de l'Europe occidentale, les impérialistes ouest-allemands se limitent pour commencer à l'extension et la consolidation de leur position économique prédominante. Ils ont tiré les leçons de l'expérience hitlérienne et ne voudraient pas encore renoncer à leurs alliés de l'Ouest. Le premier pas sur la voie de la Grande Allemagne doit être l'incorporation de la R.D.A. Comment pense-t-on réaliser cela ? Un officier supérieur de la Bundeswehr l'a exprimé dans les termes suivants : « *Il faudrait fondre avec la rapidité de l'éclair sur la République démocratique allemande et arriver à l'Oder avant que l'armée populaire et les autres troupes aient pu s'en rendre compte. On est persuadé, à l'Etat-major et dans les milieux gouvernementaux, que devant une telle attaque surprise, le monde se rangerait à cette solution.* » De telles aventures en étaient déjà au stade de la préparation. « *Elles visaient* — a déclaré Walter Ulbricht le 18 août 1961 dans un discours radiodiffusé et télévisé — *par une activité de diversion portée à son paroxisme, à créer les conditions qui auraient permis, une fois terminées les élections en Allemagne occidentale, de passer à l'agression ouverte contre la R.D.A., à déclencher la guerre civile et des provocations militaires ouvertes.* » Le centre de provocations de Berlin-Ouest ayant été verrouillé

grâce aux mesures prises le 13 août 1961, par la R.D.A., ces prévisions ont été déjouées.

★

LES gouvernements de Washington, Londres et Paris tentent de faire croire que la présence de membres de la République fédérale au sein de l'O.T.A.N. serait une garantie suffisante qu'elle ne puisse entreprendre une action agressive. Ils s'appuient en cela sur le caractère dit « *défensif* » du pacte de l'Atlantique et sur certaines restrictions militaires et politiques que l'Allemagne de l'Ouest avait dû accepter avec les accords de Paris. On a affirmé bien souvent, depuis la signature de ce pacte que l'O.T.A.N. avait été créé dans un but « *défensif* », bien que le caractère résolument agressif et antisoviétique de cet organisme puisse à peine être caché. Qu'il suffise de rappeler que, lorsque l'Union soviétique se déclara prête en 1954 à adhérer à ce pacte, cette proposition fut repoussée violemment. C'est l'ancien ministre des Affaires étrangères français, Georges Bidault, qui déclara à ce propos : « *Mais alors le pacte perdrait tout son sens !* » L'incorporation de l'Allemagne occidentale dans cette « alliance défensive » a démasqué encore plus clairement le but véritable de l'O.T.A.N.

En ce qui concerne les restrictions militaires imposées à la République fédérale en 1954, rappelons qu'elles ont déjà été révisées à trois reprises — la dernière en mai 1961 — et que l'Allemagne occidentale a entrepris la fabrication de fusées, ainsi que de vaisseaux de guerre à gros tonnage servant en même temps de porte-fusées. Ce n'est pas sans raison que l'Union soviétique déclarait dans sa note du 4 août 1961 que « *la participation de la République fédérale allemande à ce bloc* (l'O.T.A.N.) *crée précisément des conditions favorables au développement du militarisme allemand* ». C'est précisément la conclusion des accords de Paris, suivie par l'incorporation de l'Allemagne occidentale dans l'O.T.A.N., qui ont permis le réarmement de l'Allemagne. Grâce à l'O.T.A.N., la Bundeswehr a été petit à petit munie des armes les plus modernes et a obtenu la possibilité d'installer des bases militaires en différents points de l'Europe occidentale. Enfin, il ne faut pas oublier que, dès maintenant, des officiers ouest-allemands, tels que Heusinger à la présidence du Comité militaire permanent de l'O.T.A.N., et Speidel au haut-commandement des forces terrestres de l'O.T.A.N. en Europe centrale occupent des positions-clés leur permettant de renforcer considérablement l'influence de l'Allemagne occidentale sur cet organisme militaire.

Combien on voudrait pouvoir accorder crédit aux affirmations des puissances occidentales qui prétendent dans leurs notes de réponse au mémorandum soviétique sur l'Allemagne, que la République fédérale allemande n'a pas l'intention de modifier les frontières existantes par la force. Pourquoi développe-t-on l'esprit de revanche en Allemagne occidentale ? Dans quel but le gouvernement fédéral s'efforce-t-il de pourvoir son armée des armes les plus modernes ? Pourquoi le gouvernement ouest-allemand ne veut-il pas engager la négociation avec la R.D.A. sur un pied d'égalité sur les questions vitales pour le peuple allemand ? Pour obtenir la réunification de l'Allemagne ? Hitler aussi parlait de paix et de négociations à la veille de la deuxième guerre mondiale. Les paroles d'Adenauer sont-elles aujourd'hui plus dignes de foi ? A la fin de 1949, ce même chancelier s'élevait en principe contre un réarmement de la République fédérale allemande et contre la formation d'une nouvelle Wehrmacht. Au même moment, on procédait aux premiers préparatifs de remilitarisation de l'Allemagne occidentale. En 1957, Adenauer repoussait énergiquement l'idée d'un armement de la Bundeswehr avec des armes atomiques. Aujourd'hui, lui-même et ses ministres parlent ouvertement de la nécessité pour la République fédérale de s'aligner sur l'armement des puissances atomiques. L'Allemagne occidentale a dès maintenant toutes les possibilités de déchaîner une guerre qui embraserait obligatoirement le monde entier. « *Pour faire exploser une poudrière*, dit fort justement la note soviétique du 4 août 1961, *point n'est besoin du commandant de cette poudrière, il suffit qu'il se trouve parmi les officiers de son entourage un insensé qui claque l'allumette.* »

★

LE moment est venu où l'on ne peut attendre plus longtemps. C'est l'intérêt du peuple allemand et des peuples voisins que le danger d'une nouvelle guerre que représente le militarisme de l'Allemagne occidentale soit écarté. C'est pourquoi il est plus nécessaire que jamais de signer un traité de paix avec les deux Etats allemands, traité contenant avant tout la garantie de la paix. Les propositions soviétiques visant à la signature d'un traité de paix avec l'Allemagne répondent entièrement à cette exigence de l'heure. Le projet de traité de paix établi par l'Union soviétique en 1959 offre une base solide pour les négociations. Dans son mémorandum du 4 juillet 1961, le gouvernement soviétique renouvelle non seulement ses propositions, mais vient encore au-devant des puissances

occidentales sur plusieurs questions. Au cas où les gouvernements des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France ne seraient pas disposés à conclure un traité de paix avec les deux Etats allemands, on pourrait trouver un terrain d'entente en signant deux traités de contenu semblable. Pour préserver le prestige des puissances occidentales, la conclusion du traité de paix n'impliquerait pas la reconnaissance de la République démocratique allemande. L'Union soviétique n'exige même pas que la République fédérale allemande se retire de l'O.T.A.N. En ce qui concerne la ville libre de Berlin-Ouest, le gouvernement soviétique propose des garanties certaines devant assurer à la population de Berlin-Ouest la libre disposition d'elle-même, ainsi que la liberté de ses relations avec le monde extérieur. Il propose la présence de contingents symboliques américains, anglais, français et soviétiques ainsi que de pays neutres sous la protection de l'O.N.U. L'Union soviétique a souligné qu'elle était prête à examiner toute proposition constructive venant des gouvernements des puissances occidentales en vue du règlement de la paix avec l'Allemagne et de la normalisation de la situation à Berlin-Ouest.

La Chambre du peuple de la République démocratique allemande a fait connaître ses propositions pour la conclusion d'un traité de paix dans son projet de la paix allemande du 6 juillet 1961. Ces propositions partent de l'idée qu'« *il faut empêcher à tout jamais qu'une guerre puisse être déclenchée par l'Allemagne* ». En voici les différents points :

— Renonciation par les deux Etats allemands à toute menace d'employer la violence dans les relations internationales ;

— Création d'une Allemagne neutre militairement et renonciation à l'armement atomique ;

— Reconnaissance des frontières allemandes existantes ;

— Interdiction de toute propagande belliqueuse et revancharde ;

— Reconnaissance de la souveraineté pleine et entière et du droit du peuple allemand à disposer de lui-même, en même temps que le droit de décider en toute indépendance et sans immixtion étrangère de la réunification de l'Allemagne ;

— Jusqu'à cette réunification, Berlin-Ouest jouira d'un statut de Ville libre démilitarisée.

En même temps, le gouvernement de la R.D.A. proposait à la République fédérale la constitution d'une commission commune de la paix et un accord visant à améliorer dès maintenant les rapports entre les deux Etats allemands.

★

UN traité de paix sur cette base, signé avec les deux Etats allemands, serait la meilleure contribution à la solution du funeste problème de l'Allemagne et de Berlin-Ouest. Cela constituerait en même temps une base pour l'établissement de rapports pacifiques normaux en Europe. Cela entraînerait une détente internationale et ouvrirait la voie à la solution d'autres problèmes intéressant le monde entier, par exemple le problème du désarmement. En même temps serait établie une base de rapprochement graduel et de collaboration entre les deux Etats allemands.

Il est temps que l'Ouest se déclare enfin prêt à négocier et fasse lui aussi des propositions concrètes. Jusqu'à présent, en dehors de la République fédérale allemande, c'est le gouvernement français qui s'est montré le plus réticent à une négociation sur le problème de l'Allemagne et de Berlin-Ouest. Le général de Gaulle qui, au cours de la deuxième guerre mondiale, mettait en garde avec insistance contre une résurrection du militarisme allemand et qui, en 1950, se prononçait véhémentement contre la remilitarisation de l'Allemagne occidentale, semble avoir oublié les leçons de l'histoire. Il se montre aujourd'hui le plus intransigeant, alors qu'il s'agit de parer au danger de guerre que représente l'Allemagne occidentale et Berlin-Ouest.

Même certains hommes politiques dirigeants des Etats-Unis commencent à se rendre compte qu'en restant d'une manière intransigeante sur les positions actuelles, qui ne peuvent se justifier par aucun argument politique ou moral, on va à une impasse. Etant donné le rapport actuel des forces dans le monde, le cliquetis des armes n'est pas un bon moyen pour se sortir d'une situation dans laquelle les puissances occidentales se sont acculées elles-mêmes. Une guerre est encore moins capable — cela devrait leur apparaître clairement — d'empêcher la normalisation nécessaire des rapports en Europe centrale. Les négociations en vue de la signature d'un traité de paix avec l'Allemagne sont la seule issue.

Si les occidentaux continuaient à se refuser à approuver un règlement pacifique avec les deux Etats allemands, l'Union soviétique et les autres Etats intéressés concluraient seuls un traité de paix avec la République démocratique allemande.

Un tel traité de paix consoliderait la souveraineté et l'égalité de droit de la République démocratique allemande, renforcerait sa position vis-à-vis des autres peuples, établirait la légalité de ses frontières actuelles et garantirait son intégrité territoriale.

Par suite, la R.D.A. prendrait en mains le contrôle du trafic militaire des puissances occidentales vers Berlin-Ouest qui était assumé jusqu'ici par les organismes soviétiques. La conclusion du traité de paix avec la R.D.A. entraînerait automatiquement le règlement du problème de Berlin-Ouest. L'Union soviétique, ni la R.D.A. n'ont laissé de doute sur ce point. « *Le foyer de provocations qui se trouve à Berlin-Ouest et son utilisation pour le développement de la guerre froide seront en tout cas écrasés* », a déclaré Walter Ulbricht le 6 juillet 1961. « *Il s'agit tout au plus de savoir si ce processus se déroulera facilement et sans douleur ou bien sera plus difficile.* »

Il ne restera plus aux puissances occidentales qu'à négocier avec le gouvernement de la R.D.A. qu'elles considèrent jusqu'à présent comme inexistant.

Les semaines et les mois à venir montreront si l'esprit de compréhension prendra le dessus dans les milieux dirigeants des puissances occidentales ou bien si l'intransigeance observée jusqu'ici, le maintien aveugle de conceptions politiques dépassées se poursuivra.

Une chose est certaine, c'est que très bientôt un traité de paix allemand sera signé, qui contribuera d'une manière décisive à dompter le militarisme ouest-allemand et à consolider la paix.

Charles FOURNIER-BOCQUET

COMMENT ET PAR QUI ONT ÉTÉ VIOLÉS LES ACCORDS DE POTSDAM

L'OBJET de la présente étude n'est pas de dresser l'inventaire des violations des accords de Potsdam accumulées de 1945 à 1961, mais seulement de rappeler comment et par qui furent violées les décisions communes qui consacraient la victoire sur l'Allemagne hitlérienne ; elle s'interrompt donc à l'acte qui sanctionna la rupture de l'entente entre les « Quatre Grands » : la création de la République fédérale allemande.

Rappeler qui a trahi les espoirs — les volontés — d'alors, éclaire les problèmes d'aujourd'hui, appuie singulièrement la démonstration du bien-fondé des propositions soviétiques et contribue à développer la lutte unie des masses qui ont porté le poids de la guerre d'Hitler, et dont les décisions de 1945 couronnaient l'espoir commun.

I. — LES ACCORDS QUI ONT SANCTIONNE LA VICTOIRE ALLIEE ENGAGEAIENT LA FRANCE

IL est bien connu que, mis à part les deux actes de capitulation signés à Reims et à Berlin les 7 et 8 mai 1945, le principal texte qui consacra la victoire alliée sur l'Allemagne hitlérienne est celui qui, publié à Berlin le 2 août 1945, est communément désigné sous le nom d'« *Accords de Potsdam* ». Toutefois, il est fréquent que l'évocation du contenu de ces accords se heurte à l'objection que « *la France n'était pas présente à Potsdam* ». Aussi, est-il dès l'abord nécessaire, de montrer que, *d'ailleurs approuvés par le Gouvernement provisoire de la République française,* ils s'inséraient dans un tout dont la France était étroitement partie.

Lorsque se dessina la victoire finale, les travaux préparatoires menés, quant à l'action des alliés après cette victoire, par la Commission consultative européenne, qui siègeait à

Londres, connurent un premier couronnement avec la conférence qui réunit à Yalta, en Crimée, les « Trois Grands » : Churchill, Roosevelt et Staline. Le communiqué publié à l'issue de la conférence, le 11 février 1945, contient plusieurs décisions de la plus haute importance. Outre qu'il stipule que les alliés imposeront à l'Allemagne nazie « *une capitulation inconditionnelle* », il tient compte que la France avait joué un rôle de premier plan dans sa Libération, par l'Insurrection nationale d'août 1944, et prévoit : « *La France sera invitée par les trois puissances, si elle le désire, à occuper également une zone et à faire partie de la Commission de contrôle comme quatrième membre de cette Commission.* » Il fixe le principe du paiement de réparations aux alliés par l'Allemagne. Il déclara : « *Les chefs des trois gouvernements estiment que la frontière orientale de la Pologne à l'Est devra suivre la ligne Curzon avec une déviation au profit de la Pologne sur une profondeur de 5 à 8 km en certains endroits.* » (*Autrement dit, dès l'instant était fixée la nouvelle frontière entre la Pologne et l'Union soviétique.*) Par contre, « *des accroissements sensibles de territoires au Nord et à l'Ouest* » étaient prévus pour la Pologne. Enfin, l'orientation d'ensemble des accords tient en une phrase : «*Il n'est pas dans notre intention d'anéantir le peuple allemand, mais les Allemands ne pourront espérer une existence convenable et une place dans le Conseil des Nations Unies qu'après l'extirpation du national-socialisme et du militarisme.* » D'autre part, la conférence donne son accord au projet de la Commission consultative européenne concernant l'occupation de Berlin : le 12 septembre 1944, la Commission avait proposé que la capitale du Grand Reich soit occupée symboliquement par les Grands Alliés ; le 1er mai 1945, veille de l'entrée des troupes soviétiques à Berlin, les trois grands, tenant compte de la part prise par la 1re armée à la campagne d'Allemagne, allaient décider de remettre un secteur de la ville à la France.

Après Yalta, intervint l'accord *quadripartite* (1) du 5 juin 1945 qui, mettant fin à la mission de la Commission consultative européenne, créa le Conseil de contrôle et délimita en gros les quatre zones d'occupation.

Survint enfin la conférence de Potsdam. Du 17 juillet au 2 août, le généralissime Staline et le président Truman conférèrent avec le premier Winston Churchill, puis, les élections anglaises étant intervenues en pleine conférence, avec son successeur, Clément Attlee.

La France n'était pas représentée à Potsdam. Pourquoi ?

(1) Nous employons le mot « *quadripartite* », plutôt que « *quadriparti* », maintenant plus usité, car tel était le terme officiel employé dans les textes officiels en langue française.

De Gaulle ose écrire dans le Tome III de ses mémoires : « *Qu'aurais-je été faire à Potsdam ?* » (p. 203)

Peut-être, pour comprendre les raisons de son absence, peut-on se reporter aux questions que posait François Billoux devant l'Assemblée nationale le 11 juin 1948. Notre camarade révélait que lors des conversations de Gaulle-Staline qui devaient aboutir à la signature à Moscou, le 10 décembre 1944, du Traité d'alliance franco-soviétique, le chef du gouvernement de l'U.R.S.S. avait proposé que soit conclue une alliance tripartite ajoutant aux deux partenaires l'Angleterre, dans le dessein de créer une ceinture de sécurité autour de l'Allemagne. De Gaulle refusa. L'affirmation de François Billoux est maintenant corroborée par la publication des sténogrammes de ces entretiens. On y trouve la mention d'une longue insistance de Staline et d'une résistance obstinée de de Gaulle, celui-ci allant jusqu'à dire : « *Si le maréchal Staline considère qu'il faut conclure un traité en même temps avec l'Angleterre, cela signifiera qu'à l'avenir les mesures nécessaires et urgentes ne seront pas prises à temps* », et jusqu'à interroger : « *Dans* 10 *ans, l'Angleterre sera-t-elle aussi décidée qu'aujourd'hui ?* [2] »

Inutile d'ironiser sur la façon dont de Gaulle est, lui, « décidé » aujourd'hui... François Billoux questionnait : « *En réalité ne s'agissait-il pas pour le général de Gaulle de signer un pacte avec l'Union soviétique, non pas pour avoir une belle et bonne alliance avec l'Union soviétique, mais pour avoir un instrument dont on se servirait contre les autres alliés et pour empêcher la conférence de Yalta ?* » Et de rappeler alors ce qui se passa à Yalta : « *Quelques mois plus tard, malgré tout, la conférence de Yalta a lieu, et la conférence de Yalta décide que c'est le représentant du gouvernement américain qui invitera et qui discutera avec la France des conditions de la réunion de l'organisation des Nations Unies. Le gouvernement américain estime qu'il ne peut être mieux représenté que par le président des Etats-Unis d'Amérique lui-même : le président Roosevelt, qui demande au général de Gaulle de bien vouloir venir le voir en Méditerranée. Refus du général de Gaulle. N'est-ce pas parce que sa manifestation de Moscou avait échoué, parce qu'il n'avait pu réussir à briser l'entente des alliés ?* »

De nouveaux documents, publiés par de Gaulle, éclairent le bien-fondé de la question. Dans une lettre qu'il adressait à Bidault le 27 janvier 1945, de Gaulle avait parlé ainsi de la prochaine conférence de Yalta : « *...nous serons beaucoup plus libres pour traiter ultérieurement l'imbroglio européen, si nous n'avons pas participé au prochain bafouillage (sic !), lequel*

(2) *Recherches internationales*, n° 12, mars-avril 1959, pp. 62 à 68.

peut se terminer par des rivalités entre les présents. » Le lendemain, Bidault, rendant compte de ses entretiens avec Harry Hopkins, envoyé spécial de Roosevelt, ironisait : « *En ce qui concerne la conférence à trois, je lui ai souhaité bien du plaisir* [3]. »

Quel rôle eût joué la France, à militer pour l'union des Grands ! Quelle responsabilité, d'avoir laissé Yalta et Potsdam réussir malgré elle !

Mais si la France dut à l'attitude de de Gaulle après Yalta, de ne pas être à Potsdam, elle entérina, le 7 août 1945, les accords qui lui avaient été soumis le 31 juillet, trois jours avant leur publication, par les trois ambassadeurs des puissances conférant à Potsdam. La réserve essentielle du gouvernement français portait essentiellement sur les dispositions des accords relatives à l'unité de l'Allemagne, unité qu'il jugeait être évoquée de façon prématurée.

Au surplus, alors que, dès leur exorde, les accords instituaient un « *Conseil des ministres des Affaires étrangères* » des Quatre devant siéger régulièrement et préparer les traités de paix, la France siégea effectivement à la première réunion de ce Conseil, sanctionnant ainsi son accord du 7 août ; cette conférence inaugurale eut lieu le 11 septembre 1945 à Londres.

Comme tous les accords préliminaires, les accords de Potsdam s'imposaient donc bien au gouvernement français.

II. — LES ACCORDS DE POTSDAM

Les principes politiques.

LES principes politiques tiennent en quelques phrases-clés : « *Le militarisme allemand et le nazisme seront extirpés et les alliés prendront, maintenant et à l'avenir, en plein accord, les autres mesures nécessaires, afin que l'Allemagne ne menace plus jamais ses voisins ou la paix du monde.* » Toutes les forces armées allemandes, les formations politico-militaires, le parti National-socialiste... sont dissous. Un gros travail de rééducation tendra à « *convaincre le peuple allemand qu'il a subi une défaite militaire totale et qu'il ne peut échapper à la responsabilité de ce qu'il s'est attiré lui-même, puisque les méthodes de guerre impitoyables et la résistance fanatique des nazis ont détruit l'économie allemande et rendu le chaos et la souffrance inévitables* ». Les criminels de guerre seront châtiés, les nazis chassés des emplois publics, l'éducation, la justice, l'administration profondément réformées.

D'autre part, si un gouvernement central allemand n'est

(3) Charles de Gaulle : *Mémoires de guerre*, tome III, pp. 392 et 393.

pas établi « *pour le présent* » (où donc est l'impatience crainte par de Gaulle ?), « *certains départements essentiels de l'administration allemande ayant à leur tête des secrétaires d'Etat sont institués, en particulier pour les finances, les transports, les communications, le commerce extérieur et l'industrie.* »

Les principes économiques.

Les principes économiques tiennent en fait en peu de mots : « *Eliminer le potentiel de guerre allemand.* » Le paragraphe 12 du chapitre B de la section III est ainsi libellé : « *Dans le plus court délai possible l'économie allemande sera décentralisée en vue d'éliminer la centralisation excessive actuelle de la puissance économique dont les cartels, syndicats, trusts, et autres systèmes de monopoles sont un exemple.* » Le paragraphe 14 stipule : « *Pendant la période d'occupation, l'Allemagne sera traitée comme une seule unité économique.* »

Il va de soi que les accords précisaient les dispositions de ceux de Yalta quant aux réparations. Il était convenu (article 4 de la section IV) que l'Union soviétique prélèverait des réparations sur sa propre zone et recevrait en plus 15 % de l'outillage industriel non indispensable à l'économie de paix de l'Allemagne dans les trois autres zones. Le gouvernement soviétique s'engageait à donner sur sa propre part les réparations dues à la Pologne.

Frontières.

La section VI des accords remettait à l'U.R.S.S. la région de Koenigsberg, et la section IX prévoyait en son chapitre B que satisfaction serait donnée au projet formulé à Yalta de donner aux Polonais de nouveaux territoires au Nord et à l'Ouest. Là est fixée la ligne Oder-Neisse occidentale. Il est précisé que ces territoires remis à l'administration de l'Etat polonais « *ne devront pas être considérés comme partie de la zone soviétique d'occupation en Allemagne* ».

En sa section XIII, la conférence décidait que les Allemands demeurés en Pologne, Tchécoslovaquie et Hongrie devraient être transférés en Allemagne. Le Conseil de contrôle était chargé de procéder à cette opération. Il y procéda d'ailleurs [4]. Le problème des frontières devenait donc sans objet. Au surplus était-il disposé que les *trois puissances défendraient ensemble ces frontières lors du traité de paix* (titre VI relatif à Koenigsberg). Sur l'attitude française, précisons que, lors de son rapport sur les négociations de Moscou en décem-

(4) Le rapport du Conseil de Contrôle de la conférence de Moscou (10 mars 1947) indique, en sa section VII, qu'au 1er janvier 1947, 5.678.936 Allemands avaient quitté la Pologne (sans compter les départs clandestins).

bre 1944, le ministre français des Affaires étrangères d'alors, Georges Bidault, déclara : « *Nous n'avons pas fait d'objection au tracé des frontières que le gouvernement soviétique envisage à l'Est ; nous avons donc admis la cession à la Pologne de la Prusse orientale, de la Poméranie et de la Silésie ; ce transfert doit, dans notre esprit... retirer... à l'Allemagne, d'une part, les régions d'où est sorti le militarisme prussien, et d'autre part, la totalité du bassin houiller de Silésie.* » La légitimation de la ligne Oder-Neisse au regard de la sécurité française était ainsi fort bien exprimée.

★

AINSI, les accords de Potsdam, couronnement d'un ensemble, traduisent parfaitement les buts de paix des Grands Alliés, France comprise. D'ailleurs, en approuvant, le 7 août 1945, les accords de Potsdam, le gouvernement énumérait ainsi les buts essentiels de l'occupation tels qu'il les envisageait : « *Désarmement et démilitarisation complète et définitive de l'Allemagne, extirpation radicale du militarisme, suppression de toute industrie des armements, destruction du potentiel de guerre allemand, élimination du nazisme, de toutes les lois, organisations et institutions nazies, adoption de toutes mesures propres à empêcher la renaissance du militarisme et du nazisme, châtiment rapide des criminels de guerre, contrôle de l'instruction publique, réorganisation de l'appareil judiciaire, décentralisation administrative...* » La lettre précisait encore : « *Le gouvernement français estime également indispensable d'envisager dès maintenant les moyens propres à favoriser la naissance et le développement des idées démocratiques en Allemagne en vue d'une rentrée future de la population allemande dans la communauté des peuples pacifiques et démocratiques.* »

III. — L'OCCUPATION DES MONOPOLES

L'ACCORD conclu à Potsdam n'avait évidemment pas dissuadé les impérialistes américains de poursuivre leurs desseins. En appliquant sincèrement les décisions prises, la France eût ouvert une brèche dans leur dispositif, mais le fait — sur lequel nous reviendrons — que de Gaulle, tournant le dos aux aspirations de la Résistance, en ouvrit une dans l'entente entre les Quatre Grands, facilita la mise en œuvre de leur plan.

Alors que des fantassins tombaient aux portes de Francfort, le 4 avril 1945 le journaliste américain Drew Pearson lançait une nouvelle inquiétante : « *Déjà se sont formés au sein du Département d'Etat et au sein du ministère britannique des Affaires étrangères des groupes qui ont entrepris de reconstruire l'Allemagne comme un bastion contre le bloc de l'Est.* »

Le 26 avril, le *Washington-Post* nous apprenait que, le lendemain même de l'enterrement du président Roosevelt, une réunion de la « *Commission américaine des réparations allemandes* », tenue à la Maison Blanche sous la présidence de M. William Clayton, avait décidé de sauver l'équipement industriel allemand.

A vrai dire, le principal était déjà fait, puisque, dans son rapport d'avril 1946, le « *Comité international d'études européennes* », où siégeaient des hommes comme Edouard Herriot et Paul Reynaud, devait annoncer que, malgré les bombardements à l'Ouest, « *l'industrie allemande était intacte à 75 %* ». Dès cette époque, d'ailleurs, quand on voyait se dresser absolument intact, au-dessus de Francfort en ruines, le quartier général de l'I.G. Farben, on était bien obligé de se rappeler que l'I.G. Farben possédait, en 1939, 446.225 actions de la Standard Oil américaine, et que son conseiller juridique à New York était le premier avocat d'affaires de là-bas, John Foster Dulles, le futur secrétaire d'Etat américain.

Comment aurait-on pu s'étonner ? En février 1943, le frère de John Foster Dulles, Allan, qui vient d'être limogé pour l'échec de la tentative de débarquement à Cuba, avait repris en Suisse avec le prince allemand Hohenlohe les pourparlers de paix séparée commencés à Lisbonne le 13 septembre 1941. Le 10 octobre 1944, d'ailleurs, le sénateur Claude Peper avait ainsi parlé de John Foster Dulles : « *Je crois que le peuple américain est en droit de connaître les relations que M. Dulles entretenait avec les milieux bancaires qui tirèrent Adolph Hitler de ses difficultés financières et organisèrent son parti nazi afin d'en retirer des bénéfices... Le Sénat devrait, à mon avis, commencer par ouvrir une enquête sur ce point essentiel avant de permettre à des hommes qui possèdent de tels antécédents de bâtir la paix.* » Un peu plus tard, John O'Donnel n'hésitait plus à écrire dans le *Washington Times Herald,* le 31 mars 1948 : « *Il y a des années déjà, nous avions prédit que F.D. Roosevelt courait le mauvais cheval dans cette guerre. Du point de vue d'une Amérique fermement isolationniste, le règne d'Hitler conviendrait mieux au Continent européen que celui de Joë Staline.* »

Dès la fin de la guerre, devaient se révéler, dans les faits, les desseins des monopoles américains :

— se subtituer sur le marché mondial à l'Allemagne, et conquérir les marchés que ne pouvaient plus tenir des puissances victorieuses mais affaiblies, telles que la Grande-Bretagne et la France ;

— assujettir à leur volonté de leadership « occidental » l'ensemble des alliés non-socialistes, à commencer par la Grande-Bretagne et la France ;

— et utiliser le potentiel économique et militaire allemand comme une importante force d'appoint pour le succès de sa politique tendant à l'hégémonie mondiale par élimination de l'U.R.S.S. et du camp socialiste.

Une occupation qui rapporte.

Bien entendu, l'occupation américaine commença par l'implantation, aux points stratégiques du gouvernement militaire, de représentants des trusts dont quelques exemples illustrent le rôle :

— le général Clay, successeur d'Eisenhower au commandement en chef, eut comme adjoint pour les questions économiques le général Draper, administrateur de la banque Dillon, laquelle avait avancé 125 millions de dollars avant la guerre au trust d'armement « *Vereinigte Stahlwerke* » ; juste après la nomination de Draper le directeur du trust, Hugenberg, ancien ministre de Hitler, était classé dans la catégorie des « anti-nazis » !

— Draper choisit pour expert du Bureau économique américain auprès du Conseil de Contrôle, l'ancien représentant allemand de sa banque, Alexander Crauter, qui avait été SS, membre du Corps d'élite de protection du Führer !

— le directeur américain des transmissions en Allemagne fut le général Mac Sundstream, d'autre part vice-président de la Compagnie internationale des téléphones et télégraphes. Aussi l'ancien représentant allemand de cette compagnie, nommé Westrick, fut-il relaxé de toutes poursuites bien qu'il ait été pendant la guerre chargé de missions spéciales par von Ribbentrop en personne !

— les américains ayant chargé de la « conversion » des usines de guerre un employé supérieur de la General Motors, Peter Hoglind, les usines automobiles Opel de Francfort furent reconstruites avec un crédit de 100 millions de marks de la General Motors ;

— « l'adjoint aux cadres » du général Draper, Mac Connell, était un ancien agent de la filiale américaine de

l'I.G. Farben; celle-ci reçut un crédit de reconstruction d'également 100 millions de marks...

Mais la première préoccupation des monopoles avait été de « gagner de l'argent ». « *Il y a de l'argent à gagner en Allemagne,* écrivait le 17 juillet 1947 le journal new-yorkais *P.M. De nombreuses firmes américaines qui n'avaient jadis qu'une place secondaire dans les cartels allemands espèrent bien maintenant y tenir les premières.* »

L'occupation, effectivement, a rapporté gros aux capitalistes américains :

— les dividendes dus aux actionnaires américains sur les fabrications de guerre nazies depuis 1933 furent débloqués en décembre 1949 ;

— neuf dollars et demi de bénéfices par tonne de charbon de la Ruhr exporté tombèrent dans les caisses américaines;

— les 270 tonnes d'or du trésor allemand découvert en 1944 restèrent aux mains des occupants;

— 102 bateaux de commerce confisqués et des milliers de brevets ont subi le même sort.

De 1945 à 1950, plus de 15 milliards de dollars ont été accaparés en Allemagne par l'occupant le moins touché par la guerre : les U.S.A. !

IV. — LE PLAN DE SAUVETAGE DE L'INDUSTRIE

ET en même temps qu'ils se livraient à un pillage de grande envergure dans leurs zones d'occupation (quelquefois même dans les zones voisines) les monopoles américains préparaient le sauvetage de l'arsenal allemand. Le plan de sauvetage fut d'un singulier machiavélisme.

Américains et Anglais commencèrent par attendre presqu'un an pour déposer la liste des usines de guerre de leurs zones. Ils déclarèrent que 284 usines en zone anglaise et 120 en zone américaine allaient être démantelées.

Cependant, en 1946, la famine prit en Allemagne occidentale des proportions tragiques. Comme le révéla James Stewart Martin dans *New Republic,* les autorités d'occupation avaient intentionnellement négligé le relèvement de l'agriculture, allant même jusqu'à *interdire l'importation de semences.* Comme de plus ils avaient chargé des agents *allemands* d'estimer le volume des récoltes, les livraisons n'atteignaient qu'environ la moitié des récoltes effectives.

L'homme qui fut appelé par le président Truman à étudier la situation fut son prédécesseur Edgar Hoover, celui-là

même qui avait consenti le moratoire sur les réparations allemandes après la première guerre mondiale. Hoover feignit de découvrir l'admirable solution suivante : l'Allemagne occidentale devait importer des denrées alimentaires, qu'il lui faudrait payer avec des produits industriels ; donc, il fallait remonter son industrie ! Comme l'opinion démocratique s'émut, les gouvernements militaires annoncèrent dans le même temps que 139 usines de guerre allaient être incessamment démantelées en zone britannique et 52 en zone américaine. Une campagne fut déclenchée par le leader social-démocrate, Schumacher, tentant de dresser la population ouvrière allemande contre cette décision. Mais en fait, de quoi s'agissait-il ? Deux soustractions permettent de répondre : du sauvetage, par rapport au premier plan, de 145 usines de guerre en zone britannique et de 68 en zone américaine ! Ajoutons que le maréchal Sokolowski, commandant en chef soviétique en Allemagne, déclarait au Conseil de contrôle, le 21 novembre 1947, avoir relevé des « usines de guerre » comme :

— un atelier de réparation d'automobiles,

— un poste régulateur de circulation,

— un atelier de réparations de chasse-neige,

— et même le bureau d'un marché à bestiaux !

Par contre, les Anglo-Américains avaient « oublié » de coucher sur leurs listes l'usine de moteurs d'avions *B.M.W.* de Munich, qui comprenait notamment cinq centres de recherches souterrains bétonnés. Ils avaient oublié les usines *Bosch,* de Stuttgart, trois usines *Messerschmitt* dont l'une, celle d'Augsburg, avait employé 21.000 ouvriers dans la construction des célèbres avions militaires hitlériens ! Les Anglais avaient même rayé de leurs listes les aciéries Krupp et la Rheinmetall Borsig, qui avaient produit la moitié des tubes d'artillerie allemands. Enfin, 35 poudreries et 7 usines de chimie toxique avaient été considérées comme trop bénignes pour devoir être démantelées !

Puis tranche par tranche, la liste des usines condamnées fondit. Le 20 janvier 1949 le comité Humphrey, organisme du plan Marshall, publia ses conclusions : il ne laissait subsister la menace de démantèlement que sur quelques usines particulièrement spécialisées dans la production de guerre; et le 25 novembre 1949 les trois Hauts commissaires alliés donnaient le dernier coup d'éponge : même les usines d'essence synthétique et de buna, même Krupp, même I.G. Farben étaient sauvés. Les Anglais n'avaient liquidé que 24 usines, et les Américains 10, soit au total 34 sur... 404 primitivement prévues.

Et c'est ainsi que fut sauvé l'arsenal hitlérien.

Encore, préciserons-nous :

1° que les commissions quadripartites de contrôle qui circulèrent en janvier 1948 avaient constaté que la liquidation de ces 34 usines était fort incomplète;

2° que parmi ces usines figuraient des entreprises concurrentes des industries anglo-américaines, et sans grande importance militaire. On a ainsi entendu le syndicat britannique des joailliers et bijoutiers se féliciter, le 1er juillet 1948, que les démontages aient réduit de 22 % la capacité de l'industrie horlogère allemande...

V. — LA RUPTURE ENTRE LES ALLIES

PARALLELEMENT s'était poursuivie une politique menant à la rupture de l'entente entre les grands alliés sur la politique allemande.

De Stuttgart au plat de lentilles.

Dès le 6 septembre 1946, le secrétaire d'Etat américain Byrnes prononça sur la scène de l'Opéra de Stuttgart, devant un public essentiellement allemand, un discours qui laissait percer la stratégie américaine sur le problème. Byrnes donnait son accord à la solution Hoover ci-dessus évoquée : « *On doit donner à l'Allemagne la possibilité d'exporter ses produits de façon qu'elle puisse importer suffisamment pour se suffire à elle-même économiquement.* » Il repoussait tous les projets d'internationalisation de la Ruhr : « *Autant que le sachent les Etats-Unis, les peuples de la Ruhr et de la Rhénanie désirent rester unis au reste de l'Allemagne. Et les Etats-Unis ne s'opposeront pas à leur désir* (5). » Il proposait à la France le marché que ses représentants officiels devaient accepter quelques mois plus tard : « *Les Etats-Unis ne pensent pas qu'ils puissent s'opposer à la France... lorsqu'elle revendique le territoire de la Sarre, dont l'économie a été longtemps étroitement liée à celle de la France. Naturellement, si le territoire de la Sarre est intégré à la France, cette dernière devra réexaminer ses demandes de réparations à l'Allemagne.* »

Après cette prise de position, la première mesure pratique officielle consacrant la scission, celle qui ouvrait ce que l'on oserait appeler le processsus de désintégration en chaîne, fut LA CREATION, LE 2 DECEMBRE 1946, DE LA BIZONE, c'est-à-dire l'unification des zones anglaise et américaine. Encore convient-il d'observer que les premières discussions sur

(5) Au surplus, Byrnes déplaçait la question ; il n'était pas question de créer un Etat séparé de la Ruhr, mais de contrôler à quatre la production.

le sujet avaient eu lieu *en mai* 1946, et que les premiers organes bi-nationaux préparant la fusion avaient été mis en place en août, *avant même le discours Byrnes !*

Vint alors la conférence des ministres des Affaires étrangères à Moscou. Ouverte le 10 mars 1947 entre les quatre, elle devait se terminer sans conclusion *après que pour la première fois, et pour comble à Moscou, les trois occidentaux aient siégé à part.* Alors que la délégation soviétique proposait de réaliser l'unification économique des quatre zones allemandes, ce qui est le respect même des accords de Potsdam (cf II), les Trois, repoussant l'offre, enlisèrent la conférence. La seule décision pratique fut prise hélas dans leur réunion « fractionniste » : M. Bidault accepta en effet d'abandonner les réparations dues à la France, contre un très provisoire rattachement économique de la Sarre à la France. On sait que depuis le 1er janvier 1957 la Sarre est naturellement retournée à l'Allemagne... Mais la France a renoncé à ses réparations ! Comme le disait à l'époque Maurice Thorez, elle avait abandonné son droit d'aînesse contre un plat de lentilles.

Sitôt après leur retour de Moscou, les Trois poursuivaient l'organisation de l'Allemagne occidentale en créant, le 29 mai 1947, *une administration allemande* pour la bizone : un « Conseil économique » et un « Comité exécutif » dans lequel faisait son apparition un vieil homme politique allemand que les Britanniques avaient suspendu de la mairie de Cologne deux ans plus tôt : le docteur Konrad Adenauer. Puis le 29 août était publié un plan économique particulier pour la bizone, bientôt suivi de l'institution d'un contrôle bipartite sur le charbon de la Ruhr, cette dernière décision sanctionnant le refus d'un contrôle quadripartite.

Comment capitula la France.

Alors que par la lettre du 7 août 1945 le gouvernement provisoire avait approuvé le contenu des accords de Potsdam, son hostilité à leur application devait bientôt apparaître, aussi bien dans la zone française d'occupation qu'au Conseil de contrôle.

L'occupation fut, dès les premiers jours, dirigée par des hommes dont beaucoup avaient occupé des fonctions importantes dans l'économie et les finances sous le gouvernement Pétain. A la tête, des hommes des monopoles, tel René Mayer. Dans le personnel, une telle accumulation de rescapés de la collaboration en mal de blanchiment, que la capitale provisoire de la zone, Baden-Baden, put bientôt être appelé : « *Le nouveau Coblence* ». L'exceptionnelle mansuétude observée à l'égard des nazis, le fait que par exemple dès 1946, l'ex-

chef d'Etat-major de l'occupation en France, Speidel, était employé par les services « historiques » de l'armée française, le sabotage du désarmement industriel et scientifique (dont fut exclu dès l'abord l'immense usine de l'I.G. Farben à Ludwigshafen, dotée d'une administration spéciale et dans laquelle les contrôleurs du désarmement n'avaient pas accès), la restitution à l'industrie privée de matériels dont avaient été spoliés les ateliers d'Etat (*sic*)... prouvèrent que l'occupation était conduite dans un esprit complètement étranger à celui de la Résistance.

Au Conseil de contrôle, dès les premières réunions les représentants français refusèrent de reconnaître l'article 14 des accords de Potsdam stipulant que l'Allemagne serait « *traitée comme une seule unité économique* ». Ils s'opposèrent, jusqu'à la dernière minute, à l'autorisation de fonctionnement des partis politiques et syndicats dans notre zone. Ils empêchèrent la création d'administrations centrales allemandes en matière de finances, de transports, de communications, de commerce extérieur et d'industrie. Le germaniste Alfred Grosser s'est exprimé à ce sujet sans ambage : « *Les principaux vetos de la période initiale ont été des vetos français.* » Parlant des administrations centrales prévues, il dit : « *Le veto français empêcha leur constitution. Peut-être le conflit entre Anglo-Saxons et Russes aurait-il dans la suite rendu impossible leur bon fonctionnement, mais il est certain que l'opposition française a facilité la coupure progressive de l'Allemagne* [6]. »

Le cheval de bataille des délégués français au Conseil de contrôle était une Allemagne fédérale. La position était assez inattendue. Le 23 juillet 1943, le général de Gaulle avait pris position dans une déclaration au *New York Times* contre le fédéralisme, disant qu'il était « *trop tard pour recréer les petits Etats, tels qu'ils existaient avant que Bismarck les ait réunis dans l'empire allemand* ». Le 11 novembre 1944 encore, et toujours dans le *New York Times,* Georges Bidault, parlant de l'Allemagne, disait : « *Je ne suis pas partisan de la rendre inoffensive en la démembrant artificiellement.* » Que s'était-il donc passé ? Comment se fait-il que Bidault passa de là à la défense du fédéralisme, puis à la fusion des trois zones occidentales, acceptée par lui à la Conférence de Londres d'avril 1948 ?

Le premier changement est incontestablement dû à la volonté, dénoncée par François Billoux, de jouer sur la division des alliés. Quant à l'acceptation d'avril 1948, il est utile d'évoquer les pressions économiques et politiques opérées sur le gouvernement français avant même la mise en appli-

(6) *L'Allemagne de l'Occident* (pp. 62 et 63), Gallimard éditeur.

cation du plan Marshall, pour le plier à l'hégémonie américaine, dans le camp antisoviétique. Il est à ce sujet instructif d'examiner *au regard des intérêts français* la politique américaine (en anglaise) d'occupation. Alors que la France manquait à l'époque cruellement de charbon, les Américains réduisirent la production de la Ruhr à un niveau inférieur à celui de 1938 et les exportations de coke allemand à la moitié de leur niveau de 1929 ! Il est vrai que la France se trouvait ainsi obligée d'acheter du charbon américain à 22 dollars la tonne, accumulant des dettes... Par contre, la France n'ayant aucun besoin d'importer du minerai de fer, les autorités de la bizone poussèrent la production allemande à des chiffres supérieurs aux 11 millions de tonnes de 1938. Quant aux machines-outils, 80.000 avaient été détruites ou volées en France pendant l'occupation; à peine 20.000 ont été récupérées ou obtenues au titre des réparations; la différence pouvait être partiellement comblée par la livraison de machines provenant de la bizone. Alors, l'accord Clay-Douglas décida qu'aucune installation concernant la mécanique de précision, l'optique et la photographie ne serait rendue disponible pour les réparations et que pour les autres industries le nombre des machines déclarées disponibles à ce titre serait *réduit de* 25 %. La porte se fermait. L'industrie automobile française, elle, était assez bien placée. Alors la production dans la bizone passa de 78.000 véhicules à 221.600 !

Tout a donc été fait, sous la direction des hommes des monopoles américains, pour réduire les réparations à la France et pour obliger celle-ci à accumuler les liens de dépendance économique — par conséquent politique — à leur égard, en raison même de la nécessité de réparer les dommages subis du fait de la guerre.

Cette politique fut inaugurée sous le gouvernement de Gaulle. Un homme la mena de bout en bout : Georges Bidault.

VI. — LA DIVISION DE L'ALLEMAGNE

Ultimes efforts soviétiques.

L'Union soviétique ne resta pas sur l'échec de la conférence de Moscou. Alors même qu'une grande campagne de presse était menée en Angleterre, en Amérique et en France, autour d'un rapport dressé par Averell Harriman et concluant à la nécessité de créer une « *Allemagne occidentale* », elle obtint que s'ouvre une nouvelle session du Conseil des ministres des Quatre, à Londres, en décembre 1947, Molotov proposa que les Quatre déclarent renoncer à créer un Etat séparé,

que l'on entame la préparation du traité de paix, que l'on examine le problème des réparations dans l'esprit de Potsdam. Les occidentaux refusèrent la discussion sur les trois points. Le 15 décembre 1947, le Secrétaire d'Etat américain, Marshall, prenait l'initiative de rompre et demandait l'ajournement de la conférence. Le ministre anglais Bevin approuva. Georges Bidault déclara que « *c'était un devoir pénible que de se rallier à la proposition américaine d'ajournement* ».

En juin 1948, une nouvelle conférence fut convoquée à Londres, mais cette fois, *pour la première fois en violation ouverte des accords de Potsdam :* elle groupait les trois ministres occidentaux auxquels s'étaient joints ceux du Bénélux. Les décisions y furent toutes le contre-pied des propositions faites par Molotov à la conférence précédente; il s'y ajouta la création d'un organisme de contrôle de la Ruhr excluant l'Union soviétique et LA PREPARATION DE LA CONVOCATION D'UNE ASSEMBLEE CONSTITUANTE POUR LA TRIZONE. L'Allemagne était donc coupée en deux. Première concrétisation de ces décisions : *le* 18 *juin* 1948 *était créée, d'une façon absolument illégale au regard des accords de Potsdam, une unité monétaire séparée pour les trois zones occidentales;* ce nouveau Deutschmark fut introduit à Berlin-Ouest le 23 juin, ce qui provoqua aussi la coupure de la ville, sanctionnée par la rupture de la Kommandantura interalliée.

En conséquence de ces décisions, l'Union soviétique convoquait le 24 juin à Varsovie une conférence à laquelle participaient l'Albanie, la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, la Pologne, la Roumanie et la Hongrie. Au contraire de ce qui est souvent dit, même par des publicistes conscients des responsabilités occidentales, les huit gouvernements *ne prirent pas acte de la division de l'Allemagne.* Ils tentèrent encore de préconiser des solutions susceptibles d'être acceptées par les Quatre Grands, demandant notamment :

— l'application *par la voix de l'entente entre les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne et l'U.R.S.S.*, de mesures assurant l'achèvement de la démilitarisation en Allemagne;

— l'établissement d'un contrôle quadripartite sur l'industrie lourde de la Ruhr;

— la formation, en accord avec les Quatre, d'un gouvernement central allemand *provisoire, pacifique* et *démocratique;*

— l'élaboration de mesures menant à l'exécution par l'Allemagne de ses obligations de réparations;

— la conclusion d'un traité de paix.

Ces nouvelles offres, traduisant sans aucune possibilité de contestation la volonté de l'Union soviétique et des nouvelles démocraties de respecter l'esprit et la lettre des accords issus de la victoire, se heurtèrent à une fin de non-recevoir.

Création de la R.F.A.

Dans l'intervalle est intervenue la crise de Berlin. Ses sources ? La réforme monétaire. Un nouveau mark étant introduit dans l'Allemagne occidentale et à Berlin-ouest, les autorités soviétiques d'occupation risquaient, à maintenir le mark en usage, de voir déferler sur leur zone une vague de spéculation conduisant à la catastrophe financière et économique. Ils durent donc improviser leur propre réforme monétaire, et instituer un sévère contrôle de passagers et du trafic. Les Américains prouvèrent leur volonté de division et de provocation, en instituant le fameux « pont aérien » au-dessus de la zone soviétique.

Le 27 janvier 1949, le gouvernement soviétique, par la voix de Staline, proposait, dans une retentissante interview au journaliste américain Kingsbury Smith, une rencontre Truman-Staline sur l'affaire de Berlin; celle-ci n'eut certes pas lieu, mais le 4 mai 1949 un accord fut réalisé entre les Quatre Puissances pour mettre fin à la crise. Pourtant, pendant les négociations, les occidentaux n'avaient cessé de mettre en place la future République fédérale; selon la décision de principe qui remontait au 4 juin 1948 (conférence de Londres). Quatre jour après l'accord tripartite, le 8 mai 1949 la constitution de la République fédérale était adoptée. Elle était mise en vigueur le 23 mai. Le 20 septemre 1949 avait lieu la première réunion du Bundestag. Le docteur Konrad Adenauer était élu chancelier par une voix de majorité... laquelle était celle du député Hedler poursuivi trois mois plus tard pour « agitation néo-nazie » !

Le 30 mai, le congrès du Peuple de zone soviétique adoptait à son tour une constitution, et en octobre la République démocratique était constituée.

La violation des autres clauses.

Le rapport déposé le 21 novembre 1947 par le maréchal Sokolovsky sur le bureau de la Conférence des quatre ministres des Affaires étrangères faisait déjà un point très inquiétant de la violation de toutes les clauses des accords de Potsdam. Nous en retiendrons trois éléments complémentaires de démonstration.

En ce qui concerne la *démilitarisation,* le rapport notait que les Britanniques n'avaient toujours pas licencié les « Dienstgruppen », c'est-à-dire les formations auxiliaires de service, composées d'Allemands en uniforme et armés qu'ils avaient constituées dans leurs zones, et que de nombreuses sociétés sportives constituées en zone américaine procédaient à un entraînement militaire sous la direction de moniteurs américains.

Quant à la *dénazification,* il relevait aussi — et ceci concerne particulièrement la zone française — que la loi du Land de Bade-Sud ne prévoyait aucun châtiment pour les nazis ayant participé à des massacres dans les camps de concentration, pour ceux qui s'étaient rendus coupables de mauvais traitements à l'égard des prisonniers alliés de guerre, pour les auteurs de pillages en territoires occupés, ni pour ceux qui, sous l'occupation alliée, organisaient des mouvements de « Résistance » terroristes. Les criminels de guerre et dignitaires nazis commençaient d'ailleurs à si bien reconquérir des postes de responsabilités, que le maréchal Sokolovsky dénonçait dès l'époque la présence, au contrôle des fonderies et industries sidérurgiques en zone britannique, de l'ancien directeur-général des « Aciéries Réunies », c'est-à-dire du plus grand trust sidérurgique nazi : Dinkelbach.

Ne nous répétons pas sur la *décartellisation,* mais rappelons les précisions données par le maréchal Sokolovsky en ce qui concerne *la réforme agraire.* Celle-ci avait pour objet d'ôter leurs propriétés aux gros agrariens et aux Junkers qui constituaient, depuis les Chevaliers de l'Ordre teutonique, les cadres du militarisme prussien. A la fin de 1947, les petits paysans de la zone soviétique d'occupation avaient reçu 2 millions 152.000 hectares de terre. Ceux de la zone américaine 77.000, et ceux de la zone française 12.500. Quant à la zone britannique, une ordonnance du 11 septembre 1947 avait réduit la réforme agraire à l'obligation pour les propriétaires de plus de 150 hectares de *revendre* l'excédent !

(Attitude semblable en ce qui concerne les secteurs industriels puisque le gouvernement militaire américain interdit en décembre 1946 la mise en application du vote de la population du Land de Hesse qui s'était prononcée pour le contrôle par l'Etat des grandes banques et compagnies d'assurances et pour la nationalisation des mines et grandes entreprises métallurgiques. Le 6 août 1948, les gouverneurs américains et anglais de la bizone empêchèrent l'application d'une loi votée par la Diète de Rhénanie et Westphalie en vue de la socialisation des charbonnages.)

Dès 1949, par la volonté des gouvernements occidentaux, il ne restait plus rien, dans leurs zones d'occupation, des accords de Potsdam.

Le 17 janvier 1949, les trois occidentaux avaient certes créé une version très édulcorée, d'un Conseil de contrôle occidental : « *L'Office militaire de sécurité* », « *aux fins,* disaient-ils encore, *d'assurer dans l'intérêt de la sécurité le maintien du désarmement et de la démilitarisation.* » Mais, le 18 mars, la signature du pacte de l'Atlantique-Nord, qui « contenait en germe » le réarmement de l'Allemagne, ouvrait la phase décisive de la trahison de la victoire.

Pierre LEFRANC

BERLIN-OUEST ET LE PROBLÈME DES SPÉCULATIONS MONÉTAIRES *

LES mesures prises le 13 août 1961 par le gouvernement de la R.D.A. ont eu, entre autres effets, de mettre un terme à un trafic portant sur la monnaie de la R.D.A. Les lecteurs de notre presse savent que ce trafic permettait de porter atteinte à l'économie du secteur démocratique de Berlin et, par là même, à celle de toute la R.D.A. Mais ces mêmes lecteurs sont en général très mal informés des mécanismes pratiques de ce trafic. La presse bourgeoise a toujours pudiquement escamoté cet aspect de Berlin-ouest et il est de notre devoir, dans la lutte que nous menons actuellement pour faire reconnaître la R.D.A., de le mettre en lumière afin que chacun comprenne bien que Berlin-ouest, loin d'être le « *rempart du monde libre* » était une base de départ de toutes sortes d'actions contre la R.D.A. et les pays socialistes.

★

POUR comprendre le mécanisme de cette spéculation monétaire, il faut partir de deux données : la première est inhérente au régime socialiste, la seconde est liée (ou plutôt était liée) à la division de Berlin. Reprenons-les successivement et en détail :

1) Le régime socialiste repose du point de vue économique sur une utilisation consciente des lois économiques. Son instrument fondamental est la planification [1] ; celle-ci exige que tous les moyens monétaires soient directement et continuellement contrôlés par l'Etat, le contrôle doit être aussi interne qu'externe ; en effet, il faut que non seulement l'émission mais l'utilisation des billets soient contrôlées par l'Etat ; pour y parvenir, on établit une

* Sur les aspects généraux de la situation à Berlin ouest on peut se reporter à l'étude de Roland Lenoir : *Le problème de Berlin ouest*, publié dans notre numéro de mars 1961.

(1) Bien entendu, ce terme recouvre un contenu tout différent de celui que les zélateurs (de Gaulle en tête) du IVe « plan » français veulent y mettre. Un numéro d'*Economie et politique* exposera prochainement les aspects fondamentalement opposés de la « planification » capitaliste et de la seule véritable planification, la planification socialiste.

balance des revenus et dépenses de la population, une balance des investissements afin de faire coïncider ce que l'on appelle les « *flux monétaires* » et les « *flux réels* » (marchandises) en évitant toute inflation. Bien entendu, il ne faut pas se contenter de contrôler la monnaie interne mais il faut encore boucher la voie à toute intrusion de monnaie externe. C'est pourquoi, en régime socialiste, le contrôle des changes est très strict : il est absolument interdit d'importer ou d'exporter une monnaie d'un pays socialiste; on ne doit acheter ou vendre des couronnes tchécoslovaques, par exemple qu'en Tchécoslovaquie et à un guichet de la banque d'Etat; il est interdit à tout citoyen d'un pays socialiste de détenir de la monnaie étrangère ou de l'or qui peuvent devenir l'objet de spéculation. Les tenants de la « libre entreprise » considèrent évidemment de telles dispositions comme contraire à la « liberté ». Tout ouvrier d'un pays capitaliste est évidemment « libre » de posséder chez lui des dollars ou de l'or (à la seule et élémentaire condition évidemment qu'il dispose de revenus lui permettant de s'en procurer !); il peut aussi, à l'occasion d'une dévaluation procéder à une exportation suivie de réimportation de ses capitaux, opération lui permettant de réaliser un coquet bénéfice. A en juger par la baisse du niveau de vie de la classe ouvrière depuis 1958, il ne semble pas que beaucoup d'ouvriers aient profité de cette « liberté » qui leur était offerte !

2) La division de Berlin en deux secteurs a eu sur la planification monétaire des conséquences très importantes :

a) En violation des accords de Potsdam le Deutsch-Mark occidental (DM-Ouest) a été introduit par les Occidentaux à Berlin le 20 mars 1959 comme seule monnaie valable à Berlin-ouest. A partir de cette date, il y eut donc une monnaie dans chacun des deux secteurs mais alors que l'usage du DM-Est était limité par les autorités de la R.D.A. sur leur territoire (y compris Berlin-Est), les autorités d'Allemagne fédérale firent de leur monnaie, comme nous allons le voir, un instrument de lutte contre la R.D.A.

b) Les rapports monétaires officiels entre les deux Allemagne étaient et sont encore régis par les accords, renouvelés à intervalles réguliers, sur le commerce intra-allemand; on sait qu'à la fin de 1960 Adenauer fit tout pour empêcher leur renouvellement sous la pression de certains intérêts ouest-allemands et parce que ces accords contiennent certaines clauses sur les liaisons avec Berlin-ouest, il dut finalement consentir à ce renouvellement. Dans ces accords, le change entre le DM-Ouest et le DM-Est est calculé sur la base 1 : 1. Mais ceci ne concerne que les échanges commerciaux officiels entre la R.F.A. et la R.D.A.

c) Il existait à Berlin (jusqu'au 13 août dernier) environ 50.000 personnes qui, habitant à l'Est, travaillaient à l'Ouest et 15.000 autres qui, habitant à l'Ouest, travaillaient à l'Est. Cette

situation complexe (à laquelle il faut ajouter les cas des personnes qui habitant et travaillant à l'Est sont obligées de traverser le secteur occidental pour aller à leur travail : l'imbrication des lignes de métro souterraines et aériennes était telle que la même ligne pouvait emprunter un trajet passant et repassant plusieurs fois d'un secteur à l'autre). Il a fallu assouplir les principes de planification monétaire pour tenir compte de cette situation. En conséquence, il avait été admis que les personnes vivant dans un secteur et travaillant dans un autre pouvaient importer et exporter de Berlin-est leurs devises; cette règle n'était valable qu'à l'intérieur de Berlin-est. Aucune dérogation n'était admise pour le reste du territoire de la R.D.A. D'autre part, pour pouvoir acheter à Berlin-est toute marchandise (à l'exception du « matériel culturel », c'est-à-dire livres, disques, places de théâtre, de cinéma, entrées de musées, etc.) il fallait posséder soit une carte d'identité prouvant sa résidence à Berlin-est (un visa pour les étrangers), soit une attestation de son employeur de Berlin-est. Cette règle n'était valable que pour Berlin-est. Sur le reste du territoire de la R.D.A. on pouvait acheter sans présenter de pièces d'identité (d'où un certain trafic, inévitable, à l'occasion des Foires de Leipzig, par exemple).

★

COMME on le voit, un tel système [1] présentait une lacune que les spéculateurs mirent très vite à profit : les « grenzganger », c'est-à-dire ceux qui, franchissant les limites de secteur pour leur travail, permettaient que se constitue à Berlin-ouest un marché d'échange pour les monnaies des deux pays (le cours a varié entre 3 et 5 DM-Est pour 1 DM-Ouest). Les conséquences politiques et économiques d'un tel fait ont été considérables.

Ceci nous amène à examiner la manière dont le trafic avait lieu : les « grenzganger », auxquels il faut ajouter ceux qui quittaient la R.D.A., allaient à Berlin-ouest changer leurs DM-Est dans des établissements spécialisés qui les revendaient à tous ceux désireux de posséder des DM-Est pour pouvoir acheter à Berlin-Est des produits qui leur revenaient trois à cinq fois moins cher. Cette hémorragie de DM-Est s'accompagnait donc d'une hémorragie de marchandises. A titre indicatif, notons que la vente *par habitant* de produits comme le beurre, les œufs, les pommes de terre était trois fois plus élevée à Berlin-est qu'à Leipzig. L'appétit bien connu des Berlinois ne peut évidemment expliquer un tel phénomène qui demeurerait inexplicable si l'on ne songeait pas à

(1) Ce système subit bien entendu des modifications. Nous en avons exposé les grandes lignes tel qu'il a existé de 1959 au 13 août 1961. Jusqu'en 1952, la présentation d'attestation de résidence n'était pas exigée ce qui favorisait le trafic.

ces 70.000 « frontaliers » qui nourrissaient tous leurs amis et tous leurs parents avec des produits achetés à Berlin-est. A une émission de « cinq colonnes à la une », en juillet dernier, M. Dumayet a prétendu que les produits essentiels manquaient à Berlin-est et que les habitants de Berlin-ouest « *au péril de leur vie* » allaient ravitailler leurs parents de Berlin-est ; la réalité était toute différente.

Deux problèmes évidemment se posent : un tel cours (3 à 5 DM-Est pour 1 DM-Ouest) correspondait-il au pouvoir d'achat des deux monnaies ? Quelles ont été les pertes subies par la R.D.A. du fait de ce trafic ?

Dire qu'un cours de change entre deux monnaies correspond au pouvoir d'achat de celles-ci, signifie qu'une personne peut acheter dans un pays A avec 1.000 unités monétaires de A la même quantité de produits qu'elle achèterait dans B avec 2.000 unités monétaires de B (en supposant, par exemple, que le cours est de 1 : 2). Les théoriciens bourgeois du commerce extérieur et des changes ont élaboré une théorie dite du « *point d'or d'entrée - prix d'or de sortie* » qui tend précisément à expliquer les variations du cours des changes par des fluctuations dans la balance des comptes extérieurs et par des modifications intervenues dans le pouvoir d'achat des deux monnaies (l'or intervient dans cette théorie parce qu'au XIXe siècle on supprimait le déséquilibre de la balance des comptes par une exportation-sortie ou une importation-entrée d'or. Par suite des frais de transport et d'assurances la « valeur » de l'or ou point était différente à l'achat ou à la vente). Il est dommage que ces mêmes théoriciens bourgeois n'aient pas examiné de près le mécanisme des changes à Berlin-ouest car ils auraient vu que *ce cours de* 1 *:* 3 *à* 5 *ne correspondait absolument pas au pouvoir d'achat des deux monnaies.* Nous en avons une preuve dans les statistiques de revenus familiaux publiées par un organisme de Berlin-ouest, *le Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung*, cet organisme a comparé les dépenses mensuelles de familles de quatre personnes vivant soit à Berlin-ouest, soit à Berlin-est. La comparaison est facile à faire puisque les habitudes de consommation et de services sont les mêmes dans les deux secteurs. Le résultat pour juin 1958 a été le suivant :

	BERLIN-OUEST	BERLIN-EST
1) familles appartenant à la catégorie supérieure de revenus	605,58 DM-Ouest	874,04 DM-Est
2) familles appartenant à la catégorie moyenne de revenus	348 DM-Ouest	463,50 DM-Est

Il est intéressant de noter que cet organisme n'a pas établi de statistiques pour la catégorie inférieure de revenus (celle qui va de 200 à 300 DM) ; il est probable que l'écart serait dans ce cas favorable au DM-Est parce que les prix pour les denrées (pain, pommes de terre) et pour les services essentiels (gaz, électricité, charbon de ménage) sont plus bas en R.D.A. qu'en R.F.A. Si l'on prend en considération seulement les catégories supérieure et moyenne, on voit que le rapport DM-Ouest - DM-Est est égal à

$$\frac{605{,}58}{874{,}04} \text{ et } \frac{348}{463{,}5} \text{ soit } 1 : 1{,}44 \text{ et } 1 : 1{,}33.$$

D'autre part, il ne faut pas oublier que pouvoir d'achat et niveau de vie sont deux concepts différents parce qu'il faut faire intervenir pour calculer le niveau de vie les charges fiscales, la consommation sociale (dépenses culturelles, par exemple), le nombre de chômeurs, l'intensité du travail, etc.

De toute façon, même en se référant uniquement aux dépenses de consommation familiale, il apparaît que le cours auquel s'échangeait dans les officines de Berlin-ouest le DM-Est n'avait pas de rapport avec son pouvoir d'achat réel. *C'est la spéculation seule qui était à l'origine de ce cours ;* on en a de multiples exemples : fausses nouvelles circulant à Berlin-ouest sur une réforme monétaire R.D.A. (ce qui avait pour effet d'accroître l'hémorragie et de susciter de coquets bénéfices pour les spéculateurs), utilisation comme masse de manœuvre des réserves de DM-Est détenus par les banques de Berlin-ouest, fixation autoritaire du cours par les autorités de Berlin-ouest sans référence à la loi de l'offre et de la demande (loi qu'elles invoquaient à d'autres moments !)

Tout ce trafic a entraîné, comme nous allons le voir, sur le plan économique de lourdes pertes pour la R.D.A., sans compter le formidable instrument qu'il constituait dans les mains des si nombreuses agences d'espionnage de Berlin-ouest; grâce à lui en effet, celles-ci pouvaient disposer facilement de grandes quantités de DM-Est.

Il n'est évidemment pas facile de calculer la perte économique que provoquait ce trafic car il faut tenir compte des effets induits, c'est-à-dire indirects. Un économiste de R.D.A., Hans Wemmer [1], a essayé de la calculer en partant des éléments suivants :

a) Volume annuel des ventes de DM-Est dans les maisons de change de Berlin-ouest (ce chiffre ne correspond pas entièrement à la réalité puisqu'il ne tient pas compte des échanges directs entre particuliers) ;

(1) H. Wemmer : *Berlin-ouest, ville libre :* le problème des frontaliers et la spéculation dans la revue *Geld und Kredit*, 1959, numéro 1.

b) Cours annuel moyen de vente de DM-Est.

En 1955, par exemple, il fut vendu 729,8 millions de DM-Est au cours moyen de 1 : 4,61, ce qui veut dire que les acheteurs de ces DM-Est les avaient payés 158,3 millions de DM-Ouest. Reprenons-en les calculs faits plus haut au sujet du pouvoir d'achat respectif des deux monnaies et pour simplifier disons que le DM-Ouest a un pouvoir d'achat double de celui du DM-Est (c'est une simplification car outre que le calcul opéré plus haut donnerait plutôt 1,3 ou 1,4 et non 2, il faut tenir compte du fait que les marchandises achetées à Berlin-Est seraient de préférence celles qui coûtent beaucoup moins cher qu'à Berlin-ouest). Avec cette base simplifiée de 1 : 2, les 729,8 millions de DM-Est représentent un pouvoir d'achat de 2/729,8 = 364,9 millions de DM-Ouest.

Reprenons ces chiffres :

1) Il a été acheté pour 729,8 millions de DM-Est de marchandises à Berlin-est;

2) Les gens qui les ont achetées l'ont fait avec 158,3 millions de DM-Ouest. Si cet argent avait servi à des achats à Berlin-ouest, la valeur des marchandises achetées aurait été de 364,9 millions de DM-Ouest;

3) Le bénéfice pour les trafiquants est donc de 364,9 — 158,3 = 206,6 millions de DM-Ouest;

4) La perte pour la R.D.A. est égale à la différence entre le cours légal de ces 729,8 millions de DM-Est (qui auraient dû être achetés contre 729,8 millions de DM-Ouest) et le cours noir (c'est-à-dire 158,3 millions de DM-Ouest), soit 729,8 — 158,3 = 571,5 millions de DM-Est ou Ouest (parité égale 1 : 1), ce qui fait environ 68 milliards d'anciens francs. Ce trafic a été encouragé par les autorités de Berlin-ouest mais seulement (si l'on peut dire !) jusqu'au point à partir duquel il devient défavorable aux commerçants de Berlin-ouest. On en a deux exemples très intéressants :

— D'une part, le cas du pain — jusqu'au 27 novembre 1952 — les Berlinois de l'Ouest pouvaient en acheter librement à Berlin-est; une des conséquences en était que le tiers du pain consommé à Berlin-ouest provenait de l'autre secteur. La presse de Berlin-ouest parla alors du « *dumping oriental* » ! Des contrôles douaniers furent établis par la police ouest-berlinoise et des amendes furent prévues;

— D'autre part, le cas de l'essence — là c'était le cartel du pétrole qui était mis en échec — les autorités du secteur démocratique de Berlin mirent en vente en 1957-1958 du pétrole roumain et soviétique achetable par quiconque pouvait soit témoigner d'une résidence à Berlin-est, soit payer en DM-ouest au prix

de 0,40 DM-ouest le litre. Or, le même litre d'essence (du Cartel) coûtait à Berlin-ouest 0,68 DM-Ouest. Très rapidement les habitants de Berlin-ouest vinrent en foule acheter leur essence à l'Est, d'où des mesures de défense (du cartel, pas des habitants de Berlin-ouest !) prises par le sénat de Berlin-ouest. Parmi ces mesures, l'une prévoyait une amende de 20 DM-Ouest pour chaque litre acheté à Berlin-est.

On voit ainsi combien le problème des frontaliers était au centre même du trafic. La municipalité du secteur démocratique de Berlin avait proposé au sénat de Berlin-ouest que chaque travailleur frontalier soit payé en monnaie de sa résidence, à concurrence de 90 % du salaire. Cette proposition avait été rejetée et jusqu'au 13 août les frontaliers pouvaient jouer sur les deux tableaux : le résident de Berlin-est travaillant à l'Ouest non seulement changeait ses DM-Ouest (60 % de son salaire environ lui était payé en DM-Ouest) et multipliait son salaire mais encore bénéficiait des coûts sensiblement moins élevés à l'Est qu'à l'Ouest, de loyer, chauffage, gaz, électricité, etc. Quant au résident de Berlin-ouest travaillant à l'Est il pouvait acheter à fort bon compte tout ce dont il avait besoin.

Après le 13 août, cela n'est plus possible et l'hystérie avec laquelle la presse de Berlin-ouest attaque les décisions prises ce jour-là par la R.D.A. montre combien elles ont été justes et efficaces.

Fernand CLAVAUD

LA SITUATION A LA CAMPAGNE ET LES TACHES DU PARTI

AU cours de cet été se sont déroulées de nombreuses et puissantes manifestations paysannes et plus particulièrement en Bretagne, dans le Centre et le Midi de la France.

Parties du Finistère à propos de la mévente et des bas prix de la pomme de terre primeur, ces diverses actions se sont déclenchées en chaîne, à l'insu, et malgré, les dirigeants de la « Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles » (F.N.S.E.A.). Dans la plupart des cas les manifestations étaient dirigées contre le véritable responsable des difficultés que connaît la paysannerie, c'est-à-dire le gouvernement. Assez souvent, les paysans se sont rassemblés autour des préfectures et sous-préfectures précisément là où siègent les représentants du pouvoir central.

On a également pu faire d'autres remarques. C'est ainsi que l'on a assisté à une massive entrée en ligne des tracteurs, lesquels donnaient à ces manifestations une impression de puissance irrésistible. En maints endroits, les paysans ont vigoureusement riposté aux C.R.S. lancés contre eux par le gouvernement.

Sur un autre plan on a vu dans quelques départements les paysans conspuer certains bonzes syndicaux connus pour être corrompus et traîtres à la cause des travailleurs de la terre. Et puis, aussi et surtout, il y a eu des démonstrations éclatantes de resserrement d'alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie laborieuse, non seulement au travers de déclarations et appels communs, mais fait nouveau et d'une extrême importance des manifestations et meetings ouvriers et paysans ont été organisés dans plusieurs départements, et notamment la Loire-Atlantique, l'Allier, le Loir-et-Cher, le Puy-de-Dôme, l'Hérault.

Même si de Gaulle affirme, après coup, que tout cela « n'est qu'une écume flottant sur les profondeurs » la situation devenait à ce point sérieuse que le gouvernement dut recourir à la complicité de certains dirigeants nationaux de la F.N.S.E.A. en vue d'obtenir un arrêt des manifestations. A l'époque et pour leur permettre de sauver la face, Debré laissait entendre qu'il ne s'opposerait pas à une réunion du Parlement. Ce fut alors « la trève » et les palabres de « la table ronde ».

Mais une fois l'action désamorcée, les paysans un moment déroutés, le pouvoir gaulliste pouvait se permettre de souffler.

C'est à la suite de ces manœuvres et en vue d'empêcher la reprise des manifestations que, le 29 juillet, le Premier ministre

annonçait, avec fracas et renfort de publicité quelques mesures que la radio et la presse asservie qualifiaient « d'aide sans précédent à l'agriculture ».

Or, si l'on y regarde de près on s'aperçoit surtout que le bluff tient une bonne place dans la doctrine et les méthodes du gouvernement.

Ce ne sont pas en effet les changements apportés à certaines dispositions relatives au fonctionnement du F.O.R.M.A. (Fonds d'Orientation et de Régularisation des Marchés Agricoles) ou encore les modifications des statuts de la coopération et des S.I.C.A. (Sociétés d'Intérêt Collectif Agricole) qui sont de nature à sortir la paysannerie de ses difficultés.

Les seuls avantages importants consentis l'ont été essentiellement au profit des gros céréaliers. Ainsi le blé qui augmente seulement de 80 francs (2 %) par quintal pour les livreurs de moins de 150 quintaux, c'est-à-dire la masse des petits paysans, est majoré de 280 francs (8 %) pour la tranche de livraisons située entre 150 et 600 quintaux et de 480 francs (14 %) au-delà de 600 quintaux.

Par contre, rien d'important n'a été accordé jusque-là en faveur des exploitations agricoles familiales. Pire, le quintal de blé servant de base au calcul des fermages passe de 3.700 à 3.950 francs, soit une hausse de 250 francs alors que pour la masse des petits et moyens fermiers le blé est seulement majoré de 80 francs par rapport à l'an dernier.

Enfin, pour ce qui est du recours au Parlement, déjà dépossédé de tout pouvoir réel par la Constitution de 1958, on a vu, à l'occasion de la session spéciale de septembre, de Gaulle contester arbitrairement aux assemblées le droit de voter des textes législatifs.

Bien sûr, le gouvernement fait état du dépôt de quelques projets de lois.

Le premier texte concerne les prix agricoles. Mais l'exposé des motifs en dit long sur les intentions du gouvernement. Il est en effet précisé que :

« *Le système des prix d'objectif constitue beaucoup plus un système de référence qu'un système de prix réels. Le législateur en fixe les principes, l'exécutif en arrête les mécanismes et les modalités.* »

C'est-à-dire que le gouvernement entend fixer les prix agricoles selon son bon vouloir.

Le deuxième projet intéresse le droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et le troisième vise à rendre obligatoires les règles de commercialisation instituées par les groupements de producteurs agricoles.

RIEN N'EST REGLE

MAIS, comme nous le verrons plus loin, ces textes ne sont pas de nature à bouleverser les conditions de vie à la campagne. Au surplus certaines des dispositions prévues sont contraires aux

intérêts des petits et moyens paysans. C'est ainsi, et pour ne prendre qu'un exemple, que dans le projet de budget pour 1962 la cotisation individuelle pour la retraite vieillesse passe de 1.500 à 2.400 francs, soit une majoration de 60 %.

Certes, le gouvernement a été contraint de fixer le prix d'hiver du lait à 38 francs le litre soit une augmentation de 1,50 franc en comparaison de l'an dernier et seulement 1 franc par rapport à 1959. Mais il s'agit là, d'un chiffre tout à fait théorique et ce prix de 38 francs sera seulement respecté dans les bassins laitiers situés autour des grands centres de consommation. Par contre, là où l'offre dépasse la demande ce sont les industriels laitiers qui, en fait, continueront à décider arbitrairement le prix qui reviendra aux producteurs. Ainsi cet été, le lait est descendu dans certaines régions comme le Sud-Ouest jusqu'à 23 francs le litre.

Si, en outre, on tient compte que pour l'ensemble du pays la production de lait excède maintenant la demande solvable, il est facile de comprendre que le gouvernement compte sur cette abondance pour peser sur les cours à la production. Il lui suffira et c'est bien ce qu'en haut lieu on laisse entendre, de lâcher au F.O.R.M.A. les crédits au compte-goutte, et ce faisant empêcher la Société interprofessionnelle d'intervention « Interlait » d'effectuer des achats de beurre et fromage qui permettraient de dégager le marché pour que ce prix de 38 francs ne soit plus qu'une illusion. Ce n'est pas nous qui en serons surpris quand on sait que la ruse et le machiavélisme font partie des nouvelles institutions.

Certes, le gouvernement a dû renoncer à la perception de la taxe de résorption sur le lait et il sera vraisemblablement obligé de céder sur deux autres revendications constamment mises en avant par notre Parti et que les paysans ont exprimées avec force dans toutes les manifestations. Il s'agit de l'augmentation des allocations et retraites vieillesse agricole et de l'amélioration de l'assurance-maladie par la suppression de la « franchise » annuelle de 20.000 francs.

Voilà qui prouve une nouvelle fois que seule l'action est payante ce qui ne peut qu'encourager les paysans à exercer une pression toujours plus puissante sur le pouvoir étant donné que c'est le seul langage qui puisse être entendu.

Car même si le gouvernement est obligé de faire quelques concessions il reste que les masses paysannes ne peuvent s'estimer satisfaites. En effet ces mesures, même si elles ne sont pas négligeables et constituent une première victoire, ne peuvent pas être un remède suffisant à la profonde dégradation du niveau de vie de la paysannerie travailleuse.

C'est dire que rien n'est réglé, que les principales causes de la récente colère paysanne subsistent et que tôt ou tard le mouvement de protestation est appelé à rebondir et à se développer, surtout si les militants communistes font le travail nécessaire.

LE POUVOIR GAULLISTE CONTRE LA PAYSANNERIE LABORIEUSE

C'EST qu'en effet nous arrivons à une période où la politique des « Princes qui nous gouvernent » provoquent les conséquences les plus néfastes.

Avec les grands commis de la banque et de l'industrie installés aux postes-clés de l'Etat, et leur emprise grandissante sur tous les rouages de la vie du pays, le revenu national a subi un nouveau repartage au profit des grands monopoles capitalistes et aux dépens des travailleurs de la ville et de la campagne.

Ainsi en témoigne la capitalisation des valeurs françaises cotées à la Bourse de Paris qui atteint 8.737 milliards (87.374 millions de NF) au 1er septembre dernier contre 4.433 milliards en décembre 1958.

Les affaires sont fastes pour les industriels de la machine agricole, les producteurs d'engrais chimiques tels que Péchiney et Saint-Gobain, les sucriers comme Beghin et d'ailleurs pour l'ensemble des sociétés capitalistes qui n'ont jamais réalisé autant de bénéfices.

Par contre le salaire minimum garanti de l'ouvrier agricole varie, suivant les zones, entre 125,85 et 136 fr. 80 de l'heure et pour la masse de la paysannerie travailleuse les charges ont augmentées en même temps que le pouvoir d'achat a diminué.

Cette politique dite du « renouveau » fut inaugurée avec les ordonnances économiques et financières de décembre 1958 et janvier 1959, lesquelles prévoyaient, rappelons-le : l'augmentation de la fiscalité directe et indirecte, la suppression de l'indexation des prix agricoles, la majoration des taxes sur les engrais, le soufre et le sulfate de cuivre, la réduction des crédits d'équipement individuel et collectif, la hausse générale des prix industriels, la mutilation de la juridiction paritaire sur les baux ruraux, l'augmentation des fermages, l'accélération de l'application du Marché commun, etc.

Ce sont les conséquences de ces diverses mesures et l'application de la politique gaulliste en général, toute orientée en faveur des monopoles capitalistes qui ont provoqué cette année, comme du reste l'an dernier, de très vigoureuses manifestations paysannes.

LES GROS AGRARIENS FAVORISES

PARFOIS les gros agrariens, qui détiennent de nombreux postes à la tête des organisations professionnelles agricoles, s'estimant défavorisés par rapport aux banquiers et aux industriels, participent aux manifestations et en profitent pour arracher des avantages supplémentaires, même si ce doit être au détriment de la paysannerie laborieuse.

C'est de la sorte que, la plupart du temps, se réalise le compromis entre le gouvernement et la majorité des dirigeants de la F.N.S.E.A.

Même s'il ne leur accorde pas les privilèges qu'il réserve avant

tout aux banquiers et aux industriels, de Gaulle a, depuis son avènement, systématiquement favorisé les gros agriculteurs.

C'est ainsi qu'il avait pour eux maintenu le plafond de la ristourne à l'achat du matériel agricole à 150.000 francs (1.500 NF), freiné l'augmentation des salaires de leurs ouvriers agricoles, diminué de six milliards les charges sociales des 47.000 plus gros agriculteurs et en échange majoré les cotisations aux caisses d'allocations familiales agricoles pour la masse des exploitants. C'est aussi la même orientation qui a présidé à l'élaboration de l'assurance maladie-chirurgie des exploitants. En effet, le financement de cette loi qui épargne trop les gros, coûtera fort cher aux petits et moyens exploitants, sans pour autant leur apporter une protection efficace. Comme on sait, le remboursement des frais médicaux et pharmaceutiques n'intervient qu'après une retenue annuelle qui se chiffre à 20.000 francs (200 NF). Il faut ajouter que le gouvernement compte encore majorer les charges sociales de la paysannerie puisqu'il a, de connivence avec les grandes compagnies d'assurances, déposé le 27 juin dernier, un projet de loi (n° 283) tendant à rendre obligatoire l'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles. C'est dans tous les domaines que le gouvernement a favorisé et continue de favoriser systématiquement les agriculteurs capitalistes au détriment des exploitations agricoles familiales, qu'il s'agisse des questions sociales, fiscales, économiques.

Pour ce qui concerne la période la plus récente nous avons déjà cité les importants avantages accordés cette année aux gros céréaliers ; et en haut lieu on laisse entendre qu'il s'agit seulement d'une étape, et que l'on s'oriente vers l'uniformisation du prix du blé. Ainsi le gros producteur de la Beauce qui obtient des rendements de 50 à 60 quintaux à l'hectare recevra par quintal le même prix qu'un petit paysan de la Corrèze qui, lui, récoltera pourtant moins de 20 quintaux à l'hectare. Ainsi on espère dissuader les petits paysans à produire du blé pour en réserver le monopole aux gros.

C'est la même politique qui préside à l'organisation du marché du vin. Hormis les 30 premiers hectolitres, contre 200 précédemment, les petits producteurs ont eu cette année 33 % de leur récolte bloquée au titre du *Hors-quantum*, alors que pour les gros ce blocage a été ramené de 55 à 40 %.

Ainsi les petits viticulteurs sont mis dans l'obligation de contribuer largement à la résorption d'excédents dont ils ne sont pourtant pas responsables.

Quant aux colons d'Algérie, ils peuvent ignorer le blocage, tricher et se placer au-dessus des lois puisque dès la fin du mois de juin ils avaient écoulé 14.200.000 hectolitres de vin sur 15.800.000 récoltés, alors qu'à la même date les viticulteurs métropolitains avaient seulement vendu 38.000.000 d'hectolitres sur 61.000.000 récoltés.

Tous les droits et avantages arrachés autrefois par la paysannerie laborieuse lorsqu'il y avait un Parlement disposant de réels pouvoirs s'en vont maintenant en lambeaux et, de plus, des lois sont votées avec comme objectif avoué ou camouflé l'aggravation du sort des petits et moyens paysans en vue de précipiter leur élimination. C'est le sens de la loi dite d'orientation agricole.

LA LOI D'ORIENTATION AGRICOLE

IL faut dire que beaucoup de confusion règne autour de cette loi « d'orientation agricole ». Rappelons qu'elle a été votée le 5 août 1960 et qu'elle a paru au *Journal Officiel* du 7 août 1960. Elle comprend 42 articles répartis parmi les chapitres suivants :

1° Principes généraux d'orientation ;
2° aménagement des charges des exploitations ;
3° aménagement foncier ;
4° mise en valeur du sol ;
5° organisation de la production et des marchés ;
6° coopératives agricoles et sociétés d'intérêts collectifs agricoles ;
7° dispositions diverses.

A l'énoncé de ces titres, on comprend que ce document concerne des questions forts différentes. Et parce que « La loi d'orientation » contient quelques phrases générales relatives à la détermination des revenus paysans et des prix agricoles, certains dirigeants d'organisations agricoles en demandent l'application intégrale, mais sans pour autant s'attarder à en préciser les côtés négatifs.

Or, cette loi, qui est surtout une loi-cadre devant être complétée par décrets, comprend tout au long de ses articles des dispositions très contradictoires.

Par exemple, l'article premier affirme bien : « *La loi d'orientation de l'agriculture française a pour but, dans le cadre de la politique économique et sociale, d'établir la parité entre l'agriculture et les autres activités économiques.* »

Mais il s'agit là d'affirmations gratuites, de promesses vagues auxquelles le gouvernement n'a donné et ne veut donner aucune suite. C'est ce qui est destiné à faire avaler le reste.

Par contre, on trouve dans cette loi d'autres dispositions et combien plus dangereuses. Celles-là seront appliquées. Par exemple les mesures qui découleront de l'article 7, qui stipule que : « *Le ministre de l'Agriculture fait procéder, par région naturelle et par nature de culture ou type d'exploitation, en tenant compte, éventuellement, de l'altitude, aux études nécessaires à l'appréciation de la superficie que devrait normalement avoir une exploitation mise en valeur directement par deux unités de main-d'œuvre, ou plus en cas de sociétés de culture ou de groupements d'exploitants, dans des conditions permettant une utilisation rationnelle des capitaux et des techniques, une rémunération du travail d'exécution, de direction et des capitaux fonciers et d'exploitation.* »

Et l'alinéa suivant de ce même article précise que, dans le délai de deux ans, c'est-à-dire avant le 5 août 1962, le ministre de l'Agriculture fixera ces superficies par arrêté, après avis des Chambres départementales d'agriculture, des organisations professionnelles agricoles et des représentants des conseils généraux.

On ne sait pas encore ce que pourra représenter cette « exploitation-type » qui devra assurer une rémunération du travail à « deux unités de main-d'œuvre ». Toutefois, si on procède par analogie, en tenant compte de la superficie des « exploitations viables » déter-

minée dans le cadre de l'application de l'ordonnance sur les cumuls (20 hectares dans l'Yonne, 25 hectares dans la Haute-Vienne, 30 hectares dans l'Aube, 35 hectares dans la Meuse), du critère extensible de l'article précité et de l'orientation politique et économique du gouvernement, on peut s'attendre à voir décider qu'un grand nombre d'exploitations agricoles seront classées non-viables et ainsi légalement condamnées à disparaître.

Dans ce but, l'article 8 précise que : « *L'aide financière de l'Etat, sous forme de prêts et notamment de prêts spéciaux à long terme, de subventions, de remises partielles ou totales d'impôts ou de taxes, est accordée en priorité aux exploitants agricoles, aux sociétés de culture et aux groupements d'exploitants, en vue de leur permettre de se rapprocher des conditions optimales résultant des études prévues à l'article 7 ci-dessus, pour les encourager notamment :*

— soit à installer, lorsqu'il s'agit de jeunes agriculteurs ;

— soit à agrandir, à grouper ou à convertir partiellement ou totalement leurs exploitations pour les rendre viables ;

— soit, grâce au développement des migrations rurales à s'installer dans une autre région. »

Sans doute, ce texte est volontairement ambigu, c'est, du reste, le propre du nouveau législateur, mais on peut faire confiance au pouvoir pour rédiger, le moment venu, les décrets qui préciseront que tels ou tels avantages sont supprimés aux tenants des exploitations ne permettant pas une « utilisation rationnelle des capitaux et des techniques ».

Il est à prévoir qu'avec ce prétexte, l'aide de l'Etat ne sera accordée qu'aux exploitations qui atteindront ou dépasseront cette surface minima. Il est probable que seront ainsi progressivement supprimée aux petites et moyennes exploitations : certains prêts du crédit agricole, la ristourne à l'achat du matériel agricole, la détaxe du carburant agricole, le bénéfice de certaines lois sociales, etc.

Déjà, une circulaire de la Caisse nationale du crédit agricole — qui, il est vrai, n'est pas appliquée à la lettre partout — recommande à ses caisses régionales de ne pas accorder de prêts pour l'achat de tracteurs aux exploitations agricoles de moins de 19 hectares.

Connaissant les buts de la politique gouvernementale on peut dire, sans risque de se tromper, que les dispositions de « la loi d'orientation » qui seront appliquées sont celles qui vont dans le sens de la liquidation de 800.000 exploitations au cours des prochaines années ; c'est-à-dire les articles 7 et 8 et les décrets qui leur feront suite et non pas les promesses contenues dans l'article premier, déjà cité.

C'est pourquoi, les quelques dispositions de caractère général, contenues dans cette loi, et qui paraissent favorables à l'agriculture, servent tout simplement à justifier la vaste entreprise d'expropriation des petits et moyens paysans. Et après cela on accusera les communistes d'être les ennemis de la petite propriété paysanne !

LES SOCIETES D'AMENAGEMENT FONCIER

ENFIN et toujours dans le même but « la loi d'orientation agricole » consacre six de ses articles à ce qui est intitulé « *l'aménagement foncier* ».

En vertu de ces textes et du décret du 14 juin 1961 se constituent actuellement des *Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural* (S.A.F.E.R.) qui ont pour mission d'acheter les exploitations ou parcelles qui peuvent être mises en vente en vue, est-il dit, de les rétrocéder après aménagement éventuel.

Les naïfs croiront qu'il s'agit d'une mesure qui peut être favorable aux petits paysans et qu'en définitive tout dépendra de ceux qui détiennent la direction de ces sociétés.

A cela nous répondons que ces sociétés ne sont pas libres parce qu'entièrement sous le contrôle des ministres de l'Agriculture et des Finances, c'est-à-dire sous la tutelle d'un gouvernement qui n'est pas, que nous sachions, celui des petits paysans mais des monopoles capitalistes.

En effet, ces sociétés foncières doivent, d'après les textes législatifs, être « d'abord agréées » par arrêté concerté du ministre de l'Agriculture et du ministre des Finances à qui elles *soumettent obligatoirement leur programme d'opérations*. (Article 1er du décret du 14 juin 1961.)

Ensuite parce que les deux ministres nomment chacun pour siéger auprès de chaque société, un commissaire du gouvernement dont les oppositions ou refus d'approbation ne peuvent être annulés ou réformés que par décision des ministres. (Article 8 du décret du 14 juin 1961.)

Enfin, parce que le choix du président du conseil d'administration et la nomination le cas échéant d'un directeur doivent être approuvés par le ministre de l'Agriculture. (Article 2 du décret du 14 juin 1961.)

Ces sociétés vont bénéficier d'avantages importants. Tout d'abord, elles sont exonérées des droits de timbres et d'enregistrement et des taxes sur le chiffre d'affaires. Ensuite, elles peuvent faire l'objet de l'aide financière de l'Etat sur des crédits ouverts à cet effet, au ministère de l'Agriculture, sous forme de prêts et de subventions.

En outre, le bulletin d'information du ministère de l'Agriculture du 9 septembre nous apprend qu'une récente circulaire de la Caisse nationale du Crédit agricole demande à ses caisses régionales d'accorder une attention particulière aux projets de ces sociétés dont le financement sera demandé au Crédit agricole. Signalons qu'en même temps on continue de refuser les prêts pour l'achat de tracteurs aux tenants d'exploitations agricoles jugées trop petites.

On sait aussi que dans certains départements il est envisagé d'utiliser les excédents de trésorerie de la Mutualité sociale agricole non pas pour améliorer les prestations sociales, mais pour aider au financement des dites sociétés foncières.

Et à qui seront ensuite rétrocédées les terres ou exploitations achetées par ces sociétés foncières ?

Le décret du 14 juin précise que pourront notamment être installés comme exploitants sur un domaine, créé ou restauré par

une société foncière, les agriculteurs qui pourront prétendre à la qualité de « *migrant* » et ceux qui disposeront de « *moyens financiers indispensables* ». (Article 10.)

Comme les colons retour d'Afrique du Nord bénéficient de la qualité de « *migrant* » et des « moyens financiers indispensables » on voit tout de suite quels sont ceux qui risquent d'être en premier lieu les grands bénéficiaires de l'opération.

C'est d'ailleurs, très exactement, ce qu'a confirmé M. Pisani dans le discours qu'il a prononcé à Pilat-Plage (Gironde) le samedi 7 octobre dernier lorsqu'il a précisé : « *Il existe 30.000 exploitants agricoles en Afrique du Nord. Si 10.000 d'entre eux rentrent en métropole, il est nécessaire de leur trouver 400.000 hectares de terre. Les compagnies d'aménagement ont là une excellente occasion d'exercer leur vocation de rénovation.* »

Voilà au moins qui est net et ne laisse aucun doute sur les intentions gouvernementales.

C'est du reste ce que pratique déjà une autre variété de société foncière « *La compagnie d'aménagement des Landes de Gascogne* » déjà en exercice depuis plusieurs années. Les terres qu'elle défriche et met en valeur sont pour l'essentiel remises à des colons retour d'Afrique du Nord ou à des agriculteurs capitalistes.

Ainsi nos gouvernants trouvent logique, d'une part, d'accélérer l'expropriation des paysans français et, d'autre part, d'offrir, une fois remembrées, les terres de ces derniers à ceux qui se sont enrichis en « faisant suer le burnous ».

Tout simplement on permet au colon de dire au paysan de chez nous : « *Ote-toi de là que je m'y mette* »; même si celui-ci a perdu son fils dans les djebels pour défendre les privilèges de celui qui, aujourd'hui, le chasse et « condescendra » peut-être à le prendre comme ouvrier agricole.

Voilà où nous en sommes !

C'est-à-dire, et contrairement à ce qu'affirment certains démagogues, que les terres râflées par les sociétés foncières ne seront pas remises aux petits paysans. C'est d'ailleurs très explicitement ce que prévoit l'article 14, du décret du 14 juin qui précise que les cessions ne pourront pas être « *destinées à accroître la superficie d'exploitations existantes lorsque cette superficie est insuffisante pour assurer la rentabilité des dites exploitations* ».

Et qui pourra décider si cette superficie est insuffisante ? Même pas le Conseil d'administration de la société foncière mais, comme le précise ce même article 14 du décret du 14 juin, les commissaires du gouvernement et eux seuls !

Que faut-il de plus pour être édifié ?

D'ailleurs, avec simplement un peu de bon sens on ne voit pas très bien pourquoi les paysans, qui disposent de trop peu de terre, auraient besoin de sociétés foncières *intermédiaires* pour leur permettre d'acquérir une ou plusieurs parcelles pour arrondir leur exploitation.

On peut même dire que c'est l'inverse qui est recherché. Et, à cet effet, *le gouvernement vient précisément de déposer un projet*

de loi tendant à accorder un droit de préemption aux sociétés foncières.

Comme il n'est pas possible de créer de nouvelles terres, les superficies râflées par ces sociétés foncières seront autant d'hectares en moins et les petits et moyens propriétaires auront, par conséquent, encore plus de difficultés qu'avant pour acquérir éventuellement un peu de terre. Et ce, d'autant plus qu'inévitablement nous allons assister dans le cadre de la loi de l'offre et de la demande à une hausse du prix de la terre. Enfin, et en raison de la raréfaction des fermes à louer, il faut s'attendre à une nouvelle augmentation des fermages.

Si nous insistons avec force détails sur ces nouvelles dispositions législatives, c'est en raison du bouleversement qu'elles vont provoquer et qu'il faut être armé pour faire face au déferlement de propagande mensongère que vont développer le gouvernement et les nombreux complices qu'il possède dans le mouvement syndical agricole.

En réalité, ces sociétés foncières comme l'essentiel de la loi d'orientation agricole — même si tel n'est pas le but avoué — vont surtout favoriser la concentration des terres au profit d'une minorité et au détriment des petits et moyens paysans.

Mais pourquoi se demandent les honnêtes gens, ce gouvernement persiste-t-il avec autant de ténacité à accélérer la ruine et l'élimination de centaines de milliers de petites exploitations agricoles ?

Pour quelles raisons ne se contente-t-il pas de laisser jouer les lois objectives du développement économique en régime capitaliste qui conduisent tout naturellement à la concentration et qui ont abouti au fait que de 1929 à 1956 le nombre des exploitations est passé de 2.951.599 à 2.117.444 ?

Pourquoi s'acharne-t-il à promulguer des textes pour accélérer ce processus ?

Tout simplement parce que telle est la logique de la politique gouvernementale en tous points conforme aux intérêts des forces économiques sur lesquelles il s'appuie et au nom desquelles il s'exprime.

N'oublions pas, en effet, qu'en même temps qu'il travaille à l'élimination des petits paysans et facilite la concentration des terres au profit des gros agriculteurs et des colons retour d'Afrique du Nord, le régime gaulliste vise, aussi et surtout à bien servir la banque et la grande industrie. Avec les paysans ruinés, il offre ainsi de la main-d'œuvre à bon marché au patronat, ce qui permet à celui-ci d'augmenter ses profits et, en même temps, de mieux résister aux revendications de la classe ouvrière.

COMMUNAUTE D'INTERETS ENTRE LES TRAVAILLEURS DE LA VILLE ET DES CHAMPS

ENCORE une fois il est bien démontré que les intérêts fondamentaux des ouvriers et des paysans travailleurs sont communs et qu'ensemble ouvriers et paysans doivent s'unir et conjuguer leurs

luttes contre leurs mêmes ennemis : les monopoles capitalistes et le pouvoir gaulliste qui parle en leur nom.

Concernant cette communauté d'intérêts on pourrait encore, sur un autre plan, rappeler que la baisse du pouvoir d'achat de la classe ouvrière a pour effet de freiner la consommation de produits alimentaires. Et ce pouvoir d'achat est d'autant plus limité que la superfiscalité destinés à payer la guerre d'Algérie et les super-profits prélevés par le gros négoce contribuent à augmenter les prix à la consommation. Il est clair que ce rationnement par l'argent rétrécit considérablement le marché intérieur et par conséquent les débouchés pour les produits agricoles. Surtout si on ajoute que certaines de nos productions souffrent de plus en plus des importations consécutives au Marché commun.

Et la France parce qu'elle est soumise aux impératifs stratégiques et économiques du Marché commun et du pacte Atlantique, a importé en 1960 des quantités considérables de produits agricoles déjà excédentaires chez nous.

Par contre, les exportations françaises de produits alimentaires vers les pays du Marché commun ont été (sauf pour la Sarre) inférieures de 10 % à ce qu'elles étaient pour la période 1955-1957, c'est-à-dire avant l'entrée en vigueur du traité de Rome.

Quant au partenaire allemand de ladite « Communauté européenne » il s'approvisionne en produits agricoles — et notamment en viande dont il est déficitaire — surtout là où il exporte sa production industrielle, c'est-à-dire en Uruguay, Argentine, Nouvelle-Zélande, Danemark, etc., et laisse la France se débrouiller avec ses excédents et ses difficultés. Et pourtant les laudateurs du Marché commun ont pendant toute une période essayé de faire croire aux paysans français que le marché allemand serait le débouché rêvé et la solution idéale aux problèmes agricoles français.

Bien sûr, on ne peut pas dire que l'Allemagne d'Adenauer nous oublie complètement puisqu'elle nous envoie ses hobereaux. Ainsi, et grâce au Marché commun qui permet progressivement « *la libre circulation des personnes, des services et des capitaux* » (1) le colonel von Heinemann vient de rafler à Oizons dans le Cher, un château et trois fermes d'une contenance de 232 hectares pour la somme avouée de 65.272.000 francs (652.720 NF). Ce même colonel fut pendant l'occupation l'intendant qui siégeait à la Kommandantur du Mans et qui réquisitionnait bovins, chevaux et produits alimentaires dans la Sarthe.

Signalons encore que dans le même département du Cher, à Saulzais-le-Pottier, un autre Allemand vient d'acheter une autre ferme de 230 hectares.

Et tout ce qui arrive avait été prévu et dit par notre Parti au moment de la conclusion du traité de Rome.

Voilà où mène, après la coûteuse expérience de la C.E.C.A. (Communauté européenne du charbon et de l'acier) cette politique dite européenne, mais qui est surtout une entente entre monopoles capitalistes, pour une exploitation accrue des travailleurs de la ville et des champs.

---

(1) Article 3 du Traité de Rome.

C'est ce cosmopolitisme des trusts que Guy Mollet signataire du Traité de Marché commun appelait à l'époque une « manifestation d'internationalisme prolétarien » !

Et parce qu'il a eu, et a encore des dirigeants qui ont fait passer leur antisoviétisme et leur haine du socialisme avant l'intérêt national, notre pays s'est lié les bras, aliéné un peu plus son indépendance et a assujetti son économie aux volontés de Bonn et de l'impérialisme américain. Ce faisant la France a confiné un peu plus ses relations commerciales dans les limites du Marché commun et renoncé à ses courants commerciaux traditionnels, alors que nous nous retrouvons aujourd'hui avec des surplus agricoles importants et des prémices de crise agraire.

TROP DE TOUT

C'EST en effet dans le domaine de l'écoulement de la production agricole que les paysans sont particulièrement inquiets. La mévente et les bas prix qui en découlent figurent parmi les causes les plus apparentes et les plus sensibles du mécontentement paysan.

Alors que des hommes, des femmes, des vieux, des enfants consommeraient davantage, il y a « *trop de tout* ». Sans doute il n'y a pour nous là rien d'étonnant.

C'est d'abord l'illustration de l'anarchie de la production capitaliste et la démonstration du trop faible pouvoir d'achat des travailleurs. Autrement dit les excédents sont surtout des excédents relatifs par rapport à la demande solvable des masses.

Parmi les multiples exemples que l'on pourrait exposer, citons le fait que depuis deux ans on oblige les consommateurs des grandes villes à boire du lait à 30 grammes de matières grasses, c'est-à-dire passablement écrémé, alors que plus de 60.000 tonnes de beurre sont actuellement stockées.

La situation est identique pour la viande avec plus de 50.000 tonnes qui embouteillent les frigos. Or, il suffirait que chaque Français puisse, dans l'année, consommer un supplément de deux kilos de viande pour qu'il ne soit plus question de l'excédent annuel de viande d'environ 100.000 tonnes.

Enfin, il y a abondance dans plusieurs autres branches de production telles que les fruits, les légumes, le vin, le blé, l'orge, le maïs, le sucre.

Dans la mesure où il trouve sur le marché international des acheteurs solvables, le gouvernement brade une partie de ces excédents agricoles. Mais cette vente s'effectue sur la base des prix de « dumping » et des cours mondiaux. Ainsi la viande de bœuf est actuelement liquidée à 200 francs le kilo net ; alors qu'elle est achetée environ 400 francs auxquels s'ajoutent les frais de transport, de stockage, de manutention.

On peut encore citer d'autres prix à l'exportation comme le blé qui est cédé 3.000 francs le quintal, l'orge 2.100 francs, le beurre 310 francs le kg, le sucre 24 francs le kg ; et ces prix s'entendent rendus au quai d'embarquement.

Or, il est probable qu'à ces tarifs, bien des foyers ouvriers et

paysans pourraient acheter et consommer davantage de viande, de sucre, de beurre... Mais ce serait contraire à l'économie capitaliste.

On peut aussi faire état de l'exemple du vin, de la betterave à sucre distillée, et des productions perdues parce qu'elles ne trouvent pas place sur le marché.

Ainsi le gouvernement, après avoir dit aux paysans de produire, et ils ont produit, préfère maintenant brader des produits agricoles à l'étranger à vil prix, détruire ou laisser détruire une partie des récoltes, plutôt que de favoriser la consommation par une augmentation des salaires, traitements, pensions et allocations familiales, une diminution des taxes fiscales et un abaissement des marges des gros intermédiaires.

Mais une telle politique, conforme aux intérêts de la nation et du peuple, défavoriserait les monopoles capitalistes et leurs monstrueux profits; et comme il faut faire une option de Gaulle choisit les monopoles contre le peuple.

Or, cette foison de produits agricoles est un des traits caractéristiques de l'actuelle situation à la campagne. S'il ne s'agit pas encore d'une crise agraire de l'ampleur de celle de 1930 et des années qui suivirent, c'est que les conditions ne sont pas exactement les mêmes. La crise dans les conditions du libéralisme intégral d'alors a pu être jusque-là retardée. Mais cela ne veut pas dire contrairement aux affirmations des théoriciens du « *néo-capitalisme* » que la France est à l'abri des crises.

Sans doute il faut tenir compte qu'une série d'organismes d'intervention qui n'existaient pas autrefois, comme « *l'Office du blé* », puis « *l'O.N.I.C.* » pour les céréales, la « *S.I.B.E.V.* » (Société interprofessionnelle du bétail et des viandes) pour la viande, « *Interlait* » pour le lait et les produits laitiers, etc., ont permis pendant une certaine période, et jusqu'à ce jour, d'étaler plus ou moins les excédents notamment par le stockage, la transformation, la destruction et l'exportation à perte.

Outre ces moyens et bien qu'existent des millions d'affamés dans le monde, le gouvernement a recours à des méthodes malthusiennes de limitation et même de réduction arbitraire des productions. C'est ce qu'il a fait avec le décret du 15 mars dernier réduisant l'objectif de production de sucre de 200.000 tonnes, ce qui a entraîné une réduction des surfaces betteravières de 72.000 hectares (17 %). Il faut rappeler que l'on a dépensé plus de 19 milliards pour faire arracher la vigne et que l'on donne actuellement 1.000 francs pour détruire un pommier. Et on pense aux jus de fruits, à prix abordables, qui pourraient être mis à la disposition de la population.

Il est quand même difficile d'affirmer, comme le font certains, qu'une telle organisation de la production et des marchés ait quelques ressemblances avec la planification de l'économie en régime socialiste, laquelle, rappelons-le, permet le développement harmonieux de la production en fonction des besoins sans cesse croissants des masses.

Aussi, malgré tous les bavardages sur le prétendu 4e *plan* qui doit être prochainement publié, il est une fois de plus démontré que, malgré tous les artifices, la planification véritable est impossible en régime capitaliste.

D'abord, parce que la terre et les grands moyens de production et d'échange sont pour l'essentiel propriété privée des capitalistes et que la loi fondamentale est le *profit*.

Ensuite, parce que les plans ou autres mesures d'organisation qui peuvent exister sont avant tout utilisés en fonction des intérêts de la *classe au pouvoir*, c'est-à-dire des gros possédants et des monopoles capitalistes. Et il ne peut en être autrement malgré les affirmations des doctrinaires d'un soi-disant nouveau « *capitalisme populaire* ».

Ainsi l'actuelle structure des marchés agricoles peut, et a pu jusque-là retarder la crise et permettre aux gouvernants une certaine marge de manœuvre. Elle peut encore la repousser quelque temps mais il arrivera un jour où les excédents, par rapport à la demande solvable, seront tels que la crise agraire ne pourra plus être évitée.

Cette évolution risque encore d'être accélérée si des phénomènes identiques apparaissent dans d'autres branches de l'économie, par exemple le chômage et la fermeture de certaines usines et influent les uns sur les autres en s'interpénétrant mutuellement.

En tout cas on peut tenir pour probable qu'avec, d'une part, l'accumulation constante des profits capitalistes et la baisse du pouvoir d'achat des masses et, d'autre part, l'augmentation progressive et régulière de la production agricole nous irons assurément et rapidement vers des excédents importants et une aggravation constante de l'écart entre le volume des produits agricoles disponibles et la demande solvable des masses.

LES FAUSSES SOLUTIONS

EN face d'une telle situation et pour répondre aux inquiétudes du monde rural des idéologues de la bourgeoisie tentent d'esquiver les vrais problèmes et s'emploient à persuader les paysans que le régime capitaliste est encore le meilleur. En ce sens ils proposent des solutions, formulent des mots d'ordre et lancent des slogans qu'ils s'efforcent de faire coller aux problèmes les plus sensibles de l'actualité.

Par exemple, depuis quelques années et encore maintenant même s'il y a trop de tout, on essaie de faire croire aux paysans qu'ils ne pourront se « sauver » qu'en augmentant leur production grâce à la « *vulgarisation* » des méthodes et techniques modernes de production.

Il en est qui expliquent que la *survie* réside dans le *remembrement* des terres et la *réforme des structures* ou la *re-structuration* et comme l'a précisé lourdement de Gaulle dans son discours radiotélévisé du 12 juillet dernier : « *Cela exige que soient groupés en exploitations rentables beaucoup de domaines trop petits.* » Ce qui suppose par conséquent que ceux qui cultivent ces *domaines trop petits*, aillent loger ailleurs !

D'autres affirment que la solution pour un développement harmonieux entre la production et la consommation se situe à mi-chemin entre le libéralisme et le dirigisme et que grâce au développement de la coopération, au perfectionnement de l'organisa-

tion des marchés agricoles on peut aller progressivement à une véritable planification de l'économie. Et, à cet effet, on parle beaucoup de l'édification d'un vaste réseau d'entreprises d'Etat ou semi-publiques pour le stockage, le conditionnement, la transformation et la commercialisation des produits agricoles. Aux silos à céréales déjà existants en grand nombre s'ajouterait la construction d'abattoirs régionaux avec installations annexes pour la conservation et la vente de la viande, l'extension du réseau des marchés-gare, etc., le tout contrôlé directement ou indirectement par l'Etat et les banques.

Enfin, après avoir, à une autre époque, claironné sur tous les tons que le Marché commun était « *la chance de l'Agriculture française* », les dirigeants de la F.N.S.E.A. font en ce moment beaucoup de tapage sur la nécessité de « *réformer les circuits de distribution* ».

Qu'il y ait sur ce point beaucoup à faire, ce n'est pas nous qui le contesterons. Mais le souci de ces derniers n'est pas précisément dirigé contre les immenses profits du grand négoce et la superfiscalité prélevée par l'Etat. Pas davantage par des projets qui iraient dans le sens des intérêts des consommateurs et de la paysannerie laborieuse.

En réalité, il s'agit pour chaque région déterminée, de permettre à une poignée de débrouillards et surtout aux paysans riches, de constituer des « *groupements de producteurs* » qui se substitueraient aux intermédiaires pour commercialiser les produits agricoles et en retour approvisionner les paysans en machines agricoles, engrais, etc. et, bien sûr, s'attribuer le profit commercial.

Ce serait la nouvelle vocation et surtout la raison d'être du syndicalisme agricole ce qui amène le président de la *F.N.S.E.A.*, M. Courau, à répéter à chaque occasion : « *Il s'agit de savoir si nous allons être capables d'intégrer le commerce ou, au contraire, si nous allons laisser le commerce intégrer l'agriculture.* »

Voilà une idée-choc ! Il fallait y penser.

Et le gouvernement qui préfère cette forme d'activité syndicale aux barrages de routes a déjà pris deux décrets qui ont paru au *Journal officiel* du 6 août 1961 et qui modifient les statuts de la *coopération agricole et des sociétés d'intérêts collectifs agricoles* (*S.I.C.A.*) en vue de permettre l'investissement de capitaux privés dans la coopération.

En outre, et conformément à « *la loi d'orientation agricole* » le gouvernement vient de déposer un projet de loi (n° 361 du 19 septembre 1961) sur les « *groupements de producteurs* ».

En vertu de ce texte et lorsque dans une circonscription donnée la majorité des paysans auront constitué un groupement de producteurs et que 75 % des membres auront défini un critère relatif à la qualité, au conditionnement et aux techniques de commercialisation, il sera possible de rendre ces règles obligatoires non seulement aux adhérents mais aussi à tous les agriculteurs de la région. A cet effet des sanctions pourront être prises contre ceux qui n'accepteront pas la discipline.

Comme il est de coutume avec le nouveau régime le projet de loi soumis au Parlement est assez laconique et « *les modalités d'application*, est-il indiqué, *seront spécifiées par règlement d'ad-*

ministration publique ». C'est ainsi que de temps à autre, et sans crier gare, paraissent au *Journal officiel* des décrets gouvernementaux et des arrêtés ministériels aux conséquences parfois fort graves.

Avec ce nouveau projet le ministre de l'Agriculture Pisani, affirme, sans rire, que les agriculteurs auront ainsi le moyen de contrôler l'économie agricole et s'ils sont dynamiques, audacieux et doués pour l'exportation, alors ils pourront se lancer eux-mêmes à la conquête de nouveaux marchés à l'étranger. Tout simplement et comme si cela dépendait d'eux !

Ce qui est certain c'est que cette orientation est fortement teintée de corporatisme. Il est vrai que dans les organisations professionnelles agricoles on retrouve en bonne place un certain nombre d'anciens de la corporation paysanne de Pétain.

★

DE tous ces plans, projets ou réformes nous ne rejetons pas tout en bloc, et ne nions pas tel ou tel aspect positif que peuvent avoir quelques-unes de ces mesures (mais pas toutes) en tant que moyen pour défendre certaines revendications paysannes. Par exemple, nous ne nous désintéressons pas de tout ce qui peut rendre service aux paysans, alléger leur travail, améliorer leur sort comme certaines coopératives (C.U.M.A., caves-coopératives notamment). Justement nous luttons pour que ce soit la paysannerie laborieuse qui en soit la bénéficiaire alors que c'est souvent l'inverse qui se produit.

Par ailleurs, et tout en luttant pour que ces moyens ne soient pas utilisés contre les paysans et les ouvriers, nous ne sommes pas indifférents à certaines réalisations techniques comme l'édification de grands abattoirs modernes, de silos à céréales, et de tout ce qui est moyen de transformation, stockage et commercialisation de produits agricoles et que nous retrouverons demain pour édifier encore plus rapidement le socialisme en France.

Mais si, comme l'entend le pouvoir gaulliste, il s'agit avant tout d'allier ces moyens avec la puissance des monopoles en un mécanisme destiné à écraser encore davantage les travailleurs de la ville et des champs, nous ne pouvons pas comme le font certains éléments du P.S.U. (Parti socialiste unifié) laisser présenter ces réalisations et le capitalisme monopoliste d'Etat comme du socialisme.

Pas davantage nous ne voulons laisser induire les paysans en erreur et faciliter la tâche de ceux qui sciemment les trompent en tentant de leur faire croire que le remembrement est synonyme de réforme agraire, ou que l'actuelle organisation des marchés et la coopération sont des transformations socialistes ou bien encore que la vulgarisation agricole va permettre au petit paysan d'atteindre le volume de production de l'agriculteur capitaliste.

Et ne parlons pas de la « *loi d'orientation agricole* », des « *réformes de structures* », des « *sociétés foncières* », des « *groupements de producteurs* » et autres mesures présentées dans un concert de volontaire confusion mais destinées, en fait, à accélérer la concentration agraire et éliminer les plus petits paysans par centaines de milliers.

Non ! Aussi longtemps que durera ce régime et que la terre et les principaux moyens de production et d'échange seront pour l'essentiel propriété privée des capitalistes, c'est-à-dire ceux qui détiennent le pouvoir, on aura beau effectuer le remembrement, poursuivre la vulgarisation, développer la coopération, organiser les marchés, les gros continueront à dominer, exploiter leurs ouvriers agricoles, s'enrichir et accaparer les dépouilles de ceux que le système capitaliste appauvrit, élimine et prolétarise.

C'est dire que nous devons être en mesure de faire face à cette propagande et qu'aux fausses solutions préconisées par la bourgeoisie, son gouvernement et ses agents, nous devons opposer notre programme immédiat et nos solutions d'avenir.

LE SOCIALISME

POUR l'avenir, et comme le dit le Programme du XXIe Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique :

« *L'expérience de l'U.R.S.S. a prouvé que seul le socialisme peut mettre un terme à l'exploitation de l'homme par l'homme, à l'anarchie de la production, aux crises économiques, au chômage et à la misère des masses, garantir le développement harmonieux et continu de l'économie à des rythmes rapides et l'élévation incessante du niveau de vie du peuple.* »

L'avenir ce sera d'abord la terre à ceux qui la travaillent, mesure qui intéresse non seulement les salariés agricoles, les fermiers, les métayers, mais aussi les petits propriétaires qui disposent de trop peu de terre.

Après cette réforme agraire, les paysans auront la possibilité de se grouper librement dans des coopératives de production. Tous ensemble ils pourront utiliser les machines et la technique moderne qui libéreront les forces créatrices hier encore entravées par les rapports de production capitalistes.

La réglementation du temps de travail et son organisation rationnelle garantiront véritablement aux paysans le droit au repos, aux loisirs, à la culture.

Pour les paysans, le socialisme sera l'assurance de ne pas courir le risque, comme c'est le cas actuellement, de connaître la ruine, l'expropriation, la prolétarisation, voire le chômage.

La planification de l'économie, parce qu'elle garantira l'écoulement de l'intégralité de ses produits, au surplus favorisée par le relèvement constant du pouvoir d'achat des masses, assurera au paysan la certitude d'une rémunération convenable de son travail.

Ainsi le paysan ne sera plus tributaire de la loi de l'offre et de la demande, de l'anarchie de la production et des intérêts égoïstes des monopoles, des spéculateurs et autres féodalités économiques.

La sécurité du lendemain, pour ses vieux jours comme en cas de maladie, lui sera garantie par le gouvernement du peuple.

A la campagne comme à la ville le socialisme donnera à la femme les conditions et les moyens de sa véritable libération.

Les jeunes paysans, filles et garçons, auront enfin le droit

et les moyens de faire épanouir pleinement leurs talents et dons naturels, de s'instruire, de devenir techniciens, ingénieurs, savans, etc.

Ainsi en diffusant notre programme et la nature de nos objectifs, en faisant mieux connaître ce que fait et ce que veut notre Parti, en expliquant ce que pour eux représente le socialisme nous entraîneront, en plus grand nombre encore, les paysans à nos côtés.

A l'appui de notre programme d'avenir il convient de populariser davantage les réalisations des pays socialistes. Et cela est d'autant plus nécessaire que la radio et la presse asservie font grand bruit autour de prétendus échecs de l'agriculture dans les pays socialistes et en Union soviétique notamment. Ainsi le même jour où le camarade Khrouchtchev précisait, dans un discours radiotélévisé, le 7 août dernier, *que l'U.R.S.S. comptait 75.800.000 bovins, dont 34.800.000 vaches*, le journal *le Monde* publiait un article qui annonçait *que la France comptait dix millions de vaches* (ce qui est vrai) *et que ce troupeau représentait la moitié de celui de l'U.R.S.S.* (ce qui est faux).

Evidemment ces mêmes propagateurs de mensonges ne s'offusquent pas de ce qui se passe chez nous; de l'exploitation éhontée des salariés agricoles, de la misère des métayers, des fermages abusivement élevée, de l'élimination des petits propriétaires exploitants autant de choses que le socialisme a supprimées mais que nos détracteurs trouvent très naturelles chez nous. Sans doute, il s'agit là des attributs du régime de la « *liberté* » !

Mais la vérité sur les pays socialistes finit par percer. C'est à cela qu'ont contribué les dirigeants d'organisations professionnelles agricoles qui, cet été, se sont rendus en U.R.S.S. et ont parcouru les campagnes soviétiques.

A leur retour, ils ont dit, par la parole et par la plume, ce qu'ils avaient vu : « *que les récoltes étaient belles et prometteuses, que l'agriculture était très mécanisée, que les paysans ne travaillaient que sept heures par jour, qu'ils bénéficiaient d'une très efficace protection sociale*, etc. », et comme ces personnalités représentent tous les grands courants d'opinions, il sera très difficile de contester de tels témoignages.

L'IMPORTANCE DE LA DEFENSE DES REVENDICATIONS DE LA PAYSANNERIE LABORIEUSE

MAIS s'il est plus que jamais indispensable de montrer aux paysans la voie du socialisme et sa réalité triomphante sur une partie de la planète, *il importe en premier lieu de répondre aux préoccupations les plus immédiates des travailleurs de la terre*, c'est-à-dire lutter dans le cadre même du régime capitaliste pour la défense de leurs revendications économiques et sociales.

Rappelons que nous défendons sans réserves les revendications des salariés agricoles et semi-prolétaires de la campagne, et cela, sans subordonner leur sort à celui de leurs employeurs. Pareillement nous défendons les revendications des petits paysans qu'ils

soient propriétaires, fermiers ou métayers parce qu'ils sont déjà, ou sont appelés à devenir, des alliés résolus du prolétariat, leurs intérêts fondamentaux se conjugant avec les intérêts présents et futurs de la classe ouvrière.

A l'égard des paysans moyens (c'est-à-dire ceux qui, sans être des gros, exploitent des salariés ou capitalisent à l'occasion des bonnes années) nous défendons les revendications qui ne sont pas contraires aux intérêts de la classe ouvrière (par exemple contre la hausse des prix des produits industriels nécessaires à l'agriculture, contre la fiscalité, contre le Marché commun...).

Et puis enfin nous combattons résolument les gros qui exploitent leurs nombreux salariés agricoles et trompent les petits paysans à la tête d'un certain nombre d'organisations agricoles.

Evidemment les questions ne se présentent pas toujours d'une manière aussi simple, avec des revendications claires et la possibilité de se déterminer sans confusion à l'égard des petits, des moyens et des gros.

Toutefois, et parce qu'il s'agit du pouvoir des monopoles capitalistes, nous devons être hardis dans le soutien des revendications de la paysannerie même si celles-ci ne semblent pas toujours aller dans le sens des intérêts directs et immédiats de la classe ouvrière.

C'est qu'en effet notre projet de Programme de restauration et de rénovation de la démocratie vise à rassembler dans l'action toutes les couches non monopolistes de la société (ouvriers, paysans-travailleurs, intellectuels, classes moyennes des villes...).

« *Toutes ces forces*, dit la résolution du XVIe Congrès, *faisant converger leurs luttes en un seul et puissant courant démocratique, s'unissant sur des mots d'ordre clairs et en agissant ensemble peuvent restaurer et rénover la démocratie.* »

Et la lutte pour les revendications est le maillon de la chaîne qui permet d'entraîner les masses à des actions de plus en plus élevées y compris à l'action pour la paix, pour la démocratie, pour le socialisme.

Ainsi au cours des grandes manifestations paysannes de juin et juillet derniers notre Parti, ses organisations, ses militants, sa presse — tout en différenciant les revendications, combattant les mots d'ordre erronés et s'efforçant d'orienter le mouvement — étaient aux côtés de la paysannerie contre le pouvoir gaulliste. A cet effet, des centaines de milliers de tracts notamment celui reproduisant le discours de Waldeck Rochet à l'Assemblée nationale, ont été distribués, des dizaines de milliers d'affiches apposées sur les murs. Le discours de Maurice Thorez aux paysans de la Haute-Vienne (Ambazac, 28 mai 1961) édité en brochure a été massivement diffusé. Nos militants paysans ont été actifs et se sont dépensés sans compter. Nos journaux nationaux et de province ont été à la hauteur de la situation.

★

C'EST au cours de telles luttes et au travers de semblables expériences que les masses paysannes s'éduquent avec le plus de rapidité et éprouvent le besoin, malgré les consignes des politiciens

réactionnaires, de se rapprocher de la classe ouvrière. On a même assisté, au cours de ladite période, à des manifestations ouvrières et paysannes communes.

Les luttes paysannes s'ajoutant à celles déterminantes de la classe ouvrière contribuent à saper les bases économiques et politiques du régime gaulliste.

La conjugaison des luttes revendicatives ouvrières et paysannes, remportant une victoire tantôt sur un point, tantôt sur un autre, puis sur plusieurs points à la fois, préparent les masses à ce large rassemblement des travailleurs et de toutes les forces démocratiques et nationales qui mettra fin au pouvoir des monopoles capitalistes.

NOUS DEFENDONS D'ABORD LES PETITS PAYSANS

MAIS si dans la lutte contre ce pouvoir nous nous efforçons d'entraîner aux côtés de la classe ouvrière les larges masses de la paysannerie, rappelons qu'en ce qui concerne les revendications, nous défendons d'abord la paysannerie travailleuse : salariés de l'agriculture, semi-prolétaires et petits paysans qu'ils soient propriétaires, fermiers ou métayers.

Or si certains, y compris quelquefois des alliés, trouvent normal que notre Parti défende les prolétaires et semi-prolétaires de la campagne, il en est qui estiment que nous n'avons pas raison de défendre systématiquement tous les petits paysans.

Vous voyez bien, nous disent-ils, qu'ils ont trop peu de terre, que leur petite exploitation ne peut pas les faire vivre convenablement et qu'ils sont condamnés à disparaître. D'autres nous reprochent de soutenir des structures périmées, non rentables, indéfendables, et d'adopter ainsi une attitude contraire au progrès économique.

Il est vrai que beaucoup de paysans disposent de trop peu de terre. Qu'ils sont nombreux à végéter sur place, à s'appauvrir et voués à disparaître en tant qu'exploitants agricoles.

C'est ce que démontre le recensement de 1955 qui précise que sur 2.117.000 exploitations agricoles, 1.114.000 disposent de moins de dix hectares de terre. Sans doute parmi ces dernières figurent des petites exploitations qui ont une production spécialisée (vin, légumes, fruits) et qui peuvent, tant bien que mal, tenir le coup. Mais il y a aussi celles de quinze et même de vingt hectares et plus, situées dans des régions peu fertiles ou montagneuses et qui connaissent de grandes difficultés. Aussi peut-on dire sans risque de se tromper qu'au moins la moitié des paysans et dans certaines régions les trois quarts et plus sont des petits paysans.

Mais si le régime capitaliste a permis aux gros d'accaparer les meilleures terres et dans la concurrence d'écraser les petits paysans, il ne faut pas se borner à prétendre que la solution consiste à accélérer ce processus en facilitant l'absorption des petites exploitations par les grandes.

Il ne suffit pas de dire : ces exploitations agricoles sont trop petites on les supprime.

Il ne faut pas voir le seul côté de la rentabilité des capitaux mais aussi l'aspect humain que certains semblent vouloir mettre délibérément de côté.

Car enfin ceux qui parlent sans arrêt du regroupement des exploitations pour en faire des entreprises viables et rentables ne répondent qu'à un aspect de la question, ils devraient, s'ils étaient logiques, dire aussi ce qu'ils comptent faire des hommes et des femmes qu'ils conseillent à quitter la terre.

Il leur est sans doute facile de répondre que ces paysans seront reclassés dans l'industrie. Mais cela n'est pas du tout certain avec le développement de l'automation et la fermeture de certaines usines comme c'est le cas ces temps-ci.

Au surplus où pense-t-on les loger et ne risquent-ils pas de devenir chômeurs ?

C'est bien cette éventualité qui est sans aucun doute souhaitée par le patronat industriel qui y voit le moyen efficace de faire pression sur les salaires, de s'opposer aux revendications des travailleurs et ainsi augmenter encore les profits des monopoles.

Voilà pourquoi notre Parti propose des mesures inverses de celles du gouvernement et des politiciens qui le soutiennent.

Pour nous communistes, disait Waldeck Rochet au XVIe Congrès : « *La bonne solution n'est pas de prendre la terre des petits paysans pour la donner aux gros, mais c'est l'inverse, de procéder à une réforme agraire qui fasse passer les terres des grands propriétaires fonciers et oisifs et des exploiteurs aux mains des paysans-travailleurs qui en manquent ou qui n'en ont pas assez.* »

Car enfin il faudrait bien que nos critiques de « gauche » nous expliquent pourquoi il est préférable de donner le coup de grâce à un petit paysan plutôt que de voir un gros lui céder une partie de ses terres.

Comme première mesure, notre Parti propose qu'aux petits paysans soit précisément accordée la priorité pour la location et l'achat des terres lorsqu'il s'en trouve de disponibles et qu'à cet effet leur soient accordés des prêts à long terme et à faible intérêt ainsi qu'une exonération des droits de mutation.

En outre, et au lieu d'aggraver les difficultés des petits exploitants et favoriser les gros, il serait plus humain de faire l'inverse et en premier lieu, supprimer les avantages exorbitants dont bénéficient les agriculteurs capitalistes (crédits, détaxe du carburant, ristourne à l'achat du matériel agricole, etc.).

On sait en effet qu'en plus des avantages avoués et officiels les gros agrariens, grâce à des CUMA (Coopératives d'Utilisation de Matériel Agricole) fictives, bénéficient d'importants prêts à long terme et à faible intérêt qu'ils font ensuite fructifier en prêts hypothécaires au taux de 12 à 15 % d'intérêt ; qu'avec la détaxe sur le carburant agricole ils roulent en voiture gratuitement et l'on pourrait poursuivre l'énumération. Mieux vaudrait supprimer ces fraudes et avantages et venir en aide aux plus défavorisés.

Telle est notre doctrine en tous points conforme aux intérêts de la paysannerie laborieuse comme à ceux de la classe ouvrière. Et notre attitude sur ce point, en régime capitaliste, ne s'oppose pas mais au contraire correspond à notre programme fondamental

qui prévoit précisément de donner la terre à ceux qui la travaillent.

Et puis enfin nous avons d'autant plus de devoirs de défendre ces centaines de milliers de petits paysans, conduits par le régime capitaliste à la prolétarisation, que les partis réactionnaires responsables de leurs malheurs s'efforcent d'esquiver leur propre responsabilité. Mieux, ils exploitent l'exaspération de ces petits paysans par des diversions anticommunistes et des promesses démagogiques, font semblant de défendre leurs revendications et parviennent ainsi à en maintenir encore un grand nombre sous leur influence. L'Eglise, par l'intermédiaire de ses curés qui sont autant de permanents, et surtout grâce aux militants, actuels ou anciens, de la J.A.C. (Jeunesse Agricole Catholique) s'efforce dans certaines régions d'encadrer la paysannerie.

Et c'est ainsi que l'on peut voir de nombreux paysans au désespoir voter encore et malgré tout *M.R.P.*, *Indépendant*, *U.N.R.* ou bien suivre des démagogues et autres fascistes comme ce fut le cas avec Poujade, Dorgères et Antier.

NOTRE PROGRAMME REVENDICATIF IMMEDIAT

DANS l'immédiat les grandes lignes de notre programme revendicatif pourraient être résumées de la manière suivante :

— *l'abaissement des prix des produits industriels* nécessaires à l'agriculture, la suppression des taxes fiscales qui frappent les produits agricoles et la réduction des marges des gros intermédiaires afin de réduire l'écart entre les prix à la production et les prix à la consommation ;

— *le soutien de la coopération*, en particulier des Coopératives d'Utilisation de Matériel Agricole (C.U.M.A.) par l'octroi de prêts à long terme et à faible intérêt ;

— *la garantie de prix raisonnables* en faveur des petits et moyens producteurs et de larges débouchés, grâce au relèvement du pouvoir d'achat des masses travailleuses, ainsi que par un aménagement des différents marchés agricoles et circuits de distribution dans l'intérêt commun des producteurs et des consommateurs ;

— *des mesures d'aide spéciales en faveur des exploitations agricoles familiales*, telles que l'octroi de crédits à faible intérêt pour l'équipement agricole et l'amélioration de l'habitat, la fourniture de matériel et d'engrais détaxés, des abattements en matière fiscale, l'exonération des charges destinées à la résorption des excédents, l'extension de la protection sociale, etc. ;

— *l'institution d'un droit de préemption pour la location et l'achat des terres qui peuvent être ou devenir disponibles et mises en vente*, en faveur des paysans exploitant directement, sous la forme familiale ou coopérative, avec exonération de tous droits de mutation et l'octroi de crédits à long terme et à faible intérêt pour s'en rendre acquéreurs ;

— *la défense des droits des fermiers et métayers* et notamment la baisse des fermages abusivement élevés, le partage aux 2/3 et la conversion pour les métayers, la limitation du droit de reprise des propriétaires, l'entrave au cumul, et une indemnisation par le

bailleur au preneur sortant pour les améliorations apportées par ce dernier au fonds loué ;

— *l'amélioration de l'assurance maladie-chirurgie* des exploitants par la suppression de la franchise, une réduction de cotisations pour les petits paysans compensée par un financement progressif à la charge des plus gros agriculteurs et l'extension de la loi à tous les vieux paysans ;

— *l'augmentation* des retraites et allocations vieillesse ;

— *la fixation du salaire* minimum agricole garanti pour les ouvriers agricoles au même taux que le salaire interprofessionnel dans les autres professions et l'octroi aux salariés agricoles des mêmes droits et avantages qu'aux ouvriers de l'industrie ;

— *le développement de l'enseignement agricole* public et laïc et de la formation professionnelle ; l'attribution des crédits pour la vulgarisation agricole et d'abord au profit des petits et moyens exploitants ;

— *la création de nombreux établissements* et centres publics d'enseignement technique pour les jeunes qui sont amenés à quitter la profession agricole ;

— *l'augmentation des crédits* pour l'équipement rural : électrification, adductions d'eau, chemins, ainsi que pour l'installation des jeunes paysans-travailleurs ;

— *l'abrogation* des dispositions de la loi d'orientation agricole qui visent à l'élimination des exploitations agricoles familiales ;

— *la suppression* de l'application des dispositions du Marché commun qui vont à l'encontre des intérêts de l'agriculture française.

★

BIEN entendu notre programme revendicatif et de défense paysanne n'est pas immuable une bonne fois pour toutes ; il doit tenir compte du lieu et du temps, des préoccupations les plus immédiates des travailleurs de la terre, il doit être adapté aux conditions locales et particulières.

Enfin, il est certain que les larges masses paysannes nous approuvent et nous soutiennent dans la lutte pour la paix en Algérie, la solution du problème de Berlin et le désarmement, pour la défense des libertés et seront de plus en plus intéressées par notre projet de Programme de restauration et de rénovation de la démocratie.

NOS TACHES A LA CAMPAGNE

NOUS avons, c'est évident, un travail immense à réaliser en vue de soustraire la paysannerie laborieuse à l'influence des partis réactionnaires, lui faire connaître nos idées, notre programme immédiat et nos solutions d'avenir, et pour la gagner à l'alliance avec la classe ouvrière dans la lutte contre les monopoles capitalistes et le pouvoir personnel, pour les revendications, pour la paix et la restauration et la rénovation de la démocratie.

Rappelons à cet effet les tâches que le Parti nous a déjà fixées et qu'à une session du Comité central consacrée à ces questions, Waldeck Rochet résumait de la manière suivante :

— *Renforcer l'activité de propagande du Parti parmi les masses paysannes et rurales, afin de démasquer les ennemis et faire connaître le programme et les solutions du Parti. Réaliser à cet effet un effort particulier pour accroître la diffusion de* La Terre.

— *Obtenir des paysans communistes qu'ils militent activement dans les organisations agricoles et rurales existantes et qu'ils contribuent de toutes leurs forces au développement d'un mouvement indépendant de défense des exploitations agricoles familiales.*

— *Accorder une attention plus grande au travail parmi les ouvriers agricoles en faisant un effort particulier là où ils sont les plus nombreux.*

— *Organiser la participation des populations rurales aux campagnes du Mouvement de la paix.*

— *Aider au dévelopement de l'Union de la Jeunesse Agricole de France (U.J.A.F.).*

— *Renforcer le Parti et améliorer la vie et l'activité de ses organisations.*

Avec notre XVIe Congrès ces tâches sont toujours d'actualité. Elles doivent être le souci des communistes et organisations du Parti.

S'il n'est pas utile de consacrer un développement à chacune d'entre elles il n'est pas trop de rappeler quelques-unes de nos préoccupations en ce qui concerne notamment notre propagande, la défense des revendications et le renforcement du Parti.

NOTRE PROPAGANDE

POUR ce qui est de la propagande, elle peut et doit être partout amplifiée. Evidemment il faut faire en fonction des moyens et possibilités, qui diffèrent d'un département à l'autre.

Toutefois on pourrait prévoir un plus grand nombre de réunions publiques — grandes réunions de masse, mais aussi petites réunions de hameaux. Qu'il est en outre utile de veiller à une meilleure diffusion de notre matériel de propagande, qu'il s'agisse des affiches, des brochures ou encore des tracts.

S'agissant des tracts il arrive que nous n'avons pas de sections et cellules partout et qu'ainsi il soit utile de recourir à des envois sous enveloppe ou bien encore à des distributions sur les foires et marchés.

Mais c'est surtout dans le domaine de la diffusion de notre presse que des résultats importants peuvent être obtenus, qu'il s'agisse du quotidien régional ou de l'hebdo fédéral là où il en existe, *l'Humanité*, *l'Humanité-Dimanche* et puis et surtout *La Terre* qui est notre journal de masse à la campagne.

La Terre, qui demeure et de loin *premier journal agricole de France*, est l'outil décisif pour gagner non seulement *les paysans* mais aussi *les familles rurales* à nos idées.

C'est par là qu'il faut commencer. Une famille que l'on abonne à *La Terre*, c'est à brève échéance, presque à coup sûr, une famille de gagnée.

Quelle que soit la région, le département, la question de la diffusion de *La Terre* est une de nos premières tâches à la campagne. On peut même dire que pour un certain nombre de nos départements, ce doit être — avec l'implantation du Parti — l'essentiel de notre travail à la campagne.

D'ailleurs *La Terre* n'est pas seulement un outil de propagande, mais aussi un moyen pour contribuer à l'organisation de l'action des masses paysannes.

Les campagnes menées par notre journal créent un courant d'opinion que ne peuvent ignorer le gouvernement, les politiciens réactionnaires et leurs amis qui dirigent de nombreuses organisations agricoles.

Traduisant les soucis et le mécontentement des masses paysannes, *La Terre* contribue au développement du mouvement revendicatif en lui imprimant une juste orientation.

Mais encore une fois, et surtout, notre hebdomadaire fait pénétrer les idées communistes et la politique du Parti parmi les masses paysannes et rurales.

Or, ils sont des centaines de milliers, les paysans pauvres, qui continuent à voter réactionnaire et hésitent encore à faire le pas vers nous. Et ce, tout simplement, parce qu'ils ne nous connaissent pas, ou nous connaissent mal.

Disséminés par villages et hameaux, participant généralement peu à la vie politique, beaucoup ne connaissent notre Parti que par ce que leur disent le hobereau, le curé, la presse réactionnaire et la radio gouvernementale.

Aussi, pour entraîner les paysans-travailleurs aux côtés de la classe ouvrière, il importe en premier lieu de faire connaître notre vrai visage, notre programme, nos objectifs.

Et il faut bien se persuader que nous n'allons pas automatiquement et sans efforts gagner les petits paysans en pensant qu'ils viendront tôt ou tard, inévitablement et tout naturellement à nous.

Ou alors comment expliquer que dans certains départements de petites exploitations où la très grande majorité de la paysannerie est vraiment malheureuse comme dans l'Aveyron, le Morbihan, le Cantal, notre influence est moins grande que dans les départements où les paysans sont comparativement beaucoup plus à leur aise, par exemple dans l'Allier, le Lot-et-Garonne, le Vaucluse.

Ce décalage s'explique, d'une part, du fait de l'influence et des moyens de ceux qui nous combattent et, d'autre part, et surtout par le travail réalisé par notre Parti depuis son existence et avant lui par les hommes de progrès et d'avant-garde.

C'est un fait que le paysan même pauvre ne nous suivra que s'il nous connaît bien, et précisément pous le soustraire à l'influence des agents de la bourgeoisie et le gagner à nos idées *La Terre* peut jouer un rôle décisif.

LA DEFENSE DES REVENDICATIONS S'EXERCE DANS DEUX DIRECTIONS

MAIS s'il importe d'améliorer sous tous ses aspects notre travail de propagande, il faut faire plus en vue d'organiser l'action pour la défense des revendications de la paysannerie laborieuse.

Et, à ce sujet, il doit être bien clair que la défense des revendications de la paysannerie n'est pas seulement l'affaire des paysans communistes militant dans les organisations de masse.

D'abord parce que dans certains départements les paysans communistes sont relativement peu nombreux, ensuite parce que dans la très grande majorité des cas, les organisations professionnelles agricoles sont dirigées par des adversaires.

Ce sont d'ailleurs ceux-là, notamment les *M.R.P.* et les *Indépendants* qui, en maints endroits, passent pour des défenseurs des paysans, alors que ces mêmes réactionnaires ont leurs amis comme ministres de de Gaulle. Ainsi en est-il des *Indépendants* Jacquinot, de Broglie et Giscard d'Estaing, ou encore des ministres *M.R.P.* Buron, Bacon, Fontanet.

C'est pourquoi il est indispensable que l'action pour les revendications s'affirme et se développe dans deux directions à la fois, lesquelles ne sont ni concurrentielles, ni contradictoires, mais au contraire se complètent en convergeant vers le même but.

Il faut que les paysans communistes militent activement au sein des organisations agricoles et que les organisations du Parti en tant que telles développent notre programme de défense paysanne afin d'entraîner les paysans à l'action pour leurs revendications.

Et s'il n'en était pas ainsi comment les paysans pourraient-ils connaître notre position à l'égard de telle ou telle de leurs préoccupations et partant nous faire confiance.

Car s'il est vrai que des paysans viennent à nous sur la base de notre programme fondamental, de notre lutte pour la paix, la démocratie, le socialisme, c'est le plus souvent et surtout en raison de l'activité quotidienne que notre Parti, sa presse, ses élus, ses députés et sénateurs, ses militants à tous les échelons mènent en faveur des revendications grandes et petites de la paysannerie travailleuse.

Ne pas le faire équivaudrait non seulement à la passivité et à laisser exploiter la paysannerie, mais encore à renoncer à la gagner en l'abandonnant à la démagogie de ses soi-disant défenseurs du M.R.P., des *Indépendants* et autres réactionnaires gaullistes.

Mais il est bien entendu que l'activité que peut mener le Parti en tant que tel ne dispense pas les paysans communistes de militer dans les organisations professionnelles agricoles.

C'est un moyen qu'ils ont de se lier étroitement à la masse des paysans de toutes opinions non pas pour s'aligner sur les positions des dirigeants réactionnaires, mais pour contribuer *même s'ils sont en minorité* à orienter autant que faire se peut l'action syndicale.

Mais s'ils ont à faire preuve de fermeté, les paysans communistes doivent aussi tenir compte du caractère des organisations professionnelles agricoles, veiller au ton et à la forme et savoir utiliser un langage syndical. Par exemple, ils ne formulent pas de mots d'ordre sectaires qui pourraient contribuer à leur isolement.

En bref, ils doivent savoir apprécier le rapport des forces et les possibilités, être réalistes, habiles, avoir le sens de la mesure sans jamais oublier que la paysannerie n'est pas la classe ouvrière et que la C.G.A. n'a rien de comparable à la C.G.T.

Parmi les multiples organisations agricoles, le syndicalisme à

vocation agricole — la F.N.S.E.A. — est sur le plan national, comme dans la majorité des départements, dirigé par des gros agrariens ou bien par des petits qui font la politique des gros et de la réaction. C'est du reste pour ces raisons que se sont constitués et se développent les ligues de viticulteurs et le Mouvement de coordination et de défense des exploitations agricoles familiales.

Les paysans communistes militent dans les Fédérations d'Exploitants ou les organisations du Mouvement de coordination ou les deux à la fois ; le critère général étant la recherche du meilleur moyen d'entraîner la paysannerie laborieuse dans l'action contre la politique gouvernementale et pour la soustraire à l'influence des gros agrariens et des politiciens réactionnaires. Pour se déterminer ils tiennent compte dans chaque département : de la structure agricole, de l'influence des organisations existantes, de leur orientation, du comportement des dirigeants, du rapport des forces politiques et de notre richesse en militants, car la politique est aussi l'art du possible. En ce sens le rôle des paysans communistes sera évidemment différent selon que l'on se trouvera par exemple dans le Lot-et-Garonne ou la Moselle.

Et puis enfin nos camarades militent dans certaines associations spécialisées comme celles qui groupent les producteurs de maïs, de lait, de tabac ; dans les organisations de fermiers et métayers ou encore dans la coopération et plus particulièrement les caves-coopératives et les Coopératives d'Utilisation de Matériel Agricole (C.U.M.A.).

★

MAIS la nécessité pour le Parti et pour les paysans communistes d'améliorer leur activité en direction des agriculteurs exploitants ne doit pas faire sous-estimer l'attention particulière qui doit être portée au travail parmi les salariés de l'agriculture.

Pour les fédérations où prédominent les grosses exploitations agricoles industrialisées, c'est en direction des ouvriers agricoles que doivent porter les principaux efforts du travail du Parti à la campagne.

Or, il faut bien le dire, en dehors de quelques bons exemples, surtout dans le Midi viticole, notre travail est nettement insuffisant.

C'est ce qui explique, en partie, l'absence ou la disparition de syndicats d'ouvriers agricoles dans un grand nombre de départements.

Et notre faiblesse à aider les ouvriers agricoles à s'organiser syndicalement n'est pas compensée par de meilleurs résultats dans l'activité politique.

Sans doute le travail n'est pas facile, mais il est indispensable de faire mieux tout au moins dans les principales fédérations où les ouvriers agricoles sont nombreux.

Dans un autre domaine, il est sans doute utile de souligner l'importance que nous devons attacher à notre travail en direction de la jeunesse et plus concrètement en vue d'aider à la création de cercles de l'Union de la Jeunesse Agricole de France (l'U.J.A.F.).

Les efforts que font les adversaires, notamment la J.A.C., en

direction de la jeunesse soulignent la nécessité pour nous de faire beaucoup plus pour implanter et développer la pépinière où le Parti puisera demain ses cadres.

Il faut aussi s'attacher plus que par le passé à aider à l'organisation des femmes paysannes et d'abord en les intéressant davantage à la vie politique.

Enfin, il importe de faire participer plus largement les masses paysannes à la lutte pour la paix en Algérie, la solution du problème de Berlin et le désarmement.

RENFORCER LE PARTI

ET puis comme tout dépend en définitive du Parti, il importe de renforcer en permanence ses organisations par le recrutement de nouveaux adhérents et la création de cellules rurales nouvelles.

Or, dans de nombreux villages, même là où nous avons une bonne influence, nous n'avons pas d'organisation du Parti. Et très souvent c'est parce que des cellules ont été abandonnées à elles-mêmes, qu'elles ont disparues. Or, là où nous n'avons pas d'organisation, pas de noyaux du Parti et quelquefois même pas l'adresse d'un sympathisant il est très difficile de diffuser notre matériel de propagande, de faire connaître la politique du Parti, de participer aux campagnes électorales, d'organiser l'action.

Avec le recrutement et la création de nouvelles cellules il importe que nos Comités de section et nos Comités fédéraux apportent une aide politique plus grande aux cellules rurales et pas seulement à l'occasion de la remise annuelle des cartes, mais d'une manière suivie et permanente.

Ce sont les dirigeants, les militants expérimentés qui peuvent aider la cellule à être ce centre vivant de formation idéologique, d'initiatives politiques et d'organisation des masses.

Pour qu'elle joue son rôle, il est indispensable que la cellule se réunisse régulièrement avec un ordre du jour bien préparé et que s'y déroule une fructueuse discussion, en vue d'élaborer des projets d'action et prendre des décisions pratiques pour appliquer correctement la politique du Parti.

Et c'est au travers de cette activité que se révéleront les cadres dont on dit souvent qu'ils font défaut. En réalité les cadres n'apparaissent pas spontanément. On les découvre surtout là où les organisations du Parti sont actives.

★

POUR donner une impulsion nouvelle au travail du Parti à la campagne de nombreuses Journées d'études fédérales, faisant suite aux Journées d'études nationales de Saint-Ouen (30 septembre-1er octobre) se déroulent en ce moment et vont se poursuivre dans les semaines et mois à venir.

Ces réunions, qui groupent généralement les membres du

Comité fédéral et les délégués des sections et cellules rurales, sont l'occasion de discussions approfondies sur le travail du Parti à la campagne.

De la confrontation des opinions et des expériences il se dégage une unité de vue et de pensée qui incite chaque participant à faire ensuite sa part de tâches. Car il s'agit autant d'assemblées de travail que d'études et il ne fait pas de doute que de telles réunions contribuent non seulement à améliorer la formation politique des militants qui y participent, mais aussi et surtout, à faire avancer et quelquefois démarrer notre travail en direction des paysans.

Des résultats généralement obtenus à la suite de ces journées d'études il ne fait pas de doute qu'il y a grand intérêt à ce que de telles réunions se multiplient.

Parlant des classes moyennes et donc de la paysannerie, Maurice Thorez nous rappelait que : « *La question de savoir qui, du prolétariat ou du grand capital monopoliste, les entraînera finalement de son côté est une des plus importantes que nous ayons à résoudre pour l'avenir comme pour l'immédiat.* »

Voilà qui souligne l'importance du travail du Parti à la campagne, qui doit être l'œuvre de tout le Parti car il n'y a pas, et il ne peut y avoir, de parti paysan dans le Parti.

C'est dire aussi l'effort que nous avons à réaliser, pour soustraire la paysannerie laborieuse de l'influence des partis réactionnaires et l'entraîner dans la lutte aux côtés de la classe ouvrière, en vue de réaliser ce large rassemblement des forces démocratiques et nationales, condition indispensable pour en finir avec le pouvoir personnel et permettre le retour à de véritables institutions démocratiques.

S.O.S. POUR L'ÉCOLE*

par Georges COGNIOT

DANS son allocution radiodiffusée du 12 juillet dernier, le général de Gaulle disait : « *Nous avons engagé un gigantesque effort d'instruction et en même temps réformé profondément l'enseignement national. Nous sommes amenés à multiplier, à agrandir, à rééquiper nos universités, nos lycées, nos collèges, nos écoles et à leur recruter des maîtres.* » Et le 30 août, M. Debré vantait à son tour « *l'amélioration de l'équipement scolaire, obtenue par des crédits budgétaires sans cesse augmentés* ».

Il est dit dans la Bible, familière à nos dévôts gouvernants, que les lèvres menteuses sont en abomination devant le Seigneur, mais on ajoute qu'elles sont d'un grand secours dans le temps de la détresse. Et c'est bien parce que la détresse de l'école est plus grave que jamais que le chef de l'Etat et son factotum en parlent avec tant d'effronterie.

La vérité pour l'ensemble de l'Université, depuis l'école maternelle jusqu'à l'enseignement supérieur, c'est que la misère s'est encore accentuée cette année. Dans cet exposé, nous examinerons successivement l'état des locaux scolaires, l'état de leur équipement, l'état des effectifs d'enseignants, la situation matérielle et morale de ces maîtres. Nous étudierons ensuite les responsabilités, et enfin les moyens d'en sortir.

I. PAS ASSEZ D'ECOLES

LE manque de locaux scolaires est tel que, cette année encore, d'innombrables parents ont dû se poser l'angoissante question : où parviendrai-je à faire inscrire mon enfant pour la rentrée ?

Prenons l'exemple de l'enseignement technique, qui intéresse au premier chef la population laborieuse, la classe ouvrière. L'an dernier déjà, à travers toute la France, la pénurie d'établissements avait empêché un grand nombre de candidats de trouver place dans cet enseignement. C'est ainsi que dans les Bouches-du-Rhône, le rapport préfectoral sur le fonctionnement des services départe-

* Texte de l'intervention présentée à la conférence de presse du 11 octobre 1961 au Palais de la Mutualité à Paris.

mentaux indique que près des deux tiers des candidats avaient été refoulés des collèges d'enseignement technique faute de place et près des trois quarts laissés à la porte des lycées techniques [1]. Dans ce même département, la situation empire cette année, parce que l'augmentation du nombre des places disponibles se chiffre par dizaines et l'augmentation du nombre des postulants par centaines. On estime à 10.000 le nombre des enfants des Bouches-du-Rhône qui se sont vu cette année fermer la porte de l'enseignement technique.

Au mois de septembre 1960, cet enseignement avait refusé pour toute la France, faute de place, l'inscription de 75.000 candidats valables. Cette année, ses portes sont certainement restées closes devant un nombre encore supérieur d'enfants de quatorze ans. Tout le monde sait que l'estimation ministérielle, — 36.000, — est ridicule. Pour vingt collèges d'enseignement technique de l'Académie de Paris, 7.868 candidats se sont présentés : on n'a pu en caser et en recevoir que 2.869, c'est-à-dire 36 %. A Caehan, 120 admis pour 705 postulants. Il en est ainsi dans tout le pays. Les organisations syndicales C.G.T., qui les premières ont sonné l'alarme, estiment que 1.270.000 enfants de quatorze à dix-sept ans sont tenus à l'écart d'un enseignement professionnel qui serait nécessaire pour eux.

Le cas d'une ville de la banlieue industrielle comme Blanc-Mesnil est typique. En prévision de la rentrée 1960, le ministre de l'Education nationale s'était engagé à y établir un Centre d'apprentissage en éléments préfabriqués. Il devait ouvrir cette même année. Rien ne fut fait. Le 29 septembre 1960, une délégation conduite par le maire se rendait chez le Directeur des constructions scolaires, et celui-ci lui donnait l'assurance formelle que la construction commencerait dès le 15 octobre suivant, qu'un certain nombre de classes ouvriraient rapidement et que, dans sa totalité, le nouveau Centre serait achevé pour la rentrée de septembre 1961. Eh bien ! Vous pouvez aller à Blanc-Mesnil : le terrain est toujours vierge. C'est ainsi que l'administration gaulliste fait la preuve de la singulière efficacité, de la diligence hors pair et des vertus expéditives du pouvoir personnel.

A l'exemple de ce qui se fait depuis longtemps en Allemagne de l'ouest et aussi en Alsace et en Moselle, le ministre de l'Education nationale vient de décider par sa circulaire du 16 mai de se décharger de la formation technique des adolescents en passant avec le patronat privé des contrats qui lui confient le soin de cette formation. Les apprentis ne sont astreints qu'à quelques heures d'enseignement scolaire par semaine, six ou huit; la culture générale est réduite à une part dérisoire. Bien mieux : une circulaire du 5 juillet sub-

---

(1) Pour différentes parties de cet exposé, nous sommes grandement redevables à la brochure *Sauver l'école publique*, éditée par la Fédération des Bouches-du-Rhône du Parti communiste français (*La Provence nouvelle*, 17, Cours d'Estienne-d'Orves, Marseille) avec une préface de François Billoux.

ventionne les Chambres de métiers qui auront soi-disant *scolarisé* les adolescents sans passer de conventions avec l'Education nationale.

L'avantage du nouveau système pour le patronat est évident : d'une part, il reçoit une masse de main-d'œuvre à bon marché; d'autre part, le jeune est obligé d'accepter le métier que le patron a choisi pour lui; la formation professionnelle adaptée aux particularités d'une seule usine, la spécialisation étroite conçue en réalité comme une mutilation de la personnalité, enchaînent l'ouvrier à la maison qui l'a formé et le laissent sans métier s'il la quitte. Grâce au gouvernement gaulliste, l'offensive que les monopoles ont lancée depuis tant d'années contre l'enseignement technique public aboutit à la complète capitulation des dirigeants de cet enseignement.

La situation n'est guère brillante non plus dans les autres ordres d'enseignement. Ainsi le manque d'*écoles maternelles* est tel que, dans beaucoup de villes de France, on n'accepte les enfants qu'à l'âge de quatre ans ou même cinq ans, alors qu'on devrait recevoir tous ceux qui ont atteint deux ans. Bien des blocs d'habitation nouvellement construits attendent pendant des années leur école maternelle. Le rôle social et pédagogique de cette école est complètement méconnu.

L'enseignement primaire, dont on prétend officiellement qu'il a surmonté la crise des locaux grâce à la stabilisation des effectifs scolaires, est en proie à des difficultés lamentables. A Orly, au quartier Gazier-est, vingt classes en préfabriqué avaient été promises pour le 15 septembre. En réalité, aucune n'était prête le jour de la rentrée, les projets soumis par la municipalité ayant été enterrés par la haute administration. Les élèves sont rentrés chez eux; certains ont été péniblement hébergés dans d'autres écoles, où ils sont en surnombre. Au groupe du Plateau de Champigny, deux classes se sont trouvées disponibles pour 300 inscrits : il a fallu installer des classes dans les réfectoires et dans des préaux hâtivement fermés à l'aide de bâches.

Le ministère et la Ville de Paris se plaignent de manquer de terrains pour construire. Mais quand le terrain est libre, ils ne font rien pour l'utiliser. J'ai déjà évoqué en une autre occasion l'édifiante histoire du terrain sis dans le Xe arrondissement, du 11 au 15 rue de Lancry.

L'emplacement ne porte aucun logement et est disponible depuis 1954. Depuis 1954, les conseillers municipaux communistes demandent qu'il y soit construit une école maternelle. Comme les années passaient et que personne n'achetait, le propriétaire, lié à l'U.N.R., a réussi à faire lever la réserve en juillet 1960. Tous les laïques de l'arrondissement ont protesté et engagé l'action, si bien que la réserve a été rétablie au profit de l'enseignement primaire en décembre 1960. Tout le monde s'attendait à l'acquisition. Or, le 7 juillet, par 43 voix contre 40, le Conseil municipal a refusé l'achat en renvoyant la question à l'administration pour étude. Les trois voix

qui ont emporté la décision ont été celles des trois conseillers réactionnaires du Xe, Jeannine Alexandre Debray, Alex Biscarre et Jacques Dominati.

Le fond de l'affaire est qu'une société immobilière considérable, dépendant d'un des groupes financiers de ce pays les plus puissants et les plus liés au pouvoir, entend construire sur ce même terrain un building de bureaux avec garages. La finance l'emporte sur l'école : elle sait se faire entendre dans certains milieux. Les conseillers communistes ont déposé un nouveau projet d'acquisition qui viendra en délibération en décembre.

Ce scandale n'est pas unique. Il y a quelques années, à l'angle de la rue Saint-Georges et de la rue de la Victoire, dans le IXe arrondissement, malgré la nécessité urgente de construire une école maternelle, on a laissé le terrain à une compagnie d'assurances. On parle présentement d'une situation du même genre dans le XVIIe arrondissement. Partout, les besoins de l'enfance sont sacrifiés à la spéculation, aux intérêts privés des capitalistes amis du pouvoir.

Même situation lamentable de l'école en province. Au Havre, tous les élèves des cinq classes de l'école Dollemard étaient en grève le 27 septembre parce que l'école fonctionne toujours dans des baraquements en bois complètement délabrés qui furent construits à la Libération et dont le remplacement est promis depuis treize ans. Il n'y avait d'ailleurs dans cette école que trois institutrices pour les cinq classes !

Malgré l'augmentation massive des élèves des collèges d'enseignement général, on construit de moins en moins : pour l'ensemble de l'enseignement primaire, 13.284 classes nouvelles ont été achevées à l'occasion de la dernière rentrée, contre 14.710 en septembre 1959.

Dans l'enseignement secondaire, le manque de lycées n'est pas moins criant. Ce qui serait aujourd'hui nécessaire, c'est un lycée pour 30.000 habitants. Paris et la banlieue, l'ensemble du pays, sont à des distances astronomiques de cette situation normale. Dans les grandes villes de France, c'est à peine s'il y a un lycée pour 60.000 habitants.

Font particulièrement défaut les classes de seconde pour les élèves des collèges d'enseignement général qui veulent poursuivre leurs études : à ces enfants du peuple, l'accès du lycée doit être barré. Pas assez de classes terminales non plus : on voit à Marseille des titulaires du baccalauréat première partie qu'on envoie préparer la deuxième partie à Aix ou à Toulon !

A Paris, des parents qui s'adressaient aux services centraux de l'enseignement afin de demander une place pour leurs enfants dans une école secondaire publique ont été officiellement orientés sur les établissements confessionnels : aux écoles laïques que désirent les familles, l'Etat gaulliste substitue lui-même les institutions congréganistes.

Dans l'enseignement supérieur, malgré quelques constructions, le manque de locaux garde un caractère non moins tragique. On nous signale une Faculté des sciences où le détriplement du groupe d'étudiants candidats au M.P.C. (propédeutique sciences) ne permettra pas d'autre solution que l'utilisation de nuit du grand amphithéâtre, laissant aux femmes de ménage l'intervalle de minuit au petit matin pour le nettoyage. Et pourtant les générations actuelles d'étudiants appartiennent encore aux classes creuses nées pendant la guerre. Les prochaines rentrées seront de plus en plus désastreuses.

Aucune amélioration de cette triste situation n'est à prévoir pour l'année prochaine. A preuve, le rapprochement des deux chiffres qui expriment les besoins en constructions et les crédits prévus pour y faire face. Les besoins en constructions scolaires pour 1962 ont été estimés officiellement à 418 milliards de francs, la somme allouée par le projet de budget est de 227 milliards. Autrement dit, les besoins seront couverts à 54 %; on ne bâtira encore l'an prochain que la moitié des locaux scolaires indispensables.

II. DES ECOLES QUI MANQUENT DU NECESSAIRE

AU drame du manque d'écoles s'ajoute le drame de tout ce qui manque aux écoles.

Des centaines d'écoles primaires à travers la France n'ont pas de poste d'eau, pas d'éclairage, pas de cour indépendante. Des milliers doivent se passer de préau, se passer de bibliothèque. L'immense majorité n'ont pas de local pour les travaux pratiques, dont l'enseignement est si nécessaire au regard de la pédagogie moderne. Un grand nombre d'écoles maternelles ouvrent leur porte sans le moindre matériel, sans un seul jouet. Et les écoles ne manquent pas où l'on demande jusqu'à 2.000 francs par an aux familles, pour acheter un équipement sommaire. Ainsi va la gratuité sous la Ve République.

Quant à la façon dont fonctionne la logique, j'ai pu l'apprécier à propos d'une école dont je me suis occupé personnellement, le groupe scolaire Filles-Maternelle en voie de réalisation rues Acqueduc-Château-Landon dans le Xe arrondissement. Dans ce groupe, on construit un gymnase, mais le ministère a refusé les crédits nécessaires pour installer des douches. Telles sont les conceptions vraiment modernes des gens qui, comme disait de Gaulle, « *agrandissent* » et « *rééquipent* ». Faites du sport, mais ne lavez pas votre corps en sueur !

Dans l'enseignement secondaire, la situation n'est pas meilleure. Combien de locaux en état de dégradation ! Combien de laboratoires font défaut !

Tel lycée créé pour 300 élèves en reçoit un millier. Ailleurs, on

en entasse 3.000 dans des bâtiments construits pour 1.000. On transforme les couloirs en salles de matériel, les caves en réfectoires, les cours de récréation en emplacements pour baraquements démontables. On utilise tous les arrangements de fortune imaginables pour permettre à l'établissement de fonctionner quand même.

Quant à l'éducation physique, c'est pis encore. Certains lycées n'ont même pas de gymnase. La plupart n'ont pas de stade, mais une aire d'évolution à peine aménagée, qui confine au terrain vague. Dans des établissements neufs, le stade ou le gymnase est établi avec un an ou même plusieurs années de retard.

Dans les internats, les lits superposés, cette parure des camps de prisonniers, ont fait leur apparition, d'ordre supérieur. La pénurie d'internats aggrave considérablement les difficultés des familles. Lorsque l'Union soviétique publie un programme comportant l'internat gratuit pour toutes les familles qui le désireront, la France gaulliste ne leur offre dans ses internats payants qu'une fraction des places qui seraient nécessaires.

Dans l'enseignement technique, non seulement bien des locaux sont délabrés, mais le manque de matériel est souvent catastrophique; il conduit à des situations absurdes. Ici on enseigne l'utilisation des machines comptables sans machines comptables, en employant en guise de clavier des cartons où sont dessinées des touches. Ailleurs, c'est avec des appareils et des installations factices que les élèves sont censés apprendre le travail des métaux ou le montage électrique. Au lycée technique de filles à Reims, les machines à coudre et les cuisinières électriques sont en panne depuis deux ans parce qu'on ne répare pas les insuffisances de l'installation électrique.

Dans l'enseignement supérieur aussi, on connaît les locaux vétustes et le manque de matériel. C'est ainsi qu'à la Faculté des sciences de Marseille, les études de thermodynamique ne peuvent être accompagnées de travaux pratiques faute de machines.

III. PAS ASSEZ DE MAITRES

CE qui aggrave considérabblement les effets du manque de locaux et de l'insuffisance des installations, c'est la pénurie d'enseignants. De la statistique publiée le 26 août dernier par le ministère de l'Education nationale, il ressort que, pour la rentrée 1961, font défaut :

— 3.900 maîtres sur 34.300 postes de l'enseignement secondaire, soit près de 12 %;

— 48.000 maîtres sur 248.000 postes de l'enseignement primaire, soit près de 20 %;

— 4.500 maîtres dans les collèges techniques et 2.700 dans les lycées techniques, soit de 60 à 70 %.

D'après le projet de budget de l'Education nationale pour 1962, qui vient d'être distribué aux parlementaires, les créations d'emplois de titulaires pour tout le ministère seront de 24.430. Il en fallait 44.000.

Parce qu'on manque de maîtres, on va continuer, plus que jamais, à fermer les écoles des petits villages, ces foyers de culture irremplaçables, et à préconiser le ramassage même pour les enfants de moins de onze ans. Parce qu'on manque de maîtres, on fait une dérisoire panacée des fameux « moyens audio-visuels ». Parce qu'on manque de maîtres, on met en pratique, dans certaines régions, l'enseignement par roulement, qui fait succéder chaque jour deux équipes d'écoliers dans la même classe : les locaux et les maîtres rendent le double, mais c'est au grand détriment de l'efficacité pédagogique, que pourtant on invoque effrontément dans les hautes sphères pour justifier le mi-temps. Au même moment où l'Union soviétique, qui avait hérité du tsarisme un niveau scolaire comparable à celui du Moyen Age en France, réussit à supprimer l'enseignement par roulement, le gaullisme l'introduit chez nous. Là-bas, l'enseignement monte; ici, il descend.

De telles mesures ne suffisent pas à boucher les trous. C'est pourquoi on recrute des *enseignants de fortune* dans une proportion telle que le niveau de l'école publique en est affecté. On fait ainsi d'une pierre deux coups : d'une part, on donne aux parents et aux élèves l'illusion d'un enseignement normalement assuré; d'autre part, on satisfait l'enseignement confessionnel en travaillant à amoindrir, par la baisse de qualité des maîtres laïques, la décisive supériorité traditionnelle des écoles publiques sur les écoles privées.

Qui sont ces auxiliaires dont la proportion ne cesse d'augmenter ?

— Des étudiants, à qui il est difficile, quel que soit leur zèle, de bien faire et leur travail d'enseignant et leur travail à la Faculté, d'autant plus qu'on leur demande un service complet de titulaire et qu'ils ne sont pas préparés pédagogiquement;

— Des retraités de l'enseignement, qui consentent à assurer quelques heures de classe et pour lesquels on vient de reculer la limite du cumul en la portant à 150 %, ce qui fait planer une grave menace sur l'âge de la retraite pour les enseignants. Le dévouement de ces retraités est hors de question, mais souvent ils ne sont plus en état de supporter les fatigues du métier;

— Des retraités de l'industrie, du commerce, de diverses administrations comme les Finances, voire de l'armée ou du personnel en activité dans ces différents milieux, ce qui ouvre la porte de l'école aux agents du patronat et aux militaires;

— Enfin, en vertu des graves décrets du 25 août dernier, on va voir affluer dans l'enseignement, à titre de contractuels, des volontaires de toute origine, qui sont loin de présenter tous des garanties de vocation, des garanties pédagogiques et encore moins

des garanties laïques et qui chercheront simplement dans un service de quelqeus heures le salaire d'appoint qu'ils eussent demandé en d'autres temps à n'importe quelle besogne sans responsabilité et sans âme.

Dans l'enseignement des mathématiques, il y a déjà 39 % d'auxiliaires et de contractuels.

Ainsi s'opère une dégradation accélérée de la qualification du corps enseignant.

Au surplus, l'Etat gaulliste ne fait rien pour recruter un personnel régulier en nombre suffisant, pour développer par exemple les Ecoles normales, avec leurs promotions de 5.000 élèves au lieu des 12.000 nécessaires. Dans la Seine, le gouvernement refuse obstinément l'ouverture d'une quatrième Ecole normale primaire. Le recrutement des enseignants est le type même de l'incohérence et de l'imprévoyance. Les Ecoles normales de la Seine fournissent 350 maîtres par an : il en faudrait au moins 2.500.

Même le personnel auxiliaire se trouve difficilement. Dans la Seine, au lieu des 2.000 suppléants indispensables dans l'enseignement primaire, 1.000 bacheliers seulement ont été recrutés. Dès les prochains mois, les maîtres malades ne pourront pas être remplacés. Au surplus, aucune formation pédagogique, fût-ce la plus élémentaire, ne pourra être donnée aux suppléants et aux contractuels, à tout ce personnel dont la bonne volonté, encore une fois, n'est pas en cause, mais qui manque de connaissances et d'expérience.

Dans la Seine, en 1960-1961, 859 remplaçants auraient dû suivre un stage de quatre mois à l'Ecole normale : 266 seulement ont pu en bénéficier. A la rentrée dernière, le Directeur de l'enseignement a réduit de trois jours à un jour le « stage d'information » des suppléants nouvellement recrutés à cause de « difficultés d'organisation » !

La situation n'est pas meilleure dans l'enseignement secondaire. Tandis que, le 15 septembre, les élèves du lycée neuf de Carvin étaient purement et simplement renvoyés à la maison faute d'enseignants, des centaines de professeurs font défaut dans toutes les académies. Le Recteur de Lyon a inséré des annonces dans la presse pour trouver des maîtres.

Voici l'état exact du personnel manquant au lycée de Villemonble au 22 septembre, une semaine après la rentrée : un professeur et un adjoint d'enseignement en lettres; deux professeurs en anglais; un en mathématiques; trois en histoire et géographie; plus un professeur femme en congé de maternité non remplacée en anglais; de même un physicien partant au régiment. Soit dix postes non pourvus pour un seul lycée, et cela dans la Seine ! Six classes de baccalauréat sont affectées par ce sabotage !

Quant au fameux lycée-pilote de Vitry-le-François, célébré pour ses expériences de mi-temps, il y manque onze professeurs.

On voit que le mi-temps n'obéit pas seulement à des considérations « pédagogiques » !

Dans les lycées classiques, modernes et techniques, l'effectif des maîtres n'a augmenté depuis dix ans que de 60 % quand celui des élèves s'accroissait de plus de 100 %. La situation est encore pire que dans les enseignements élémentaire et complémentaire, où un accroissement de 40 % des maîtres a correspondu à l'accroissement de 55 % des élèves.

Dans les *Ecoles normales*, le manque d'enseignants est tel qu'à Arras, la directrice a fait inscrire les élèves de deuxième année aux cours par correspondance.

Dans certaines disciplines de l'enseignement national, le déficit de maîtres est proprement invraisemblable : il manque 7.096 professeurs d'éducation physique d'après les propres calculs du Haut commissariat à la jeunesse et aux sports.

Quant à l'enseignement supérieur, on y enregistre l'augmentation rapide du nombre des étudiants. Dans les disciplines scientifiques, on en compte cette année 80.000 contre 71.000 l'an dernier; on prévoit que les effectifs passeront à 90.000 l'an prochain et continueront d'augmenter pour atteindre quelque 162.000 à la rentrée de 1965. Autrement dit, les effectifs d'étudiants doivent doubler en quatre ans, à la suite de l'arrivée de la vague démographique au niveau des Facultés. Or dès maintenant, l'encadrement est, pour la quasi totalité des gros certificats, de un enseignant pour 120 étudiants; la proportion normale s'établirait à 1 pour 30. Le seul remède serait de revaloriser la situation des professeurs, de façon à obtenir qu'un nombre beaucoup plus grand de licenciés d'enseignement dans les disciplines scientifiques poursuive une carrière universitaire. Aujourd'hui, ce n'est le cas que pour la moitié d'entre eux. En même temps, on devrait augmenter considérablement le nombre des licenciés.

Le Parti communiste soutient la revendication du Syndicat national de l'enseignement supérieur tendant à la transformation de la prime de recherche des enseignants en un traitement complémentaire de 100 % indexé sur le traitement à l'image de ce qui a été accordé aux enseignants des centres hospitaliers universitaires. Les étapes de cette réforme pourraient être les suivantes : 30 % au 1er janvier 1961, 50 % au 1er octobre 1962, 100 % au 1er octobre 1963.

Nous approuvons les enseignants quand ils se battent avec tous les fonctionnaires pour un traitement minimum de 50.000 francs à l'indice 100, ce qui donnerait en début de carrière 75.000 francs à l'instituteur, 100.000 francs au certifié, 120.000 francs à l'agrégé. Nous les approuvons quand ils réclament au nom de l'intérêt de l'école, c'est-à-dire au nom de l'intérêt national, un complément substantiel de traitement pour revaloriser spécialement la profession.

IV. DES MAITRES MAL PAYES ET MAL TRAITES

EN effet, la cause majeure de la pénurie de maîtres qualifiés est la même pour tous les degrés de l'enseignement : *les enseignants ne sont pas payés convenablement.* A titres égaux, on gagne sensiblement moins dans la fonction publique que dans l'industrie, le commerce ou les professions libérales, et dans le cadre même du service de l'Etat, les enseignants sont déclassés par rapport à l'armée, à la police, voire aux Finances.

Le professeur agrégé qui débute, en chiffres ronds, à 90.000 francs par mois gagne moins qu'un agent de police pourvu du certificat d'études primaires. Comment s'étonner dès lors que dans certaines disciplines, 30 % seulement des agrégés reçus en 1961 s'orientent effectivement vers l'enseignement ?

Une statistique récente portant sur les traitements assurés aux jeunes gens qui sortent de Polytechnique, — débouchés essentiels sur l'industrie et l'armée, — et à ceux qui sortent de l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm, — débouchés sur l'enseignement, — a donné une moyenne de 300.000 à 400.000 francs par mois pour les premiers et de moitié environ pour les seconds. On comprend que parmi les normaliens reçus en même temps à Polytechnique, les démissions se multiplient : pour le groupe I (physique-mathématiques), sept démissions en 1959 parmi les trente premiers reçus, seize en 1960 et vingt-quatre en 1961.

Il y a deux ans, vingt-trois élèves-maîtres sur vingt-cinq de l'Ecole normale d'Angers sont partis travailler au pétrole de Donges, dans la Loire-Atlantique, après une conférence que leur avaient faite les ingénieurs de cette entreprise. Il ne faut pas s'étonner de ces désertions quand on songe qu'à Paris, l'instituteur débutant ne gagne pas 2.000 francs par jour; et la situation est pire en province.

Dans certains cercles de beaux esprits, on a essayé de brocarder les communistes à propos de leurs affirmations sur la paupérisation des travailleurs en régime capitaliste. Pourtant des journaux comme le *Monde* ont dû ces temps derniers reprendre le terme même de paupérisation à propos de la paysannerie laborieuse. Il s'applique tout aussi justement aux enseignants, dont la rémunération a baissé au fur et à mesure que leur travail se faisait plus lourd.

Un aspect particulièrement hypocrite de ce paiement des enseignants au rabais est représenté par *l'effort systématique de l'Etat pour faire glisser vers le haut les maîtres d'une qualification donnée,* correspondant traditionnellement à un degré donné de l'enseignement, afin de leur substituer des maîtres moins qualifiés et par conséquent moins payés : remplacement des institutrices des classes maternelles par des maîtresses pourvues seulement du brevet d'ensei-

gnement du premier cycle, remplacement des professeurs certifiés par des instituteurs dans le premier cycle de l'enseignement secondaire, remplacement des agrégés par des certifiés dans le deuxième cycle, remplacement des professeurs de l'enseignement supérieur par des maîtres-assistants agrégés. On voit ainsi deux maîtres-assistants faire en Faculté le travail de trois maîtres de conférence, et comme ils sont sensiblement moins payés, leur emploi revient trois fois moins cher à l'Etat.

La situation des enseignants est encore considérablement aggravée par les conditions de travail très dures que leur impose la misère de l'école. Les classes sont surchargées dans des proportions qui constituent un défi non seulement à toute pédagogie, mais à tout bon sens.

En 1960, la moyenne était de trente-huit élèves par classe dans l'enseignement primaire. On recensait 7.700 classes contenant l'effectif scandaleux de quarante et un à cinquante élèves. Il y a dans le Pas-de-Calais 300 classes primaires de quarante-cinq à soixante élèves et 500 de trente-cinq à quarante-cinq élèves. Dans le Rhône, 320 classes ont été demandées par l'inspecteur d'académie ; cinquante-quatre accordées dont aucune pour le niveau élémentaire et maternel. Dans la Marne, on a demandé soixante-dix-neuf classes élémentaires et vingt-cinq maternelles, et obtenu zéro. A Toulouse-Negreneys, il y avait le 21 septembre soixante-dix élèves par classe. Même pour les C.E.G., que le gouvernement favorise, de grandes difficultés subsistent. La technique scolaire n'est plus qu'un cas particulier de l'art du serrage et du pressurage. Nous sommes en mesure d'affirmer que le Directeur de l'enseignement de la Seine, M. Hepp, a réuni les inspecteurs primaires pour leur dire qu'ils seraient notés d'après le nombre des fermetures de classes qu'ils auraient réalisées.

Dans les classes maternelles, il n'est pas rare de voir soixante élèves. A Chatou, quatre-vingt-dix. Et c'est cinquante ou soixante élèves aussi qu'on trouve fréquemment dans les classes terminales des lycées. « *La rentrée a été normale* », a déclaré le ministre : exactement comme est normal le service du métro à dix-huit heures !

La première victime de toute cette situation, c'est le personnel enseignant. Les classes surpeuplées l'épuisent. Il est surmené du fait de la nécessité de remplacer, à coup de travaux supplémentaires mal payés, les collègues non nommés ou mis en congé puisqu'il n'y a pas de suppléants. Ses horaires de travail sont morcelés, parce que le manque de locaux rend impossible l'établissement d'un emploi du temps rationnel. La fréquence des maladies nerveuses est le triste résultat de cet état de choses.

Une collaboratrice du Centre national de la recherche scientifique a étudié les causes de ces maladies nerveuses : chez les institutrices, elles proviennent des classes surchargées et des mauvaises

conditions de travail; chez les instituteurs, elles ont principalement pour origine la perte de prestige de la profession.

A cela s'ajoute l'effet déprimant des campagnes de calomnies qu'orchestrent la presse gaulliste et la radio d'Etat. Il suffit de penser à l'ample action de dénigrement du corps enseignant, l'été dernier, à propos du prétendu scandale du baccalauréat, — comme s'il n'était pas évident pour tout esprit réfléchi que le désordre du baccalauréat est organisé délibérément par les pouvoirs publics — afin d'aboutir à sa suppression et de remettre aux établissements même privés et confessionnels le soin de délivrer le diplôme de remplacement ! Ainsi on commencerait à satisfaire la revendication de la collation des grades que formule depuis près d'un siècle l'enseignement clérical.

Calomnies aussi à propos des mouvements revendicatifs des enseignants, dont on comprend pourtant, d'après ce que nous avons dit de l'état de l'école, à quel point ils sont non seulement légitimes du point de vue corporatif, mais conformes à l'intérêt des élèves et des familles, à l'intérêt national, puisque défendre l'école publique, c'est défendre le niveau intellectuel et moral du pays.

La calomnie vient de haut. Elle vient du premier ministre en personne, quand il déclare que la sclérose de l'enseignement est imputable à un personnel enseignant qui se cramponne aux situations acquises, à des privilèges en quelque sorte, et qu'il faut bousculer les enseignants pour rénover l'université.

C'est ce même premier ministre qui prétendait dans son département faire déplacer d'office un instituteur parce qu'il le soupçonnait d'avoir pris de sa fenêtre à Noyelles la photographie d'une école maternelle installée dans une grotte, photo parue dans la presse républicaine. La protestation générale a empêché le mauvais coup. Un inspecteur primaire M. Mayoux, un assistant de Faculté M. Vidal-Naquet sont frappés d'une mesure administrative, — le déplacement, — sous des chefs d'accusation politiques. A la Martinique, à la Guadeloupe, à la Réunion, des enseignants sont durement atteints, expulsés. Le Haut commissariat à la jeunesse et aux sports ne dissout pas seulement l'O.S.S.U. au mépris des intérêts sportifs de la nation : au moindre signe d'indépendance, il persécute avec une passion fanatique les enseignants qui dépendent de lui.

Le président de l'Union nationale des Etudiants de France, Dominique Vallon, est victime d'un inqualifiable abus de pouvoir. L'U.N.E.F. elle-même est privée d'une part de sa représentation au Centre national des œuvres universitaires et scolaires.

Du haut en bas de l'Université, l'arbitraire se manifeste. Il ne saurait en être autrement dans un régime qui devait glisser naturellement et inéluctablement du système présidentiel et autoritaire

à la dictature de fait et aux méthodes discrétionnaires dans tous les domaines. Il n'y a ni liberté ni dignité possibles pour l'Université lorsque, dans l'Etat, la démocratie est humiliée et foulée aux pieds.

V. UN DRAME D'AMPLEUR NATIONALE

La rentrée de 1962 *sera-t-elle moins désastreuse que celle de* 1961 en ce qui concerne les conditions de fonctionnement de nos écoles ? Rien n'autorise à le croire. En 1962, le budget de fonctionnement ne sera supérieur que de 18 % au budget de 1961, et cette augmentation, si elle était effective, correspondrait plus ou moins à l'accroissement de la population scolaire; mais les chiffres sont trompeurs : 40 % de l'augmentation sont destinés en réalité à l'enseignement confessionnel (nous en parlerons dans un instant) et 45 % correspondent simplement à l'application de mesures déjà prises en 1961. La majoration réelle est donc bien faible.

Il faut féliciter les 800 parents d'élèves du lycée mixte du boulevard Soult à Paris qui, réunis en assemblée générale le 8 octobre, ont « *demandé avec la plus grande insistance* » aux parlementaires de ne pas voter le budget de l'Education nationale et prié leur Fédération nationale d'organiser une protestation générale. Seule, l'action peut changer quelque chose à la situation actuelle.

Le budget de l'Education nationale devrait être doublé si l'on voulait couvrir les besoins, et cela du propre aveu du rapporteur U.N.R. à l'Assemblée nationale. Or ce budget ne subit pour 1962 qu'une augmentation disproportionnée aux nécessités.

L'Etat gaulliste, qui évoque sans cesse la « grandeur » et l'« avenir », amoindrit et mine le capital national que constitue une jeunesse plus nombreuse et avide de s'instruire. Il tourne le dos à toute politique scolaire constructive et efficace. Il saborde l'école nationale, au moment même où il s'empresse de donner par une disposition spéciale de la loi de finances rectificative la garantie pécuniaire des pouvoirs publics à la construction des églises.

Incapable de cacher la dure réalité derrière les phrases creuses du général de Gaulle sur le « *gigantesque effort d'instruction* », le pouvoir monte en épingle des « *réformes* » qui, — le principe en fût-il admirable, — ne peuvent être que des mystifications puisque tous les moyens matériels font défaut : crédits et équipement, maîtres et locaux. Ainsi du « *tronc commun* » et du « *cycle d'orientation* », que les classes pléthoriques, la pénurie de personnel qualifié, l'engorgement des débouchés spécialement du côté de l'enseignement technique rendent complètement illusoires.

La vérité est qu'au lieu de faire des progrès qualitatifs, l'enseignement public marque une régression. La preuve en est que les retards scolaires sont de plus en plus fréquents. Le mal commence avec l'entrée tardive à l'école maternelle, faute de places, à quoi

viennent s'ajouter d'année en année les conséquences néfastes des classes surchargées, celles du non-remplacement des maîtres malades ou de leur remplacement par des suppléants peu qualifiés, les effets de la nervosité due au mauvais état des installations, etc. Ainsi la scolarité primaire est perturbée. L'apprentissage de base, à commencer par celui de la langue nationale, ne peut pas se faire dans de bonnes conditions. Par suite, un grand nombre d'enfants de l'école primaire ont un an de retard, en sorte qu'on est contraint de les accepter en sixième à douze ans, voire à treize ans. Ils iront au second baccalauréat à vingt ans dans le meilleur des cas. Mais alors se posera le problème du sursis militaire. Est-il excessif de parler dans ces conditions d'un véritable sabotage des destinées de la jeunesse ?

Autre effet de cette politique de sabotage : le grand nombre des élèves qui sont contraints d'abandonner l'école sans diplôme. Des dizaines de milliers d'élèves quittent chaque année l'école primaire sans le certificat d'études, le tiers des élèves des collèges d'enseignement technique renoncent en cours de route.

Une proportion élevée des adolescents demeure non scolarisée, alors que les exigences de la vie moderne poussent cependant de plus en plus à la scolarisation prolongée. A Gennevilliers, à la dernière rentrée scolaire, 200 à 250 enfants de quatorze ans sont restés sur le pavé, c'est-à-dire 60 % de l'effectif total. Même dans les grandes villes, il n'y a que 60 % des adolescents de seize ans qui fréquentent une école. Parmi les enfants âgés de onze à douze ans, à peine un peu plus de un sur trois entre dans les lycées et collèges.

Telle est la situation en un temps où le développement des forces productives demande toujours plus de travailleurs qualifiés et d'hommes instruits, où l'avenir de la nation est étroitement lié au nombre et à la compétence de ses techniciens et de ses savants. Tandis que l'enseignement français dépérit, l'U.R.S.S., que le général de Gaulle ne se lasse pas d'insulter, prépare le passage à l'école obligatoire de onze ans, y compris dans les anciens pays coloniaux, y compris dans les régions les plus reculées de l'Asie. En U.R.S.S., les échecs scolaires, la présence des redoublants dans les classes, l'abandon de l'école en cours d'études sont considérés comme des phénomènes anormaux, dénoncés par la presse, combattus avec énergie; chez nous, on s'y résigne comme à un mal naturel et incurable.

Le pire côté de la politique scolaire gaulliste, c'est qu'elle vise à accoutumer les enseignants eux-mêmes et les familles à la mauvaise qualité de l'école, à les décourager et à les amener à se réconcilier avec des situations révoltantes. Par bonheur, ni les organisations des enseignants ni celles des parents d'élèves n'ont jusqu'ici cessé ou affaibli leur combat contre l'abaissement et la crise de l'école, pour le droit des enfants à un enseignement convenable et adapté aux exigences de l'époque.

VI. RESPONSABILITES D'UNE POLITIQUE DE CLASSE

QUI est responsable ? C'est la question qui se pose inéluctablement quand on a pris toute la mesure de la crise. *Le pouvoir gaulliste aime à rejeter la faute sur les gouvernements précédents,* qui, dit-il, ont négligé l'école. Le professeur Robert Debré écrit dans le numéro du 5 octobre de *l'Education nationale : « Des gouvernants éphémères ne pouvaient préparer et exécuter de longs desseins. Alors ils n'ont pas construit d'écoles, pas fait de place dans les universités, pas donné de crédits pour la recherche, pas fait un réel effort pour l'accession des enfants d'ouvriers et de paysans à la culture et à l'épanouissement de leurs facultés ! C'est donc la tâche du présent, forcément hâtive et improvisée. »* Telles sont les excuses que le gaullisme tire de la carence des anciens dirigeants. Et il faut bien reconnaître qu'une lourde responsabilité pèse sur les gouvernements et les ministres de l'Education nationale qui se sont succédé depuis 1947 jusqu'à 1958.

Dès les premières années d'après-guerre, la statistique des naissances indiquait quelle vague démographique toucherait bientôt l'école; le programme du Conseil national de la résistance était là, le projet Langevin-Wallon était là, avec leurs perspectives de démocratisation et d'expansion de l'enseignement. Or, rien n'a été fait, rien n'a été préparé pour l'avenir ni par les ministres socialistes de l'Education nationale ni par ceux d'autres partis.

Les communistes sonnaient l'alarme. Quand M. Robert Debré, dans l'article déjà cité, écrit que les élèves *« sont à l'étroit par la faute de chacun de nous »*, il nous est impossible d'accepter ce point de vue. Nous ne sommes pour rien dans le désastre. Il y a quinze ans que nous insistons pour que l'enseignement soit mis à la hauteur des besoins.

Après 1947, on punit les communistes de leur clairvoyance en retirant, par un touchant accord entre S.F.I.O. et M.R.P., le poste de président de la Commission de l'Education nationale du Palais-Bourbon à Roger Garaudy et le poste de rapporteur du budget de l'Education nationale à celui qui vous parle. Les projets successifs de réforme de l'enseignement déposés par les députés communistes ne furent même pas discutés en Commission.

La politique du Pacte atlantique, politique fondée sur la course aux armements et la préparation de l'agression contre le camp socialiste pour la défense du privilège capitaliste, était dans son essence une politique antidémocratique et anticulturelle. C'était une politique qui exigeait l'union de toutes les forces réactionnaires, — et on eut la loi Barangé rendue inévitable par les apparentements de 1951, — et une politique qui sacrifiait les écoles aux casernes, — et on eut les budgets scolaires de misère, contre lesquels, au Parlement, les communistes, chaque année, étaient seuls à voter.

Les guerres coloniales engloutissaient d'autre part chaque année

des centaines de milliards dérobés aux œuvres de vie. La France a le triste privilège d'être en guerre sans interruption depuis vingt-deux ans. A la guerre mondiale a fait suite la guerre d'Indochine, et celle-ci n'a cessé que pour faire place à la guerre d'Algérie. Dans ces conditions, tout progrès scolaire était impossible, ne fût-ce que par défaut de ressources.

La vieille inégalité de classe devant l'école se maintenait, entrant de plus en plus en contradiction avec les aspirations du peuple à la culture, à l'enseignement prolongé. Les lycées et collèges continuèrent à recevoir 20 % des enfants d'ouvriers, mais en revanche 80 % des enfants d'industriels et de commerçants.

Tandis que les enfants du peuple constituaient, dans le meilleur des cas, la clientèle de l'enseignement court avec pour terme normal le B.E.P.C. ou le C.A.P., les enfants de la bourgeoisie accédaient pratiquement tous à l'enseignement long ouvrant par le baccalauréat la porte de l'enseignement supérieur. Et ainsi, parce que l'instruction secondaire était pour l'essentiel un privilège des classes aisées, l'instruction supérieure restait leur quasi-monopole. Les statistiques officielles de 1958 reconnurent qu'il n'y avait que 6 fils d'ouvriers et de paysans sur 100 étudiants de faculté et 3 fils d'ouvriers et de paysans sur 100 élèves des grandes écoles d'ingénieurs, alors que les ouvriers et les paysans travailleurs pris ensemble forment 56 % de la population.

Seul un paysan sur 100 possède un diplôme supérieur au certificat d'études et 68 % de la population rurale n'ont aucun diplôme, pas même ce modeste certificat d'études. 33.000 enfants d'agriculteurs sont entrés cette année dans le cycle d'observation sur un total de 186.000 ayant l'âge requis.

A conditions de travail et d'existence analogues, les enfants du peuple sont pourtant aussi intelligents que ceux des classes dirigeantes, mais tout l'art de la politique scolaire bourgeoise consiste précisément à perpétuer dans et par le système éducatif les inégalités fondamentales qui existent dans la société.

Les classes laborieuses paient la plus grand part des impôts, mais l'Etat bourgeois a toujours eu pour règle de consacrer proportionnellement beaucoup plus d'argent à l'éducation des enfants des capitalistes et de leurs serviteurs les plus haut placés qu'à l'éducation des enfants du commun. Derrière un libre choix théorique a toujours joué la sélection par l'argent, qui prédestine socialement les enfants du peuple soit à entrer dans la production à quatorze ans, soit à fréquenter alors des écoles traitées sur un pied d'infériorité.

Quand on descend des lycées d'Etat aux collèges d'enseignement général, il y a de moins en moins de crédits d'équipement, de moins en moins de laboratoires, de moins en moins de personnel spécialement préparé, de moins en moins d'années d'études, de moins en moins de dépenses à la charge de l'Etat, celles des collectivités locales augmentant en proportion. Pour l'Etat, le prix de revient

par élève est bien plus faible dans les C.E.G. que dans les lycées. L'Etat bourgeois considère qu'il y a des établissements à part entière et des établissements au rabais.

Or ce n'est pas le hasard qui recrute, d'une part, les élèves du lycée et, d'autre part, ceux du C.E.G. La répartition n'est pas non plus déterminée par une orientation selon les capacités. C'est le niveau de vie des parents qui décide. Tout concourt à pousser les enfants du peuple vers les C.E.G. : moindres frais de scolarité, les fournitures étant prises en charge par la commune et la cantine coûtant moitié moins chère ; études plus courtes débouchant plus vite sur un gagne-pain ; proximité plus grande de l'établissement par rapport au domicile, les lycées n'étant pas implantés en général dans les villes et les agglomérations ouvrières. Ce qui confirme le caractère délibéré de cette ségrégation scolaire, ce sont toutes les difficultés opposées à l'élève sortant d'un C.E.G. qui veut passer au lycée.

Telles sont les discriminations de classe que le pouvoir gaulliste a héritées du régime précédent.

VII. L'ATTITUDE DU POUVOIR GAULLISTE

CE pouvoir prétendait régler les problèmes et les difficultés. Dans l'enseignement comme ailleurs, il n'a rien réglé, *il a tout aggravé.*

D'abord, il a accentué la politique de militarisation, de préparation de l'agression contre le camp socialiste, et il n'a pas fait non plus en Algérie la paix qu'il s'était engagé en 1958 à rétablir dans les trois mois. Et cette politique a de lourdes conséquences pour l'école. Le coût actuel d'une seule journée de la guerre d'Algérie permettrait d'assurer pendant un an l'entretien intégral de 26.000 lycéens ou de 23.000 élèves de l'enseignement technique, ou encore de construire trois grands lycées. Avec les centaines de milliards que doit engloutir en cinq ans le programme d'armement atomique, on pourrait résoudre complètement la crise scolaire.

Le pouvoir gaulliste est l'expression concentrée de la domination des monopoles. Il n'est pas étonnant qu'il leur verse des centaines de milliards sous forme de subventions économiques, de privilèges fiscaux, etc.

Dans ces conditions, le pouvoir gaulliste a encore moins d'argent que ses prédécesseurs pour l'école publique. Au lieu de développer harmonieusement l'enseignement, il accroît, par lésine, les disparités héritées du passé. Il favorise l'enseignement bon marché des C.E.G. par rapport à celui, plus coûteux pour l'Etat, des lycées. Comme la revue l'*Education Nationale* l'avouait le 21 septembre, « *le C.E.G. tend à occuper une place prépondérante* ». Des 300.000 élèves admis cette année en sixième, 50,8 % sont entrés dans les C.E.G. au lieu de 48,6 % l'an dernier. Au contraire, les lycées clas-

siques et modernes sont tombés de 46,2 % à 43,5 % et les lycées techniques de 2,3 % à 2 %. L'enseignement court prend le pas sur l'enseignement long.

Tous les bavardages sur le cycle d'observation et l'orientation n'y changeront rien. Comme le dit le maître de la pédagogie française Henri Wallon, tant qu'on n'aura pas relevé résolument le niveau de vie et la situation sociale des travailleurs, l'orientation se bornera à constater ce que la société aura préparé. Réduits à des conditions économiques et culturelles inférieures, dépourvus d'aide sociale, les enfants d'ouvriers seront à 11 ou 13 ans trouvés en majorité moins avancés et jugés en majorité indignes des formes développées d'enseignement. La démocratisation de l'enseignement suppose une certaine démocratisation de la société. Si vous voulez qu'un enfant à onze ou à treize ans donne des preuves de développement intellectuel, il faut commencer par lui épargner le taudis, par lui donner un coin de travail à lui dans sa maison, un lit pour lui seul dans une chambre où ne vivront pas cinq ou six personnes ou davantage. Il faut commencer par lui donner des parents chez qui la fatigue du travail et de la vie n'étouffe pas les possibilités de commerce intellectuel, par lui donner des livres, des disques, des vacances au sein de la nature, bref le minimum requis pour une vie normale et cultivée. Sinon, l'orientation n'est qu'une farce sinistre. Avant de comparer les réactions des enfants, il faut leur assurer dans le milieu familial et social des stimulations comparables. L'« orientation » actuelle, qui néglige ces nécessités, ne saurait racheter les péchés scolaires du gaullisme.

Le développement de l'école laïque est aujourd'hui sacrifié à une poiltique de guerre et à une politique de classe dans l'ordre économique, financier et social. Mais cette observation n'épuise pas la question. *L'école laïque est en outre sabotée par une politique culturelle réactionnaire,* qui voudrait arracher l'éducation de la jeunesse à un corps enseignant démocratique et la faire passer sous la coupe de l'Eglise, du grand patronat et de l'armée. La politique gaulliste n'est pas seulement néfaste à l'école laïque par les conséquences indirectes de ses options financières, elle lui est directement hostile. La crise de l'école n'est pas seulement le sous-produit de la détresse générale des budgets civils, elle est expressément voulue et organisée.

Voulus et organisés : la liquidation progressive des écoles maternelles, la pénurie des maîtres à tous les degrés, l'étranglement pur et simple de l'enseignement technique, l'engorgement tragique des lycées et des facultés, l'abaissement systématique de la qualification des maîtres. Il faut discréditer l'école publique dans l'opinion. Comme le disait Michel Debré dans la bible des conjurés du 13 mai, « *Ces princes qui nous gouvernent* », il faut traiter sans ménagements une école publique qui est une « *organisation amorale et apatride d'enseignement* », — *amorale* sans doute parce qu'elle croit

à la liberté, *apatride* parce qu'elle croit à la paix. Le Premier ministre évoque une solution : « *Il suffit... d'oser favoriser certains enseignements, c'est-à-dire certains enseignants, aux dépens de quelques autres, sans s'arrêter aux protestations éphémères de ceux qui ne veulent jamais de réformes.* » Tel est le programme de l'homme qui, aujourd'hui, fait et défait les ministres de l'Education nationale en leur dictant leur politique.

Nous avons déjà indiqué comment cette politique tend en particulier à *remettre l'enseignement technique, la formation professionnelle directement aux monopoles.*

Il y a toujours eu, depuis sa création en 1919, deux conceptions de l'enseignement technique. Celle du grand patronat, qui entend le limiter à un dressage pratique strictement adapté dans chaque cas aux besoins d'une entreprise déterminée, et celle de l'opinion ouvrière et démocratique, qui veut associer à un enseignement technique donnant des aptitudes professionnelles larges une culture générale authentique. L'offensive se développe aujourd'hui pour assurer le triomphe de la conception étroite, utilitaire et asservissante qui est celle des monopoles.

On démantèle systématiquement l'enseignement technique public, nous l'avons démontré tout à l'heure, chiffres à l'appui. Et c'est ainsi qu'on arrive, soi-disant par nécessité, à remettre officiellement le soin de le dispenser aux entreprises elles-mêmes.

Ces entreprises, d'autre part, interviennent de plus en plus dans le fonctionnement même de l'enseignement professionnel à l'école publique ; il suffit d'évoquer ces classes de fin d'études orientées des écoles primaires de Paris qui adaptent leur programme et tout leur travail aux intérêts d'une firme déterminée fournissant le matériel technique avec les directives : dans telle de ces classes, les jeunes filles sont condamnées pour toute leur vie et quels que soient leurs goûts à faire des soutiens-gorge et des corsets parce que c'est une maison de corsets qui donne le ton à l'enseignement, qui en trace le cadre et qui recueille les élèves. On voit revivre dans les écoles de l'Etat les méthodes d'exploitation qui étaient traditionnellement celles des écoles et des ouvroirs des bonnes sœurs. L'enseignement public n'est plus que le valet des intérêts privés.

Dans l'enseignement supérieur aussi, le passage aux ordres du grand patronat s'opère à bonne allure. La carence voulue de l'Etat profite aux trusts qui subventionnent à sa place les laboratoires, notamment en leur fournissant un équipement de recherche. En échange, professeurs et étudiants sont astreints à travailler sur les sujets intéressant l'industrie privée, qui n'y perd pas. Les exemples se présentent en grand nombre dans les Facultés des sciences.

L'ancien délégué général à la Recherche scientifique et technique, M. Piganiol, écrit dans sa circulaire d'adieu : « *Grâce au mécénat généreux d'une grande firme française, j'ai conservé un contact direct avec la recherche physico-chimique par l'intermédiaire d'un*

laboratoire où j'ai pu, à mes trop rares heures de liberté, animer quelques chercheurs. » L'exemple, on le voit, est donné par les plus responsables.

La notion d'un enseignement public échappant à la dépendance directe des intérêts privés, notion traditionnelle de la démocratie française, s'efface progressivement. Les méthodes américaines l'emportent à l'ombre du pouvoir gaulliste. L'université devient ouvertement une dépendance du grand capital qui, en matière de culture, connaît le prix de tout, mais ne sait la valeur de rien.

Le gouvernement gaulliste n'est pas seulement le fondé de pouvoirs des monopoles, il est aussi le représentant de la haute bureaucratie militaire. Quand le général de Gaulle écrivait en 1932 : « *L'épée est l'axe du monde* », il évoquait implicitement des destinées bien sombres pour l'enseignement.

Certes, dans ce domaine, les choses ont mal commencé pour le pouvoir. Le mouvement armée-jeunesse a échoué, grâce à la promptitude de la riposte opposée par les forces démocratiques et les organisations de jeunesse, et grâce à leur unité dans l'action.

Mais le pouvoir n'a pas renoncé. Il multiplie les efforts pour réaliser la pénétration de l'idéologie militariste et des militaires eux-mêmes dans l'enseignement public : conférences faites à l'intérieur des locaux scolaires par des officiers pour vanter aux élèves les carrières de l'armée, propagande pour le style de vie du parachutiste, choix orienté des sujets d'épreuves dans les examens et concours, par exemple pour les écoles de la marine marchande, et ainsi de suite. Quiconque connaît les pratiques de l'Allemagne occidentale à cet égard et notamment le rôle des « Jugendoffiziere » (*officiers de jeunesse*) ne peut qu'être frappé des efforts du pouvoir gaulliste pour introduire en France des procédés empruntés aux militaristes de Bonn.

En même temps, la Commission Rueff-Armand recommande l'incorporation des recrues de dix-huit ans et le gouvernement la prépare. Le but évident est de mieux plier les adolescents à l'action psychologique, que des esprits plus mûrs jugent et repoussent, comme le comportement des soldats du contingent l'a montré en Algérie.

Le militarisme est à l'affût de la jeunesse. Chaque éducateur doit en être conscient, combattre et déjouer partout les tentatives auxquelles il se livre.

VIII. LA LAICITE

J'EN arrive au péril majeur : celui du cléricalisme. *Avec la loi du 31 décembre 1959, la France est entrée dans une nouvelle phase de son histoire scolaire.* Au moment précis où l'enseignement public manque du strict nécessaire, la politique pétainiste de subventions aux écoles confessionnelles a été reprise et démesurément étendue.

La laïcité, composante traditionnelle de la démocratie en France, gage de paix scolaire et de liberté de conscience, a été détruite par le régime actuel comme elle l'avait été par les hommes de Vichy.

L'Etat a pris ou va prendre en charge par la voie du contrat 12.000 établissements scolaires de l'Eglise, plus de 57.000 maîtres, pour lesquels il déboursera en 1962, d'après les prévisions budgétaires officielles, 50 milliards, contre 20 en 1961. Ce chiffre sera certainement dépassé en cours d'exercice. Pour un seul département, la Loire, on calcule aisément que la dépense atteindra le milliard. Ne raisonnons pourtant que sur les 50 milliards officiellement prévus. Il faut ajouter les subventions qui seront prélevées sur le budget des collectivités locales. On aboutit ainsi à un total de 60 milliards au bas mot. Je laisse de côté les allocations Barangé. Je laisse également de côté ce qui sera dépensé à la suite de la sentence toute récente du Conseil d'Etat annulant, sur recours de l'Union nationale des A.P.E.L., les circulaires de l'E.N. en date des 21 mars et 5 avril 1957 et autorisant ainsi les conseils municipaux à subventionner les familles pour le transport des élèves fréquentant en dehors de la commune des écoles privées.

Devant une telle situation, nous appelons tous les démocrates à s'en tenir plus que jamais aux vieux principes qui ont fait traditionnellement la base de la politique scolaire républicaine Les chrétiens d'opinion démocratique condamnent eux-mêmes une loi simoniaque qui fait de la foi l'objet d'un marché politique. Nous répétons : *Aux écoles publiques, les fonds publics ! Aux écoles privées, les fonds privés !*

Et puisque les écoles privées veulent aujourd'hui émarger au budget de l'Etat, eh bien ! on tirera demain, — dans une France où la démocratie sera restaurée et rénovée, — la conclusion logique de cette situation. *Le statut administratif des écoles suivra leur statut financier.* On mettra fin à cet abus indéfendable que constituent des écoles payées par la nation, par l'argent de tous, alors qu'elles gardent intégralement ce que la loi appelle leur « caractère propre » et n'acceptent d'aucune façon les règles de l'enseignement public. Elles seront nationalisées, incorporées à une grande université respectueuse de toutes les opinions et accueillante à tous, gérée démocratiquement, avec le triple concours du personnel enseignant, des parents d'élèves et des représentants de l'Etat.

Après avoir mis au compte du budget l'enseignement confessionnel, la hiérarchie entend bien mettre l'enseignement public sous la coupe de l'Eglise. Le ministre gaulliste de l'Education nationale l'y aide de toutes ses forces. Il ne se contente pas d'inscrire Saint-Augustin sur la liste des auteurs de la classe de philosophie. Il ne se contente pas de déférer à une vieille revendication de tous les ennemis de l'école laïque en faisant préparer un projet scélérat qui découronne et dégrade les écoles normales primaires en les réduisant à une scolarité d'un an, à un rôle étroit de pur dressage tech-

nique des futurs enseignants, en dehors de toute formation culturelle et sociale, de toute préparation humaine à leur grande et noble mission.

Il fait plus. Il vient de lancer une circulaire extrêmement grave sur la création des aumôneries dans l'enseignement public du niveau du deuxième degré. Les chefs d'établissement sont traités en suspects, parce que sensibles à l'opinion du corps enseignant et des parents d'élèves en grande majorité hostiles à l'aumônerie, et dessaisis du droit d'appréciation. Seule, la haute administration décidera. Et le ministre précise d'ores et déjà que la règle générale doit être d'accorder la création de l'aumônerie, même quand les familles demanderesses ne représentent qu'un faible pourcentage. La démocratie est méconnue ici comme ailleurs : c'est la minorité réactionnaire qui commande.

Le mal s'aggrave du fait qu'aucune disposition réglementaire n'a été prise pour éviter que l'enseignement des aumôniers ne déborde le cadre de l'instruction religieuse. De fait, en beaucoup d'endroits, ils donnent un véritable contre-enseignement d'histoire, de sociologie, etc. Ils prennent à partie le mouvement ouvrier et la démocratie.

A l'Ecole nationale professionnelle de Metz, l'aumônier s'inquiétait auprès des élèves des opinions politiques des maîtres et des parents. Il avait diffusé un questionnaire portant sur ce thème, ainsi que sur le fonctionnement intérieur des classes et sur d'autres sujets tout aussi catéchistiques. Le personnel enseignant éleva une protestation énergique et après de longues tergiversations de l'administration, le recteur destitua l'aumônier. Savez-vous ce qu'il est devenu ? Il a été nommé par l'évêché à des responsabilités dans les organisations de jeunesse qui lui permettent de rester en contact avec les élèves de l'établissement dont il a été écarté. Le camouflet est violent : mais pourquoi la hiérarchie de l'Eglise se gênerait-elle avec l'administration gaulliste ?

Dans les résumés de cours dactylographiés que distribuait cet aumônier et que j'ai la bonne fortune de détenir, je lis à propos de la trahison de Darnand qu'il eut « *la faiblesse de collaborer avec l'ennemi* ». Je lis aussi, dans un texte intitulé « *Aspirations de l'homme et lueurs d'espérance* », cette maxime : « *Il nous faudrait un chef pour soulever toutes les bonnes volontés, pour entraîner le plus grand nombre, rétablir l'ordre et relever les opprimés.* » Dans le même document qui exalte l'idée du chef, figure un autre passage bien curieux amalgamant les « *savants qui nous promettent à force de découvertes et de progrès le paradis sur la terre* », les « *sectes qui promettent le bonheur en ce monde* » et enfin les « *fakirs, diseurs d'horoscopes qui prétendent par leurs pratiques nous donner le bonheur* ». Ainsi, les savants attachés au progrès sont des fakirs et la « secte » communiste qui veut le bonheur des hommes ne vaut pas mieux que la tourbe des diseurs d'horoscopes.

Je pourrais multiplier ces citations. Elles prouvent surabondamment que les aumôniers s'occupent de tout autre chose que d'instruction religieuse. Raison de plus pour estimer que leur enseignement n'a pas sa place dans les écoles laïques, mais uniquement dans les édifices du culte. Nous rappelons que la journée sans classes du jeudi a été spécialement instituée pour que cet enseignement se donne en toute liberté. Et, pour que règne la paix scolaire, pour que règne la paix religieuse, nous répétons la vieille maxime de nos pères : *L'instituteur à l'école et le curé dans son église !*

La laïcité est tellement sabotée que le Conseil municipal de Paris a osé, le 10 octobre, inaugurer sans aucune participation des écoles et des organisations sociales, et pour ainsi dire à la sauvette, la nouvelle stèle élevée devant la mairie du XIXe arrondissement à la mémoire de Jean Macé, en remplacement du monument détruit par l'envahisseur allemand. Quelle différence avec la manifestation mémorable du 17 avril 1946 où, à cette même place, des milliers de personnes acclamaient l'hommage rendu par Maurice Thorez à Jean Macé !

On voit combien était inexacte l'allégation de ceux qui prétendaient ces derniers temps qu'une pause était intervenue dans l'application de la loi du 31 *décembre* 1959, dans la cléricalisation de l'enseignement. « *Au bout de longs mois, rien n'est encore exécuté* », écrivait le bulletin du Cercle parisien de la Ligue de l'enseignement en juin dernier. Et pendant toute cette période, les dirigeants nationaux du mouvement laïque sont restés inactifs, dans une attitude d'expectative et de quiétude. On a même vu les dirigeants départementaux du S.N.I. dans la Seine sanctionner par des exclusions les initiatives des maîtres qui organisaient la lutte laïque de masse. Toute cette ligne de temporisation, ou même de freinage de l'action a connu l'échec complet : la loi s'applique désormais à plein.

Notre Parti, qui soutient et soutiendra sans réserves l'action laïque, a adressé à la direction du Comité national d'action laïque propositions sur propositions pour ranimer et intensifier le mouvement. Le 22 juin, il demandait au C.N.A.L. une entrevue, qui ne fut accordée que trois mois plus tard, le 19 septembre. C'était vraiment bien tard pour organiser en commun l'action nécessaire en vue de lutter contre tous les maux de la rentrée scolaire, exiger les ouvertures de classes indispensables, appeler les familles à l'action !

Le 3 octobre, *l'Humanité* a publié la lettre adressée par notre Parti au C.N.A.L. à la suite de l'entrevue du 19 septembre. Nous y proposons les mesures propres à mettre en mouvement la masse profonde des laïques, à déclencher une grande campagne sur les mots d'ordre d'abrogation des lois antilaïques, de défense de l'université. Quant à nous, nous ne voulons pas voir se répéter la situation de l'année écoulée, au cours de laquelle tout n'a pas été mis

en œuvre pour répondre à l'attente des 11 millions de signataires de la pétition nationale.

Nous pensons qu'une collaboration amicale et permanente, une collaboration organique devrait s'instituer entre le C.N.A.L. et les groupements philosophiques, syndicaux, politiques qui défendent la laïcité. Les exclusives n'ont qu'un résultat : empêcher le développement maximum de l'action. On dit qu'il est possible d'aller au même but en ordre dispersé, mais on y va beaucoup plus vite et beaucoup plus sûrement toutes forces unies.

Le C.N.A.L. reconnaît d'ailleurs lui-même qu'il serait souhaitable que la coopération plus étroite préconisée par nous pût se réaliser un jour. Nous lui demandons en conséquence d'encourager, et non d'entraver, les initiatives locales qui vont dans ce sens.

La mise en œuvre extensive de la loi antilaïque appelle une riposte de masse : il importe que partout, les laïques se préoccupent de convoquer des assises locales, pour soutenir les municipalités républicaines qui refusent les subventions aux écoles confessionnelles et pour surveiller le comportement des autres municipalités, pour dresser le bilan des besoins de l'école et pour engager l'action en vue de leur satisfaction. Ces assises locales ne sauraient se borner à un travail d'enquête et de statistique, elles doivent partir de la constatation des besoins pour agir. Elles ne sauraient davantage se limiter dans le temps à la période de la rentrée : elles se tiendront utilement pendant tout le premier trimestre de l'année scolaire.

A leur tour, des assises départementales seront organisées pour influer sur l'attitude des conseillers généraux en ce qui concerne les subventions, défendre efficacement les écoles normales menacées, établir le plan départemental de sauvegarde et d'expansion de l'école et impulser l'action nécessaire à cette sauvegarde et cette expansion. A l'échelle nationale, les républicains pensent à la convocation d'Etats généraux de la France laïque, conçus comme une manifestation et une action solennelles de toutes les couches laïques de la population, de toutes les organisations démocratiques, unies pour la lutte.

Telles sont les vues de notre Parti. Tel est l'esprit dans lequel il a confirmé au C.N.A.L. son accord avec les actions entreprises pour la défense de l'école laïque, sa participation pleine et entière à ces actions.

IX. UNION ET ACTION !

AU terme de toutes les luttes populaires d'aujourd'hui, la démocratie sera dans notre pays restaurée et rénovée.

Bien des illusions de 1958 se sont envolées, un grand nombre de ceux qui avaient voté *oui* se rendent compte qu'ils furent victimes d'une immense escroquerie. La direction du Parti socialiste

condamne aujourd'hui la dictature personnelle de fait et le recul continu de la démocratie que les communistes étaient les seuls, ou presque, à annoncer et à dénoncer en 1958. Le pouvoir personnel qui devait préserver le pays de la guerre civile l'engendre tous les jours en nourrissant le fascisme. Le chef de l'Etat, loin de tenir compte des inquiétudes du pays, s'emporte contre tous ceux qui traduisent son mécontentement. « *Rien n'est plus irritable,* disait le vieux poète Juvénal, *que l'oreille d'un tyran.* »

Déjà des éditeurs préparent des livres qui s'intitulent « *Si de Gaulle disparaissait...* » Le Parti communiste propose à tous les démocrates un programme de rénovation des institutions politiques et de la vie nationale, dont il offre, pour aujourd'hui, la discussion en commun et, pour demain, l'application en commun. Ce programme comporte non pas le retour aux errements du passé, à la politique de gouvernements qui étaient impuissants parce qu'ils se privaient de l'appui populaire, mais une république rajeunie, aux solutions audacieuses, une véritable démocratie politique, de profondes réformes économiques avec des nationalisations étendues et une gestion démocratique des industries nationalisées, des progrès sociaux résolus.

Il comporte aussi *une réforme démocratique de l'enseignement.*

La réforme s'inspirera du plan établi en 1947 par la Commission ministérielle successivement présidée par deux grands pédagogues qui sont l'honneur de notre Parti, les professeurs Paul Langevin et Henri Wallon.

La France de demain ne proclamera pas seulement l'enseignement du deuxième degré, sous ses formes diverses, obligatoire pour tous en en faisant le prolongement naturel et organique de l'enseignement du premier degré, mais elle le rendra réellement accessible à tous dans ses différentes branches grâce à des bourses suffisantes et à un pré-salaire pour tous ceux qui en auront besoin. La France de demain mettra à la disposition des jeunes tous les maîtres qualifiés qu'il faudra et de belles écoles en nombre suffisant où les classes n'auront pas plus de vingt-cinq élèves.

Les divers échelons d'enseignement correspondront moins à des catégories sociales et davantage à des niveaux de développement et à des spécialisations d'aptitudes. L'orientation de l'enseignement se fera dans le sens de l'esprit de paix, du rationalisme scientifique, des valeurs humanistes modernes.

L'école cessera de méconnaître les exigences scientifiques de notre temps. Elle donnera toute leur importance à l'histoire des sciences et de la pensée rationnelle, à l'explication objective des faits économiques et sociaux, à la culture méthodique du sens critique et de l'esprit de libre examen, à l'apprentissage actif de l'énergie créatrice, de la liberté, de la responsabilité. La routine et l'ennui en disparaîtront. Dans l'enseignement technique, la formation du travailleur ne nuira en aucun cas à la formation de l'homme.

L'école se détournera d'un cosmopolitisme sans âme. Elle reprendra le droit fil des meilleures traditions nationales, celles de Rabelais, celles de la philosophie des Lumières, celles de l'humanisme démocratique du XIXe siècle. Elle se proposera une quadruple mission :

— l'éducation de l'esprit scientifique ;
— la réalisation d'un idéal démocratique ;
— la formation d'une conscience nationale ;
— la compréhension et l'amitié internationales.

Si les ministres gaullistes, — voir la circulaire du 19 octobre 1960, — veulent ramener l'enseignement primaire au simple « *lire, écrire, compter* », la France rénovée lui assignera une haute mission de lumière et de démocratie.

Ce ne sera pas encore, nous l'avons souvent dit, une école socialiste. Elle ne reposera pas sur les principes « polytechniques » de l'école socialiste (union intime du travail intellectuel et physique), ni sur ceux de l'éducation socialiste dans le domaine idéologique et moral. Mais ce sera l'école d'une démocratie authentique.

On veillera à préserver la dignité des maîtres, à assurer leur juste prestige social, à favoriser leur perfectionnement professionnel, à leur donner une situation matérielle en rapport avec l'importance de leur rôle national.

Dans le monde sans armes et sans guerre pour lequel nous luttons, dans une France débarrassée du poids écrasant des dépenses militaires, l'enseignement, la culture physique et la science pourront recevoir un quart au moins du budget.

Le ministère de l'Education nationale recouvrera toutes ses fonctions naturelles et toute sa dignité. On ne verra pas, comme aujourd'hui, l'enseignement agricole détaché de l'Education nationale pour être confié, sous le couvert du ministère de l'Agriculture, à la tutelle des gros agrariens des Chambres d'agriculture.

La France démocratique de demain donnera effectivement à chaque jeune homme, à chaque jeune fille le droit à l'enseignement, le droit au métier, le droit aux loisirs et à la culture.

En s'engageant sur la voie de cette politique scolaire hardie et constructive, le mouvement ouvrier a la certitude de bien travailler pour l'avenir et pour la nouvelle génération, de bien travailler pour la grandeur du pays, qui retrouvera et dépassera, grâce à une démocratie rajeunie, son rayonnement d'autrefois dans l'ordre des sciences et de la culture.

Dans l'immédiat, ce qui s'impose, c'est la lutte acharnée contre le démantèlement de l'école publique et de l'université, pour la satisfaction de leurs besoins urgents. Le développement de cette bataille préservera l'école des coups plus durs encore que le pouvoir gaulliste machine contre elle et d'autre part il mobilisera et regroupera les énergies populaires, dont la convergence peut seule préparer les voies à la restauration de la démocratie et à la réforme de l'en-

seignement. Il faut lutter d'arrache-pied pour les constructions scolaires, dénoncer à la population tous les sabotages et tous les retards d'un gouvernement de classe qui se dit que, en particulier au niveau du secondaire, tous les enfants de la bourgeoisie sont aujourd'hui dans l'enseignement et que tout ce qu'on fera de neuf profitera au peuple et n'est donc pas nécessaire.

Organisons partout l'action comme on l'a fait à Champigny, d'où les parents d'élèves sont allés manifester en nombre le 4 octobre au ministre de l'Education nationale ; comme à Montpellier, où 3.000 manifestants ont fait échouer le projet de suppression des fournitures scolaires gratuites préparé par le conseil municipal réactionnaire; comme à Tarbes, où le 19 septembre, parents d'élèves et instituteurs ont agi contre la décision d'aide municipale à l'enseignement confessionnel; comme dans la Vienne, la Seine-Maritime et dans la Drôme, où des actions ont eu lieu contre les occupations de cantines laïques par des élèves de l'école confessionnelle ou contre les mauvaises conditions de la rentrée scolaire. Généralisons ces actions encore isolées. L'exemple des municipalités communistes montre qu'on peut réaliser dans le domaine scolaire malgré le pouvoir gaulliste, faire beaucoup avec l'appui de la population.

A la ville, pas de nouveau bloc d'habitations sans son groupe scolaire ! A la campagne, pas de hameau sans la petite lumière de son école ! Partout, réduction des classes à vingt-cinq élèves, au lieu d'accepter la norme administrative de trente-cinq ou même quarante, sous le prétexte que dans quelques années on aurait trop de remplaçants, prétexte insoutenable dans la perspective de prolongation de la scolarité !

Pas de canton sans son établissement du deuxième degré ! Un lycée pour 30.000 habitants dans les villes et un pour 40.000 dans les régions rurales ! Des traitements décents pour les maîtres, des bourses au-dessus du taux grotesque de 23.000 francs par an et en nombre moins dérisoire !

La clé du succès, c'est l'action unie des masses. Que partout, sur la base de revendications locales précises, se multiplient les réunions publiques, les pétitions et les délégations. Que partout se créent les comités de parents d'élèves, les comités d'amis de l'école laïque, qui mèneront la lutte en liaison avec les syndicats d'enseignants, les syndicats ouvriers, les organisations des femmes et de la jeunesse, les partis démocratiques.

Notre Comité central réuni ces jours derniers a lancé un appel pressant aux camarades socialistes et à tous les républicains. Il leur a dit : Unissons-nous avant qu'il ne soit trop tard ! Avant qu'il ne soit trop tard pour le maintien des libertés qui restent et qui sont menacées par le fascisme déclaré. Mais aussi, avant qu'il ne soit trop tard pour la résistance à l'offensive contre l'école, à l'offensive obscurantiste.

Camarades socialistes, c'est ensemble qu'en 1936, appliquant le

programme du Front populaire, nous avons réalisé la prolongation d'un an de la scolarité obligatoire, qui était le plus grand progrès de l'enseignement depuis cinquante ans, et créé l'organisation et les structures de la Recherche scientifique. Cet ensemble qu'en plein combat de la Libération, le 28 mars 1945, nous avons fait voter par l'Assemblée consultative la suppression des subventions de Pétain aux écoles confessionnelles. Eh bien ! c'est encore ensemble que nous devons combattre aujourd'hui pour rétablir et rénover la démocratie, préparer les voies à la réforme démocratique de l'enseignement, liquider l'attaque cléricale et réactionnaire sur l'école. C'est ensemble que nous adresserons avec le plus d'autorité à la nation l'appel pathétique de Jaurès : « *O France aimée, échappe à ces hommes et relève-toi !* »

FORMER SYSTÉMATIQUEMENT DES ÉDUCATEURS POUR LES ÉCOLES ÉLÉMENTAIRES

par Jacques LE DAUPHIN.

LORS des journées d'études sur le travail d'éducation qui se sont déroulées en octobre 1960 à Choisy-le-Roi, Maurice Thorez a souligné la nécessité de déployer des efforts accrus pour améliorer toujours plus la qualité de notre enseignement et porter le travail d'éducation à la hauteur des tâches du Parti.

Les derniers congrès du Parti ont mis au premier plan l'importance pour les communistes de placer au centre de leurs préoccupations l'effort permanent, en vue de réaliser le Front unique et l'union des forces démocratiques pour la paix et le progrès social, pour éliminer le pouvoir personnel, pour restaurer et rénover la démocratie. Face aux arguments mis en avant par les hommes du grand capital au pouvoir et leurs agents dans le dessein de tromper les masses populaires et de les diviser, les organisations du Parti ont à mener une grande bataille idéologique et politique dans les diverses couches de la population. Cette bataille exige un renforcement idéologique du Parti pour lui permettre de jouer efficacement son rôle. Car dans la réalisation des objectifs du XVIe Congrès, beaucoup dépend de la capacité du Parti à orienter et à impulser la lutte des masses ainsi qu'à concrétiser sa propre influence et la confiance croissante qu'il inspire. Aussi le travail d'éducation prend-il une place toujours plus importante dans l'activité des communistes. L'élévation de la formation idéologique des communistes, et en particulier celui des camarades au niveau des cellules et des sections sur lesquelles repose pratiquement le fonctionnement de l'organisation de base du Parti doit être une préoccupation essentielle de tous.

La multiplication des écoles élémentaires, destinées à ces militants, qui constituent la base de notre travail d'éducation doit retenir toujours plus l'attention des directions du Parti.

L'EXPERIENCE montre que *l'extension du nombre* des éducateurs est une des conditions importantes pour la multiplication des écoles de ce type. De plus, la *qualification* des éducateurs est une condition essentielle pour la bonne tenue des écoles.

Cette qualification est nécessaire sous un double aspect idéologique et méthodique.

L'importance de la qualification théorique des éducateurs a depuis longtemps déjà été soulignée par Lénine : « *Dans chaque école*, écrit-il, *la direction idéologique des cours est la tâche principale. Par quoi est définie cette direction ? Par la qualification des professeurs.* »

Examinons succinctement les raisons qui expliquent cette importance. Maurice Thorez, aux journées d'études de Choisy-le-Roi, a souligné les tâches qui incombent à nos éducateurs :

« *Nos éducateurs ont pour tâche d'aider à la formation de militants communistes pénétrés des idées du marxisme-léninisme sur le travail de masse capable de toucher le cœur et la raison de chaque travailleur, sachant éveiller toutes les énergies ouvrières et démocratiques, les rassembler fraternellement, leur donner une force irrésistible dans la bataille contre la réaction.*

« *Nos éducateurs ont pour tâche de familiariser les militants communistes avec les principes du marxisme-léninisme, avec son contenu éternellement vivant, avec le matérialisme dialectique et historique. Ils doivent leur apprendre à mener avec intransigeance la lutte idéologique pour les principes sur les deux fronts contre le révisionnisme et contre le dogmatisme, le sectarisme, contre ces deux déviations qui aboutissent l'une et l'autre à la passivité.* »

Ces recommandations s'adressent aussi aux directeurs des écoles élémentaires. Sans doute il ne s'agit là que d'écoles « élémentaires » qui ont seulement pour objectif de donner les *premiers rudiments* de notre théorie, de développer le goût de l'étude et de préparer les camarades à une étude théorique et politique plus poussée.

Cependant, nous avons aussi pour ambition de donner dans ces écoles un enseignement d'un niveau théorique élevé. Un enseignement d'un niveau théorique élevé ne veut pas dire un enseignement abstrait ou un enseignement difficile, au-dessus du niveau des élèves. On entend par là, un enseignement conforme aux principes et en rapport avec les caractéristiques générales de la situation à notre époque, définies dans la résolution des 81 Partis communistes et ouvriers. Cela signifie un enseignement lié à la vie, c'est-à-dire lié étroitement aux tâches politiques posées présentement devant le Parti. Par exemple, un enseignement directement rattaché aux tâches primordiales du moment, à savoir notre lutte pour la paix et la solution pacifique du problème allemand, à notre action en faveur de la paix en Algérie, la satisfaction des revendications ouvrières, la défense des

libertés, la rénovation de la démocratie. Il est important que les élèves voient clairement la liaison entre ce qu'on leur enseigne à l'école et ce qu'ils doivent faire pour appliquer la politique du Parti. L'école a pour but de rendre les militants toujours plus aptes à assimiler et à populariser nos idées et nos solutions, expliquer nos mots d'ordre, rendre plus convaincants nos appels à l'union et à l'action.

Un enseignement orienté vers la pratique veut dire aussi un enseignement polémique qui soit le reflet véritable de la lutte idéologique. Ceci dans le but de rendre les élèves toujours plus capables de réfuter les thèses mensongères de la bourgeoisie et de la social-démocratie qui pénètrent l'esprit des travailleurs.

De surcroît, la théorie marxiste-léniniste se développe continuellement.

La déclaration des 81 Partis communistes et ouvriers de 1960, par exemple, constitue un enrichissement de notre doctrine. Elle tient compte de l'évolution des événements durant ces dernières années ; elle fournit une définition précise et détaillée des caractéristiques de l'époque actuelle ; elle souligne : « *que le système socialiste mondial devient le facteur décisif de l'évolution de la société humaine* ».

L'évolution des problèmes politiques et la nécessité de veiller plus que jamais à unir la théorie révolutionnaire à la pratique sociale, à la réalité, exigent de la part des éducateurs une mise à jour régulière de leurs connaissances s'ils ne veulent pas se trouver rapidement dépassés par la vie. Ces exigences imposent l'étude constante des documents du Parti, de ses congrès et comités centraux, des documents du mouvement communiste international notamment dans cette période, ceux de la conférence des 81 Partis communistes et ouvriers et du XXIIe Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique.

De plus, l'intensité de la bataille idéologique crée chez les élèves un grand désir d'apprendre. Ils posent de multiples questions souvent inattendues, partant parfois de conceptions erronées auxquelles le directeur doit être en mesure de répondre. D'où nécessité de la part du directeur d'une bonne préparation, de la réflexion, d'un sens du réel, d'une étude des documents toujours renouvelée.

Sans doute nos éducateurs participent à des écoles fédérales, perfectionnent leurs connaissances en se livrant à l'étude individuelle. Néanmoins, l'expérience montre que nos directeurs d'écoles, étant donné les multiples tâches posées par la vie militante, l'évolution rapide des événements, éprouvent des difficultés à se tenir systématiquement au courant par l'étude personnelle. Dans ces conditions, il est indispensable de les aider à perfectionner toujours davantage leur formation idéologique.

Outre la qualification idéologique, la méthode de direction

de l'école, la méthode de travail avec les élèves constitue un facteur important pour le succès des écoles élémentaires et leur bon déroulement. De la qualification du directeur dépend, dans une certaine mesure, l'assimilation par les élèves de la théorie et leur capacité à l'utiliser dans le combat quotidien. De la qualification du directeur dépend aussi l'intérêt suscité dans les cours et, partant, de l'assiduité des élèves à ceux-ci. Si le directeur sait passionner son auditoire, s'il travaille avec une bonne méthode, il conservera ses élèves. Sinon, ces derniers abandonneront progressivement les cours en exprimant ainsi leurs critiques de son travail.

L'éducateur doit aborder chaque école de façon différente, en tenant compte de tous les aspects : du niveau politique, des particularités de professions, d'âge, d'instruction, etc. Cela, bien sûr, est valable pour toutes les écoles, mais on doit en tenir particulièrement compte dans les écoles élémentaires où les camarades ne possèdent souvent aucune notion théorique et peu d'expérience politique. Aussi les éducateurs doivent-ils faire un grand effort d'adaptation, parler un langage simple pour familiariser les élèves avec les premiers rudiments de la théorie.

Une bonne méthode d'enseignement constitue donc pour les directeurs un élément indispensable dans la bonne tenue des écoles élémentaires.

★

CET examen succinct du but, des caractéristiques des écoles élémentaires, du rôle important de leurs directeurs, montre l'intérêt qu'il faut attacher à l'amélioration de la formation idéologique et méthodique de ces derniers.

Les stages d'éducateurs constituent un des moyens essentiels de cette formation.

Dans l'année scolaire écoulée, se sont tenus 40 stages d'éducateurs dans 30 fédérations groupant près de 500 participants. Ce bilan traduit une nette amélioration par rapport aux années précédentes. La progression témoigne d'une prise de conscience plus large de l'importance du travail idéologique.

Il importe maintenant de développer cet effort en analysant les premiers résultats afin de rendre encore plus efficaces les prochains stages.

A ce sujet, quelques remarques concernant leur contenu, leur préparation et leur déroulement semblent importantes.

Les stages d'éducateurs visent le double objectif d'obtenir, d'une part, la garantie d'un contenu idéologique juste de l'ensei-

gnement et, d'autre part, d'apporter une aide concrète à nos éducateurs touchant les méthodes de direction.

Pour répondre à la première préoccupation : *le contenu de l'enseignement*, il est indispensable que les stages consacrent une place plus importante à l'élévation du niveau théorique des éducateurs. Au cours des stages sous la forme de conférences, de discussions, on peut procéder à la mise à jour des connaissances en examinant des sujets d'actualité à la lumière de notre doctrine. Dans la Loire, par exemple, une partie du stage a été consacrée à l'étude de quelques questions théoriques en relation avec les enseignements de la Conférence des 81 Partis communistes et ouvriers. Dans l'Oise, le stage a étudié le thème suivant : « *le programme du Parti élément mobilisateur dans le rassemblement des forces ouvrières et démocratiques pour la restauration et la rénovation de la démocratie* ».

L'élévation du niveau idéologique devant être une préoccupation constante, plusieurs stages peuvent se tenir dans le courant de l'année scolaire et examiner un problème d'actualité théorique.

Au cours de ces stages, des conseils peuvent être donnés aux éducateurs concernant l'étude personnelle sur des sujets déterminés, en liaison avec ce qu'ils auront à enseigner à l'école.

Les stages d'éducateurs doivent répondre également à leur deuxième objectif, à savoir : *aider à la formation des éducateurs sur le plan de la méthode.*

Pour remplir leur rôle, les stages doivent répondre aux questions que se posent les éducateurs :

— Comment utiliser les brochures ? Comment diriger l'école ? (1).

Ces questions peuvent être examinées de façon vivante. Pour cela, la direction fédérale désigne, par exemple avant le stage, un éducateur qui est chargé d'expliquer concrètement dans un court rapport (une demi-heure) devant le stage et, sur la base d'une brochure déterminée, comment il utilisera la brochure et comment il conduira la discussion (détermination des thèmes de discussion, direction de la discussion, etc.).

La discussion s'engage ensuite. Les éducateurs présents font part de leur expérience, critiquant ou complétant éventuellement le rapport. Le stage permet donc, par la confrontation d'idées, de faire bénéficier les éducateurs des meilleures expériences et d'enrichir sans cesse la méthode.

★

VOYONS encore quelques remarques concernant la préparation politique et matérielle des stages.

(1) Voir à ce sujet la brochure : *La préparation et le déroulement des écoles élémentaires.* (C.D.L.P.)

Il importe d'orienter mieux la recherche et le choix des participants en fonction des besoins et des perspectives.

Nous voulons multiplier les écoles élémentaires, particulièrement en direction des entreprises et des milieux ruraux et, pour cela, les rapprocher le plus près possible des cellules. Or, nos possibilités sont limitées du fait de l'insuffisance de camarades qui s'occupent de ce travail. Et pourtant nous avons des milliers de camarades susceptibles de s'enthousiasmer pour cette tâche. Le Parti dispose d'un grand nombre de militants responsables liés aux masses, animés par un solide esprit de Parti, ayant une bonne expérience politique, aptes à diriger des écoles. Nous devons donc nous attacher à la formation systématique d'éducateurs. Certaines fédérations ont déjà pris des décisions allant dans ce sens. La fédération Seine-Ouest prévoit pour cette année plusieurs stages et par groupe de section; Seine-Sud envisage aussi la tenue de plusieurs stages.

Pour obtenir dans les stages une riche discussion, il est nécessaire de fournir à chaque camarade désigné une documentation préalable.

Dans l'Oise, chaque camarade a reçu, avant le stage, un programme très détaillé de la journée. Pour la préparation du thème de discussion, chaque camarade s'est vu remettre un plan et des références de lectures.

★

EN règle générale, les stages répondent à un besoin. C'est pourquoi les éducateurs qui y participent manifestent leur satisfaction et souhaitent voir d'autres stages se dérouler. L'expérience montre que ces stages sont réellement utiles tant par l'aide qu'ils apportent aux éducateurs que par le stimulant qu'ils représentent dans l'extension des écoles élémentaires. Dans l'Isère, la tenue d'un stage a permis de dépasser le plan de travail prévu par la fédération. Celui de l'Hérault a permis de rapprocher davantage l'école des cellules. A Vitry (Seine-Sud), le stage organisé par la section, avec l'aide de la fédération, s'est concrétisé par la tenue de 9 écoles élémentaires.

Cependant, la tenue de stages ne peut à elle seule résoudre tous les problèmes. L'année dernière, 500 camarades sont passés dans les stages, mais 400 écoles élémentaires seulement se sont déroulées. La tenue du stage doit donc s'accompagner d'efforts soutenus de la part des directions fédérales vers les sections afin d'impulser, guider, contrôler, assurer la réalisation du plan de travail. Pour obtenir une activité plus suivie et plus méthodique

dans ce domaine, il importe que dans chaque fédération et grande section un camarade ait la tâche de suivre personnellement le développement et l'organisation du travail d'éducation.

★

EN apportant une attention sans cesse plus grande à la formation des éducateurs, nous contribuerons utilement au développement des écoles de base, à la formation des militants des sections et des cellules, éléments décisifs dans l'organisation et l'action des masses pour réaliser l'objectif fixé par le XVIe Congrès de notre Parti : « *La restauration et la rénovation de la démocratie.* »

A PROPOS DE L'ÉTAT DE DÉMOCRATIE NATIONALE*

par B. PONOMAREV.

LA conférence des représentants des 81 Partis communistes et ouvriers a analysé profondément l'étape actuelle du développement des révolutions anti-impérialistes et de libération nationale. Elle a lancé l'idée de la création de l'Etat de démocratie nationale. La déclaration adoptée par la conférence proclame :

« *Dans la conjoncture historique actuelle, il se crée des conditions favorables, tant internationales qu'intérieures, à la formation dans de nombreux pays d'un Etat indépendant de démocratie nationale, c'est-à-dire d'un Etat qui défend avec esprit de suite son indépendance politique et économique, qui lutte contre l'impérialisme et ses blocs militaires, contre les bases militaires sur son territoire ; d'un Etat qui lutte contre les nouvelles formes du colonialisme et la pénétration du capital impérialiste ; d'un Etat qui repousse les méthodes dictatoriales et despotiques de gouvernement ; d'un Etat où le peuple jouit de larges droits et libertés démocratiques (liberté de parole, de presse, de réunion, de manifestation, liberté de créer partis politiques et organisations sociales), ainsi que de la possibilité de réaliser la réforme agraire, de faire aboutir d'autres revendications dans le domaine des transformations démocratiques et sociales et de participer à l'élaboration de la politique du pays* [1]. »

Cette thèse, qui a été formulée sur la base de l'étude des processus profonds du mouvement de libération nationale, de ses tendances et de ses aspirations, représente un développement et un enrichissement de la théorie marxiste-léniniste des révolutions de libération nationale. Des représentants des partis communistes et ouvriers des pays libérés ont activement participé à son élaboration, et ces partis se trouvent au premier rang des combattants pour le progrès social dans leurs pays.

L'essence de cette thèse consiste en ce qu'elle parle clairement des objectifs des révolutions anti-impérialistes et de libération nationale, qu'elle caractérise les conditions qui peuvent assurer effectivement une évolution indépendante aux pays et aux peuples, arra-

---

* Reproduit de la revue *Communiste* n° 8, mai 1961 (extraits).

(1) *Nouvelle revue internationale*, n° 12, décembre 1960. Conférence de Moscou, pages 185-186.

chés à l'esclavage colonial. La formation d'un Etat de démocratie nationale répond à la tâche urgente de la formation d'un large front national pour repousser l'impérialisme, liquider les lourdes conséquences de la domination du capital étranger et avancer sur la voie du progrès social. Cette thèse est profondément actuelle. Car les pays libérés se trouvent devant ce problème vital : quel chemin suivre pour liquider au plus vite les conséquences du colonialisme, défendre et renforcer l'indépendance politique et économique, assurer le progrès social ? La thèse de l'Etat de démocratie nationale fournit une réponse à ces questions.

★

LA possibilité de créer dans de nombreux pays des Etats de démocratie nationale est déterminée par les conditions objectives du monde actuel, où se produisent des transformations révolutionnaires grandioses. Le principal contenu, la principale direction et les particularités essentielles du développement historique de la société humaine à l'époque contemporaine sont déterminés par le système socialiste mondial, par les forces qui luttent contre l'impérialisme, pour la réorganisation socialiste de la société. Le second événement historique, par son importance, après la formation du système mondial socialiste, est l'effondrement du système colonialiste, le processus d'émancipation des peuples opprimés, de création d'Etats nationaux indépendants.

La physionomie de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine est en train de changer. Récemment encore, tous les pays d'Afrique et la plupart des pays d'Asie se trouvaient sous le joug colonial. Bien qu'ils fussent politiquement indépendants sur le plan formel, les Etats d'Amérique latine se trouvaient pieds et poings liés par les monopoles des Etats-Unis d'Amérique. Ces trois immenses continents avaient été transformés par les puissances impérialistes en bases fournissant des matières premières.

Les colonialistes comptaient que leur domination serait éternelle. L'un des propagandistes les plus cyniques du colonialisme, le millionnaire anglais Cécil Rhodes, clamait ouvertement : « *Nous, politiques coloniaux, devons acquérir des terres nouvelles* », « *il (nous) faut devenir impérialistes.* » Reflétant les aspirations colonialistes de la bourgeoisie française, l'historien Driault écrivait dans son livre *Problèmes politiques et sociaux de la fin du XIXe siècle* : « *Car il faut se hâter : les nations qui ne sont pas pourvues risquent de ne l'être jamais et de ne pas prendre part à la gigantesque exploitation du globe qui sera l'un des faits essentiels du siècle prochain (XXe). C'est pourquoi toute l'Europe et l'Amérique furent agitées récemment de la fièvre de l'expansion coloniale, de « l'impérialisme » qui est comme le caractère le plus remarquable de la fin du XIXe siècle* [1]. »

Mais les colonialistes se sont trompés. Le XXe siècle s'est avéré être le siècle de l'effondrement et non du renforcement du colonialisme. La grande Révolution socialiste d'Octobre a réveillé les

(1) LÉNINE : *Œuvres choisies* (2 volumes), tome I, pp. 845-846.

peuples coloniaux, les a entraînés dans le courant général du mouvement révolutionnaire universel. La victoire de l'U.R.S.S. durant la seconde guerre mondiale, la victoire des révolutions socialistes dans plusieurs pays d'Europe et d'Asie, ont considérablement accéléré ce processus. L'impérialisme s'est avéré incapable de contenir la lutte de libération nationale des peuples. A l'heure actuelle, tous les grands empires coloniaux se sont déjà désagrégés, ou sont en train de le faire : empires anglais, français, hollandais et belge. Dans la période d'après-guerre, près de 40 pays se sont libérés du joug colonial.

Les rapaces impérialistes, qui se paraient des plumes du paon, ont clamé durant de nombreuses années à la face du monde entier leur « *mission civilisatrice* » aux colonies. A présent, que la plupart des peuples ont jeté dehors ces « civilisateurs » indésirables, leur véritable rôle apparaît d'une façon particulièrement évidente. Les colonialistes ont privé les deux tiers de l'humanité de leur indépendance nationale par le fer et le feu, ils ont détruit leur culture nationale, mutilé leur économie, exterminé et torturé des millions d'hommes, établi un régime de chicotte et de potences, d'arbitraire policier et d'exploitation impitoyables, et ont retardé leur développement de plusieurs siècles.

La propagande bourgeoise vante effrontément les richesses des pays capitalistes : Etats-Unis, France et Grande-Bretagne. Mais elle passe sous silence le fait que dans ces Etats, le capitalisme a atteint un degré de développement élevé non seulement grâce à l'exploitation impitoyable de ses « propres » travailleurs, mais aussi grâce au pillage de la plupart des pays du monde.

Le pillage des richesses nationales des pays coloniaux et dépendants est l'un des traits les plus abominables de l'impérialisme. Les faits suivants à eux seuls montrent les proportions de ce pillage. La part de l'Afrique comporte 96 % des diamants extraits dans le monde capitaliste, 67 % de la production de cobalt, 64 % de l'extraction d'or, 42 % de celle de minerai de manganèse, 25 % de cuivre, 24 % de l'uranium, etc. Et avec de pareilles richesses, la part de l'Afrique dans le revenu mondial est de moins de 3 % ! En Amérique latine, pour l'année 1958, on y a extrait 20 % du cuivre produit dans le monde capitaliste, 16 % de l'étain, 34 % de l'antimoine, 40 % de l'argent, 10 % du nickel, 13 % du mercure. Cependant, en 1958 les pays d'Amérique latine n'ont disposé que de 3 % du cuivre utilisé dans le monde capitaliste, de 4 % du plomb, de 3 % de l'étain, etc.

L'échange non équivalent est l'un des moyens de pillage des pays coloniaux et dépendants. En 1954, le prix d'achat du café en Ouganda était de 112 livres sterling la tonne, tandis que son prix mondial était de 500 livres. Au Nigéria, les fèves de cacao étaient achetées de 155 à 170 livres sterling la tonne, et étaient vendues sur le marché mondial pour 500 à 550 livres. En ce qui concerne les marchandises produites dans les métropoles, elles sont vendues aux colonies à des prix qui dépassent considérablement les prix mondiaux. Par exemple, le prix du blé exporté par la France dans son ancienne colonie d'Afrique occidentale était supé-

rieur de 80 % au prix mondial, celui du sucre de 100 %, celui des étoffes de coton de 35 %.

Les monopoles mènent une politique constante de baisse des prix des produits originaires des pays sous-développés d'une part, et de hausse des prix de leur propre production industrielle, d'autre part. Si en 1950, l'Uruguay pouvait acquérir 112 tracteurs en échange de 100 tonnes de laine, en 1954, il ne pouvait plus en obtenir que 44. En 1928, l'Argentine payait pour un tracteur 42 tonnes de blé, en 1937, 50 tonnes, et en 1956 111 tonnes. Cette politique rapace enrichit scandaleusement les monopoles, tandis que les pays coloniaux et dépendants s'appauvrissent de plus en plus.

Le nombre important des maladies et la mortalité élevée sont la conséquence de la domination coloniale. Dans les pays d'Afrique, il n'existe pas en fait de système de protection de la santé publique. Si en Angleterre en 1956 il y avait un médecin pour 698 habitants, au Kenya il y en avait un pour 9.889 habitants, en Rhodésie du Nord un pour 10.350, au Nigéria un pour 52.985, et au Cameroun britannique un pour 62.650. Dans de nombreuses régions du Congo, de 60 à 90 % des habitants sont victimes du paludisme, 50 % sont tuberculeux. La mortalité infantile a atteint 50 %.

La forte réduction de la population des pays coloniaux est le résultat du joug féroce des colonialistes, de l'effroyable misère des masses populaires et de l'absence d'aide médicale. Le poids spécifique de la population de l'Afrique dans l'effectif total de la population mondiale est passé de 20 % au XVIe siècle à 8 % au XXe siècle. En un demi-siècle de domination des colonialistes belges au Congo, la population du pays a été réduite presque de moitié.

Les colonialistes ont maintenu les peuples dans l'obscurantisme et l'ignorance. L'Afrique d'aujourd'hui, où ont prédominé les colonialistes anglais, français et belges, est une région d'analphabétisme presque total. Aux Somalies, dans les pays d'Afrique équatoriale et occidentale, 95 à 99 % de la population adulte sont illettrés. Dans les autres pays africains, l'analphabétisme est le lot de 60 à 80 % de la population adulte.

L'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur étaient inaccessibles aux représentants de la population autochtone dans les pays d'Afrique. En 1957, des diplômes de fin d'études secondaires avaient été délivrés à 363 Africains au Kenya, à 87 en Rhodésie du Nord, à 75 en Rhodésie du Sud, à 54 au Nyassaland. Au Mozambique, aucun Africain n'a suivi un cours complet de lycée.

Tous ces faits, et on peut en citer un nombre infini, condamnent le système colonial de l'impérialisme, qui a apporté de tels maux et de telles souffrances aux peuples !

★

LES révolutions anti-impérialistes, de libération nationale, qui se sont développées dans les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine constitue un important processus progressif. Elles libèrent

les peuples asservis par l'impérialisme, et portent des coups puissants au système de l'impérialisme en réduisant sa domination toute-puissante.

Le mouvement de libération nationale a remporté de grandes victoires. Mais beaucoup de difficultés et d'épreuves l'attendent encore. Il y a des problèmes complexes à résoudre. Jusqu'à maintenant, près de cent millions d'hommes se trouvent encore sous le joug du colonialisme, vingt pays d'Afrique sont encore enchaînés, pour rompre ces chaînes, il faut une lutte énergique et pleine d'abnégation. Le peuple algérien, qui jouit de la sympathie et du soutien moral de tous les hommes de progrès, mène un combat héroïque pour sa libération nationale depuis plus de sept ans. La lutte de libération nationale s'étend de plus en plus en Angola, au Mozambique, au Kenya, au Tanganyika. « *Liberté, indépendance immédiatement* » ! telle est la juste revendication des peuples asservis.

La lutte de libération nationale est loin d'être achevée également dans de nombreux pays qui ont conquis leur indépendance politique.

« *Les impérialistes ne sont déjà plus en mesure de briser par la force l'aspiration des peuples africains à la liberté politique et économique et à l'indépendance,* a déclaré le président de la République de Guinée, Sékou Touré. *C'est pourquoi ils tentent d'agir par une voie détournée. Ils font semblant de se montrer bien disposés envers l'aspiration des peuples d'Afrique à l'indépendance et en même temps ils s'efforcent d'obtenir la signature avec les pays africains d'accords qui leur permettent de conserver sous une forme ou sous une autre leur domination, leurs positions économiques et leurs bases militaires et stratégiques sur le continent africain, et s'efforcent d'obtenir des concessions dans le domaine économique et financier.* »

L'indépendance politique est le premier pas vers l'obtention d'une liberté totale. Le second pas, non moins important, c'est l'obtention de l'indépendance économique, la création d'une économie propre développée. Sans cette condition, l'indépendance ne peut être considérée comme assurée. Voilà pourquoi les pays libéres se fixent comme tâche essentielle : la création de leur propre économie, indépendante des puissances impérialistes.

★

CHAQUE peuple aspire au mieux être et au progrès social. Les peuples des pays coloniaux ne se sont pas libérés pour réendosser à nouveau, et sous une autre forme, le joug du colonialisme et de l'exploitation impérialiste.

Les peuples des anciennes colonies et des pays dépendants se trouvent à des étapes différentes dans leur lutte pour mettre fin définitivement au joug de l'impérialisme, dans leur lutte en faveur de l'indépendance nationale, pour la liquidation des conséquences de la domination du capital étranger, pour le progrès social. De nombreux pays libérés ont déjà effectué des pas importants sur

la voie du développement de leur économie nationale et de la création de leur industrie propre.

Des transformations révolutionnaires importantes ont eu lieu en deux ans à Cuba. La révolution cubaine, d'après la formule imagée de la militante uruguayenne, Alba Robalo, a tranché la tête à trois monstres : *l'impérialisme, le gouvernement félon et sanglant et la misère sociale.* Le peuple cubain a résolu les tâches de l'étape agraire et anti-impérialiste, démocratique et de libération nationale de la révolution, et il continue son mouvement. Cuba mène une politique intérieure et extérieure indépendante. La domination économique des monopoles nord-américains a été liquidée et toutes les principales branches de l'industrie nationalisées. Le commerce extérieur est devenu un monopole d'Etat.

Grâce à une réforme agraire radicale, la terre a été remise aux paysans et aux ouvriers agricoles. Plus de 100.000 agriculteurs, qui affermaient auparavant leurs parcelles ont reçu des terres. Plus de 80 % de la population active du pays travaille dans le secteur public, dans les coopératives et les entreprises de l'Etat. Durant les années de la révolution, le volume de la production industrielle a augmenté de plus de 35 % ; la production des produits agricoles s'accroît ; 25.000 habitations nouvelles ont été construites. Rien qu'en 20 mois, le gouvernement révolutionnaire a ouvert 10.000 écoles nouvelles, soit le double de ce qui avait été créé durant les 50 années précédentes. Cuba est le premier pays d'Amérique latine à avoir satisfait tous les besoins du peuple dans le domaine de l'instruction scolaire et réalisé des transformations sociales importantes.

L'Etat révolutionnaire de Cuba a ouvert le front d'une lutte conséquente et active contre l'impérialisme en Amérique latine.

Bien sûr, il y a de grandes différences dans les formes et même dans le caractère de la lutte contre l'impérialisme dans les différentes parties du monde. Toutefois, sa tendance générale est anti-impérialiste.

Des transformations importantes ont été réalisées dans la République de Guinée. On a liquidé l'institution des chefs féodaux qui était activement appuyée par les colonialistes dans le but de diviser le pays.

En 1960 a été adopté le premier plan triennal de développement économique, dont le principal but est « *l'élévation du niveau de vie, la décolonisation économique et le début de la transformation du pays en pays développé* ». Une grande importance est donnée à la coopération dans l'industrie et l'agriculture. Le gouvernement de la république considère cela comme un moyen pour libérer le peuple guinéen de l'exploitation coloniale et assurer son bien-être. On a aboli dans le pays le droit de propriété sur la terre, en maintenant le droit de jouissance de la terre pour ceux qui la cultivent. La terre a cessé d'être la propriété du gouvernement français et a été déclarée bien national de la république. Des entreprises des anciennes compagnies françaises sont nationalisées sur la base du rachat de leurs actions par la République de Guinée. La Guinée a établi des relations économiques avec les pays socialistes.

Des mesures importantes, ayant pour but de renforcer l'indépendance politique, ont été réalisées au Ghana. Des organisations économiques telles que la Corporation pour le développement de l'agriculture, la Corporation pour le développement industriel, le Département chargé de la vente du cacao, fonctionnent sous le contrôle du gouvernement. Le gouvernement du Ghana s'efforce de développer le secteur national de l'économie. On remplace dans les pays les fonctionnaires anglais par des Ghanéens. En deux ans, le pourcentage des gens sachant lire et écrire a quadruplé au Ghana. Cette année, le gouvernement à l'intention d'instaurer l'enseignement primaire obligatoire et gratuit.

Dans la jeune république du Mali a été créée une société d'export-import, qui a reçu le monopole de la vente à l'étranger de toutes les marchandises d'exportation et aussi le droit de monopole sur l'importation dans le pays de certains produits essentiels. Des prix stables ont été instaurés dans le pays pour les principaux produits de l'agriculture. On est en train de créer la première entreprise nationale de production de machines agricoles. On projette la construction d'usines textiles, de beurreries et d'autres usines.

En Indonésie, une loi a été adoptée en 1957, nationalisant les biens hollandais ; en novembre 1959, une autre loi a réglementé les rapports d'affermage, fixant le maximum de la rente d'une terre affermée à 50 % de la récolte. Cela améliore quelque peu la situation des fermiers. On crée également dans le pays des branches d'industrie aussi importantes que la sidérurgie, les constructions mécaniques, l'industrie chimique.

Tout cela ne constitue évidemment que les premiers éléments dans la création d'une économie nationale. Même dans les pays cités, l'influence du capital étranger est encore très puissante. Dans la plupart des pays libérés, les positions déterminantes dans l'économie sont encore occupées par les monopoles des anciennes puissances coloniales. Les investissements britanniques dans les pays d'Afrique s'élevaient à la fin de 1959 à 6,3 milliards de dollars ; les investissements français à 6,9 milliards, et les investissements belges à 3,5 milliards. Les investissements américains sur le continent africain ont augmenté de plus de 20 fois par rapport à l'avant-guerre. L'ancien vice-président des Etats-Unis, Nixon, a déclaré cyniquement : « *La crise de la politique coloniale en Afrique est en même temps un prétexte et une occasion d'étendre l'influence directe des Etats-Unis.* » Le capital allemand de l'Ouest renforce ses positions dans les anciens pays coloniaux. Si en 1957, les investissements privés directs des monopoles allemands de l'Ouest s'élevaient en Afrique à 89,4 millions de marks ouest-allemands, en 1959, ils avaient déjà atteint 152,9 millions de marks.

La prétendue aide américaine signifie en fait, comme l'a avoué même Harriman, « *un programme d'aide à l'Amérique* ». Les Etats-Unis ont accordé aux pays sous-développés, à titre d'aide militaire, 23 milliards de dollars, mais ils les ont contraints à dépenser à des fins militaires 141 milliards de dollars. Douze pays d'Amérique latine qui ont conclu avec les Etats-Unis des accords bi-latéraux d'entraide et de défense mutuelle dépensent à des fins militaires

environ 9 à 10 dollars pour chaque dollar reçu des Etats-Unis au titre de l'aide militaire.

La période suivant la seconde guerre mondiale a confirmé que l'impérialisme essaie de toutes ses forces de conserver ses privilèges et son contrôle sur l'univers des pays sous-développés. C'est cela que vise tout l'arsenal des procédés et des moyens divers utilisés par l'impérialisme. A l'aide des leviers économiques, les puissances impérialistes, avec les Etats-Unis à leur tête, entraînent les pays libérés dans des blocs militaires et créent sur leurs territoires des bases militaires. Les impérialistes veulent supprimer et miner la souveraineté nationale des pays libérés, dénaturer la signification de l'autodétermination des nations, et leur imposer de nouvelles formes de domination coloniale.

Les colonialistes s'efforcent de présenter les choses comme si les peuples des pays libérés devaient apprendre pendant longtemps encore l'art de diriger un Etat, et que tant qu'ils ne se sont pas encore rendus maîtres en cet art, ils doivent accepter d'être régis par des étrangers. « *Il est indispensable d'expliquer à la population africaine*, écrit le journal britannique Times, *que plusieurs générations se seront succédé avant qu'elle ait acquis une expérience suffisante et qu'elle puisse prendre une part effective à l'administration du pays, et qu'à l'heure actuelle, personne n'en est capable.* » Un membre du « conseil colonial » belge s'efforce de démontrer que le roi de Belgique doit être en même temps le chef de l'Etat indépendant du Congo, et que les problèmes concernant la défense, les finances, le marché, doivent être l'objet d'accords communs (c'est-à-dire imposés par le gouvernement belge) entre la Belgique et le Congo. L'ouvrage qu'il a écrit s'achève par l'appel suivant : « *Que Dieu éclaire et dirige sur cette voie les dirigeants responsables de la population congolaise !* »

Comme on le sait, le peuple congolais s'est engagé sur la voie de la constitution d'un Etat véritablement indépendant et de la liquidation énergique des conséquences de la domination coloniale de la Belgique. C'est bien pour cela qu'il s'est heurté à une résistance acharnée de la part des monopolisateurs belges qui sont appuyés par les colonisateurs impérialistes, anciens et nouveaux.

La revue française *Marchés tropicaux et méditerranéens* a écrit récemment : « *Il faut aider les pays africains qui ne pourront devenir des Etats dans le sens plein de ce terme sans aide et sans soutien. Mais nous exigerons d'eux, à notre tour, qu'ils prennent vis-à-vis de la France une position de collaboration active et sincère.* » Des tirades telles que « *Nous exigerons d'eux* », « *ne pourront se passer d'aide et de soutien* », constituent un rabaissement éhonté des capacités des peuples libérés, et en même temps, une menace ouverte à leur égard : si vous n'obéissez pas, on vous obligera à prendre les décisions voulues par les impérialistes.

★

LES attributs extérieurs du colonialisme : administrateurs, gendarmes et gouverneurs étrangers, ont déjà quitté la plupart des pays libérés. A présent, les colonialistes agissent avec des méthodes plus voilées et raffinées, surtout par l'intermédiaire de

prête-noms qu'ils ont soudoyés, d'éléments collaborateurs aux ordres des colonialistes. On peut en prendre comme exemple l'ignoble traître du peuple congolais Tshombé. L'arme empoisonnée de la division nationale et tribale est largement utilisée pour saper les positions des pays libérés. Dans de nombreux pays libérés, surtout en Afrique, les colonialistes s'efforcent de freiner le processus de consolidation des nations, incitant les tribus à lutter entre elles, à créer de petits Etats entièrement dépendants de maîtres étrangers.

Au moyen de l'asservissement économique des pays libérés et de l'implantation dans ces pays de régimes fantoches de trahison, les impérialistes tentent, premièrement, d'exploiter ces pays comme par le passé, et, deuxièmement, de les maintenir dans l'orbite du capitalisme. En essayant d'orienter le développement ultérieur des pays libérés sur la voie capitaliste, les politiciens impérialistes comptent raffermir en même temps les positions du capitalisme mondial en voie de décrépitude.

Aujourd'hui, les milieux impérialistes des Etats-Unis sont devenus le principal rempart du colonialisme, un gendarme international. Ils ne font fi d'aucun moyen, parmi les plus malpropres et les plus extrêmes, pour réprimer le mouvement de libération nationale. Ils veulent détruire les fleurs du printemps de la libération des peuples. Partout où coule le sang des combattants du peuple : en Algérie, au Congo, en Oman, en Angola, au Mozambique, au Kenya, c'est l'œuvre des colonialistes les plus enragés et de leur principal appui : les monopolistes américains. Les impérialistes des Etats-Unis ont organisé une invasion directe de mercenaires à Cuba. Ces bandes de contre-révolutionnaires ont été formées par des officiers américains, équipées d'armes américaines, débarquées de navires américains, sous la protection d'avions américains.

Pourquoi les Etats-Unis ont-ils organisé une agression criminelle contre la République de Cuba ? Parce qu'ils craignent que l'exemple de Cuba révolutionnaire n'entraîne derrière lui toute l'Amérique latine. Les impérialistes des Etats-Unis veulent éteindre le phare de la liberté, allumé en Amérique latine par l'héroïque Cuba. Ils veulent éteindre la liberté sur tous les continents, et entraîner les peuples dans les ténèbres. Mais dans les conditions actuelles, cela est nettement en dehors de leurs possibilités. Les impérialistes peuvent se montrer féroces et enragés, mais ils ne supprimeront pas les lois de l'évolution historique. On ne peut éteindre la flamme de la libération des peuples. Ceux-ci sont entrés en mouvement, et ils sont en droit de choisir la voie de leur développement social. La question des voies du développement futur est la question la plus importante pour les peuples qui se sont libérés du joug du colonialisme.

Que signifie pratiquement la voie de développement capitaliste pour les pays libérés ? Elle signifie le maintien et le renforcement de l'exploitation des larges masses populaires par les monopoles impérialistes et par la bourgeoisie réactionnaire locale et les féodaux qui collaborent avec eux, en maintenant dans un état arriéré l'économie et la culture. Sur cette voie on ne peut pas résoudre les problèmes sociaux de l'heure dans l'intérêt des masses populaires, on ne peut assurer l'indépendance nationale.

La voie capitaliste ne correspond pas aux intérêts de la grande masse de la population des pays libérés. Aux ouvriers, elle ne peut apporter qu'un renforcement de l'exploitation et de la paupérisation ; aux paysans de nouveaux impôts et la ruine ; la terre pour laquelle ont lutté les paysans passerait entre les mains des gros monopoles. Aux intellectuels elle apporterait les souffrances et les tourments du chômage, ou bien un travail sans joie pour enrichir les monopolistes. Et dans l'ensemble, elle n'apporterait au pays que la menace d'être asservi par les rapaces impérialistes.

Les lois de l'évolution sociale s'opposent également à la voie capitaliste. Les jeunes Etats nationaux ont conquis leur indépendance dans la période où le capitalisme est à son déclin, au stade de la désagrégation et du pourrissement. Une nouvelle étape, témoignant du nouvel affaiblissement et de la décadence du système capitaliste mondial, a commencé dans l'évolution de la crise générale du capitalisme. Le capitalisme s'est historiquement épuisé, et il ne peut plus rien apporter à l'humanité, hormis des souffrances.

Plus d'un milliard et demi d'hommes vivent dans les jeunes Etats nés sur les ruines du colonialisme. Les peuples de ces pays ont une possibilité réelle d'appliquer une politique extérieure indépendante et de se développer sur la voie du progrès social. Cette possibilité est déterminée avant tout par le fait que les Etats socialistes, auxquels les aspirations des peuples à la liberté et à l'indépendance sont proches et bien compréhensibles, sont devenus une force internationale considérable, qui exerce une influence puissante sur le cours de l'évolution historique. Le système socialiste mondial est le défenseur efficace de l'indépendance des peuples libérés, leur appui dans la lutte contre les nouvelles menées des impérialistes. Avec l'aide de l'U.R.S.S., plus de 300 entreprises industrielles sont déjà en voie de construction dans ces pays. L'usine métallurgique de Bhilaï, le barrage d'Assouan en Egypte, des centrales électriques dans de nombreux autres pays représentent l'incarnation de l'aide concrète de l'U.R.S.S.

« *Nous voulons,* dit N.S. Khrouchtchev, *que ces pays tiennent sur leurs propres pieds, qu'ils crèent leur industrie, capable de produire non seulement des produits de consommation, mais aussi des moyens de production. Cela favorisera la création d'une base industrielle nationale et l'accélération du rythme du développement économique des pays sous-développés. Nous partons du fait que tout pays qui aspire à renforcer son indépendance doit développer son industrie nationale et son économie, pour accroître le bien-être du peuple et développer sa culture.* »

L'élément nouveau de la situation actuelle consiste en ce qu'à présent, non seulement l'Union soviétique, mais aussi les autres Etats socialistes peuvent aider les pays sous-développés ; en ce qu'à présent, les avantages du socialisme sont visibles non seulement d'après l'exemple de l'Union soviétique, mais aussi d'après celui des autres pays socialistes d'Asie et d'Europe. La solidarité des Etats socialistes et des pays libérés, qui représentent ensemble plus des deux tiers de l'humanité, constitue une force gigantesque qui est capable de protéger le monde contre les horreurs d'une nouvelle guerre mondiale.

Le développement des forces progressistes, l'élévation de la conscience nationale des masses populaires ont une importance considérable pour le choix de la voie historique d'évolution des pays libérés ;

Les peuples des anciens pays coloniaux sont passés par une grande école politique. Ils ont subi le joug des colonialistes, se sont pénétrés de haine à leur égard, ont mené contre eux un combat héroïque. Le fait que dans un grand nombre de ces pays l'industrie se développe et une classe ouvrière se forme et grandit a une grande importance pour les perspectives de la lutte future de leurs peuples. Il existe à présent des détachements importants de la classe ouvrière en Inde, en Indonésie, dans la plupart des pays d'Amérique latine. En Afrique, d'après des calculs, on compte environ près de 10 à 11 millions d'ouvriers. Près de 50 Etats d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine possèdent des partis communistes et ouvriers.

Après avoir rejeté le joug des colonialistes et obtenu leur libération nationale, les peuples ont pris conscience de leur force, ont senti le goût de la liberté et ont vu les possibilités véritablement infinies d'un libre développement conforme à leurs intérêts et à leurs aspirations.

★

LES peuples des anciens pays coloniaux ont conquis leur indépendance aussi bien par la lutte armée que non militaire. Mais dans tous les cas, l'indépendance a été obtenue à la suite d'une lutte anti-impérialiste, anti-féodale, démocratique et de libération nationale. Elle a été menée par les principales classes et par les principaux groupes sociaux de ces pays : ouvriers, paysans, intellectuels, artisans, bourgeoisie nationale.

La pointe de ce combat est dirigée contre l'impérialisme, en tant qu'étrangleur et oppresseur des peuples. Son principal objectif est de se libérer de l'étau de l'impérialisme et de la domination étrangère. C'est pourquoi cette révolution est anti-impérialiste.

L'impérialisme a pour premier allié dans les pays coloniaux les dirigeants féodaux qui aspirent à maintenir les vestiges du Moyen Age qui paralysent le développement des forces productives, qui prêchent et défendent la division tribale. L'une des tâches importantes de la révolution est de balayer le féodalisme et les survivances du Moyen Age. C'est pourquoi cette révolution est anti-féodale.

Le principal objectif de la révolution est de conquérir la liberté et l'indépendance nationale, de rejeter le joug du colonialisme. C'est pourquoi cette révolution est une révolution de libération nationale.

La voie essentielle devant permettre de consolider la liberté nationale conquise, de garantir le progrès social, est d'octroyer au peuple de larges droits démocratiques, d'instaurer un régime démocratique. C'est pourquoi cette révolution est une révolution démocratique.

TOUTES ces tâches peuvent être résolues avec succès en suivant la voie de la création et du développement de l'Etat de démocratie nationale. L'importance et le rôle de l'Etat de démocratie nationale consiste en ce que, apparaissant au cours du développement et de l'approfondissement de la révolution de libération nationale, ils affermissent et développent sa victoire.

Il est très important que la démocratie et l'indépendance nationale s'unissent dans l'Etat de démocratie nationale. Les représentants des forces progressives de la nation se trouvent au pouvoir dans un tel Etat. Ils portent le drapeau de l'indépendance nationale et assurent l'évolution du pays sur la voie du progrès social. Mais dans les pays libérés où les peuples sont encore privés des libertés démocratiques, la lutte pour la création d'un Etat. de démocratie nationale permet aux forces de progrès de balayer les restes de l'administration coloniale, de retirer le pouvoir aux traîtres qui se trouvent au service de l'impérialisme et de se charger des destinées de leurs pays.

Les peuples des pays libérés se trouvent à des niveaux différents de développement économique, politique et culturel. L'écrasante majorité d'entre eux est constituée par des pays agraires, extrêmement arriérés sur le plan technique et économique, et avec des forces de production peu développées. Dans un grand nombre d'entre eux la population est encore divisée en tribus et le processus de formation des nations n'y est pas encore achevé. L'Etat de démocratie nationale crée les conditions permettant de surmonter le retard, de consolider les nations, de renforcer les forces démocratiques.

Il va de soi que le processus d'approfondissement de la révolution anti-impérialiste rend inévitable une certaine délimitation des forces de classe. Toutes les forces patriotiques des nations s'unissent dans la période de la lutte pour la libération du joug du colonialisme. La bourgeoisie nationale, une partie importante des propriétaires fonciers, la classe ouvrière, la paysannerie, les intellectuels prennent part à cette lutte. Mais par la suite il se produit une différenciation : les ouvriers veulent obtenir une réduction de la journée de travail, et une augmentation de salaire ; les paysans veulent obtenir la terre et avoir la possibilité de jouir des fruits de leur travail. Ouvriers, paysans et intellectuels s'efforcent d'obtenir des droits et des libertés démocratiques. Quant aux capitalistes, ils s'efforcent de faire davantage de bénéfices, et les propriétaires fonciers de conserver les terres qui se trouvent entre leurs mains. Autrement dit, les aspirations des forces de progrès, leur désir de voir évoluer le pays sur la voie du progrès social, vers le renforcement de l'indépendance nationale, se heurtent à l'opposition des milieux réactionnaires qui s'appuient sur les impérialistes étrangers.

On comprend bien que, dans les pays libérés de l'oppression impérialiste, ces processus apparaissent non pas par la volonté et le désir de tels ou tels partis ou individus, mais en vertu de l'opposition des intérêts fondamentaux des différentes classes.

La politique de la bourgeoisie nationale est contradictoire. Elle participe à la lutte contre le colonialisme, s'efforce d'affaiblir le contrôle des monopoles étrangers sur l'économie nationale, et

en même temps entretient des rapports avec les puissances impérialistes et laisse des possibilités à un nouvel afflux de leurs capitaux. Tout en voulant dompter et affaiblir le féodalisme, la bourgeoisie nationale fait des concessions aux propriétaires fonciers, s'alliant avec eux contre les forces démocratiques. Elle est intéressée au développement de l'industrie nationale et à la nationalisation du capital étranger. Elle agit en faveur de l'industrialisation du pays et accepte l'extension du secteur d'Etat. Mais les dirigeants de la bourgeoisie nationale veulent mener toute cette politique sur la base des méthodes capitalistes. Ils soutiennent les monopolistes dans leur offensive contre les travailleurs, tout en appelant le peuple à contribuer à l'accomplissement des tâches du développement économique, ils renforcent l'appareil bureaucratique, refusent d'étendre la démocratie et de prendre des mesures pour améliorer la situation du peuple.

L'achèvement des révolutions de libération nationale ne peut être réalisé qu'au moyen d'une lutte énergique contre l'impérialisme et les forces réactionnaires intérieures. Seule la lutte des masses populaires résoud le problème de la création d'Etat de démocratie nationale. Ce faisant, l'essentiel est de rechercher (en tenant compte des traits spécifiques de la vie économique, politique et culturelle de chaque peuple) les formes les plus appropriées de l'union de toutes les forces saines de la nation dans la lutte pour extirper les racines de l'impérialisme et les survivances du féodalisme, pour progresser sur la voie du progrès social.

L'expérience du développement des Etats libérés depuis peu du joug impérialiste montre qu'à la suite de la nationalisation des banques étrangères, de la propriété des monopoles, puis sur la base de la création d'entreprises d'Etat, de banques d'Etat, etc., apparaît une forme de propriété plus progressive que la propriété privée : la propriété d'Etat sur les moyens de production. La propriété d'Etat est une grande force. Son développement et son affermissement dans les conditions de l'Etat de démocratie nationale permettent de réduire le gros capital privé, donnent la possibilité aux forces de progrès d'occuper des positions de plus en plus importantes dans la production et d'accroître leur influence politique.

La force des communistes consiste en ce qu'ils trouvent de nouveaux procédés et de nouvelles formes de lutte, qui conduisent le plus sûrement à la réalisation des intérêts vitaux des peuples. L'idée de l'Etat de démocratie nationale, lancée par les partis communistes et ouvriers, n'est pas le fruit de méditations en chambre ; elle a été engendrée par la vie même.

La thèse de l'Etat de démocratie nationale est une thèse théorique marxiste-léniniste. Il ne s'agit pas de classer dans des compartiments différents tous les Etats libérés, et de déclarer : ceux-ci se rapportent à cette catégorie, et ceux-là à une autre, ou à une troisième. Une telle attitude serait schématique et néfaste. Il est important de souligner autre chose : l'Etat de démocratie nationale ouvre la voie au renforcement de l'indépendance politique et économique, au progrès social. Dans la vie réelle il existe déjà des pays libérés qui ont franchi plusieurs pas importants sur la voie du progrès social : ils ont instauré des limitations au développement du capi-

talisme, ils éliminent de l'économie les monopoles impérialistes, ils créent et affermissent le secteur d'Etat de l'économie, ils effectuent des transformations agraires dans l'intérêt de la paysannerie, ils ont octroyé les libertés démocratiques à toutes les couches de la nation, ils ont créé les conditions de la création de l'Etat de démocratie nationale. Les peuples résoudront eux-mêmes quel sera le pays qui prendra la voie de la démocratie nationale.

★

QUELS sont les indices de l'Etat de démocratie nationale ?

L'Etat de démocratie nationale est un Etat qui défend de manière conséquente son indépendance politique et économique, qui lutte contre l'impérialisme et ses blocs militaires, contre les bases militaires sur son territoire.

Sans garantie de l'indépendance politique et économique, il ne peut être question de pays véritablement souverain. L'indépendance politique permet aux peuples de chasser entièrement les impérialistes de leurs pays, de choisir la voie de développement qui permette d'assurer dans de brefs délais historiques le relèvement national, de créer une économie nationale et d'élever le niveau de vie et la culture de la population.

Comme nous l'avons déjà mentionné, les impérialistes s'efforcent de limiter au maximum la souveraineté nationale des pays libérés, de les garder en état de dépendance économique, de les entraîner dans des blocs militaires. Dans les pays qui sont entraînés dans des blocs militaires : le Pakistan, la Thaïlande, la Malaisie, les Philippines, les impérialistes des Etats-Unis sont les maîtres véritables. Dans de nombreux autres pays : en Tunisie, Libye, Kenya, Maroc, Libéria, des bases militaires des pays impérialistes ont été créées. Les impérialistes exercent sur eux une forte influence idéologique par la diffusion de littérature tendencieusement choisie, d'émissions spéciales de radio et de télévision.

Ce à quoi cela aboutit apparaît de manière particulièrement convaincante d'après l'exemple du Pakistan, dont les gouvernants ont attaché le pays à des blocs militaires impérialistes. Le Pakistan consacre près de 70 % de son budget à des fins militaires. Les monopoles impérialistes s'opposent à toute tentative de créer dans ce pays des entreprises d'industrie lourde. Plus que cela, on assiste à une réduction de l'industrie lourde, déjà à peine existante. La réforme agraire a un caractère limité, et la possession foncière des hobereaux est conservée intacte en fait. Le pays souffre d'une forte pénurie de vivres, on a instauré un système de rationnement et la plus grande partie de la population souffre de la faim.

Plusieurs problèmes communs se posent aux pays libérés, économiquement sous-développés, problèmes qui caractérisent les buts et le contenu de l'étape actuelle des révolutions de libération nationale : affermissement et consolidation de l'indépendance politique dans la lutte contre l'impérialisme ; élimination de l'emprise du capital étranger dans l'économie, liquidation des relations écono-

miques inégales avec les pays capitalistes développés ; développement rapide des forces productives par la suppression des vestiges du Moyen Age, l'essor de l'industrie nationale, de l'agriculture nationale et de la suppression de la structure unilatérale de l'économie : amélioration décisive des conditions matérielles de vie et essor rapide du niveau culturel de la population.

Ces problèmes sont liés entre eux ; ils constituent les éléments d'un seul problème commun : la libération des peuples d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine de l'exploitation impérialiste, et leur renaissance nationale. On ne peut obtenir d'indépendance véritable sans liquider les positions des monopoles étrangers dans l'économie, sans créer la base matérielle d'un développement futur indépendant : une économie nationale puissante et indépendante, surtout dans les branches de l'industrie lourde. A son tour, le développement économique peut être assuré dans le cas où l'on écartera de son chemin tous les obstacles : dépendance par rapport aux puissances impérialistes, emprise des monopoles étrangers, survivances du passé.

La création d'un secteur d'Etat de l'industrie est un moyen efficace pour assurer l'indépendance économique : dans les pays libérés, elle joue un rôle progressiste. Elle aide à concentrer les efforts sur le développement des branches essentielles de l'économie nationale, à accélérer considérablement le rythme de l'essor de l'économie, à saper les positions des monopoles impérialistes. Le développement du secteur d'Etat en régime de démocratie nationale, sa transformation en facteur déterminant de l'économie du pays peuvent préparer la base matérielle pour un passage progressif à la voie de développement non capitaliste.

L'Etat de démocratie nationale est un Etat qui lutte aussi bien contre les formes anciennes que les formes nouvelles du colonialisme et de la pénétration du capital impérialiste. Alors que les impérialistes inventent de nouvelles formes et méthodes d'exploitation coloniale, il faut que les peuples se montrent très vigilants à l'égard des menées des colonialistes. La politique colonialiste sous ses formes nouvelles est aussi inacceptables pour les peuples que sous les formes anciennes. Les peuples veulent vivre librement et disposer eux-mêmes de leurs richesses.

L'Etat de démocratie nationale est un Etat qui rejette les méthodes de gouvernement dictatoriales et despotiques. L'expérience historique montre que, l'indépendance nationale une fois obtenue, les couches supérieures de la bourgeoisie locale et des propriétaires fonciers veulent instaurer dans le pays des régimes réactionnaires et antidémocratiques. Le danger de l'instauration de régimes despotiques est réel dans de nombreux pays, et dans certains d'entre eux, c'est déjà chose faite. Les autorités du Pakistant se livrent à une répression sévère contre les forces démocratiques. On y a interdit l'activité des partis politiques, des organisations démocratiques, on y a introduit une censure sévère, et il existe une loi d'après laquelle « *la convocation ou la participation à des meetings ou des manifestations sur une base politique* » est punie de 7 ans de réclusion, et les « *grèves et l'agitation* » de 10 ans de réclusion.

Les autorités administratives de la République Arabe Unie

ont de plus en plus souvent recours à des méthodes réactionnaires et terroristes de répression contre des combattants anti-impérialistes émérites, contre des représentants d'avant-garde de la classe ouvrière et des masses populaires. Les procès se succèdent sans trêve. Des centaines de combattants dévoués à l'indépendance nationale et à la démocratie sont déportés ou emprisonnés. Divers faits montrent que les autorités de l'Irak ont également recours à la méthode de répression, alors que son gouvernement est venu au pouvoir grâce au soutien actif des travailleurs et de leurs organisations démocratiques.

En ayant recours à l'établissement de régimes dictatoriaux, les dirigeants réactionnaires de la bourgeoisie affaiblissent l'union de la nation dans la lutte contre l'impérialisme, et portent préjudice aux intérêts nationaux. Une telle politique entraîne un rétrécissement de la base sociale dans la lutte contre les impérialistes étrangers, et a pour perspective la perte de l'indépendance nationale. La lutte énergique contre les tentatives visant à établir des régimes dictatoriaux et despotiques est un moyen de renforcer l'union de la nation et de ses positions dans la lutte contre le colonialisme sous toutes ses formes et toutes ses manifestations.

L'Etat de démocratie nationale est un Etat qui assure au peuple de larges droits et libertés démocratiques, la possibilité de réaliser la réforme agraire et d'autres revendications dans le domaine des transformations démocratiques et sociales. Un moment déterminant pour le développement de la révolution démocratique nationale, pour l'affermissement de ses succès, pour son ascension à une étape plus élevée, est représenté par l'octroi des libertés et des droits démocratiques au peuple : liberté de parole, de presse, de réunion, de manifestation, droit à la création de partis politiques et d'organisations sociales, à l'élaboration de la politique du gouvernement. Plus les libertés démocratiques sont larges, plus les masses populaires influent sur les destinées du pays, mieux l'Etat exprime les intérêts de la nation, plus il est fort et plus les masses populaires défendent avec abnégation leurs conquêtes.

Après avoir rejeté le joug du colonialisme, les masses populaires aspirent évidemment à améliorer leur situation, à réaliser une série de réformes à leur profit. La réalisation des réformes agraires est particulièrement actuelle pour les pays libérés : la paysannerie y constitue plus de la moitié de la population, et dans les pays d'Afrique de 80 à 90 %. Sans des transformations agraires profondes, sans la liquidation des restes et des survivances du féodalisme, on ne peut résoudre le problème alimentaire ni assurer le développement des forces productives. La solution du problème paysan, qui concerne directement les intérêts de la plus grande partie de la population, est le problème numéro un de tous les pays libérés.

La réalisation des thèses sur l'Etat de démocratie nationale, inscrites dans la Déclaration de la Conférence des représentants des partis communistes et ouvriers, permettrait aux pays libérés de franchir des pas décisifs dans le domaine du renforcement de l'indépendance nationale, du développement de l'économie nationale, de l'essor du niveau de vie des peuples, de l'octroi à ces derniers de larges libertés et droits démocratiques. C'est une condi-

tion essentielle du progrès harmonieux des pays libérés, de l'élévation de leur rôle dans la lutte pour la paix, contre la politique agressive de l'impérialisme, pour une liquidation complète du colonialisme.

La création de l'Etat de démocratie nationale, son développement, la réalisation de transformations progressistes dans cet Etat ne peuvent s'effectuer qu'à la condition que se développe la lutte des masses travailleuses et se renforce leur union dans leurs partis et organisations. Les milieux réactionnaires attaquent férocement la liberté de création de partis politiques et d'organisations sociales progressistes, présentant cela comme une atteinte à l'unité de la nation. Mais il existe des classes différentes dans les pays libérés, et, par conséquent, il s'y trouve également une base pour l'existence de partis politiques exprimant leurs intérêts.

Les communistes ont toujours été aux premiers rangs des combattants pour l'indépendance nationale, et des milliers d'entre eux sont morts en héros dans la lutte contre le colonialisme. Cependant, encore maintenant, dans la plupart des pays libérés les partis communistes sont dans la clandestinité. Cela est-il juste ? Non, en aucun cas. Les communistes expriment les intérêts de la classe ouvrière, des masses paysannes, les intérêts supérieurs de la nation. L'interdiction de leurs partis signifie en fait l'interdiction de la lutte des ouvriers et des paysans, du peuple tout entier, pour leurs droits. Mais la lutte des masses populaires pour leurs droits essentiels ne peut être stoppée par aucune mesure draconienne. Ceux qui suivent une politique antidémocratique, qui interdisent l'activité des partis et des organisations progressistes, portent préjudice aux intérêts vitaux de leurs nations, favorisent volontairement ou involontairement la perte de toutes les conquêtes et peuvent créer les conditions d'un retour de la domination des impérialistes étrangers.

L'exemple de la Turquie nous l'a montré de façon concrète, lorsque sa politique était dictée par Bayar et Mendérès, qui avaient voué à l'oubli tous les côtés positifs du kémalisme. A sa première étape, le mouvement de libération était caractérisé en Turquie par une lutte anti-impérialiste énergique et par la réalisation d'une série de réformes, visant à surmonter les restes du féodalisme. Kémal avait établi des relations amicales avec la Russie soviétique, ce qui renforça les positions de la Turquie sur la scène internationale.

Toutefois, par la suite, l'aile droite des kémalistes dirigea la pointe de sa politique contre les intérêts vitaux des ouvriers et des paysans, contre les minorités nationales. Voulant priver les classes travailleuses et les autres couches opprimées de la population de la possibilité de lutter d'une manière organisée pour leurs droits, elle s'opposa à la démocratisation de la structure sociale et se mit à persécuter férocement toutes les forces progressistes. Les besoins nationaux furent de plus en plus repoussés à l'arrière-plan, pour complaire aux étroits intérêts de classe de la grande bourgeoisie turque, qui s'est rapprochée aussi bien de la réaction intérieure qu'extérieure. Le pays fut entraîné dans différents blocs militaires impérialistes, s'orienta de plus en plus sur les puissances impérialistes et tomba sous leur dépendance. Des bases militaires

américaines très importantes sont créées en Turquie, et portent déjà un grand préjudice à ses intérêts. Et dans le cas où elles seraient utilisées par ceux qui les ont créées, cela pourrait placer le pays dans une situation extrêmement dangereuse.

La Turquie était et est restée l'un des pays les plus arriérés du monde. Un « essor » notable ne s'est produit que dans un seul domaine : celui des prix des objets de première nécessité. La Turquie occupe la seconde place dans le monde par le rythme de la hausse de ces prix. Le minimum vital mensuel officiel d'une famille de quatre personnes était fixé dans les années 1959-1960 de 2 à 2.500 livres, mais le salaire des ouvriers était de 150 à 300 livres pour les travailleurs du textile, de 300 à 600 livres pour les mineurs. En 1959, 60 % de la population était composés d'illettrés.

Le régime antinational et réactionnaire Bayar-Mendérès est renversé, et ceux-ci se sont trouvés au banc des accusés [1]. Mais cet exemple est instructif. Il montre comment les mesures anti-démocratiques, réalisées par la grande bourgeoisie, ont freiné le développement du pays, comment la servilité de ses anciens gouvernants à l'égard des forces impérialistes a conduit la Turquie à devenir totalement dépendante des puissances impérialistes.

Dans la mesure où les impérialistes misent à présent sur la division des forces nationales dans les pays libérés, l'union de ces forces dans la lutte contre les réactionnaires, contre les suppôts et les valets de l'impérialisme, prend une importance particulièrement grande.

La classe ouvrière est le combattant le plus conséquent pour l'achèvement des tâches de la révolution nationale, anti-impérialiste et démocratique. Elle a pour alliée la paysannerie. Cette alliance est une force essentielle pour la conquête et la défense de l'indépendance nationale, pour la réalisation de profondes transformations démocratiques et pour assurer le progrès social. De sa force et de sa solidité dépend également pour une bonne part le degré de participation de la bourgeoisie nationale à la lutte de libération. Plus l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie est solide, mieux elle peut agir sur la bourgeoisie nationale, intensifier les éléments progressistes de son activité et limiter les éléments de compromis. L'union des Etats libérés dans la lutte contre les colonialistes anciens et nouveaux est un facteur important de la lutte contre les aspirations des impérialistes à étouffer les révolutions de libération nationale.

La démocratie nationale permet à tout pays ayant obtenu son indépendance politique, indépendamment du niveau de ses forces productives, d'affaiblir l'influence du système de l'économie capitaliste mondiale, puis de s'en détacher et d'avancer sur la voie de l'indépendance non seulement politique, mais aussi économique, et de l'épanouissement harmonieux des forces matérielles et spirituelles.

Le fait que l'idée de la création de l'Etat de démocratie nationale ait été avancée par les communistes montre, une nouvelle

(1) Bayar a été condamné et Mendérès exécuté depuis. (N.D.L.R.)

fois, que ceux-ci sont les défenseurs les plus ardents des intérêts nationaux et des patriotes dévoués sans réserve à leur pays.

L'Etat de démocratie nationale est appelé à assurer la solution conséquente des problèmes du renforcement de l'indépendance politique et économique des pays libérés, de la liquidation de la domination de l'impérialisme, du développement sur la voie du progrès social.

Il est hors de doute que l'Etat de démocratie nationale permet d'ouvrir les perspectives du passage à une forme plus élevée d'organisation sociale, au fur et à mesure de la maturation des conditions objectives et subjectives, suivant la lutte des peuples de ces pays. La conquête du régime socialiste exige des modifications révolutionnaires sous une forme ou sous une autre. Mais il n'est pas exclu que le chemin conduisant à la voie de développement non capitaliste passe dans certains pays par l'Etat de démocratie nationale. Celui-ci assure de la meilleure façon les profondes transformations économiques et sociales, le passage à une étape qualitativement nouvelle du développement d'un pays donné, et la possibilité de la voie non capitaliste. La formation de l'Etat de démocratie nationale, la liquidation par ce dernier de la domination des monopoles impérialistes, le développement sur la voie du progrès social et de la démocratie, une lutte active pour la paix, porteraient de nouveaux coups considérables aux puissances coloniales et au système impérialiste dans son ensemble. Le marxisme-léninisme enseigne que tous les peuples viendront au socialisme. Mais ils choisiront eux-mêmes les voies de ce passage.

Les peuples ont bien appris par leur propre expérience l'essence du régime capitaliste avec ses lois rapaces d'exploitation et d'oppression. C'est ce qui explique que dans les pays libérés seuls les réactionnaires les plus fieffés parlent de la voie capitaliste. Les éléments progressistes d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine rejettent cette voie. Le socialisme est l'idée la plus populaire sur ces continents.

D'éminentes personnalités de nombreux pays libérés parlent du socialisme. Bien sûr, dans l'idée des leaders bourgeois et petits-bourgeois des pays libérés le socialisme n'est pas une notion identique à la notion marxiste-léniniste du socialisme, elle lui est même parfois opposée. Mais il est déjà significatif qu'aujourd'hui, le leader qui veut conquérir les sympathies du peuple ne peut pas ne pas admettre le socialisme comme étant la voie qui assure l'évolution du pays vers l'indépendance nationale, vers l'épanouissement de la nation. C'est la marque de l'époque.

L'Union soviétique et les pays de démocratie populaire bouleversent les esprits des peuples par leurs succès historiques de portée mondiale dans le développement de l'industrie et de l'économie tout entière, dans l'essor du bien-être et de la culture du peuple. Parlant des réalisations de la science soviétique, qui se sont exprimées concrètement par le premier vol d'un Soviétique dans le cosmos, le journal ghanéen *Evening News* écrivait : « *Le fait que cet exploit est devenu possible quelque quarante ans après l'entrée d'un pays auparavant arriéré sur la voie d'un développement dans des conditions de liberté véritable, est un témoignage admirable*

de la puissance et de l'efficacité du régime socialiste. C'est un bon exemple pour les pays africains et tous les autres pays neufs. »

Le journal uruguayen *Popular* a tiré cette conclusion : « *Pendant 43 ans les idéologues du capitalisme se sont moqués du pouvoir des ouvriers et des paysans. Et à chaque fois ils prédisaient qu'il ne vivrait pas longtemps, affirmant que les ouvriers et les paysans ne sont pas capables de diriger un Etat. Ce mensonge a été détruit de fond en comble aux yeux des masses populaires. Les ouvriers et les paysans peuvent diriger un Etat, et mieux que d'autres encore !* »

L'expérience historique a démontré qu'à l'époque actuelle, le stade de développement capitaliste n'est aucunement obligatoire pour les pays économiquement arriérés. La thèse de Lénine disant « *qu'avec l'aide du prolétariat des pays les plus avancés, les pays arriérés peuvent passer au régime soviétique, et après une certaine évolution, au communisme, en se passant de la phase capitaliste* » [1] se trouve entièrement confirmée. De nombreux peuples du Caucase et d'Asie centrale sont venus au socialisme en partant du féodalisme et du régime tribal. La République populaire mongole a suivi une voie de développement non capitaliste. La République démocratique du Vietnam suit cette même voie.

Il y a un peu plus de 40 ans, les républiques soviétiques d'Asie centrale se trouvaient au même niveau de développement économique que la Turquie, l'Iran, le Pakistan et plusieurs autres pays d'Asie. Un peu plus de 40 ans est un laps de temps historique bref, c'est moins que la durée de la vie d'une génération. Mais quels changements étonnants se sont produits dans les républiques soviétiques ! A présent, ce sont des républiques socialistes industrielles et avancées, avec une économie, une culture et une santé publique hautement développées. La production de la grosse industrie y a augmenté de plus de 60 fois.

Avant la révolution, il n'y avait pas d'établissements d'enseignement supérieur au Kazakhstan, en Ouzbékistan, en Kirghizie, au Tadjikistan et en Turkménie, et maintenant un vaste réseau de l'enseignement supérieur y est développé. Pour chaque dix mille habitants de ces républiques, il y a en moyenne 88 étudiants dans l'enseignement supérieur, alors qu'en France il y en a 40, en Italie 34 et en Allemagne occidentale 31. Autrement dit, les pays qui suivent la voie capitaliste et qui étaient autrefois en avance de 2 à 3 siècles sur les républiques d'Asie centrale, comptent à présent de 1,5 à 2 fois moins d'étudiants.

Tous ces faits sont largement connus. Aujourd'hui, il n'y a plus à se demander quelle voie — capitaliste ou socialiste — est plus progressiste, laquelle répond aux intérêts des peuples. Cela apparaît lorsqu'on compare ce que réalisent l'une et l'autre. La voie du développement socialiste assure un développement véritablement indépendant des peuples, la solution de tous les problèmes sociaux dans l'intérêt des travailleurs et de la population tout entière. La société socialiste est caractérisée par l'absence d'exploitation de l'homme par l'homme, par la forme socialiste de propriété des

---

(1) LÉNINE : Rapport de la Commission nationale et coloniale, 26-7-1920, O.C.T. XXV, p. 421, E.S.I., Paris 1935.

moyens de production, par la planification de l'économie nationale, par l'absence de chômage et de discrimination raciale et nationale, par l'octroi au peuple des droits démocratiques les plus larges et par l'élévation systématique de son niveau de vie.

Les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine se sont engagés sur le chemin de l'indépendance, et il est hors de doute qu'ils enrichiront la théorie et la pratique de la transformation sociale. Leur chemin n'est pas aisé. Un bon nombre de combats acharnés contre l'impérialisme les attendent. Mais il n'y a pas de force qui puisse stopper le mouvement en avant de l'histoire. Les révolutions de libération nationale se développent en largeur et en profondeur, elles détruisent le système honteux du colonialisme. Sur les voies de la démocratie nationale et du progrès social, les anciennes colonies et semi-colonies deviendront des Etats prospères.

L'ÉCLATEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ARABE UNIE

par Charles HAROCHE

LA journée du 28 septembre 1961 fera date dans l'histoire des relations entre la Syrie et l'Egypte comme dans l'histoire du Moyen-Orient arabe, pourtant fertile en convulsions, crises et pronunciamentos.

L'éclatement de la R.A.U. a été aussi brusque et rapide que la fusion syro-égyptienne en février 1958. En moins de quelques heures, le mouvement insurrectionnel, conduit par des officiers supérieurs de l'armée syrienne, contrôlait la totalité du territoire syrien, tandis que l'une après l'autre, les unités de la première armée à majorité syrienne se ralliaient au gouvernement entraînant toutes les garnisons du pays, celles du secteur du sud et du sud-est qui gardent la frontière avec Israël, celle d'Alep notamment, la plus importante parce qu'elle comprenait plusieurs milliers de soldats égyptiens sur lesquels pouvait compter Nasser.

L'aviation, l'artillerie, les gardes-côtes, les écoles militaires et les centres d'entraînement syriens ont annoncé leur adhésion au mouvement.

Aussitôt, de grandes manifestations populaires s'étaient spontanément déroulées à Damas. La foule acclama les forces armées syriennes et se massa devant les bâtiments du haut commandement dont les officiers révoltés s'étaient emparés à l'aube du jeudi 28 septembre 1961.

Quels sont ces officiers ? Nasser qui les a destitués a donné leurs noms : il s'agit de deux généraux et de quelques colonels accusés par Nasser d'être à la tête du mouvement. Ce sont les brigadiers généraux Abdel Ghani Dahman et Muaffag Assasa, des lieutenants-colonels Abdel Karim Nahlawi, Heidar el Kuzbari (celui-ci est cousin du chef du gouvernement Maamounn el Kouzbari) Nassib el Hindi et Hisham Abdel Rabbot.

Ces officiers se sont désignés eux-mêmes sous le vocable : « *Haut-commandement révolutionnaire arabe des forces armées.* »

Ils n'avaient pas initialement précisé s'ils voulaient faire sécession avec la R.A.U., et ce sont les manifestants qui arborèrent les drapeaux de l'ancienne République syrienne sur des bâtiments publics à Damas.

Leur premier communiqué, diffusé le 28 septembre à 5 h. 30 par Radio-Damas, déclarait :

« *Ce matin, votre armée, qui était et qui sera toujours le soutien veillant sur la patrie, sa sécurité, sa liberté et sa dignité, s'est soulevée pour démolir la corruption et la tyrannie et restituer au peuple ses droits légitimes.*

« *Nous proclamons que ce mouvement nationaliste n'a aucune relation avec aucune personnalité ou avec une classe particulière, mais c'est un mouvement qui vise à rectifier une situation illégitime.*

« *...Nous avons frappé à toutes les portes pour obtenir des réformes avant de nous révolter, mais nous n'avons pas trouvé d'autre moyen pour nous débarrasser de l'exploiteur, et suivre la voie de la liberté. Nous avons dû recourir à la force pour restituer au peuple sa liberté et à l'armée sa dignité. Désormais, nous n'accepterons pas que le drapeau de l'arabisme couvre n'importe quelle situation illégitime. Nous sommes prêts à verser notre sang. Nous avons pris l'engagement de vivre dans la dignité...* »

De cette première profession de foi, il résulte que le mouvement insurrectionnel se qualifie lui-même de *mouvement nationaliste* dont le but est de corriger une *situation illégitime,* créée en Syrie, afin de restituer au peuple sa liberté que l'exploiteur lui a ravie et à l'armée syrienne sa dignité. Aucune référence n'est faite explicitement à l'Egypte et à Nasser, mais le peuple syrien aura vite compris de quoi il s'agissait. D'ailleurs, d'autres communiqués du « Haut-commandement » annonçaient un peu plus tard dans la journée du jeudi 28 septembre la fermeture de tous les aérodromes et de tous les ports de Syrie, et demandaient à la population « *de bien traiter nos frères égyptiens* », ajoutant que les insurgés seront « *très sévères dans la répression de toute action commise contre nos frères égyptiens habitant en Syrie et les bâtiments de l'Etat.* »

Il n'y eut pas à déplorer d'incidents de ce genre et cela montre la grande maturité politique du peuple syrien et son esprit de discipline dans les manifestations de joie qui ont salué le mouvement de l'armée.

LA FAILLITE DES THESES DE NASSER

LE ressentiment national de l'armée syrienne à l'égard de la domination égyptienne n'est évidemment que le reflet de l'expression générale du mécontentement du peuple syrien devant les effets désastreux de la fusion.

Le mouvement de l'armée s'est développé parallèlement à ce mécontentement grandissant. Il a répondu aux aspirations populaires. La dissolution de l'union entre la Syrie et l'Egypte n'est pas à vrai dire une surprise. Elle est le résultat inévitable de la distorsion des bases économiques et politiques sur lesquelles elle fut fondée.

Il est vrai aussi que la bourgeoisie syrienne comptait en tirer profit pour l'industrialisation accélérée et par l'écoulement de sa production sur le marché égyptien.

L'union qui fut mise en vigueur à l'instigation du Baas (Parti socialiste de la renaissance arabe), s'est avérée désastreuse les premiers temps d'enthousiasme passés. Les conquêtes démocratiques de la Syrie gagnées par la lutte du peuple dans les dernières années, avant la création de la R.A.U., disparurent l'une après l'autre.

Le Parlement fut dissous, les partis politiques abolis, les syndicats ouvriers furent obligés d'accepter que le gouvernement nomme leurs dirigeants. L'économie syrienne subit une infiltration insidieuse d'abord, et plus brutale ensuite du capital financier égyptien et même le gouvernement de la province syrienne fut dissous, le pays étant finalement administré du Caire.

Le Parti communiste syrien avait prévu ces conséquences. Il a soutenu que la R.A.U. ne pouvait vivre et prospérer que si elle gardait ses buts originaux, autrement dit il préconisait l'union fédérale sur des bases démocratiques. Une déclaration de son Comité central en novembre 1958 avait réaffirmé que la solidarité des peuples arabes restait leur arme principale dans la lutte contre l'impérialisme.

Ces mêmes principes furent réaffirmés encore une fois par les Partis communistes de Syrie et d'Egypte. Les deux partis frères ont averti Nasser que la R.A.U., telle qu'elle était conçue et telle qu'elle était dirigée par lui, était en danger de dislocation.

Les dirigeants de la R.A.U., les classes dirigeantes égyptienne et syrienne ont réagi en déclenchant une guerre sans merci contre les deux partis communistes et dès 1959, un régime de terreur policière fut imposé à la Syrie et à l'Egypte, frappant les communistes, dont Farajallah Hélou, assassiné par des tortionnaires, persécutant des personnalités bien connues du monde arabe, pourchassant les éléments patriotiques, emprisonnant à tour de bras sans jugement.

MECONTENTEMENT GENERAL DE TOUTES LES CLASSES SYRIENNES

EN Syrie seulement, « *avant le coup d'Etat,* vient de préciser Kouzbari, *quelques* 3.000 *personnes étaient détenues illégalement. Leurs dossiers sont à l'étude. Il sera rapidement statué sur chacun des cas.* »

Il faut dire que les partis politiques de la bourgeoisie syrienne, effrayés par l'influence croissante des organisations de la classe ouvrière, avaient emboîté le pas aux classes dirigeantes égyptiennes et à Nasser dans leur croisade anticommuniste et antidémocratique. Leur responsabilité ne saurait être estompée.

Après la liquidation des partis politiques, après le congédiement des ministres syriens et des leaders du Baas, Ahram Hourani, Salah Bitar et Michel Aflak, grands responsables de la création de la R.A.U. et anticommunistes notoires qui avaient par esprit de classe entériné les campagnes antidémocratiques et de terreur ; après la dissolution de l'Union nationale, il était clair qu'il y avait quelque chose de pourri dans le royaume de Nasser. Même le vieux Choukry Kouatby qui avait offert la Syrie à l'Egypte « *sur un plateau* » et qui fut promu par Nasser « *Citoyen arabe n°* 1 » s'était abstenu lors des cérémonies du 3e anniversaire de l'unité, et avait décidé de se faire soigner en Suisse, sans passer préalablement par le Caire. C'est que des forces politiques de plus en plus importantes en Syrie refusaient de coopérer avec la dictature nassérienne, ainsi que l'ont montré également les démissions successives de responsables syriens, ministres, députés, ou grands fonctionnaires du régime.

Les dernières mesures économiques adoptées en juillet 1961 et visant à l'égyptianisation totale de la Syrie, notamment celles se rapportant à la nationalisation à la manière égyptienne d'un certain nombre d'entreprises, du commerce extérieur, des banques, des compagnies d'assurances ont achevé d'effrayer la bourgeoisie nationale et le peuple syrien dans sa grande majorité.

Ces mesures ont fini par convaincre définitivement, même les plus hésitants, qu'avec l'Egypte, il n'y avait plus aucune possibilité, sinon la rupture de la R.A.U., d'échapper à l'intégration économique et politique sous la dépendance du capitalisme d'Etat égyptien. En effet, le chemin pour l'unification des monnaies était désormais aplani : on parlait d'un « dinar arabe » dont le taux de change aurait été de 10 livres syriennes pour 1 livre égyptienne. Le statut et la personnalité de la Syrie risquaient d'être supprimés. C'était la légalisation d'une colonisation de fait. Nasser touchait donc au vif des intérêts fondamentaux de l'économie nationale syrienne, sous prétexte « d'économie dirigée » et au moyen de la démagogie sociale.

Les nationalisations affectaient en Syrie la société « Khoumassya » pour la filature et le textile, (dont le principal actionnaire est Maamounn Kouzbari), la Société de « Filature et Textile d'Alep » et la « Société Arabe de bois » à Lattaquié. L'Etat, c'est-à-dire en fait l'Egypte, s'appropriait 50 % des actions de certaines sociétés, telles par exemple que les usines « Sami Sayem el Dahr » pour la filature et le textile, à Alep, « la Société Arabe pour le cardage et l'exportation de coton », les minoteries de Homs, Alep et Damas, etc.

Les nationalisations telles que les pratique Nasser laissent subsister tous les fondements du capitalisme, les droits à la propriété privée restant considérables, puisque toute personne peut posséder des actions d'une valeur de 100.000 livres syriennes dans une série de sociétés, et posséder en même temps des terrains, des immeubles. En plus, il a le droit de posséder 45 hectares. Le capital pourra croître et s'accumuler.

Il s'agissait donc en réalité d'augmenter toujours davantage les domaines du secteur d'Etat en Egypte et en Syrie et de les soumettre aux intérêts égyptiens.

Pour assurer l'application de ces mesures et de ces lois selon leurs intérêts, les gouvernants nassériens avaient décidé la fusion des trois conseils ministériels en un seul conseil siégeant au Caire. Ils ont placé sous l'autorité du secteur public, en Egypte, les entreprises économiques qui constituent le secteur d'Etat en Syrie, telles que la raffinerie de pétrole de Homs, l'industrie pétrolière, le port de Lattaquié, le barrage de Rastan, les sociétés et entreprises précédemment et nouvellement nationalisées. Cela signifie, pratiquement, les placer sous le contrôle et la direction des dirigeants du Caire qui allaient les orienter et les exploiter conformément à leurs besoins croissants dans tous les domaines (rôle plus actif en Afrique, remboursement des différents emprunts, etc.).

Même le Conseil exécutif syrien fabriqué par Nasser n'était plus l'instrument pouvant lui permettre de réaliser ses objectifs en Syrie. D'où sa suppression, car il n'avait plus confiance en aucun organe syrien et même en ses agents syriens. Presque tous les ministres syriens furent transférés en Egypte, ainsi que de nombreux parlementaires qui viennent de se rallier au gouvernement Kouzbari, ainsi que des diplomates syriens à l'étranger.

Beaucoup d'industriels syriens jouaient avant la fusion un rôle important dans le développement de l'industrie syrienne. Malgré leur hésitation et leur inconstance, ils combattaient les monopoles impérialistes.

On comprend mieux ainsi pourquoi le soulèvement fut rapidement organisé et en moins de deux jours, les 28 et 29 septembre 1961, tout ce que la Syrie a de plus représentatif a soutenu l'action des officiers rebelles et du peuple.

LE NOUVEAU REGIME ET LES PARTIS POLITIQUES

DU point de vue de la classe, le « Haut-commandement révolutionnaire » représente l'aile militaire de la bourgeoisie nationale syrienne et par conséquent la double tendance de celle-ci s'y manifeste dans les conditions propres à l'étape historique que vit actuel-

lement la Syrie dans la voie de sa « déségyptianisation » et de sa restauration.

C'est ainsi que sont affirmés d'une manière contradictoire les mots d'ordre de « *véritable socialisme arabe* », « *d'unité et de libération des peuples arabes* », de « *dissolution des partis politiques* », tandis que le général Zahreddine déclare que si le secrétaire général du Parti communiste syrien, Khaled Bagdache rentrait en Syrie, il serait exécuté conformément à la condamnation à mort prononcée contre lui par un tribunal de Nasser.

Il importe donc de ne pas considérer les éléments qui forment le « Haut-commandement » comme un bloc homogène. Ceux qui s'opposent au rétablissement des partis politiques n'inclinent pas nécessairement à la conciliation avec l'impérialisme. Certains ex-partisans du général Chichakly, membres du « Haut-commandement », en participant à la rébellion, gardent leurs tendances réactionnaires, mais c'est un fait que le mouvement de l'ensemble de l'armée correspondait aux aspirations du peuple syrien qui voulait se libérer de la dictature nassérienne.

C'est cette attitude positive qui l'a emporté au moment du soulèvement et ce qu'il faut mettre au bénéfice de l'action du peuple syrien, étant bien entendu que l'essentiel est de déterminer laquelle des deux tendances de la bourgeoisie nationale l'emporte à tel ou tel moment.

Il faut bien considérer comme deux choses différentes la lutte contre les tendances réactionnaires de la bourgeoisie nationale et la lutte contre la bourgeoisie pro-impérialiste. Il est vrai que des risques existent toujours dans l'indécision inhérente à la bourgeoisie nationale et dans ses penchants à pactiser avec les éléments pro-impérialistes. On ne pourra sans doute voir dans quel sens évoluera la situation qu'après les élections et la formation de l'assemblée constituante.

Il semble que durant cette période transitoire, en Syrie, le « Haut-commandement » — quoi qu'il en dise — continuera à jouer un rôle politique parallèlement à l'action du gouvernement Kouzbari. S'étant souvent posés en « arbitres » dans les situations critiques, les chefs de l'armée syrienne entendent exercer leur influence sur la réorganisation intérieure du pays.

C'est ce qu'a confirmé un membre du commandement suprême, le 9 octobre, devant la commission municipale de Damas.

« *L'armée,* dit-il, *ne participera pas au pouvoir. Nous n'admettrons pas la reconstitution des partis ni les discussions internes... Les partis se sont dissous eux-mêmes. Nous ne permettrons aucune activité partisane et aucun sabotage. Nous frapperons avec une main de fer quiconque tenterait de porter atteinte à la sécurité du pays. Nous nous emploierons plutôt à renforcer l'armée, à l'orienter*

vers ses vrais objectifs : l'unité et la libération des peuples arabes. La voie que nous suivons sera parallèle à celle des hommes politiques mais toutes les deux conduisent au même but. »

Cette prise de position tire argument d'une double crainte : voir aux prochaines élections le Parti communiste syrien, qui préconise un Front national, recueillir un nombre appréciable de suffrages, d'autre part, le retour des différents partis traditionnels de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie dont les désaccords avaient provoqué la fusion syro-égytienne, risque aux yeux des chefs de l'armée, de faire renaître au cours de la compétition électorale de nouvelles dissensions.

D'où la décision que les candidats aux élections pour la formation d'une Assemblée constituante devront se présenter à titre individuel y compris les communistes, quitte pour cette assemblée qui désignera un gouvernement de décider s'il y a lieu d'autoriser les partis politiques à reprendre officiellement leurs activités.

STRUCTURE SOCIALE ET NATIONALE DU GOUVERNEMENT KOUZBARI

D'AILLEURS, la formation même du gouvernement Kouzbari reflète cette répartition, puisque le nouveau cabinet comprend 5 représentants de Damas, 3 d'Alep, 2 de Lattaquié et 1 de Homs. Neuf des onze ministres sont musulmans et deux sont chrétiens. On ne trouve pas de Druze dans le cabinet.

Le contenu national et de classe du nouveau gouvernement semble avoir été déterminé par deux facteurs objectifs :

1° La bourgeoisie industrielle et commerçante de Syrie, menacée directement par les mesures économiques et politiques de Nasser a dû reconquérir le pouvoir avec l'aide de l'armée et du peuple pour trouver une issue qui lui soit favorable à l'égyptianisation forcée de son pays.

2° L'ajustement du nouveau régime se fait nécessairement dans l'incertitude, en face du peuple syrien en mouvement.

D'où les contradictions apparentes des premières mesures gouvernementales : interdiction des manifestations populaires, fermeture des universités où se recrutent parmi 12 à 14.000 étudiants d'importantes forces d'opposition à Nasser ; mais aussi tentatives de rassurer la classe ouvrière, en lui promettant que ses conquêtes sociales seraient maintenues, ainsi que la réforme agraire. Le conseil des ministres a décidé, le 5 octobre, que les ouvriers seront associés aux conseils d'administration et participeront aux bénéfices des sociétés dans lesquelles ils travaillent dans la proportion de 25 % au lieu de 10 % qui leur avaient été promis par l'ancien régime.

D'autre part, un statut libéral sera rendu au commerce extérieur.

« *Le gouvernement syrien,* a dit M. Kouzbari (5 octobre) *traitera des affaires courantes, mais il attendra que le Parlement soit en place pour régler les problèmes essentiels de la vie politique et économique.* »

La coloration sociale du nouveau cabinet est fournie d'abord par la personnalité de M. Maamounn Kouzbari, président du parti « el Tahrir » (Parti de la libération arabe) qui eut pour fondateur le général Chichakly et par une coalition de représentants d'anciens partis politiques, notamment des *populistes,* des *nationalistes* et des *constitutionnels indépendants.*

N'y figurent pas le parti *Baas* (parti socialiste de la résurrection arabe), principal artisan de la fusion syro-égyptienne, ni les *Frères musulmans,* ni le Parti communiste syrien, ni le Bloc démocratique.

La répartition des ministères révèle aussi que le parti populiste (« Ach-Chaab » en arabe) détient 3 postes : la Santé publique, les Affaires sociales et la Justice. Ce parti est dominé par les féodaux tels que Sabir Atassi et les grands bourgeois terriens comme Rouchdi Kekhia. Il a une grande influence surtout à Damas où vivent loin de leurs terres les grosses familles foncières et dans la région d'Alep. Il est favorable à l'union syro-irakienne pour des raisons économiques qui puisent leurs sources dans les contradictions avec la bourgeoisie damasquine.

Les adversaires traditionnels des « populistes » sont les leaders du parti nationaliste dont M. Choukry al Koualty, qui fut président de la République avant de livrer la Syrie à l'Egypte.

Le « Parti de la Libération arabe » (el Tahrir) compte également trois personnalités influentes de la grande bourgeoisie de Damas : Kouzbari (président du Conseil, ministre des Affaires étrangères et de la Défense), le docteur Adnan al Koualty, neveu de Choukry al Koualty et lui-même ancien bâtonnier de l'ordre des avocats de Damas (ministre de l'Intérieur) et M. Abdel Rahman Houria (Travaux publics).

Quatre membres du « bloc constitutionnel des indépendants » figurent au gouvernement. La caractéristique de la situation intérieure en Syrie est l'unanimité réalisée par toutes les formations politiques et religieuses autour du nouveau gouvernement, même de celles qui n'y participent pas.

Les ralliements de toutes les tendances de l'opinion syrienne se sont succédés et manifestés par des documents signés par presque la totalité des dirigeants des partis politiques dont d'anciens ministres de la R.A.U.

A Alep aussi les principaux partis politique de la région ont publié un manifeste appuyant le nouveau régime.

Le ralliement de la Ligue des Ulémas (docteurs de la loi coranique) et de la Fédération des Chambres de commerce et d'industrie complètent le tableau de cette rare unanimité dans l'histoire de la Syrie depuis 1945.

On sait que dès fin septembre, avant tous les autres groupements politiques et sociaux, le Parti communiste syrien a diffusé un appel au peuple syrien (voir *France Nouvelle* n° 835 où il est publié), saluant sa victoire, celle de l'armée et proposant des solutions nationales et démocratiques.

Les assises populaires du nouveau régime sont donc très larges, d'abord parce qu'il marque la fin d'un assujettissement qui a atteint toutes les classes sociales et qu'il se propose de restaurer la Syrie dans sa souveraineté et sa liberté.

Le programme intérieur et extérieur de Kouzbari répond-il pleinement à ces exigences ?

Les nombreuses déclarations faites ces derniers temps permettent de résumer ce programme :

SUR LE PLAN DE L'ARABISME

LE mouvement insurrectionnel a porté un coup sévère aux conceptions fausses de Nasser au sujet de l'« unité arabe ». La pratique de la fusion syro-égyptienne s'est révélée désastreuse et s'est soldée par une faillite. Les thèses dont Nasser est le champion reçoivent un démenti dans les faits de la vie. Ce qui confirme les avertissements nombreux du Parti communiste syrien. En fait, ce sont les idées de notre parti frère qui ont fait et qui font leur chemin en Syrie.

Cependant, il faut reconnaître que la réaction des couches sociales essentielles de Syrie ne paraît pas avoir été de répudier l'union avec l'Egypte, mais de mieux l'aménager. D'où la recherche d'un accord avorté avec le maréchal Amer, puis maintenant, après la formation du gouvernement Kouzbari, une série de professions de foi sur « l'arabisme unitaire » qui garde de persistants adeptes, quitte à discuter ses modalités d'application.

La proposition de Kouzbari et du « Commandement révolutionnaire de l'armée » d'organiser une « Fédération des Etats arabes » répond à cette préoccupation de réaliser « *la grande unité arabe sur la base d'une décentralisation constitutionnelle respectant les pouvoirs législatifs et exécutifs propres à chaque Etat qui conserverait sa souveraineté régionale et internationale* ».

Sans doute s'agit-il avec ce projet de forcer la Ligue arabe à mettre fin à l'influence prédominante de l'Egypte, mais il ne faut pas oublier que les partis « ach Chaab » (populiste), nationaliste et

le parti de la libération arabe « el Tahrir » qui dominent le gouvernement Kouzbari ont toujours été favorables à la création d'une « grande Syrie » (Liban, Syrie, Jordanie, Palestine) ou à défaut, comme première étape d'un « Croissant fertile » (Syrie et Irak).

LA RECONSTRUCTION SOCIALISTE DE L'AGRICULTURE EN BULGARIE*

par Bernard COURET.

DIX-SEPT ans se sont écoulés depuis la victoire de la révolution démocratique populaire qui a ouvert la voie à l'édification du socialisme en Bulgarie.

La construction du socialisme en Bulgarie a exigé avant tout l'instauration de rapports de production socialistes non seulement dans l'industrie, mais aussi dans l'agriculture et les autres branches de l'économie nationale. Il a fallu réaliser la propriété sociale des moyens de production, mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme.

La victoire des rapports de production socialistes dans l'ensemble de l'économie a créé d'immenses possibilités favorables au développement rapide des forces productives.

La Bulgarie possède aujourd'hui sa propre industrie de constructions mécaniques, sa sidérurgie et sa métallurgie des métaux non-ferreux, une industrie chimique et d'autres branches qui n'existaient pas auparavant. La production industrielle a pris une place prépondérante dans l'ensemble de la production. Le rapport de l'industrie lourde à l'industrie légère s'est modifié en faveur de la première, l'infrastructure de l'industrie a été presque entièrement rénovée et s'est considérablement agrandie.

L'exemple de la Bulgarie confirme cette thèse léniniste à savoir qu'on ne peut édifier le socialisme sans une industrie capable de réorganiser également l'agriculture. L'industrialisation du pays a eu une importance décisive pour la liquidation du retard séculaire de l'économie, pour la consolidation de son indépendance vis-à-vis du capital monopoliste étranger. Elle a également permis de résoudre avec succès l'une des tâches les plus difficiles de la période du passage au socialisme : *la reconstruction socialiste de l'agriculture*

* L'auteur tient à remercier ici tous ceux qui ont contribué à l'élaboration de cette étude et plus particulièrement Todor Nenov, chef du département de l'organisation économique des coopératives agricoles près du ministère de l'Agriculture pour les longs et fructueux entretiens qu'il a bien voulu m'accorder ; les camarades du service économique et la direction du « Village coopératif » ; la rédaction en chef de l'organe du Parti communiste *Rabotnitchesko Délo* ; le service de la Statistique et enfin, Maria Pecheva du « *Comité d'amitié et de relations culturelles avec l'étranger* » qui s'est dépensée sans compter pour organiser et mon voyage et mes rencontres avec de nombreuses personnalités bulgares sans qui ce travail n'aurait pu être mené à bien.

qui constitue le succès le plus remarquable de l'édification du socialisme en Bulgarie depuis 1944.

D'un pays agraire arriéré, la République populaire de Bulgarie s'est transformée en un pays socialiste, industriel et agraire, possédant une économie agricole coopérée et mécanisée; elle est à la veille de voir accomplie la tâche posée par Georges Dimitrov au Ve Congrès du Parti : « *Réaliser en quinze ou vingt ans, grâce à l'industrialisation et à l'électrification du pays, et à la mécanisation de l'agriculture, ce que d'autres pays, dans d'autres conditions, ont réalisé en un siècle.* »

L'ECONOMIE RURALE AVANT LE 9 SEPTEMBRE 1944

LA domination turque cinq fois séculaire est d'une grande importance sur le caractère des rapports agraires à la campagne. La paysannerie laborieuse, soumise au féodalisme militaire turc, privée de droits politiques, supportait un lourd fardeau d'impôts, de taxes diverses et dont une des formes les plus odieuses était le « zélénitcharstvo » qui consistait à vendre la récolte sur pied. C'est la pire forme d'exploitation dont le peuple ait gardé le souvenir. La paysannerie vivait dans un demi-servage et n'était nullement intéressée à l'accroissement de la production. Cette circonstance et le manque d'un marché intérieur freinait le développement de l'économie rurale en Bulgarie.

La guerre russo-turque de 1877-1878, guerre libératrice, a joué en Bulgarie le rôle d'une révolution démocratique bourgeoise. Elle mit fin au régime féodal et au servage en vigueur sous le féodalisme militaire turc. Les grandes propriétés des seigneurs turcs furent remplacées par les petites exploitations des paysans bulgares. La caractéristique de la production rurale sera désormais la petite propriété; la Bulgarie devient un pays où prédomine la petite exploitation rurale.

Le développement du capitalisme à la fin du XIXe siècle eut une grande influence sur la formation de la structure agraire en Bulgarie. Le capitalisme pénétra largement dans l'économie rurale et provoqua la ruine de la paysannerie. D'une manière générale, le revenu d'un hectare était inférieur d'au moins un tiers, plus souvent de la moitié, à celui d'un hectare de terre française. Cette infériorité absolue était aggravée par le prix très bas des produits agricoles commercialisés, monopolisés par des groupements d'exportation fortement influencés par le capital étranger, et, en revanche, les prix des produits industriels importés étaient élevés. L'observateur anglais B. Newman, dans son livre « Balkans » condense ces données par le rappel de deux exemples : « *Si le journalier anglais peut acquérir une paire de chaussures au prix de deux ou trois journées de travail, le Bulgare sacrifie trente-cinq fois sa paie pour*

des souliers de moindre qualité. Deux litres de pétrole lui coûtent la valeur de soixante-six œufs ou de six poulets. »

La différenciation dans la campagne bulgare s'aggrava, surtout à l'époque de la crise agraire qui marqua la fin du siècle dernier. En 1897, 1 % des propriétaires ruraux détenaient 15,6 % de la terre et 32 % des propriétaires moins de 2,7 %. L'extension du marché intérieur et l'accumulation du capital aux environs de 1890 contribuèrent au développement de l'industrie capitaliste et la population rurale devint une source de main-d'œuvre pour l'industrie.

Par suite de l'état arriéré de son économie nationale, la Bulgarie ne tarda pas à tomber sous l'influence du capital étranger qui freina son développement industriel. Le pays avec son agriculture et ses matières premières devint un appendice des puissances étrangères. Le capital et la bourgeoisie n'étaient pas intéressés au développement rapide de l'économie rurale. Tous les deux appliquaient des méthodes d'exploitation semi-coloniales qui leur rapportait de gros profits.

Il est évident que de telles méthodes étaient à la fois préjudiciables à l'individu et à l'Etat. En effet, non seulement la production agricole n'assurait qu'un niveau de vie très bas à une population dépourvue de pouvoir d'achat, donc de moyens d'améliorer son exploitation et sa condition d'existence, mais elle était trop faible pour offrir à la collectivité nationale une source de revenus de nature à permettre de financer la modernisation de l'équipement national. Les statistiques concernant la période intermédiaire entre les deux guerres en sont le témoignage. La situation a été en outre aggravée par un redoutable parasitisme économique affectant le commerce extérieur. La médiocrité de l'exploitation rurale doit nourrir, outre les producteurs, toute une population stérile très avide, commerçants, trafiquants, classe sociale dirigeante, subvenir aux dépenses de l'Etat qui ont souvent été, entre les deux guerres, fort inconsidérées et sans rapport avec les besoins réels du pays.

De plus, la situation s'est progressivement aggravée dans les cinquante dernières années et, en particulier, dans l'intervalle entre les deux guerres, du fait de la très rapide croissance démographique. La population rurale est passée de 3,5 millions de personnes en 1910 à 5 millions en 1938. Et malgré cela 82 % de la population qui travaillait la terre n'encaissait que 53 % du revenu national.

Une autre caractéristique des campagnes bulgares était le morcellement de la propriété foncière d'une part et la concentration capitaliste de l'autre. Ce processus comportait en même temps la diminution de la terre, dont disposait en moyenne l'exploitation individuelle. Cette moyenne a été réduite comme suit : 7,28 hectares en 1897; 6,3 en 1908; 5,72 en 1926; 4,9 en 1934 et 4,47 en 1944. On assistait parallèlement au morcellement des terres de chaque exploitation individuelle. En 1926, l'ensemble des terres arables du pays était morcelé en 11.478.902 lots; en 1944 leur nombre

dépassait les 13 millions. Un recensement effectué en 1934 a fourni les données suivantes en ce qui concerne le morcellement de l'agriculture.

TABLEAU I

Répartition des fermes selon l'étendue des terres possédées

Etendue des terres possédées par une seule ferme (en ha)	Nombre des fermes faisant partie de chaque groupe	% du nombre total des fermes	Terres cultivables dans chaque groupe (en ha)	% total des terres cultivables
Jusqu'à 1 ha.....	119.627	13,5	58.408,9	1,3
de 1 à 2.....	119.790	13,5	174.738,1	4,0
de 2 à 3.....	116.967	13,2	287.492,1	6,6
de 3 à 4.....	107.817	17,2	371.714,0	8,5
de 4 à 5.....	94.904	10,7	420.491,8	9,6
de 5 à 6.....	72.894	8,2	396.221,6	9,1
de 6 à 7.....	56.732	6,4	365.354,6	8,4
de 7à 8.....	43.288	4,9	322.206,3	7,4
de 8 à 9.....	33.621	3,8	283.842,0	6,5
de 9 à 10.....	25.346	2,9	239.548,1	5,5
de 10 à 15.....	62.488	7,1	745.788,6	17,0
de 15 à 20.....	18.745	2,1	318.701,0	7,3
de 20 à 30.....	9.623	1,1	226.165,7	5,2
de 30 à 40.....	1.927	0,2	64.954,6	1,5
de 40 à 50.....	539	0,1	23.666,0	0,5
50 et plus	561	0,1	69.135,7	0,6
TOTAL.....	884.869	100	4.368.429,1	100

Par ailleurs, la façon de cultiver la terre était des plus primitives. En 1936, d'après B. Newman, on utilisait encore en Bulgarie près de 500.000 araires contre 279.368 charrues tractées. « *J'ai vu,* ajoute-t-il, *des champs labourés à la charrue de bois traînée par une paire de bœufs* (*et il arrive que deux hommes ou même des femmes remplacent les bêtes de somme*). *Le sillon obtenu est si peu profond qu'il fallait repasser trois à quatre fois sur le même terrain.* » On employait encore dans le pays 316.000 voitures de bois dont 80.000 ne comportaient pas de bandes métalliques. Les procédés de culture étaient des plus élémentaires. Aussi le rendement et la productivité se trouvaient à un niveau très bas. Pour la période s'étendant de 1929 à 1944, les statistiques donnent les chiffres suivants comme moyenne par hectare : 980 kg pour le froment, 940 kg pour le maïs, 740 kg pour le tournesol, 150 kg pour le coton, etc...

Les réformes agraires promulguées par les différents gouvernements n'améliorèrent pas la situation des paysans. Les premières

réformes agraires remontent à l'époque de la libération du joug turc : 1882-1885, lotissement des domaines des « beys » comportant bien souvent de vastes espaces cultivables laissés en friches. La seconde eut lieu sous le gouvernement A. Stamboliski et remonte en 1920. Elle limitait l'étendue de la grande propriété à 30 hectares de terre arable en moyenne (20 à 50 suivant les régions) et morcelait les terres domaniales et les biens de certaines collectivités privées, telles que la banque nationale de Bulgarie. On distribua des lots de 0,5 à 8 hectares. La loi stipulait que « *la terre doit appartenir à ceux qui la travaillent* », mais le gouvernement ne distribua que 69.000 hectares aux 110.000 familles sans terre. En gros un million de personnes se sont trouvées intéressées par la réforme. Le coup d'Etat du 9 juin 1923 élimina les petits privilèges découlant de la réforme agraire de 1920. Après la liquidation de la réforme agraire, la bourgeoisie se mit à vendre des terres provenant du fonds foncier. De 1921 au 9 septembre 1944, 200.000 familles paysannes achetèrent 388.000 hectares de terres à des prix élevés avec des emprunts contractés à des conditions exorbitantes. Cette politique agraire de la bourgeoisie bulgare eut pour résultat d'attacher le petit pays — menacé de ruine et de prolétarisation — à son lopin de terre. Des centaines de milliers de paysans étaient à la merci des koulaks.

Les rapports établis par le fermage jouaient eux aussi un rôle important dans le processus de différenciation et de prolétarisation de la paysannerie. L'extension du fermage auquel se mêlaient des rapports semi-féodaux, tel le métayage, s'accompagnait du progrès du capitalisme dans l'économie rurale et du processus de différenciation parmi la paysannerie. L'extension du fermage acculait l'économie rurale à la stagnation et à la ruine. Les propriétaires ruraux ne consacraient qu'une minime partie de leurs profits au renouvellement de l'outillage et à des travaux de bonification, étant donné qu'ils mettaient à contribution une main-d'œuvre bon marché.

La politique des prix et du crédit rural contribuèrent beaucoup à aggraver le marasme où se débattait l'agriculture bulgare. Le petit exploitant était à la merci des monopoles qui dictaient les prix agricoles. Cela contraignait le paysan bulgare à vendre sa production à des conditions extrêmement défavorables. De plus, le système de crédit venait aggraver la situation des petits propriétaires. Aussi le nombre de petites exploitations grevées de dettes montait en flèche. Cet endettement des propriétaires ruraux était un obstacle sérieux au processus de reproduction élargie. C'est ce que reconnaît le *Bulletin de la Banque agricole bulgare* dans son numéro de mai 1934 : « *La situation des familles rurales,* peut-on y lire, *dont la plupart sont grevées de créances, est extrêmement difficile, presque sans issue. La majorité de la population n'a pas de quoi vivre pendant un jour. Les paysans vendent d'avance en octobre la laine qu'ils tondront en juillet de l'année suivante. Le lait est vendu en janvier et la partie du blé qui n'est pas destinée à payer les inté-*

rêts des dettes est hypothéquée avant la rentrée de la récolte. Les paysans satisfont leurs besoins par des créances sur la récolte future. Pendant toute l'année, ils vivent moyennant des avances. » En 1939, l'Institut d'Etudes Economiques près du ministère de l'Agriculture fit une enquête portant sur 939 familles rurales dans 199 villages. D'après les résultats obtenus, le revenu de la famille rurale se répartit comme suit : 82,7 % pour la nourriture et les vêtements; 6,71 % pour divers autres besoins; 2,42 % pour les frais médicaux et 1,81 % pour l'ameublement. Le pain représentait 36,63 % de la valeur de la nourriture. Les œufs, le beurre et le miel n'y entraient que pour 3,25 %, alors que 5,28 % des dépenses allaient aux boissons alcoolisées, 60 % des maisons à la campagne étaient construites en briques séchées au soleil; seulement 44 % des familles avaient une cuisine. La plupart des paysans dormaient à même le sol, toute la famille dans la même pièce.

La même enquête faisait ressortir que la famille rurale constituait un système économique fermé en ce qui concerne 70 % de sa consommation, ne recourant au marché que pour 30 %. Les familles pauvres et moyennes consommaient près de la moitié de leur production. Leur vie s'inscrivait dans le cadre étroit d'un système économique fermé et elles ne pouvaient se prévaloir des possibilités qu'offrait, théoriquement le marché capitaliste.

Le 9 septembre 1944, l'armée soviétique libérait la Bulgarie. La liberté était née. Une vie nouvelle commençait.

LA CAMPAGNE BULGARE SUR LE CHEMIN DU SOCIALISME

LE pouvoir populaire trouva une agriculture très arriérée disposant d'une base matérielle et technique médiocre, où le rendement des cultures et de l'élevage était des plus bas. L'économie bulgare reposait sur l'échange de produits agricoles spécialisés tel que l'essence de fleurs, tabac, produits maraîchers de primeurs, contre des denrées d'équipement et d'usage. Une des tâches du pouvoir populaire fut de revaloriser ces produits en veillant, avec soin, à leur parfaite qualité et à leur élaboration sous une forme qui leur assure une valeur commerciale supérieure à celle des produits bruts. Cela supposait le développement des industries de transformation de produits agricoles. Ce fut l'objet du plan biennal de restauration de l'économie bulgare qui en même temps commença à transformer la campagne bulgare. Pour conjurer la misère qui était le lot du paysan, le Parti et le gouvernement expliquèrent aux paysans travailleurs que leur groupement en coopératives était pour eux le seul moyen d'éviter la misère et la ruine.

Il faut dire que le mouvement coopératif avait déjà une tradition dans les campagnes bulgares. Les paysans y voyaient par là

un moyen de lutte contre leurs exploiteurs. Aussi avant la libération les coopératives étaient-elles répandues dans de nombreux villages. Les succès obtenus par les coopératives, coopératives de type inférieur, faisaient naître chez les paysans l'espoir qu'ils ne sauraient voir s'améliorer leur situation matérielle que grâce au mouvement coopératif.

La première tentative dans ce domaine remonte en 1899 et eut lieu dans le village de Cochevo, département de Rousse. Elle fut suivie après un intervalle de plus de vingt ans par plusieurs autres qui se tinrent dans des localités différentes, par exemple dans le village de Rougino, arrondissement de Bélogradtchik en 1921, dans le village de Preslav, arrondissement de Plovdiv et à Sliven en 1925. L'idée de coopératives en matière de culture fut un moment sur le point de disparaître en Bulgarie fasciste. Elle connut cependant un regain de popularité grâce aux efforts du Parti communiste qui popularisa largement les succès obtenus dans ce domaine en Union soviétique. Les coopératives agricoles de production connurent alors un développement assez important, surtout dans les régions où le Parti communiste occupait de fortes positions.

L'expérience acquise en matière de coopératives de production agricoles en Bulgarie avant le 9 septembre 1944 illustre une autre thèse léniniste selon laquelle toute coopérative créée sous le régime capitaliste ne saurait constituer qu'un des aspects de l'économie capitaliste puisqu'elle reste soumise aux lois économiques de ce système. Aussi l'agriculture bulgare resta-t-elle jusqu'au 9 septembre 1944, morcelée et d'une productivité très basse.

Marx et Engels avaient prévu qu'après la prise du pouvoir, le prolétariat utiliserait les formes coopératives pour transformer les exploitations privées des paysans en exploitations collectives. Lénine, développant la doctrine de Marx et Engels élabora un programme concret pour faire passer l'économie paysanne de la vieille voie capitaliste dans la voie nouvelle socialiste, au moyen de la coopération; il établit la possibilité et la nécessité d'un développement coopératif de l'agriculture sous la dictature du prolétariat. La création d'exploitations agricoles coopératives de travail, c'est la mise en application du plan coopératif de Lénine dans les conditions concrètes de la Bulgarie.

Après l'avènement du pouvoir démocratique populaire et l'industrialisation socialiste du pays, avec l'aide de l'U.R.S.S. et des démocraties populaires, les conditions politiques et matérielles furent créées pour la réorganisation socialiste de l'économie rurale. Très vite, la paysannerie bulgare se rallia à l'idée du travail collectif de la terre, car elle y voyait le seul moyen de se soustraire à la misère, d'accroître la production et d'élever sensiblement son niveau de vie. Les fermes coopératives s'avérèrent la forme la plus conforme aux traditions du pays et s'adaptant le mieux à la conjoncture du moment pour réorganiser l'économie rurale sur une base socialiste.

L'attachement du peuple bulgare pour la terre a amené les promoteurs de la réforme agraire à conserver la propriété privée de la terre, fait d'une grande importance économique et politique. Le principe de l'adhésion privé de la terre favorisa, d'une part l'adhésion en masse des paysans pauvres et moyens et, d'autre part, il raffermit l'alliance politique de la classe ouvrière et de la paysannerie.

Dans la coopérative la terre reste propriété privée des coopérateurs, mais elle est remembrée dans de vastes ensembles et le travail y est collectif. D'après les statuts des fermes coopératives, les coopérateurs n'ont pas le droit de vendre leur terre à des particuliers. La terre ne peut être vendue qu'à des coopérateurs ou à la ferme coopérative. De cette manière le droit de propriété sur la terre est sensiblement limité. Cela veut dire qu'il n'existe pas de monopole capitaliste de la propriété privée de la terre. L'absence de monopole capitaliste, d'organisation capitaliste de l'agriculture, de classe exploiteuse possédant les moyens de production et embauchant des salariés supprime les conditions qui entraînent l'établissement d'une plus-value et d'une rente capitaliste absolue. Par conséquent, la rente foncière attribuée aux coopérateurs, propriétaires d'une parcelle coopérée, est une nouvelle catégorie économique qui n'exprime nullement des rapports de production socialistes. La rente foncière fait partie du revenu de la ferme coopérative, obtenu par le travail collectif des coopérateurs, qui est réparti non pas selon le travail, mais d'après la quantité et la qualité de la terre concédée par les membres de la coopérative. Les progrès de l'exploitation collective de la terre ont permis aux coopérateurs de constater que la rente foncière est un obstacle au développement des coopératives anssi, en 1958, les coopérateurs de 856 fermes coopératives renoncèrent-ils à celle-ci. L'exemple de ces coopératives qui devait être rapidement suivi est riche d'enseignements. Il démontre la supériorité du principe socialiste de la répartition du revenu, basé sur la quantité et la qualité du travail fourni. Par là, les fermes coopératives deviennent un type supérieur d'exploitation socialiste.

TABLEAU II

Evolution en % des revenus perçus sous forme de rente foncière

1951.	22,73	1956.	9,34
1952.	19,93	1957.	5,78
1953.	15,93	1958.	1,96
1954.	12,29	1959.	0,08
1955.	9,54	1960.	0,03

Le développement des coopératives montre qu'elles ne sont pas une forme figée, qu'elles progressent sans cesse. Elles ne sont plus aujourd'hui ce qu'elles étaient aux premières années de leur existence. A mesure qu'elles se renforcent économiquement et sur le plan d'organisation, on voit se modifier le rapport entre les revenus répartis selon le travail fourni et les revenus répartis selon l'apport de terres; les revenus perçus sous forme de rente foncière diminuent sans cesse. Le tableau ci-dessus montre qu'elle a cessé d'être la caractéristique essentielle de la coopérative.

LE DEVELOPPEMENT ACCELERE DU MOUVEMENT COOPERATIF

TABLEAU III

Evolution du mouvement coopératif

Années	Nombre de fermes coopératives	Nombre de familles coopérées (en milliers)	Superficie moyenne cultivée par une ferme coopérative (en ha)
1944	110	7	240,9
1945	382	34	383,8
1946	480	41	359,6
1947	579	46	328,5
1948	1.100	124	265,8
1949	1.601	156	346,2
1950	2.501	502	862,2
1951	2.739	582	938,4
1952	2.747	553	914,6
1953	2.744	569	931,6
1954	2.723	569	935,4
1955	2.735	591	936,8
1956	3.100	911	1.116,8
1957	3.452	1.003	1.124,9
1958*	975	1.199	4.505,4
1959	972	1.290	4.155,1
1960	932	—	4.249,8

LES chiffres du tableau ci-dessus démontrent que le système coopératif, que les rapports de production socialistes ont triomphé non seulement à la ville mais aussi dans les campagnes. Les représentants des partis frères au VIIe Congrès du Parti communiste de Bulgarie ont donné une haute appréciation de la politique du Parti communiste bulgare dans l'agriculture. Dans son intervention au Congrès le camarade Khrouchtchev a déclaré : « *Les formes de*

* Cette diminution du nombre de fermes coopératives s'explique par le regroupement qui est intervenu dans les campagnes bulgares dans les années 1958-1959.

coopération dans l'agriculture élaborées et pratiquées dans la République populaire bulgare, nous offrent l'exemple d'une application judicieuse des lois générales de la réorganisation socialiste de l'agriculture aux conditions et aux particularités concrètes de la Bulgarie. L'expérience de votre Parti a confirmé une fois de plus que quelles que soient les particularités nationales, il n'est pas d'autre route, pour conduire les larges masses paysannes au socialisme, que le plan coopératif de Lénine, qui a fait ses preuves. »

Appliquée avec persévérance la politique du Parti eut pour résultat la rapide réorganisation socialiste de l'agriculture. Dès 1948, et plus particulièrement après le Ve Congrès du Parti communiste bulgare, le mouvement pour la coopération des terres a revêtu l'aspect d'un mouvement de masse. Celui-ci s'accéléra à partir de 1950 lorsque pendant la même année 900 fermes coopératives furent créées.

Durant cette période, à côté des paysans pauvres, ont également donné leur adhésion au mouvement coopératif des paysans moyens. Cette adhésion s'effectua en masse, des villages et des régions entières entrèrent dans les coopératives. Ce fut un véritable tournant dans l'histoire du mouvement coopératif.

Mettant à profit les premières difficultés ayant accompagné l'organisation et le développement des grandes fermes coopératives et celles résultant de la mauvaise récolte de l'année précédente, ainsi que certaines erreurs et déviations provenant de quelques activistes locaux, les koulaks et les ennemis du socialisme ont tenté de soulever les paysans de l'arrondissement de Goula ainsi que ceux de certains autres endroits contre le pouvoir socialiste. Ces visées néfastes n'ont pas abouti. Démasqué, l'ennemi fut rapidement réduit à l'impuissance. Afin de consolider les succès obtenus, le Parti communiste mobilisa ses militants et attira l'attention de ses organisations sur la nécessité de consolider économiquement et politiquement les fermes coopératives afin de renforcer les liens entre le Parti et les paysans.

Pendant le premier quinquennat (1949-1953) eurent lieu les deuxième et troisième Congrès des coopératives agricoles.

Le second Congrès des coopératives agricoles se tint en avril 1950 et ses décisions eurent une importance capitale pour le développement rapide du système coopératif à la campagne. C'est à ce Congrès que fut adopté le statut-type des fermes coopératives agricoles. Dans ce statut furent synthétisées les questions fondamentales ayant trait aux fermes coopératives en tant qu'entreprises socialistes, les conditions d'adhésion aux fermes coopératives, l'organisation de la production, la répartition des revenus ainsi que les problèmes de gestion.

Le troisième Congrès se tint en décembre 1953. Il dressa le bilan du développement du mouvement coopératif à la fin du premier quinquennat. Les tâches posées par le premier quinquennat étaient

accomplies. A la fin de 1953, on dénombrait 2.744 fermes coopératives qui, avec 569.000 familles paysannes sur 1.100.000 dans l'ensemble du pays travaillaient 61 % de toute la terre arable du pays.

Le VIe Congrès du Parti communiste bulgare (mars 1954) élabora les lignes principales du développement de l'économie nationale pour le deuxième plan quinquennal (1953-1957). Il fixait pour tâche principale l'amélioration des conditions d'existence des masses laborieuses : assurer des rendements stables, augmenter la production animale, obtenir un accroissement de la production générale et marchande de l'économie rurale. Les objectifs assignés prévoyaient une augmentation du blé de 14 % par rapport à 1952; des céréales fourragères de 80 %; des fourrages verts de deux fois, des betteraves de huit fois ainsi que le développement des cultures industrielles. En outre, il importait d'augmenter la productivité, le nombre de têtes de bétail et en même temps transformer la structure sociale de l'élevage. Celui-ci se trouvait entre les mains des exploitants agricoles privés ou s'effectuait dans les limites des exploitations laissées en propre aux paysans coopérés. A cet égard, grâce à l'adhésion en masse des paysans aux fermes coopératives au printemps de 1956 — le pourcentage atteignit presque 80 % de la population rurale — des progrès sensibles furent enregistrés et les tâches fixées par le VIe Congrès du Parti furent accomplies et même dépassées pour certains produits.

La séance plénière du Comité central du Parti communiste tenu en avril 1956, fut d'une importance exceptionnelle pour l'essor du pays. Il fut constaté que la production n'était pas en état de répondre aux besoins de l'industrie et de l'économie nationale en général, c'est-à-dire que la production agricole ne répondait pas à la demande et qu'elle n'avait pas atteint les possibilités réelles qu'offre le socialisme à la campagne.

Des décisions furent prises, afin d'aider les fermes coopératives qui avaient certaines difficultés. Il fut décidé que la Banque bulgare d'investissement accorderait à partir du 1er janvier 1957 des crédits aux fermes coopératives à un taux plus favorable, avec une prolongation des délais de remboursement, tout en spécifiant que les crédits destinés aux travaux de bonification et à la construction de serres seraient délivrés sans obligation de souscrire des titres. Les fermes coopératives se trouvant dans une situation difficile bénéficièrent d'un moratoire allant jusqu'à quinze ans. De 50 à 100 % des obligations de ces fermes envers l'Etat furent annulées.

Les modifications apportées dans le système d'achat des produits agricoles eurent aussi une grande importance non seulement pour la situation financière des fermes coopératives, mais également pour l'amélioration des rapports économiques entre la ville et la campagne, entre l'industrie et l'agriculture. Le système d'achat de la production agricole ne correspondait plus aux nécessités du

moment, plus même, il commençait à entraver sérieusement le développement des forces productives à la campagne. Indispensable et juste, lorsque l'économie agricole n'est pas entièrement coopérée et la production insuffisante, il devient par la suite un système suranné et injuste. C'est ainsi qu'il était prélevé des produits agricoles dans des régions où ceux-ci faisaient défaut alors que des excédents étaient laissés à la disposition des coopérateurs dans des régions où les rendements sont plus élevés, donnant ainsi libre cours à une activité commerciale et spéculative.

Les organisations commerciales furent tenues de verser aux fermes coopératives une avance de 50 % sur le volume planifié des livraisons obligatoires à l'Etat. A partir du 1er janvier 1957 les paysans membres des fermes coopératives furent libérés des livraisons obligatoires à l'Etat sur les rendements des terres et du bétail qui leur avaient été laissés en jouissance personnelle en vertu du statut-type. Les villages des régions montagneuses ainsi que d'autres villages à production céréalière limitée, ainsi que toutes les localités du département de Blagoevgrad, furent également libérés des livraisons obligatoires. On supprima également les livraisons obligatoires à l'Etat du raisin, des pommes, des prunes, des pommes de terre, de l'avoine, du lait, du tournesol, ainsi que l'imposition progressive des paysans non coopérés en livraisons de laine d'après le nombre de brebis qu'ils possédaient.

Des modifications importantes furent apportées au système de planification de l'économie rurale en vue d'encourager les producteurs et les dirigeants locaux à tenir compte dans leurs plans des particularités naturelles et économiques locales et de susciter ainsi l'intérêt des paysans. La politique des prix de l'Etat, conformée à certaines initiatives économiques pour l'encouragement de telle ou telle branche de l'économie nationale, fut un des moyens les plus importants de gestion de l'économie rurale. Ainsi dès le mois de mai 1956 on augmenta le prix de rachat des tabacs (en moyenne 28 %) et en même temps on procéda à une délimitation des régions productrices de tabac; on augmenta également le prix de rachat des cocons, des tomates hâtives, du poivre rouge, etc.

Les mesures pour le développement des régions arriérées du pays et la lutte contre l'érosion qui permettent de sauvegarder et d'améliorer la structure du sol, constituent un aspect très important de la politique du pouvoir populaire ayant trait à l'augmentation de la production. Au cours de l'automne 1958, le pays a vu se déployer un mouvement sans précédent qui n'est possible qu'en régime socialiste, pour la mise en valeur des terres en friche et accidentées, pour l'édification dans tout le pays d'un réseau de barrages. Sous ce rapport, le décret du gouvernement de mars 1958 constitue un document important; d'après les dispositions de cet arrêté, des pâturages et des terres appartenant à l'Etat, d'une superficie de plus de 800.000 hectares ont été remis à titre gratuit aux fermes

coopératives et aux fermes d'Etat, cependant que 300.000 hectares de terre étaient mis en valeur et que des dizaines et des dizaines de retenues d'eau étaient créées.

En outre, depuis 1956, les fermes coopératives jouissaient d'une indépendance plus vaste quant à la solution des questions traitant l'organisation de la production et la rémunération du travail des coopérateurs. Le droit leur fut laissé d'établir les formes et les modes d'organisation, de rémunération du travail qui, tenant compte des conditions locales, contribueraient au maximum au développement de l'initiative des coopérateurs, renforceraient leur intérêt matériel, augmenteraient la production avec des frais minima.

Le Ve Congrès des coopératives agricoles qui coïncida avec la fin du second quinquennat constata qu'on en avait terminé avec les exploitations agricoles privées dans le pays. Cela permit d'apporter une série d'amendements aux statuts-type qui ouvrirent des perspectives nouvelles aux coopératives en vue de leur développement ultérieur. D'autre part, considérant que la coopération dans l'agriculture était un fait accompli, le Congrès prit toute une série de mesures pour élever à un niveau supérieur la gestion de l'agriculture tant à l'échelle nationale que locale, pour augmenter la productivité du travail en réduisant en même temps le prix de revient de l'unité de production agricole, pour améliorer l'organisation des fermes coopératives.

Deux faits concernant les modifications et les amendements apportés aux statuts-type par le Ve Congrès méritent une attention particulière.

Le premier concerne les koulaks. L'article 13 stipulait que les fermes coopératives ne pouvaient accepter des koulaks comme membres. Treize années d'édification socialiste lui ôtent toute signification. En effet, une des lois de la période de transition du capitalisme au socialisme, c'est la liquidation des koulaks en tant que classe. Au cours de la refonte socialiste de l'agriculture en Bulgarie, cette question a été réglée autrement qu'en U.R.S.S. Dans les conditions concrètes de la Bulgarie et en raison de l'existence d'un camp socialiste, les dirigeants bulgares n'ont pas jugé utile de hâter la liquidation des koulaks Ils ont appliqué une politique de limitation et d'évincement graduels de ces derniers. Les profondes transformation sociales et économiques opérées en Bulgarie ont considérablement affaibli les koulaks sous le rapport économique, puis les ont peu à peu éliminés comme classe exploiteuse. Le système des livraisons obligatoires à l'Etat en fonction de l'étendue des terres, l'impôt progressif sur le revenu, le rachat forcé des outillages agricoles privés importants et des entreprises rurales traitant les matières premières agricoles, ont puissamment contribué à détruire la base économique des koulaks. Ces mesures ont brisé leur puissance économique. Par ailleurs, le travail politique effectué par le Parti

communiste, a ruiné leur influence parmi la population paysanne. Ce n'est qu'après la victoire du régime coopératif à la campagne, les koulaks étant réduits à l'impuissance qu'il devint possible de les accepter dans les coopératives agricoles, sans toutefois leur permettre d'accéder aux postes dirigeants.

Le second a trait à la répartition des revenus des fermes coopératives. Il concerne avant tout les divers fonds des fermes coopératives, le volume des sommes à répartir et, avant tout celles devant alimenter le fonds « indivis ». Le fonds « indivis » est la base économique principale des coopératives. Il leur appartient en propre et il est utilisé au renouvellement des moyens de production. Dans le processus de développement de l'économie coopérative, les fonds indivis s'accroissent constamment, changent de qualité, de structure, de caractère social et se rapprochent toujours plus davantage des fonds de production nationaux. Aussi les changements apportés par le V° Congrès des coopératives agricoles ont-ils créé les conditions pour une augmentation ultérieure de la richesse des coopératives agricoles, représentée par le fonds « indivis ».

LE TRIOMPHE DU SOCIALISME A LA CAMPAGNE

EN 1957, c'est-à-dire à la fin du deuxième quinquennat, 90 % de la terre appartenant à un million d'exploitations familiales sur un total de 1.103.000 était déjà coopérée. A cette époque, seule une partie insignifiante des exploitations familiales demeurant dans certaines régions montagneuses et semi-montagneuses reste en dehors du mouvement. A la fin de l'année 1958, après le regroupement qui venait de s'effectuer, ces dernières également adhéreront aux coopératives agricoles.

Aujourd'hui, on dénombre dans le pays 932 coopératives avec 4.644.438 hectares de terre arable et une population rurale de 4.413.121 personnes. Sur ces 4.644.438 hectares, 4.235.581 sont exploités par les coopératives. La différence, soit 408.857 hectares, représentant 9,7 % de la terre arable sont les lopins individuels appartenant aux membres des coopératives. La superficie moyenne des terres par coopérative est de 4.249 hectares, soit en général quatre fois plus qu'avant le regroupement. Cela signifie que la Bulgarie est aujourd'hui un pays de grosse agriculture socialiste et que sur cette base s'ouvre devant elle d'immenses possibilités pour un rapide et important développement de la production agricole.

De plus hauts rendements, une plus grande productivité dans l'élevage, dans les entreprises agricoles socialistes par rapport aux exploitations familiales, tel est le résultat économique direct et le plus important de l'édification socialiste à la campagne.

TABLEAU IV

Production des principaux produits agricoles
(en tonnes)

	1939	1949-52	1953-57
Froment	2.002.987	1.775.000	2.000.000
Maïs	1.076.535	777.106	1.192.000
Orge	413.937	347.772	434.500
Haricots	119.434	63.602	86.063
Tournesol	170.993	183.787	229.344
Coton	20.654	39.440	63.984
Poivrons	100.924	136.277	134.217
Tomates	43.858	214.900	294.526
Raisins	474.000	465.000	573.000
Tabacs oriental	33.000	40.000	58.380
Betteraves à sucre	234.000	512.932	880.770
Pommes de terre	135.872	260.401	296.353

	1958	1959	1960
Froment	2.321.925	2.425.846	2.372.000
Maïs	881.879	1.505.855	
Orge	444.220	559.501	
Haricots	57.871	99.163	
Tournesol	221.264	278.766	343.000
Coton	46.640	51.709	64.500
Poivrons	143.171	152.578	
Tomates	463.866	478.570	629.930
Raisins	888.000	686.000	585.000
Tabacs oriental	75.000	93.500	60.000
Betteraves à sucre	882.393	1.450.320	1.620.000
Pommes de terre	250.924	420.779	

L'augmentation des rendements par hectare ainsi que la productivité dans l'élevage par tête de bétail ne serait pas un indice économique suffisant s'ils n'étaient pas suivi de l'augmentation de la productivité du travail, en tant que rapport entre la qualité de la production et le temps passé à la réaliser. Sous ce rapport les données statistiques confirment, sans conteste possible, les avantages de l'agriculture coopérative par rapport à l'exploitation individuelle. Ainsi s'il fallait en moyenne 32 heures de travail dans les années 1934-1939 pour obtenir 100 kilos de blé, en 1959, ce chiffre est tombé à 13,4 heures. Pour 100 kg de maïs dans les exploitations

individuelles en 1957 il fallait 51 heures de travail et seulement 22,7 dans les coopératives agricoles. Ce chiffre est encore plus bas dans les fermes d'Etat.

Parallèlement à l'augmentation de la productivité du travail dans les coopératives agricoles et à celle du volume total de la production agricole les profonds changements survenus dans les campagnes bulgares dans la structure des diverses branches ont permis une spécialisation et une intensification de la production agricole. L'extension des superficies de plusieurs cultures intensives par rapport à 1939 en témoigne : la superficie des vignobles a augmenté de 115 %; celle des vergers de 238,4 %; des jardins potagers de 296,2 %; du tabac de 220 %; du coton de 233,9 %. En 1958, alors que la coopération de l'agriculture était terminée, la structure de la terre arable était la suivante : céréales 62,5 %; cultures industrielles 12,05 %; légumes 2,32 %; cultures fourragères 14,96 %; plantations durables 5,86 %; terres en friche 1,58 %.

★

De son côté la mécanisation s'est largement développée. Dans un pays où il y a encore dix-sept ans il n'existait qu'une charrue en bois pour deux exploitations agricoles, où 95 % des travaux des champs étaient effectués avec des bêtes de somme, où il n'y avait que 3.500 tracteurs et pas une seule moissonneuse-batteuse, il existe aujourd'hui, grâce au pouvoir socialiste, une agriculture hautement mécanisée.

TABLEAU V

Développement de la mécanisation dans l'agriculture

	1950	1952	1954	1956
Moisson %	—	42,3	—	—
Semaille %	—	34,5	—	—
Labour	—	64,5	—	—
Labour profond %	—	86,2	—	—
Tracteurs (en 1.500)	6.803	10.321	13.302	20.427

	1957	1958	1959	1960
Moisson %	46,3	50,1	58,6	58,9
Semaille %	76,4	81,2	79,2	84,1
Labour	87,1	88,5	84,3	89
Labour profond %	96,4	94,8	94,9	98,2
Tracteurs (en 1.500)	24.327	28.389	30.963	34.214

En 10 ans le nombre des machines a augmenté de 8 fois. Alors qu'auparavant la moissonneuse-batteuse était inconnue il y en a maintenant 4.500 et le volume du travail effectué par les machines agricoles a augmenté de 22 fois.

En dehors des tracteurs et des autres machines agricoles, en 1958 les stations de machines et tracteurs avaient 197 ateliers de réparation, dont chacun représente une petite fabrique dotée des machines les plus modernes. Actuellement les stations de machines et de tracteurs sont en pleine réorganisation.

En effet, la fusion des fermes coopératives a posé également la question des formes de l'assistance technique qui leur est fournie. Jusqu'à maintenant cette aide leur était attribuée par les stations de machines et de tracteurs. Le rôle positif que celles-ci ont joué dans la révolution technique qui s'est opérée dans les campagnes bulgares est indéniable. Elles ont démontré en pratique et d'une manière convaincante les avantages de la grande ferme coopérative basée sur l'emploi de la technique moderne. Dans certains endroits du pays elles continuent d'être toujours indispensables. Toutefois, dans les conditions de la Bulgarie d'aujourd'hui, elles en ont terminé avec leurs fonctions politiques, économiques et d'organisation. En effet, depuis le regroupement des fermes coopératives, la forme d'assistance technique prêtée par les stations de machines et de tracteurs ne satisfait plus aux exigences nouvelles d'accroissement de la production coopérative et elles commencent même à entraver le développement des forces productives. Aujourd'hui, les fermes coopératives bulgares constituent de grosses entreprises ayant des moyens économiques financiers et d'organisation beaucoup plus considérables qu'auparavant. Elles obtiendront dorénavant des revenus en espèces bien plus importants ce qui leur permettra d'acheter des tracteurs et des autres machines agricoles. A la fin du troisième quinquennat (1958-1962), l'ensemble des fermes coopératives seront en état de prendre en charge la presque totalité du parc des stations de machines et tracteurs.

Le regroupement des coopératives sur le plan économique et d'organisation, l'extension de leur base matérielle et technique, l'élévation de la productivité du travail ont entraîné une augmentation considérable des revenus de la paysannerie.

Le système actuel de rémunération calculé par journée-travail ne correspond pas aux intérêts du développement de la production agricole, aussi est-il en voie de disparition progressive pour faire place graduellement à une rémunération mensuelle. Toutefois, aujourd'hui encore, il n'est pas sans importance et il doit être pris en considération lors de l'évaluation de l'activité économique des fermes coopératives. Cependant il ne peut donner une idée exacte et complète de l'activité de production des fermes coopératives et des revenus des coopérateurs.

L'inconvénient de ce mode de calcul, c'est que la rémunération

par journée-travail dépend également des normes adoptées par différentes fermes coopératives pour le même travail lors de l'évaluation de la journée-travail. Voilà pourquoi en tant que mesure de travail ce mode de calcul est imparfait ; il ne peut refléter objectivement la dépense de travail par unité de production, car il ne contient pas un nombre déterminé d'heure-travail.

Aussi plusieurs coopératives ont adopté un nouveau système d'évaluation et de rémunération du travail en prenant comme base le volume net de la production fournie et en déterminant dans le plan annuel ainsi que dans celui de la coopérative, de chaque équipe, section ou groupe, le volume net de la production qu'ils doivent fournir en tenant compte de la production prévue au plan et des dépenses matérielles moyennes admises. D'autres coopératives s'orientent vers la diminution progressive du paiement en bien, en nature, ne fournissant au coopérateur que la quantité de produits nécessaires à ses besoins et à ceux de sa famille, et vers l'accroissement du montant de la rémunération en espèces. Le Parti et le gouvernement ont demandé aux coopératives de faire preuve d'initiative en ce domaine et d'examiner les formes les meilleures pour évaluer et rémunérer le travail des coopérateurs à leur juste valeur. Mais ceci représente un problème assez complexe à résoudre. Pourquoi ?

La difficulté principale provient, d'une part de la grande disproportion existant dans le développement des coopératives et, d'autre part, des différences existant entre le travail industriel et rural.

Les statistiques donnent un tableau très varié de la situation économique des différentes coopératives agricoles. Prenons, par exemple, les indices de la terre, de la main-d'œuvre et des revenus avant le regroupement.

En ce qui concerne la terre arable, la moyenne était de 2,14 hectares par coopérateur apte au travail et employé dans la production. Cependant de grandes inégalités existaient sous ce rapport entre les différentes régions du pays. Une enquête portant sur 3.015 fermes coopératives a donné les résultats suivants (avant le regroupement) : dans 266 coopératives la moyenne de terre arable était de 1,15 ha par coopérateur ; dans 1.405 de 1,8 ha ; dans 913 de 2,49 ha et dans 431 de 3,78 ha. Dans la Dobroujda la moyenne était de 3,4 ha par coopérateur ; dans la région de Plovdiv de 1,6 ha ; dans celle de Vratza de 1,8 ha.

L'inégalité économique existante entre les fermes coopératives est également liée à des différences de structure dans la production agricole. Ces faits montrent que dans l'organisation actuelle (à part quelques régions) de la production agricole, des différences sérieuses demeurent entre les diverses régions du pays en ce qui concerne l'occupation de la main-d'œuvre et la rémunération du travail.

Dans un certain nombre de coopératives la moyenne annuelle de journées-travail variait entre 350 et 400 et dans d'autres elle des-

cendait en-dessous de 100. Les statistiques établies donnent les chiffres suivants : dans 2,7 % des fermes coopératives la moyenne de journées-travail tombe en-dessous de 100 ; dans 23,5 % elle est de 100 à 180 ; dans 59,5 % de 180 à 300 ; dans 14,3 % au-dessus de 300. Cela met en évidence la disparité existant dans la rémunération des coopérateurs (la moyenne était de 15 léva par journée-travail, mais on comptait aussi des journées-travail de 3 à 9 léva, de 12 à 18 et jusqu'à 22 léva). Le regroupement des coopératives a permis déjà de niveler ces inégalités économiques. Depuis que celui-ci est intervenu l'augmentation des revenus est d'environ 20 % et de très nombreuses coopératives versent mensuellement 60 % du salaire sur le travail effectué. De plus, le regroupement a permis d'éliminer les « saisons mortes ». Dès à présent, avec l'aide de techniciens on commence à développer de nouvelles branches de travail hautement rentables, telles que les cultures industrielles, maraîchère, l'arboriculture, l'aviculture, l'élevage porcin et ovin, l'apiculture, la sériculture, la pisciculture, etc. En outre, là où les conditions économiques sont favorables, plusieurs coopératives ont créé des entreprises auxiliaires de caractère industriel pour occuper une partie de la main-d'œuvre des fermes pendant l'hiver, conserveries, fabriques de sirop, etc. Toutes ces mesures permettront d'élever sensiblement le niveau de vie des coopérateurs.

La réalisation des objectifs fixés par le troisième plan quinquennal 1958-1962 (celui-ci fut achevé deux ans avant terme) ont permis à l'agriculture bulgare de faire un nouveau bond en avant. Elle a doublé en un an et triplé en deux ans le volume de la production agricole. En 1965, le volume global de la production agricole doit atteindre 60 milliards de léva, soit quatre fois le chiffre de 1957. Les chiffres de contrôle pour les principales cultures sont les suivants (en milliers de tonnes) : céréales secondaires 6.600 ; tournesol 550 ; coton (non égréné) 210 ; tabac oriental 130 ; betterave à sucre 3.000 ; raisin 2.244 ; lait (milliers de litres) 3.300 ; œufs (milliers d'unités) 6.800 ; viande (poids vif en milliers de tonnes) 1.300. Ce sont là des objectifs agricoles élevés. S'ils sont atteints en gros aux dates fixées, la Bulgarie qui, après l'U.R.S.S., est le second pays européen où l'agriculture est entièrement socialiste, donnerait un nouvel exemple remarquable qui dépasserait de loin le cadre de ses frontières, et principalement pour des pays comme la Grèce et la Turquie dont la situation étaient analogues en 1944. De plus, l'exemple bulgare démontre avec éclat que grâce au système socialiste, les pays initialement retardataires sont susceptibles d'atteindre une croissance sensiblement plus rapide que ceux qui sont déjà développés.

Les chiffres tant dans le domaine de l'industrie que dans celui de l'agriculture mettent en lumière les résultats remarquables qu'a obtenu la Bulgarie dans son développement d'après-guerre. Mais sa principale conquête ne peut s'exprimer en indices arithmétiques.

Il s'agit de la libération définitive des travailleurs de l'exploitation capitaliste qui a créé les conditions favorables au développement des forces matérielles et spirituelles. La conquête de la liberté politique et économique est la réalisation la plus remarquable du peuple bulgare au cours de la période d'après-guerre. Cette liberté a été la condition première des succès remportés et représente le gage le plus sûr de l'avenir du pays. Le temps n'est plus loin désormais où la Bulgarie, comme l'Union soviétique, abordera l'édification de la société communiste.

BIBLIOGRAPHIE DES PRINCIPAUX OUVRAGES ET PUBLICATIONS UTILISEES

Pierre GEORGES. — L'économie de l'Europe centrale slave et danubienne, P.U.F., Paris 1949.
Les démocraties populaires, Editions sociales, Paris, 1952.

Bernard NEWAN. — Balkans, Aux portes de France, Paris, 1946.
« Le régime foncier en Europe », *Genève, Conférence européenne de la vie rurale,* 1939.
Bulgarie. — Editions en langues étrangères, Sofia 1959.

Todor JIVKOV. — Pour l'accélération du développement de l'économie nationale, pour l'amélioration de la situation matérielle et culturelle du peuple et pour la réorganisation de la gestion de l'Etat et de l'économie nationale. (Rapport présenté à la IIIe session ordinaire de l'Assemblée national, Sofia 1959).
— *Rapport d'activité du Comité central du Parti communiste de Bulgarie au VIIe Congrès. Editions du Parti communiste, Sofia,* 1958.
— *Comment le socialisme a vaincu en Bulgarie. La Nouvelle Revue Internationale,* n° 2, 1958.
« 15 années de pouvoir populaire en Bulgarie », *Editions en langues étrangères, Sofia,* 1959.
Directives du VIIe Congrès du Parti communiste de Bulgarie concernant le IIIe plan quinquennal (1958-1962), *Editions du Parti communiste, Sofia,* 1958.

STANKO Todorov. — La réorganisation socialiste de l'agriculture en Bulgarie, La Nouvelle Revue Internationale, n° 4, 1958.
« L'agriculture coopérée », *Sofia,* 1959

Pr Dynko TOCHEV. — Grèce capitaliste et Bulgarie socialiste, Nouvelle Critique n° 119, 1960.

Parmi les publications : Le « Bulletin d'information du Comité Central du Parti communiste de Bulgarie » ; *la revue* « Bulgarie d'aujourd'hui » *et les communiqués de l'Office de statistique près le Conseil des ministres.*

LE LIVRE DE GILBERT MURY :

« ESSOR OU DÉCLIN DU CATHOLICISME FRANÇAIS ? »

par Roger GARAUDY

LE livre de Gilbert Mury, publié par les *Editions sociales*, *Essor ou déclin du catholicisme français* est un ouvrage d'une importance théorique particulière parce qu'il marque une étape nouvelle de la recherche marxiste dans le développement de la critique religieuse.

Mury définit lui-même très clairement la nature de son entreprise : « *Il semble,* dit-il, *que l'heure soit venue d'entreprendre un nouvel inventaire du fait religieux en s'élevant par degrés de la connaissance des réalités objectives à celle du moment subjectif de l'aliénation religieuse dans la diversité réelle que cache mal une apparence d'unité. La possibilité d'une sociologie marxiste du christianisme contemporain, c'est-à-dire tout simplement l'application de la méthode du matérialisme historique à l'investigation de cette réalité qu'est l'Eglise ne saurait être élaborée en dehors de toute référence à la base réelle, à l'infrastructure qui la supporte.* » (P. 31-32.)

L'application résolue de cette méthode à la sociologie de la religion constitue le premier mérite de cet ouvrage.

D'abord, il n'isole pas l'analyse philosophique des idéologies de l'étude historique et sociologique des institutions. Et c'est cela, précisément, qui constitue l'originalité du marxisme. Mury utilise par exemple les statistiques de la fréquentation des Eglises, ou les statistiques des vocations sacerdotales. Il lui serait évidemment impossible de les établir lui-même car l'administration ecclésiastique ne livre les éléments d'information qu'à des chercheurs catholiques. Mury est donc parti nécessairement de ces travaux, notamment de ceux du professeur Le Bras et du chanoine Boulart. Or, le contraste est saisissant entre leurs travaux et le livre de Mury. La compétence

et l'honnêteté de ces chercheurs n'est pas en cause, mais leurs principes et leurs méthodes.

Les spécialistes de la « sociologie religieuse » sont à la fois sociologues et religieux mais ce n'est pas leur sociologie qui les conduit à la religion, ni leur religion qui les conduit à la sociologie. Chez eux, ces deux domaines sont étrangers l'un à l'autre : ils juxtaposent une science sociologique purement positiviste à leur métaphysique religieuse. Le lien entre les deux est purement pragmatique : ils fournissent à l'Eglise des données statistiques qui lui permettront d'orienter son travail : implantation des Eglises, modification d'organisation, apostolat des laïcs, etc., mais il n'existe et ne peut exister de lien interne entre leur science et leur foi : leur science ne conduit pas à la foi et ne contribue en rien à son enrichissement, leur foi n'apporte rien ni aux principes ni aux méthodes de leur science.

Le livre de Mury constitue une véritable contre-épreuve : contre ce positivisme qui s'accommode si bien du fidéïsme, Mury apporte la démonstration pratique que si la science, la sociologie par exemple, a définitivement rompu, depuis Marx, avec la philosophie spéculative, métaphysique et religieuse, si elle a conquis sa totale indépendance à l'égard de cette philosophie, elle a au contraire trouvé dans le marxisme, philosophie scientifique, science des lois les plus générales du développement de la nature, de la société et de la pensée, dans le matérialisme dialectique et le matérialisme historique qui constituent la philosophie marxiste, son âme vivante.

Dans le cas particulier de la sociologie et de la sociologie de la religion, illustré par le livre de Mury, l'on voit clairement que la juste perspective philosophique du matérialisme historique fournit les principes et la méthode pour dégager les liens nécessaires (et non pas simplement empiriques) entre la réalité sociale et l'idéologie ou les sentiments religieux, alors que le professeur Le Bras ou le chanoine Boulart se contentèrent d'enregistrer aussi rigoureusement que possible des *faits* et des *lois* statistiques les reliant, mais sans découvrir le lien interne et nécessaire qui relie les structures sociales et les diverses formes de la vie religieuse. Non seulement leur principe de départ, leur foi, ne leur permettait pas de rechercher et de découvrir ce lien, mais elle le leur interdisait.

Ils pouvaient donc recueillir des données d'ailleurs fort riches, apercevoir des vérités partielles, d'ailleurs fort significatives, mais le travail du marxiste consistait, comme l'a fait Lénine, par exemple, en économie politique lorsqu'il écrivit, *L'impérialisme,* à recueillir tous les éléments mis au jour par les économistes bourgeois, à ne pas croire un mot de leurs interprétations théoriques, à extraire de leur gangue

les faits qu'ils apportaient et à les intégrer dans la juste perspective qu'ouvre à l'étude scientifique une philosophie vraiment scientifique, seule capable d'orienter et de guider la recherche.

L'application de cette méthode à un domaine qui, jusque-là, n'avait pas été exploré par les marxistes, celui de la sociologie de la religion, a permis à Gilbert Mury d'apporter une riche contribution au travail de notre Parti en ce domaine.

★

LA critique marxiste de la religion se distingue très nettement de celle des matérialistes français du XVIIIe siècle qui ne voyaient dans la religion qu'une invention des « *tyrans et des prêtres* ». Pour le marxisme « *c'est du dedans et non du dehors que monte ce mouvement de dépossession de soi, par lequel l'homme attribue à des êtres surnaturels le meilleur de la force dont il est dépositaire* » (1). L'aliénation religieuse a des racines naturelles (sentiment d'impuissance devant les forces écrasantes de la nature, surtout chez les primitifs) et des racines sociales (sentiment d'impuissance devant les forces écrasantes de la société, dans toute société marchande où règne l'aliénation économique, avec toutes ses conséquences : exploitation, oppression, crises, guerres, etc.).

Feuerbach avait vu que la religion était un reflet déformé de la réalité sociale, naissant de ses contradictions et faisant de cette projection céleste une compensation aux misères de la terre. Mais sa critique religieuse souffrait d'une double limitation : d'abord, elle n'était pas « historique », c'est-à-dire que, pour lui, l'aliénation religieuse n'était pas liée à certaines structures sociales, à un régime déterminé — fondé sur la propriété privée des moyens de production — et, par conséquent, ne disparaissant qu'avec ce régime. Et c'est là sa deuxième limite : la lutte contre l'aliénation religieuse est pour lui purement idéologique. Pour se débarrasser de l'aliénation il suffit de prendre conscience du mécanisme qui l'engendre. Par là, Feuerbach revenait à l'idéalisme. Alors que Marx a montré non seulement le caractère historique de l'aliénation, mais le moyen de la surmonter vraiment : en mettant fin pratiquement aux contradictions sociales qui en sont la racine objective.

Ces principes fondamentaux du matérialisme historique inspirent la méthode appliquée par Mury à l'histoire et à la sociologie de la religion.

(1) Mury, page 269.

MURY rappelle d'abord, en une courte esquisse historique, la transformation qui s'est opérée dans le christianisme dans les diverses sociétés de classe. Il est né dans une société fondée sur l'esclavage et exprimant pour une part les espérances des esclaves (échapper à un monde qui les écrase et constituer une société où chaque homme sera reconnu), mais à un moment où les esclaves ne pouvaient réaliser effectivement ce rêve, après l'écrasement de Spartacus et de tous les mouvements dirigés contre la domination impériale de Rome. Ces espérances, qui n'étaient pas sans ressemblance avec celles du socialisme moderne, comme l'a souligné Engels dans sa *Contribution à l'histoire du christianisme primitif*, sont restées, du fait de cette impuissance des esclaves à changer le monde, purement subjectives, et se sont transposées dans un « autre monde ». « *La société antique,* écrit Mury (p. 25), *n'a pas engendré de classe complètement révolutionnaire, c'est-à-dire une classe opprimée qui soit à la fois subjectivement désireuse et objectivement capable de triompher de ses oppresseurs.* » De là l'appel à « *quitter le monde en esprit plutôt que de le transformer par des actes* » (page 28).

Ce christianisme primitif, né dans un régime esclavagiste, phénomène urbain au départ, caractéristique d'une société marchande, a perdu bien de ses traits originels et s'est modifié du fait de son enracinement dans les régions rurales pendant la période féodale. Tout au long du Moyen Age le christianisme va se transformer jusqu'à adapter les hiérarchies de son Eglise à la hiérarchie féodale, et à donner au sentiment de dépendance à l'égard de Dieu le contenu correspondant aux nouveaux rapports de classe.

Avec la naissance du capitalisme, s'exprime, sur le plan religieux, comme sur tous les plans, la volonté de lutte contre l'économie fermée et les hiérarchies féodales qui en découlent, comme Engels l'a montré dans sa *guerre des paysans.*

Cette rapide mise en perspective historique permet à Mury de dresser, à partir des travaux des sociologues catholiques eux-mêmes, un tableau du catholicisme français comportant deux éléments principaux se distinguant à la fois par l'infrastructure et par l'idéologie : le cléricalisme rural et le catholicisme urbain.

★

LE cléricalisme rural est un héritage de la féodalité médiévale. Mury souligne au passage que l'instauration de cette forme de christianisme et son maintien au-delà de la période historique qui l'a engendrée, a impliqué un constant usage

de la force ou de l'autorité de l'Etat : les baptêmes et la christianisation forcée du Ve au IXe siècle, œuvre achevée sous Charlemagne, en passant par la répression sanglante de l'hérésie cathare au XIIe siècle, les assassinats collectifs du XVIe siècle, les dragonades du XVIIe siècle, la terreur blanche sous la Restauration, l'ordre moral après la Commune, Vichy après le Front populaire, le pouvoir personnel gaulliste et l'offensive cléricale pour détruire les conquêtes démocratiques de la Libération.

Ce cléricalisme rural, mode de vie et ensemble de pratiques figées dans des formes héritées de la féodalité, constitue encore, comme le montre Mury « *les gros bataillons* » de l'Eglise, notamment à l'ouest de la France, où lors de l'avènement de de Gaulle, par exemple, on multiplia les manifestations publiques d'exaltation de la chouannerie et de la « *Vendée militaire* ».

Cette conscience cléricale est figée au niveau de l'obéissance passive et de l'automatisme : c'est une religion faite de rites, de craintes et de défenses, sans influence sur la vie morale comme en témoignent les travaux des sociologues catholiques eux-mêmes. Par contre, elle a une signification politique très claire : elle vient en appui aux pires formes du conservatisme, de la réaction, voire du fascisme.

La carte religieuse de la France minutieusement établie par le chanoine Boulart et distinguant, canton par canton, les régions de notre pays d'après le pourcentage des habitants assistant à la messe et faisant leurs Pâques, révèle d'abord cette loi : les régions les plus pieuses sont les moins évoluées économiquement et socialement. La pratique religieuse, en chaque région, est inversement proportionnelle au développement du progrès technique et de la lutte de classes.

Les enquêtes et les statistiques des sociologues catholiques permettent à Mury d'établir le lien entre ce cléricalisme rural et les formes les plus archaïques de l'économie. Plus la paysannerie est arriérée plus l'influence cléricale est forte : ceci est vrai pour la Bretagne, la Vendée, la Lozère, mais aussi pour l'Italie méridionale, l'Espagne, le Portugal, l'Amérique latine.

La pénétration de techniques nouvelles ou de relations commerciales plus étendues, le développement de la monoculture, la multiplication des tracteurs, l'installation d'une usine à la campagne entraînent un recul de la pratique religieuse liée au mode de vie le plus archaïque.

Ces conclusions, alarmantes pour l'Eglise, ont amené l'épiscopat français à prendre une série de mesures tendant à enrayer la régression en créant un cléricalisme nouveau adapté aux formes nouvelles de l'économie à la campagne :

mettre la main sur l'ensemble des organisations, des institutions et des établissements d'enseignement qui peuvent donner des cadres à l'agriculture nouvelle; former des militants catholiques capables de maîtriser l'évolution technique et de se mettre à la tête des organismes professionnels. De là l'importance attachée par l'épiscopat français à la mainmise sur l'enseignement agricole et à la conquête de la direction des « Centres d'études des techniques agricoles », comme des syndicats agricoles et des coopératives. Les aumôniers d'Action catholique rurale ont clairement défini l'objectif : installer des militants catholiques aux postes de commande des institutions engendrés par le progrès technique (p. 105).

« *Il y a là,* souligne Mury (p. 129) *une tentative de l'Eglise de dissocier le progrès technique de la lutte de classes, comme si la ligne de démarcation passait entre croyants et incroyants alors qu'elle sépare exploiteurs et exploités.* »

★

LE problème se pose différemment pour le catholicisme urbain mais la même méthode fondée sur le matérialisme dialectique permet de découvrir la signification des faits mis en évidence par les statistiques et les enquêtes des sociologues catholiques.

« *Le problème est ici de montrer que le passage d'une fraction appréciable des classes moyennes urbaines à la pratique religieuse reflète un changement qualitatif dans leurs conditions d'existence matérielle* (p. 131). »

En dehors des travaux généraux de Le Bras et du chanoine Boulart, Mury a utilisé les grandes enquêtes organisées à Paris, dans toutes les églises du diocèse, le dimanche 14 mars 1954, par ordre du cardinal Feltin, et à Marseille, sur directive de l'évêque, le 8 mars 1953.

Les chiffres bruts, donnés par les évêchés de ces deux grandes villes sont très proches.

A Paris deux ouvriers sur cent vont à la messe (trois à Marseille), six petits commerçants et artisans sur cent, huit employés sur cent. Par contre les proportions sont beaucoup plus élevées dans les cadres supérieurs et professions libérales (28 % à Paris, 23 % à Marseille) et dans les milieux d'affaires.

Ce qui est frappant c'est d'abord la très faible proportion d'ouvriers pratiquants (de 2 à 3 %) et aussi la faible proportion de pratiquants dans les classes moyennes dites « indépendantes » : artisans et petits commerçants. Les proportions

sont déjà plus élevées avec les employés et surtout avec les cades moyens et supérieurs, les professions libérales de même qu'avec le patronat et les milieux d'affaires.

Si l'on écarte un instant, pour examiner la situation religieuse des classes moyennes, le patronat, dont les raisons de classe d'accorder par leur présence leur appui à l'Eglise est trop évidente, et la classe ouvrière qui, dans sa grande masse échappe à l'emprise de l'Eglise parce qu'elle cherche de moins en moins à être consolée de l'oppression et de plus en plus à la combattre, et, pour cela, n'a pas besoin de Dieu, il reste à interpréter l'attitude des diverses couches des classes moyennes. Mury propose une explication intéressante : « *en société capitaliste l'homme cesse d'être libre en cessant d'être propriétaire. Quand il ne s'incorpore pas à la classe ouvrière il devient un élément flottant particulièrement sensible aux variations de la conjoncture qu'il ressent comme autant de poussées au lieu de les comprendre et de les affronter* ». (P. 147). L'aliénation religieuse a donc une racine sociale chez les éléments des classes moyennes en voie de prolétarisation, et cette aliénation est d'autant plus forte que la dépendance est plus grande.

De ce point de vue s'explique la faible pratique des petits commerçants et artisans qui ont au moins l'illusion de l'indépendance et n'éprouvent pas le besoin de « *transposer leurs relations avec autrui et avec le monde en termes métaphysiques* » (p. 204). Leur « aliénation » ne prend pas nécessairement la forme religieuse.

Les conditions sont différentes déjà chez les employés (qui forment les gros bataillons de la C.F.T.C.) et plus encore chez les cadres moyens et supérieurs et dans les professions libérales « *dont le sentiment d'inefficacité temporelle contredit brutalement la conscience de détenir des valeurs humaines essentielles à notre temps. Un tel conflit ne pourrait trouver sa solution que dans un effort révolutionnaire. Mais l'éducation, le milieu, les intérêts, suggèrent plutôt une intériorisation des exigences dominatrices et leur transposition dans le ciel de l'aliénation* » (p. 205).

Ainsi les données statistiques de la sociologie religieuse viennent vérifier expérimentalement l'analyse de l'aliénation fournie par le matérialisme dialectique.

L'Eglise, ici encore, a essayé d'adapter son action à la situation de fait.

Le problème est, pour elle, difficile à résoudre : d'abord parce que la masse de son clergé est à la campagne : Il y a, en France, à la campagne, 21.000 prêtres pour 18 millions d'habitants et, à la ville, 72.000 prêtres pour 24 millions d'habitants. En outre, à la ville, les prêtres sont beaucoup plus

nombreux dans les paroisses riches que dans les paroisses pauvres. Tout comme à la campagne la solidarité avec le propriétaire terrien, à la ville se fait sentir sur le clergé « *l'attraction du pouvoir et de l'argent* » (p. 196). L'implantation de l'Eglise révèle déjà son choix de classe.

Par ailleurs, dans la paroisse rurale de type traditionnel le curé est lié à l'ensemble de la vie et des problèmes de ses ouailles. A la ville l'homme se trouve pris dans des activités diverses, dans des « fonctions » diverses (travail, organisation professionnelle, loisirs, famille, logement, école) qui débordent le cadre géographique de la paroisse. L'abbé Hautart (cité par Mury, p. 299) définit ainsi la solution de ce problème pour l'Eglise : « *Dès qu'apparaît la dimension fonctionnelle de la vie humaine, c'est-à-dire l'influence des grands milieux de vie sur le comportement de l'individu... le plan géographique étant dépassé du point de vue sociologique, il l'est aussi du point de vue religieux, et c'est ici que se place la nécessité d'une action supra-paroissiale, s'exerçant dans les divers milieux de vie : ce seront, notamment, l'Action catholique spécialisée et l'action sociale.* »

Mais l'Eglise est alors contrainte de s'engager dans une voie dangereuse pour elle : chacun de ces « milieux » a ses buts et sa logique propres et il n'est pas possible de le « cléricaliser » complètement, si bien que l'Eglise est de plus en plus menacée par deux dangers, ou bien, en cherchant à canaliser les forces nouvelles, d'être emportée par elles; ou bien, en cherchant à les endiguer brutalement, de se couper d'elles. L'expérience des « prêtres-ouvriers » a donné un exemple saisissant de cette contradiction insoluble pour l'Eglise : garder son emprise sur un monde dont toutes les forces vivantes sont en opposition radicale avec sa doctrine et sa politique. L'expérience des prêtres-ouvriers a une signification très profonde : venus à la classe ouvrière en « missionnaires » pour la convertir, ils ont découvert dans la classe ouvrière des valeurs spirituelles supérieures à la foi religieuse. Mais le probème est plus général, qu'il s'agisse de la ligne des syndicats chrétiens contraints de louvoyer entre les deux écueils, ou des tentatives de « baptiser » la science. Ici l'expérience du Père Teilhard de Chardin et les hésitations de Rome et de sa hiérarchie à son égard, rappelle dans un autre domaine l'expérience des prêtres-ouvriers : accepter la science (dans le cas de Teilhard l'évolution et toutes ses conséquences) c'est mettre en cause toute la dogmatique théologique (comme le soulignait l'encyclique « humani generis »), et s'opposer à elle c'est se couper de la vie moderne. L'on pourrait faire la même démonstration pour l'attitude de l'Eglise à l'égard des mouvements de libération nationale.

Cette contradiction croissante entre la foi traditionnelle et la vie nouvelle ne peut être résolue par des moyens purement spirituels. D'où l'appui recherché délibérément par la hiérarchie auprès du pouvoir personnel : celui de Pétain hier, celui de de Gaulle aujourd'hui, pour s'emparer du contrôle de l'enseignement de la jeunesse afin, comme le montrait si fortement Georges Cogniot [1], de faire vivre en vase clos, dans l'école confessionnelle les enfants que l'on voudrait vainement préserver des appels de la vie nouvelle.

Cette politique fondamentalement réactionnaire de l'épiscopat français est aggravée par les exigences plus réactionnaires encore du Vatican dont la politique est inspirée par les modèles que constituent pour Rome les chrétientés les plus archaïques : celles d'Espagne, du Portugal, d'Amérique latine, et surtout par l'influence croissante des plus opulentes et des plus puissantes des communautés catholiques : celle des Etats-Unis et de l'Allemagne d'Adenauer.

★

CE résumé nécessairement schématique ne peut rendre compte de la richesse d'un livre qui doit une grande partie de sa force de pénétration à la scrupuleuse précision des données de fait sur lesquelles il s'appuie.

Le livre de Mury est la première recherche concrète de mise en œuvre marxiste de la sociologie non-marxiste qui n'a cessé d'être marquée par la tare originelle du positivisme d'Auguste Comte de Durkheim aux sociologues actuels, Mury oppose, sur un cas concret, une sociologie marxiste qui si elle a rompu avec toute philosophie spéculative, doit au contraire sa force à sa liaison organique avec la philosophie scientifique du matérialisme dialectique et du matérialisme historique.

Sur ce point Gilbert Mury n'a pas cherché à faciliter le dialogue par une quelconque concession de principe, ni au positivisme de la sociologie non-marxiste, ni au fidéisme de la sociologie religieuse. « *De telles compromissions,* écrit-il, (p. 293), *ne peuvent même être conçues.* »

Il dégage avec force le fond d'animisme primitif qui demeure au principe du christianisme d'aujourd'hui sous la forme du créationnisme, et le caractère de plus en plus fantastique et illusoire des idéologies « aliénées » engendrées par la décomposition du capitalisme.

Sa démonstration est d'autant plus forte qu'il est allé en puiser les éléments (enquêtes et statistiques) chez les cher-

(1) Georges Cogniot : *Les Cahiers du communisme,* novembre 1959.

cheurs catholiques : il part donc de faits reconnus par eux, sans jamais forcer le ton, et même avec le respect dû à des chercheurs consciencieux ; il montre à quelles conclusions acheminent nécessairement ces faits si on les intègre à une conception scientifique du monde.

★

L'ACCUEIL fait au livre de Mury par la presse et les revues non communistes est très significatif. C'est certainement l'un des ouvrages marxistes qui ont soulevé le plus de réactions extérieures. Il a permis d'engager un dialogue fructueux.

D'abord l'ouvrage a été bien accueilli chez les laïques. *L'Action laïque* de novembre 1960, soulignait l'importance d'un pareil livre dans la bataille actuelle contre l'agression cléricale. L'auteur de l'article, tout en prenant ses distances à l'égard du « matérialisme » de Mury, concluait : « *On trouvera dans son étude un enrichissement précieux pour l'action.* »

La Revue socialiste de février 1961 donne un bon résumé de la partie sociologique du livre et, comme pour se faire pardonner l'aveu de l'intérêt de ce livre, reproche à Mury d'être « *un orthodoxe stalinien* ».

Dans les milieux catholiques, deux mises en garde : d'abord celle du R.P. Fessard, qui a l'habitude de perdre son sang-froid et même tout bon sens lorsqu'il traite du communisme. Il a grand peur de ce livre qui est, dit-il, « *un appât destiné à appeler les jeunes chrétiens à la collaboration* ». (*Les Etudes,* janvier 1961.)

Les notes bibliographiques de *l'Action catholique féminine* concluent ainsi leur compte-rendu : « *Ce livre anticlérical et antireligieux est évidemment à proscrire. Des dirigeants catholiques responsables et bien avertis de toute la vie intérieure de l'Eglise de France aujourd'hui pourraient cependant trouver un exemple de tactique communiste dans la manière systématique dont sont présentés et interprétés des faits et des observations exactes pour la plupart.* »

Cette crainte, assez générale, témoigne de la force de la démonstration. Dans *la Revue nouvelle* (février 1961) l'abbé Van der Gucht de l'Université catholique de Louvain, résume honnêtement ce livre et s'abstient de polémiquer, renvoyant pour cela à la défense très embarrassée parue dans *les Archives de sociologie des religions* (1960) où l'on ne fait guère à Mury que des objections mineures (références trop peu nombreuses !) ou fondées sur des citations tronquées.

D'autres catholiques engagent le dialogue, notamment deux revues qui ont publié les réponses de Mury : *Esprit* et la revue des Dominicains *Signe du temps.*

Dans *Esprit,* Domenach constate que Mury s'appuie sur : « *des faits et des chiffres authentiques et des citations correctes* » ; il accepte, avec de légères réserves les thèses sociologiques de l'ouvrage; il reconnaît l'existence des conditionnements sociaux de la religion et des lourdes responsabilités de l'Eglise dans ses rapports avec la classe ouvrière.

Dans *Signe du temps,* le R.P. Gardey n'oppose à Mury que des objections inconsistantes sur le plan scientifique : il lui reproche par exemple de n'avoir pas utilisé les « sondages » statistiques, procédé tout à fait contestable et que Mury (comme d'ailleurs le chanoine Boulard) a bien fait d'exclure. Sur le fond le R.P. Gardey rejette la théorie marxiste de l'aliénation tout en reconnaissant que le chrétien est nécessairement aliéné puisqu'il identifie sa volonté à celle de Dieu. Enfin, il oppose aux données statistiques les exemples personnels de sainteté comme « *échappant au matérialisme historique* »; comme si le matérialisme historique excluait par principe la grandeur humaine ! Le problème n'est pas de « rendre compte » de l'épanouissement et de la grandeur de l'homme qui seraient loi universelle si les régimes d'exploitation, d'oppression, d'aliénation ne conduisaient à la mutilation et à la dégradation de l'homme. Le problème est de « rendre compte » du mécanisme de l'écrasement pour apprendre à le briser.

Ces réserves n'empêchent pas le R.P. Gardey de dire du livre de Mury : « *Si l'effort qu'il représente était suivi, nul doute que les rapports entre les chrétiens — notamment les catholiques — et les communistes connaîtraient un certain renouvellement, non pas en vertu d'un accord sur des objets essentiels, mais très précisément à partir d'un désaccord fondamental mieux défini.* »

Le nombre et la nature de ces réactions soulignent encore l'importance du livre de Mury sous son triple aspect : il constitue un exemple de recherche créatrice dans un domaine jusqu'ici peu exploré, celui de la sociologie marxiste, dont il contribue à définir la méthode par opposition au positivisme de la sociologie non-marxiste.

— Il apporte une contribution efficace à notre bataille actuelle contre l'agression cléricale et souligne son caractère de classe.

— Il aide au développement sur des bases de principe de la confrontation et du dialogue avec les chrétiens, et d'une manière plus générale, avec les non-marxistes.

«CEUX DE CHATEAUBRIANT»*

de Fernand GRENIER

par Pierre ELOIRE.

22 OCTOBRE 1941-22 OCTOBRE 1961 : vingt ans. Combien de ceux qui ont vingt ans connaissent ce que fut la journée du 22 octobre 1941 à Châteaubriant ? Une grande majorité de jeunes gens et de jeunes filles ignorent ce moment grandiose et glorieux de l'histoire de France, que fut la mort héroïque des 27 martyrs de Châteaubriant. Quant à ceux qui étaient des hommes au moment de ces journées tragiques, pour beaucoup, la mémoire pourrait être prise en défaut.

D'autant plus, qu'une vaste campagne d'intoxication et de mystification falsifiant l'histoire vise à faire accepter par le peuple français la remise en selle du militarisme allemand en Allemagne de l'Ouest, à un moment où celui-ci est devenu un danger d'une extrême gravité pour la paix du monde.

Le souvenir de Châteaubriant, c'est la lumière projetée sur le vrai visage du militarisme allemand et de ses complices, ce sont les propagandistes de l'anticommunisme confondus dans la calomnie reprise de la bouche d'un bourreau nazi s'écriant devant les cadavres mutilés de nos camarades : « *Communistes pas français !* »; c'est la confiance inébranlable dans les destinées de la classe ouvrière et de son Parti communiste; c'est la marque la plus authentique du rôle national que jouent en permanence les communistes; c'est la reconnaissance du rôle historique de l'Union soviétique, premier Etat à s'être libéré des chaînes du capitalisme.

De tout cela témoigne Châteaubriant. Un témoignage auquel cette pensée du moraliste : « *Je crois aux témoins qui se font égorger* » donne toute sa valeur.

C'est ce témoignage qu'évoque Fernand Grenier dans *Ceux de Châteaubriant.* C'est un livre qui se lit d'un trait tant il est prenant. Le lecteur vit avec *Ceux de Châteaubriant.* Chacun d'eux

(*) Edité par les *Editions Sociales* : 190 pages, 5,50 NF.

lui devient familier. Ces hommes si différents les uns des autres, tant par leurs origines que par leurs caractères, ont tous la foi, la simplicité et la grandeur du vrai héros. Ils incarnent un pur patriotisme servi par un courage tranquille et une grande humanité. Ils ont été trempés aux grandes et généreuses idées du communisme.

On ne lit pas *Ceux de Châteaubriant* sans avoir les yeux embués de larmes. Ce ne sont pas des larmes de désespoir, au contraire, celles qui exaltent le cœur et la raison. Quand on referme le livre, on se sent plus fort et plus confiant en l'avenir.

Les communistes ? des robots ! prétendent nos détracteurs. A ceux qui seraient tentés de leur prêter l'oreille, qu'ils lisent les dernières lettres des 27, citées par Fernand Grenier; qu'ils imaginent ces hommes venant d'apprendre qu'ils vont être fusillés. Vont-ils connaître le désarroi ? Non pas. Réunis, ils examinent calmement la situation. Ecoutez Charles Michels, secrétaire de la fédération du syndicat C.G.T. des cuirs et peaux, député de Paris, s'adressant à ses compagnons :

« *Il n'est pas possible de sortir d'ici ; l'opération ne pourrait être exécutée qu'en force et nous sommes derrière les barbelés, sans armes, gardés par des hommes qui, eux, ont tout ce qu'il faut pour noyer dans le sang toute tentative d'évasion. Une telle folie ne servirait qu'à justifier un crime plus abominable encore : l'extermination de tous. Je vous propose donc ceci : lorsqu'on viendra nous chercher, on nous dira certainement le sort qui nous est réservé. Quand on nous signifiera la sentence, nous répondrons par la « Marseillaise », et lorsque ceux d'entre nous qui ne seront pas du voyage nous entendront, qu'ils chantent, eux aussi, et qu'ils fassent chanter avec nous tous les internés du camp ! Il faut que le crime soit connu de Châteaubriant et de la France entière : c'est ainsi, et ainsi seulement, que notre mort servira à quelque chose.* »

Ainsi les 27 de Châteaubriant avaient-ils non seulement le souci de servir jusqu'à leur dernier souffle la noble cause pour laquelle ils tombaient, mais aussi au-delà de leur mort. Fusillés, ils n'étaient pas des vaincus, mais il continuaient la lutte. Avant de mourir, Jean Grandel avait écrit sur une planche de la baraque : « *Nous vaincrons quand même.* » Un peu plus loin, c'est la main de Jules Auffret qui écrivait : « *Nous serons vainqueurs.* »

Le crime n'était pas encore consommé que déjà Châteaubriant savait. « *La Marseillaise* » qui s'envolait des camions traversant la ville avait allumé la flamme de la résistance dans les cœurs des Castelbriantais à l'époque la plus sombre de la seconde guerre mondiale.

La Gestapo et la police de Vichy furent bien impuissantes

à empêcher la nouvelle de se propager dans toute la France et au-delà des frontières. Partout, de nouveaux combattants allaient se lever pour prendre la relève de ceux qui venaient de donner un si bel exemple.

★

VINGT ans plus tard, nous pouvons prendre à notre compte la recommandation de Charles Michels : « *Le crime doit être connu !* » Ces criminels de guerre sont aux postes de commande dans l'appareil d'Etat de l'Allemagne de Bonn. Pour les mêmes raisons de classe qui lui faisaient dire au lendemain du massacre de Châteaubriant, à la radio de Londres : « *J'ordonne de ne pas tuer d'Allemands* », de Gaulle mène une politique d'alliance et de soutien aux revanchards allemands. Sous couvert de réconciliation franco-allemande, les fils de nos martyrs devraient être prêts à se battre aux côtés des bourreaux pour la reconquête des anciennes frontières du IIIe Reich.

La nécessité de la vraie réconciliation franco-allemande, celle reposant sur la dénazification, la démocratisation et la démilitarisation de l'Allemagne n'échappait pas à « *Ceux de Châteaubriant* » en un moment où il n'était pas facile de la concevoir.

Fidèle jusqu'à la mort aux principes de l'internationalisme prolétarien, face au peloton d'exécution, le dernier souffle de Jean-Pierre Timbaud a été pour lancer à ses bourreaux : « *Vive le Parti communiste allemand !* » Son espérance n'a pas été déçue. Le premier Etat prolétarien allemand, la République démocratique allemande, vient de fêter son douzième anniversaire. Elle a liquidé les bases du militarisme et édifié un Etat pacifique et démocratique. Dans l'Allemagne de l'Ouest, le glorieux Parti communiste allemand, dans les dures conditions de l'illégalité, mène une lutte courageuse contre la politique des revanchards allemands.

« *Ceux de Châteaubriant* » : quelles magnifiques pages de fidélité au Parti ! Tous ont hautement revendiqué leur titre de communiste, tous y ont fait honneur.

Fernand Grenier rapporte qu'au moment de l'appel pour monter dans les camions à destination du lieu d'exécution, quand Ténine passe, il interpelle l'officier nazi : « *C'est un honneur pour un Français de tomber sous les balles allemandes...* » puis, en désignant Guy Môquet (17 ans) qui les suit : « *Mais c'est un crime de tuer un gosse...* » et Guy répond : « *Laisse, Ténine, je suis autant communiste que toi.* »

C'est encore un jeune communiste de 19 ans, Emile David qui résume, sur une paroi de la baraque, la pensée des 27 :

« Les vingt-sept qui vont mourir gardent leur courage et leur espoir en la lutte finale et la victoire de l'U.R.S.S., libératrice des peuples opprimés. »

Comme ils seraient fiers si aujourd'hui ils pouvaient savoir que le XXIIe Congrès du P.C.U.S. vient d'établir le programme de la construction en grand du communisme dans les vingt années à venir et que parmi les délégués au Congrès figuraient les deux premiers cosmonautes de l'histoire de l'humanité.

Cette confiance en l'avenir n'était nullement surfaite ; elle était lucide, éclairée par la science marxiste-léniniste que tous ces hommes exemplaires s'étaient efforcés d'assimiler de leur mieux, au cours de leur vie militante, et qui avaient su mettre à profit leur captivité pour étudier et enrichir leurs connaissances.

Ce sont aussi des pages que l'on dévore que celles où Fernand Grenier nous raconte comment au milieu des pires difficultés les internés de Châteaubriant avaient fait de leur camp une véritable université.

En refermant *« Ceux de Châteaubriant »*, un passage consacré à Jules Auffret m'est revenu à l'esprit. Le voici :

« Ce 22 octobre, dans la matinée, il a encore lavé son linge, disant à un camarade : « Ça donnera moins de travail à ma femme, mais il n'aura pas le temps de sécher, tu t'en occuperas si tu n'es pas du voyage. » Et comme son camarade a les larmes aux yeux, il ajoute : « Ne pleure pas. C'est dans l'ordre des choses, l'essentiel pour ceux qui restent, c'est de ne pas oublier. »

Ne pas oublier !

Les ferventes et grandioses manifestations du 20e anniversaire ont montré que les patriotes n'oublient pas.

A Châteaubriant, sur le lieu même du supplice, en ce vingtième anniversaire, Jacques Duclos déclarait :

« Fidèles aux grands exemples d'héroïsme des morts de Châteaubriant et de tous les combattants de la Résistance que nous unissons dans un même sentiment de gratitude et d'admiration, nous poursuivons leur combat.

« En appelant les patriotes et résistants à l'action unie contre l'alliance avec les revanchards allemands et pour la paix, notre Parti communiste français, qui fut à la pointe du combat contre l'envahisseur, est fidèle à la mémoire de tous ceux qui sont tombés pour libérer la France. »

Par haine de classe le pouvoir gaulliste met tout en œuvre pour faire ignorer ou oublier par le plus grand nombre ce haut lieu de la Résistance française que fut Châteaubriant. Il ne recule devant aucune muflerie : refusant l'émission d'un timbre commémoratif à l'occasion du vingtième anniversaire, refusant la légion d'honneur à titre posthume à vingt-trois des martyrs en l'accordant

à quatre seulement. De Gaulle n'entend faire aucune peine à ceux qui en Allemagne occidentale continuent la besogne de Hitler.

Raison de plus pour garder vivant le souvenir des vingt-sept et de tous les héros de la résistance qui ont payé de leur vie la libération du sol national. Les milliers d'exemplaires de « *Ceux de Châteaubriant* » diffusés depuis sa parution aux *Editions sociales* en mai 1961 y ont déjà largement contribué. Il faut poursuivre l'effort de diffusion.

Des milliers de nouveaux exemplaires peuvent être vendus. Œuvrons à ce que « *Ceux de Châteaubriant* » figure dans toutes les bibliothèques populaires ; à ce qu'il soit mis en vente chez les libraires ; à ce qu'après lecture il ne demeure pas dans les bibliothèques personnelles. Il faut le lire et le faire lire.

« *Ceux de Châteaubriant* » n'est pas seulement l'hommage dû à nos martyrs, c'est aussi une arme précieuse pour nos combats.

LE SEPTIÈME ANNIVERSAIRE DU DRAME ALGÉRIEN

LA guerre faite au peuple algérien va entrer dans sa huitième année. Il est grand temps d'en finir avec ce chancre qui ronge toutes les forces vives du pays.

La lutte pleine de sacrifices du peuple algérien, la sympathie et la solidarité grandissantes dont elle bénéficie en France et dans le monde ont contraint de Gaulle à des reculs par rapport à la vieille thèse colonialiste de « l'Algérie française ».

En septembre 1959, le chef de l'Etat devait reconnaître le droit du peuple algérien à l'autodétermination. Il acceptait par la suite les entretiens de Melun, puis les pourparlers d'Evian et de Lugrin, reconnaissant par cela même la représentativité du G.P.R.A. Enfin, le 5 septembre dernier, il admettait que l'Algérie de demain serait indépendante et qu'il serait impossible de l'amputer du Sahara.

Toutefois, dans les faits, de Gaulle s'obstine à poursuivre une politique de guerre, en refusant d'appliquer une véritable autodétermination.

La politique à double face du pouvoir gaulliste a conduit l'Algérie à une situation dramatique. Et cette situation tend à s'étendre à la France, avec les mesures de caractère fasciste développées au cours de la dernière période, en particulier depuis le 17 octobre, notamment dans la région parisienne, à l'encontre des travailleurs algériens, de leurs femmes et de leurs enfants.

LES derniers événements sont riches d'enseignements.

Venant après les manifestations de masse de décembre 1960 en Algérie, les puissantes manifestations pacifiques d'Algériens qui se sont déroulées en France ces jours derniers sont la preuve irréfutable que ces derniers forment un bloc unanime derrière le G.P.R.A., et que leur lutte, menée sous la direction du F.L.N., a pour objectif fondamental l'indépendance de l'Algérie.

Par ailleurs, la poursuite de la guerre, la répression contre les travailleurs algériens, les saisies de journaux et interdictions de meetings font le jeu des fauteurs de guerre civile, des plastiqueurs

de l'O.A.S., encouragés dans leurs entreprises par les complaisances du pouvoir. Elles crèent un climat d'insécurité, de peur propice à des aventures fascistes. Elles font peser de sérieuses menaces sur la classe ouvrière, sur l'ensemble des travailleurs, sur tous les démocrates.

Le Parti communiste français se félicite des actions, des prises de position, des déclarations qui se multiplient depuis le 17 octobre. Il demande à tous les républicains de développer leur union et leur action afin que cessent la campagne raciste et la répression dont sont victimes les Algériens en France ; afin aussi que soient mis hors d'état de nuire les bandits de l'O.A.S., leurs complices et leurs inspirateurs, ce qui nécessite que prenne fin la mansuétude du pouvoir à l'égard des factieux.

AU moment où va commencer une huitième année de guerre en Algérie, le Parti communiste français appelle à multiplier les initiatives en vue de développer, dans l'union la plus large, l'action pour imposer une véritable négociation avec le G.P.R.A.

La déclaration du 24 octobre du président Ben Khedda ouvre de nouvelles possibilités à une telle négociation. Elle donne en effet aux gouvernants français le choix entre deux éventualités. D'une part, la discussion d'un accord direct sur l'indépendance et le cessez-le-feu, ce qui serait sans aucun doute « une économie de temps et de sacrifices ». D'autre part, la discussion, sur des bases sérieuses, d'une procédure d'autodétermination.

Il suffirait, pour que s'ouvre une fructueuse négociation, que de Gaulle admette enfin ce qui ne peut plus être sérieusement contesté : l'unité du peuple algérien et l'intégrité territoriale de l'Algérie. Les déclarations que vient de faire aujourd'hui même le ministre de l'Algérie ne marquent malheureusement pas un progrès dans cette voie.

Le Parti communiste français recommande aux communistes, à toutes ses organisations, aux sympathisants de se montrer les meilleurs, à l'occasion du septième anniversaire du drame algérien, afin d'intensifier au cours des prochains jours, dans les usines et sur la base locale, la propagande et l'action en faveur de la paix en Algérie, ainsi que pour resserrer la solidarité entre travailleurs algériens et français. Pas une usine, pas une localité, pas un immeuble important ne doit rester sans un débrayage, une manifestation, une réunion, une délégation au cours de la semaine qui vient.

Chaque travailleur, chaque démocrate, chaque Français aura à cœur d'apporter un concours plus actif que jamais à la grande bataille qu'il appartient de mener afin d'en finir avec le drame d'Algérie et ses désastreuses conséquences.

Paris, le 27 octobre 1961.

Le Parti communiste français.

LA CAMPAGNE DE REMISE DES CARTES 1962

LA campagne de remise des cartes 1962 est ouverte.

Remettre rapidement à chaque adhérent sa nouvelle carte, recruter massivement de nouveaux adhérents, constituer de nouvelles cellules, en premier lieu dans les grandes entreprises, tels sont les objectifs que fixe le Bureau politique.

La lourde responsabilité qui repose sur le peuple de France souligne la nécessité d'un Parti communiste français toujours plus fort et actif, toujours plus solidement enraciné dans les entreprises, dans les villages, les quartiers, un Parti avec des effectifs toujours plus nombreux.

Le peuple de France est engagé dans de grandes luttes, décisives pour l'avenir du pays.

Il lutte pour la sauvegarde de la paix, la coexistence pacifique, le désarmement, pour le traité de paix avec les deux Etats allemands et la transformation de Berlin-Ouest en une ville libre et démilitarisée.

Il lutte pour la paix en Algérie par la négociation avec le G.P.R.A., pour la défense de ce qui reste de libertés, pour la mise à la raison des factieux.

Il lutte pour la satisfaction des revendications ouvrières et paysannes.

Il lutte pour la restauration et la rénovation de la démocratie.

Depuis plus de trois ans, le Parti communiste français combat toutes les conséquences néfastes du pouvoir personnel et agit pour la réalisation de l'unité de la classe ouvrière et l'union des forces démocratiques et nationales.

JAMAIS les possibilités de renforcer le Parti communiste français n'ont été aussi grandes.

L'unité se renforce, l'action populaire connaît actuellement, sur tous les plans, un élan nouveau.

Notre époque est celle du triomphe des idées du communisme. L'Union soviétique et les autres pays du camp socialiste remportent des succès prodigieux dans tous les domaines. Le programme du communisme élaboré par le XXIIe Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique ouvre à toute l'humanité le chemin du bonheur.

La certitude des communistes en est chaque jour plus conquérante.

LE Bureau politique appelle les travailleurs, les démocrates et républicains qui soutiennent le combat du Parti communiste français pour la paix, la démocratie et le socialisme, à donner leur adhésion.

LE Bureau politique se félicite de la consolidation des effectifs du Parti. Il salue les 23.000 adhérents qui ont rejoint le Parti au cours de l'année 1961. Le nombre de cellules, cellules d'entreprises, rurales et locales, est en progression.

Ces progrès ont été obtenus par une meilleure application des directives du XV° et du XVI° Congrès pour le travail propre du Parti dans les masses populaires et pour l'activité des communistes dans les organisations et mouvements de masse.

En cette période d'essor de l'unité et de la lutte, chaque réunion de cellule permettra de mieux faire comprendre à chaque adhérent la conception et le rôle du Parti, définis par Lénine.

LE Bureau politique appelle l'ensemble du Parti, fédérations, sections, cellules, à travailler avec hardiesse et confiance, au cours de cette campagne de remise des cartes 1962 pour renforcer le Parti par le recrutement de nombreux nouveaux adhérents : travailleurs, femmes, jeunes et par la création de nouvelles cellules, en particulier dans les entreprises.

— Que chaque cellule se réunisse dans ce mois de novembre, examine concrètement ses possibilités de recrutement, décide de la commande de cartes en rapport avec ses objectifs, élise son bureau, et prépare son assemblée populaire solennelle de remise des cartes 1962 où seront largement invités les sympathisants et les amis du Parti.

— Que chaque direction fédérale s'attache à la préparation et à la tenue des assemblées dans les plus grosses entreprises et que les sections en fassent autant pour les autres entreprises ;

— Que chaque membre du Parti, les plus responsables en premier lieu, depuis les membres du Comité central, des comités fédéraux, des comités de sections, les élus, soient mobilisés pour préparer et assurer les assemblées populaires solennelles de remise des cartes 1962, dans le plus grand nombre d'entreprises, de villages, d'H.L.M., de quartiers.

Dans le même temps, les organisations du Parti apporteront tout leur appui pour renforcer et créer de nombreux cercles et foyers du Mouvement de la jeunesse communiste.

CHAQUE ouvrier, chaque Française et Français adhérant au Parti c'est un combattant de plus pour les causes inséparables de la paix et de la France, de la démocratie et du socialisme.

Paris, le 26 octobre 1961.

Le Bureau politique
du Parti communiste français.

APRÈS LES MANIFESTATIONS ALGÉRIENNES DE LA RÉGION PARISIENNE

LES manifestations de dizaines de milliers d'Algériens qui se sont produites hier à Paris et dans la région parisienne constituent un événement politique d'une importance exceptionnelle.

Ces manifestations ont donné lieu à de sanglants événements. Les forces de police, dont les informations officielles reconnaissent que pas un des membres n'a été atteint par balle, ont tiré sur des groupes d'Algériens, faisant des morts et de nombreux blessés.

En manifestant pacifiquement, avec leurs femmes et leurs enfants, les Algériens entendaient protester contre les discriminations, le régime inadmissibles qui leur sont imposés et qui ne cessent de s'aggraver.

Les travailleurs algériens sont en butte, de la part de la police et des harkis, à des brimades de toutes sortes, à des perquisitions de jour et de nuit, à des brutalités. Nombreuses sont, au cours des dernières semaines, les disparitions d'Algériens.

En outre, le gouvernement a décidé la fermeture des établissements fréquentés par ces travailleurs à 19 heures, et le couvre-feu une heure plus tard. Il procède à des rafles dans les quartiers et les localités qu'habitent les travailleurs algériens et les transporte en nombre en Algérie où ils sont livrés à la police et aux activistes ultras.

Hier, les forces de répression ont agi dans la capitale avec une brutalité sans précédent. Tous les témoins ont pu s'en rendre compte.

Le pouvoir gaulliste semble tout faire pour que s'élargisse encore le fossé creusé entre Français et Algériens par sept années de guerre. Il tend, en favorisant la discrimination et la haine raciales, à rendre la situation des Algériens travaillant en France aussi difficile et dramatique que celle de leurs compatriotes d'Alger et d'Oran.

Les travailleurs, les démocrates français doivent prendre cons-

cience de la gravité de la situation après les événements du 17 octobre.

Créant un climat d'insécurité et tendant à dresser la population française contre les travailleurs algériens, de tels actes font le jeu des factieux, des fauteurs de guerre civile, des tueurs de l'O.A.S., encouragés dans leurs entreprises par les complaisances du pouvoir.

La répression contre les Algériens vivant en France compromet toujours davantage les relations futures entre la France et l'Algérie.

Fidèle à ses principes d'internationalisme prolétarien et conscient de défendre l'intérêt national, le Bureau politique du Parti communiste français dénonce la politique colonialiste du pouvoir gaulliste, illustrée une fois de plus par les sanglants événements d'hier.

Il demande la libération immédiate de tous les emprisonnés et internés du 17 octobre, l'arrêt des expulsions en Algérie et la levée des mesures discriminatoires prises à l'encontre des Algériens.

Le Bureau politique appelle la classe ouvrière, l'ensemble des républicains à réagir vigoureusement contre la propagande et les mesures de discrimination raciale visant les Algériens.

Chaque travailleur, chaque démocrate français doit se sentir personnellement menacé par les mesures de caractère fasciste prises à l'égard des travailleurs algériens, ces mesures pouvant demain être étendues à eux.

Le Bureau politique demande que les initiatives soient multipliées en vue d'organiser dans l'unité la lutte de masse dans les usines et les localités, afin que se réalise concrètement la solidarité indispensable des travailleurs français et algériens.

Les manifestations algériennes du 17 octobre font ressortir l'urgence d'en finir avec la guerre d'Algérie. Le Bureau politique insiste sur la nécessité de développer l'action unie pour imposer une véritable négociation avec le G.P.R.A., sur la base de l'application du principe de l'autodétermination, dans le respect de l'unité du peuple algérien et de l'intégrité territoriale de l'Algérie.

Paris, le 18 *octobre* 1961.

Le Bureau politique
du Parti communiste français.

SOLIDARITÉ AVEC LES FORCES DE PAIX DU PEUPLE ALLEMAND!

Message adressé à l'occasion du 12e anniversaire de la R.D.A. par le Comité central de notre Parti au Comité central du Parti Socialiste unifié d'Allemagne :

Chers camarades,

EN ce douzième anniversaire de la République démocratique allemande, le Comité central du Parti communiste français adresse ses vœux fraternels au Comité central du Parti socialiste unifié d'Allemagne, au gouvernement de la République démocratique allemande, à tout le peuple allemand.

Pour les travailleurs, les démocrates, les citoyens épris de paix dans notre pays, la naissance de la République démocratique allemande, en ouvrant une ère nouvelle dans l'histoire de l'Allemagne, a marqué un tournant pour l'établissement de la paix en Europe, pour la sécurité de la France et pour une véritable réconciliation entre les peuples allemand et français.

Dans la République démocratique allemande, conformément à l'exigence des peuples exprimées — en 1945 — dans les accords de Potsdam, le pouvoir des monopoles et des hobereaux, qui avaient soutenu les entreprises de guerre de Guillaume II et de Hitler, a été définitivement détruit. Le peuple est souverain. La classe ouvrière unie accomplit sa mission historique de guide de la nation, en alliance avec la paysannerie laborieuse et les autres couches de travailleurs.

Edifiant aujourd'hui le socialisme, la République démocratique allemande est un grand chantier pacifique, où les qualités traditionnelles des travailleurs allemands, leurs capacités pour la science et la technique servent à créer une vie meilleure, et non plus à préparer des destructions. Grâce à leur effort créateur, la République démocratique allemande est devenue le cinquième pays industriel en Europe.

La République démocratique allemande a entrepris un immense effort d'éducation morale et civique. La leçon des épreuves infligées par le nazisme à des millions de victimes n'y est pas perdue,

notamment pour la jeunesse élevée dans un idéal de paix et de liberté.

Ainsi la République démocratique allemande reprend et développe les meilleures traditions des luttes livrées dans l'histoire de l'Allemagne contre les forces d'oppression et de guerre. Elle fait fructifier l'héritage de l'humanisme allemand.

Le développement de la République démocratique allemande apporte un renfort précieux aux peuples en lutte pour la paix et la sécurité.

LA paix est aujourd'hui à nouveau menacée par les ambitions des militaristes rétablis en Allemagne occidentale grâce à la politique menée en violation des accords de Potsdam par les impérialistes des Etats-Unis, de Grande-Bretagne et de France. Appuyés sur la puissance d'une armée en pleine expansion en voie d'être dotée d'armements nucléaires, les magnats et les hobereaux rêvent de détruire la République démocratique allemande.

Ils revendiquent des régions polonaises, tchécoslovaques et soviétiques ainsi que de leurs propres alliés du moment, y compris l'Alsace et la Lorraine. Sur le sol de la République démocratique allemande, la partie occidentale de Berlin est transformée en base de provocation et d'espionnage. La conclusion, plus de seize ans après la fin de la guerre, d'un traité de paix avec les deux Etats allemands et la transformation de Berlin-Ouest en ville libre et démilitarisée donnera un coup d'arrêt au militarisme revanchard.

POUR des raisons de classe, étrangères à l'intérêt national, le gouvernement gaulliste, émanation des monopoles, prétend enchaîner le sort de notre pays aux ambitions des impérialistes d'Allemagne occidentale. Il se fait leur avocat, établit avec eux une alliance odieuse, favorise leur prédominance en Europe occidentale dans le cadre du bloc atlantique dirigé par les Etats-Unis et — capitulation sans précédent — leur cède des bases sur le territoire national. Il continue par là à aggraver le danger d'un nouveau conflit mondial dans lequel la France serait entraînée aux côtés des militaristes allemands, danger qui n'a jamais été aussi grave depuis la fin de la guerre. En revanche, il refuse de reconnaître l'existence de la République démocratique allemande et s'efforce d'entraver les relations de toute nature entre nos peuples.

Mais aujourd'hui, l'existence de la République démocratique allemande est une réalité. La République démocratique allemande contribue à rendre plus vains que jamais les calculs des militaristes. Son développement est un témoignage du changement dans les rapports de force dans le monde.

La République démocratique allemande a proclamé que jamais plus, du sol allemand, une agression ne sera lancée contre le peuple de France et les autres peuples d'Europe. Si les militaristes

allemands essayaient une nouvelle fois d'entraîner le monde dans une catastrophe, leur tentative trouverait, en Allemagne même, l'opposition puissante de la République démocratique allemande.

L'intérêt national et la sauvegarde de la paix exigent que le gouvernement français, tenant compte de la situation réelle existant en Allemagne, prenne des initiatives pour aboutir à un traité de paix avec les représentants des deux Etats qui existent en Allemagne, qu'il contribue à éteindre le foyer de provocation à la guerre de Berlin-Ouest en soutenant la proposition d'en faire une ville libre démilitarisée ; qu'il s'oppose à la possession ou à l'utilisation par la Bundeswehr d'armes nucléaires sous le couvert de l'O.T.A.N. ou sous toute autre forme ; qu'il mette fin à la présence de troupes et de stocks d'armements allemands en France ; qu'au lieu de limiter ses relations à un seul des deux Etats allemands, il reconnaisse aussi la République démocratique allemande ; qu'au lieu d'engloutir des ressources immenses dans la mise sur pied d'une « force de frappe » atomique, il participe à la réalisation du désarmement complet, général et contrôlé.

LE Parti communiste français travaille à la mobilisation et à l'union de tous les patriotes, de tous les anciens résistants, de tous les Français et de toutes les Françaises épris de paix pour imposer une telle politique.

La véritable réconciliation franco-allemande ne peut se faire dans la préparation d'une nouvelle guerre, dans le cadre d'une « Petite Europe » agressive des monopoles et des militaristes. La réconciliation de nos peuples s'accomplit dans leur lutte commune contre la guerre impérialiste, pour la sécurité et l'indépendance de nos deux nations, pour la coexistence pacifique.

En ce jour anniversaire, le Parti communiste français exprime les sentiments de solidarité des forces ouvrières et démocratiques françaises avec les forces de paix du peuple allemand et l'Etat qui porte en lui l'avenir pacifique de l'Allemagne, la République démocratique allemande.

Vive le douzième anniversaire de la République démocratique allemande !

Vive le Parti socialiste unifié d'Allemagne !

Vive la lutte commune du peuple français et du peuple allemand pour la paix !

Vive la paix !

Paris, le 5 octobre 1961.

Le Comité central
du Parti communiste français.